



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Rapport de résultats 2020

de la Communauté du Pacifique

Rapport de résultats 2020

de la Communauté du Pacifique



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 2021

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE, LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE (CPS) TRAVAILLE EN PARTENARIAT ÉTROIT AVEC LES ÉTATS ET TERRITOIRES QUI EN SONT MEMBRES

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna

© Communauté du Pacifique (CPS) 2021

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport de résultats 2020 de la Communauté du Pacifique / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community.
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.
4. Regionalism (International organization) — Oceania.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1407-7

Les documents et publications de la CPS mentionnés dans le présent rapport sont disponibles sur le site Internet de la CPS à l'adresse

<https://www.spc.int/fr/documentation>

Copyright CPS pour toutes les photographies, sauf mention contraire.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	iv
PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT	iv
AVANT-PROPOS	v
SIGLES ET ACRONYMES	vi
À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2020	viii
À PROPOS DE LA CPS	x

TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2020	1
Panorama régional	2
Principaux résultats en 2020	5
Tirer les enseignements de nos résultats	9
Pleins feux sur la réponse sanitaire à la COVID-19	11
Rapport d'exécution	15

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT 16

PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	17
Renforcer la gestion durable des ressources naturelles	

DEUXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	29
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers	

TROISIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	35
Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique	

QUATRIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	39
Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés	

CINQUIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	45
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes	

SIXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	53
Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes	

SEPTIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	65
Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire	

HUITIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	73
Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale	

NEUVIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	79
Améliorer la qualité de l'éducation	

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS 84

Renforcer l'aptitude de la CPS à remplir sa mission

OBJECTIF ORGANISATIONNEL A 87

Renforcer l'engagement et la collaboration avec les
membres et les partenaires

OBJECTIF ORGANISATIONNEL B 91

Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques

OBJECTIF ORGANISATIONNEL C 97

Répondre aux priorités de développement des membres
au moyen d'approches pluridisciplinaires

OBJECTIF ORGANISATIONNEL D 103

Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités,
l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation

OBJECTIF ORGANISATIONNEL E 111

Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des
processus de la CPS

ANNEXES 117

ANNEXE 1	118
Tableaux des résultats	

ANNEXE 2	170
Publications dans des revues à comité de lecture	

ANNEXE 3	176
Activités d'évaluation publiées	

ANNEXE 4	177
Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales	

ANNEXE 5	180
Liste des protocoles d'accord en vigueur	

Remerciements

Organisation intergouvernementale, la Communauté du Pacifique (CPS) travaille en partenariat étroit avec les 26 États et Territoires qui en sont membres :

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna.

Nos membres sont, au travers du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), les premiers destinataires du présent rapport. Le Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique (« le Sous-comité »)

appuie l'élaboration du Rapport de résultats ; il passe en revue les différentes moutures du rapport et formule des recommandations détaillées pour en améliorer le contenu.

La CPS tient à saluer la contribution de l'ensemble de ses membres et des partenaires du développement à la réalisation des résultats présentés ici. Elle rend également hommage à l'indéniable esprit de partenariat qui règne au sein du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP).

L'Australie, les États-Unis d'Amérique, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède apportent un soutien décisif aux efforts engagés pour améliorer l'efficacité du développement, grâce à leurs contributions spécifiques au budget ordinaire et aux fonds programme de la CPS.

Nous les remercions pour leur soutien.

Partenaires du développement

Agence des aires marines protégées (AAMP)

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Agence française de développement (AFD)

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

Ambassade des États-Unis d'Amérique
Bureau australien de météorologie (BoM)

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Bureau néo-zélandais de la statistique

Bureau du PNUD pour le Pacifique aux Fidji

Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)

Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Département d'État des États-Unis d'Amérique

DT Global Australia Pty Ltd

FHI 360

Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Fonds mondial

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Fonds Pacifique – ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères

Fonds vert pour le climat (FVC)

Groupe de la Banque mondiale

Gouvernement des États fédérés de Micronésie
Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Haut-commissariat du Canada en Australie

Haut-commissariat du Royaume-Uni à Suva (Fidji)

Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA)

International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

Landcare Research New Zealand Ltd

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

ministère français des Armées

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)

Ministère néo-zélandais des industries primaires

Office français de la biodiversité

ONU Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisation maritime internationale (OMI)

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Partners in Community Development Fiji (PCDF)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (APFNet)

Royal Botanic Gardens de Kew

Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique

Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture (SEARCA)

Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF)

The Nature Conservancy

The Pew Charitable Trusts

Union européenne (UE)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Université de Melbourne

Université de Nouvelle-Angleterre

Université de Wollongong

Vital Strategies



Stuart Minchin
*Directeur général de la
Communauté du Pacifique*

AVANT-PROPOS

Depuis des millénaires, c'est en racontant des histoires que nous communiquons, transmettons notre savoir, apprenons et engrangeons des connaissances.

Le Rapport de résultats 2020 de la CPS est un recueil de récits qui décrivent les résultats auxquels la CPS a contribué et, surtout, les progrès accomplis par ses membres dans la construction de l'avenir que nous appelons tous de nos vœux. Une démarche systématique de suivi-évaluation et d'amélioration continue est fondamentale pour mesurer les progrès réalisés, ajuster le cap et concrétiser nos aspirations pour la région.

Compte tenu des bouleversements provoqués par la pandémie mondiale de COVID-19, les récits entourant les résultats obtenus en 2020 sont remarquables. Les dirigeants océaniques ont agi de manière rapide et judicieuse, en fermant les frontières et en prémunissant ainsi la région contre les pires effets initiaux de la maladie. Cependant, les répercussions socioéconomiques de la pandémie se feront ressentir pendant de nombreuses années encore.

Dans un contexte marqué par les confinements et la limitation des déplacements, la CPS a dû innover et inventer de nouvelles façons de travailler pour servir ses membres. Je suis fier de présenter un rapport qui fourmille d'exemples de cette créativité et qui démontre que le travail de la CPS a continué à avoir des retombées réelles pour les Océaniennes et les Océaniques au cours de cette période difficile.

C'est un immense privilège pour moi que de m'être vu confier les rênes de cette formidable institution régionale et je souhaiterais remercier mon prédécesseur, Colin Tukuitonga, ainsi que les pays membres, les agents et les parties prenantes de la CPS, grâce à qui l'Organisation était non seulement prête à affronter cette tourmente, mais a aussi pu se fixer un nouveau cap.

Alors que la région entame un long processus de redressement, les États et Territoires auront plus que jamais besoin de l'aide de la CPS. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'objectif n'est pas simplement de revenir à la situation qui prévalait avant le déclenchement de la crise. Il importe en effet d'en profiter pour opérer les transformations nécessaires à la concrétisation des objectifs de développement durable en Océanie.

Aux côtés de ses membres, la CPS reste déterminée à servir et à soutenir la région, ainsi qu'à exploiter les potentialités et à relever les défis à venir.

Stuart Minchin
*Directeur général de la
Communauté du Pacifique*



Regarder [ici](#) un entretien
avec Stuart Minchin.

Sigles et acronymes

ABS Bureau australien de la statistique	DCP dispositif de concentration de poissons	MFAT ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce
ACIAR Centre australien pour la recherche agricole internationale	DFAT ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	MNT maladies non transmissibles
ACP États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	EGIS équité de genre et inclusion sociale	MTCC-Pacifique Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique
AMCC+ SUPA Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique	ENV examen national volontaire	OCDE Organisation de coopération et de développement économiques
APTC Australia Pacific Training Coalition	EPI équipements de protection individuelle	ODD objectif de développement durable
BoM Bureau australien de météorologie	EPU Examen périodique universel	OIT Organisation internationale du Travail
CAPI collecte assistée par informatique	EQAP Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (CPS)	OMS Organisation mondiale de la Santé
CCPSO Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques	ERDM enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	ONG organisation non gouvernementale
CDN contributions déterminées au niveau national	FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ONU Organisation des Nations Unies
CDRP Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique	FEM Fonds pour l'environnement mondial	OSC organisation de la société civile
CePaCT Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS)	FFA Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique	PacIMS Système de gestion des incidents en Océanie
CNUCED Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	FIP Forum des Îles du Pacifique	PacREF Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique
COP Conférence des Parties	FVC Fonds vert pour le climat	PacWIMA Association des Océaniennes du secteur maritime
CORP Conseil des organisations régionales du Pacifique	GCP gestion communautaire des pêches	PAPGREN Réseau océanique d'information sur les ressources phylogénétiques agricoles
COSPPac Programme océanique de soutien climat et océans	GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ; Agence allemande de coopération internationale	PARIS 21 Partenariat statistique au service du développement au XXI ^e siècle
CPS Communauté du Pacifique	GPE Partenariat mondial pour l'éducation	PCREEE Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
COU Centres d'opérations d'urgence	HCDH Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies	PEUMP Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique
CRGA Comité des représentants des gouvernements et administrations	HOPS Heads of Planning and Statistics	PIANGO Association océanique des organisations non gouvernementales
CRVS civil registration and vital statistics	ICC Communauté internationale de la noix de coco	PIEMA Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence
CSIRO Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle	IMDN indicateurs minima du développement national	PICnet Réseau océanique de lutte contre les infections
	MANA Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT	

PIHOA Association océanienne des fonctionnaires des services de santé	PSGLM Projet d'observation du niveau de la mer et de surveillance géodésique dans le Pacifique	Stats NZ Bureau néo-zélandais de la statistique
PILNA Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul	PTOM pays et territoires d'outre-mer	UE Union européenne
PIPSO Organisation du secteur privé océanien	R2R Ridge to Reef	UICN Union internationale pour la conservation de la nature
PIRAS réseau des services de conseil rural en Océanie	RENI projet Union européenne-Pacifique Nord de préparation à El Niño	UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
PISP Société océanienne de pathologie	RMI Republic of the Marshall Islands	UNFPA Fonds des Nations Unies pour la population
Plateforme des CDN Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique	ROSSP Réseau océanien de surveillance de la santé publique	UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PNA Parties to the Nauru Agreement	RRC/GRC réduction des risques de catastrophe/ gestion des risques de catastrophe	UNSCO Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient
PNG Papua New Guinea	RRRT Regional Rights Resource Team (SPC)	USAID Agence des États-Unis pour le développement international
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement	RSE responsabilité sociale et environnementale	USP Université du Pacifique Sud
PNUE Programme des Nations Unies pour l'environnement	SE-AC suivi-évaluation et amélioration continue	VSPD Vanuatu Society for People with Disability
POETCom Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique	SIS-CC Communauté de collaboration de l'OCDE sur les systèmes d'information statistique	WCPFC Commission des pêches du Pacifique occidental et central
PROE Programme régional océanien de l'environnement	SPAC équipe Stratégie, performance et amélioration continue (CPS)	WWF Fonds mondial pour la nature
PROTEGE Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes	SPFSC South Pacific Form Seven Certificate	WCS Wildlife conservation society
		ZEE zone économique exclusive

À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2020

Le *Rapport de résultats 2020 de la Communauté du Pacifique* met en évidence les changements induits par les compétences scientifiques, les connaissances et la capacité d'innovation de la CPS dans les États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que leurs retombées positives pour les populations océaniques, leur océan, leurs autres ressources naturelles, leurs systèmes et leurs institutions. Ce rapport est le cinquième et dernier publié dans le cadre du *Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020* (le « Plan stratégique ») qui arrive à son terme.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu de fortes répercussions sur les domaines d'intervention de la CPS ainsi que sur ses modalités de travail, et constituera donc ici un thème récurrent.

Structure du Rapport

Le Rapport débute par un tour d'horizon des temps forts de l'année observés dans la région et pertinents pour les activités de la CPS, ainsi que des ajustements mis en place au sein des services face aux évolutions constatées. Il se poursuit par une description de la performance de l'Organisation en 2020 au regard des neuf objectifs de développement et des cinq objectifs organisationnels définis dans le Plan stratégique.

Méthode de présentation des résultats

Le Rapport de résultats est le fruit du travail accompli par les agents de la CPS et les partenaires de l'Organisation pour recueillir, analyser et interpréter les informations de manière systématique. La collaboration au sein du Secrétariat ainsi qu'avec les pays membres et les partenaires constitue une composante fondamentale de ce processus.

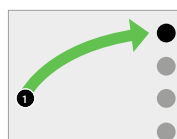
La politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (PEARL) de la CPS, qui a été modifiée en 2020, définit la manière dont l'Organisation rend compte de ses activités. La présentation des résultats est un élément clé de cette politique, qui met l'accent sur la cohérence, la précision, la transparence et la redevabilité envers les pays membres.

Les divisions et les équipes de la CPS ont recours à un processus d'auto-évaluation harmonisé pour mesurer la performance dans les domaines de résultats essentiels. Leurs évaluations sont ensuite contrôlées par les cadres supérieurs de l'Organisation, les spécialistes du suivi-évaluation et de l'amélioration continue (SE-AC) et l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) qui relève du bureau du Directeur général, avant d'être colligées au regard des objectifs de développement et des objectifs organisationnels de la CPS.

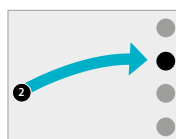
Le présent rapport a été rédigé par l'équipe SPAC.

Grille d'évaluation de la performance de la CPS

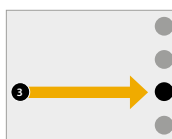
Une fois que chaque domaine de résultat essentiel a été évalué, la performance est notée selon la grille suivante :



Réalisation de progrès substantiels



Réalisation de certains progrès



Absence globale de progrès



Inversion de la courbe de progression

Les progrès réalisés par la CPS au regard des objectifs de développement ont été évalués en procédant à un rapprochement entre les domaines de résultats définis dans les plans d'activité des divisions de la CPS et les objectifs et cibles pertinents.



Amélioration du Rapport de résultats

Conformément aux suggestions formulées par le Sous-comité à l'issue de sa réunion de 2020, le présent rapport :

- *reflète la réponse apportée à l'échelle régionale à la pandémie de COVID-19, ainsi que les efforts de relèvement à plus long terme ;*
- *continue à mettre en évidence la contribution de la CPS à la réalisation des engagements pris par la région au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;*
- *souligne l'intégration des questions de genre et de droits de la personne aux efforts de programmation, ainsi que la collaboration entre les différentes divisions de la CPS, le cas échéant.*

Codes QR apparaissant dans le présent rapport

Les codes QR figurant dans le présent rapport vous permettent d'accéder à du contenu supplémentaire. Utilisez le lecteur de codes QR ou l'appareil-photo de votre appareil, en plaçant le code dans le viseur de l'écran. Votre application devrait reconnaître automatiquement le code QR ou vous inviter à appuyer sur le lien qui s'affiche.



Explorateur de résultats

Un tableau de résultats interactif est accessible sur la Plateforme de données océaniques.

Utilisez l'explorateur de résultats pour consulter les résultats par pays, par objectif de développement durable (ODD), par objectif de développement de la CPS, par année ou par type de résultat.

À PROPOS DE LA CPS

La Communauté du Pacifique (CPS) est la principale organisation scientifique et technique du Pacifique, soutenant fièrement le développement de la région depuis 1947. Organisation internationale d'aide au développement, la CPS fait figure de maison commune pour les 26 États et Territoires qui la composent et en assurent la gouvernance.

Vision

Notre vision pour le Pacifique est celle d'une région où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'intégration sociale et la prospérité, et où l'ensemble des peuples du Pacifique peuvent vivre libres et en bonne santé tout en étant productifs. Il s'agit d'une vision commune consacrée par le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.

Mission

Œuvrer en faveur du bien-être des Océaniens en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique.

Valeurs de la CPS

- Nous attachons une grande valeur à la richesse et à la diversité des cultures, des traditions et des environnements propres aux populations du Pacifique. Nous formulons des solutions pérennes fondées sur une compréhension solide des forces et des besoins qui les caractérisent, ainsi que des difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Nous nous engageons à valoriser les capacités scientifiques et techniques de nos membres, dans le cadre d'un processus de développement transformationnel.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.
- Nous collaborons avec nos partenaires actuels et tissons de nouvelles relations en vue de mobiliser l'ensemble des forces en présence pour servir collectivement les intérêts de nos membres.
- Nous nous engageons à développer une culture institutionnelle qui permette à nos agents d'améliorer sans cesse l'efficacité de leur action au profit des populations océaniques.

Modalités d'intervention de la CPS

Notre organisation, unique en son genre, intervient dans plus de 20 secteurs d'activité en Océanie. Nous plaçons la science, le savoir et l'innovation au service du développement durable en mettant l'accent sur les grandes problématiques transversales qui intéressent la région, telles que le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, l'égalité de genre, les droits de la personne, les maladies non transmissibles (MNT) et l'emploi des jeunes. Conformément à la démarche plurisectorielle que nous avons choisi d'adopter pour répondre aux priorités de développement de nos membres, nous mobilisons les compétences et les capacités de nos membres et de nos partenaires régionaux et internationaux, et nous soutenons l'autonomisation des communautés océaniques et la mutualisation des connaissances entre les États et Territoires de la région. La réussite de ces efforts dépend de la qualité de nos relations avec les autorités des pays membres, les partenaires du développement, la communauté scientifique, la société civile et le secteur privé, ainsi que de la compréhension et de l'appréciation des environnements, des cultures et des contextes océaniques.



Tour d'horizon de l'année 2020

Panorama régional

Principaux résultats de la CPS en 2020

Objectifs de développement

Objectifs organisationnels

Tirer les enseignements de nos résultats

Pleins feux sur la réponse sanitaire à la COVID-19

Zoom sur les réalisations

**Renforcement des capacités en soins intensifs du personnel
infirmier pendant la pandémie de COVID-19**

PANORAMA RÉGIONAL



COVID-19

Le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que la flambée épidémique de COVID-19 constituait une urgence de santé publique de portée internationale, avant de la qualifier de pandémie le 11 mars 2020. Les pays océaniques ont réagi rapidement puisqu'ils ont été parmi les premiers au monde à fermer leurs frontières afin de protéger leurs populations vulnérables et d'endiguer la propagation du virus.

Le 9 avril, après avoir invoqué la Déclaration de Biketawa, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique (FIP) ont mis sur pied le Dispositif d'accès humanitaire COVID-19 dans le Pacifique, afin de se préparer à la pandémie et d'y riposter collectivement, et de garantir l'apport en temps utile d'une assistance médicale et humanitaire sûre, efficace et équitable. Le 8 mai 2020, les directeurs des organisations membres du CORP se sont engagés à soutenir sans réserve les mesures prises à l'échelon régional en réponse à la pandémie, de même que les efforts de relèvement. Ils se sont également dits favorables à l'élaboration de protocoles régionaux communs relatifs au déploiement des équipes techniques, aux douanes, à l'immigration et aux rapatriements, ainsi qu'aux autorisations diplomatiques. Les organisations membres du CORP, sous la houlette de la CPS et du Secrétariat général du FIP, ont également pris une part active aux travaux de l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique, dirigée par l'OMS, et de ses groupes de travail clés, chargés notamment de l'inclusion sociale, de la logistique et des partenariats.

Le nombre de cas de COVID-19 enregistrés en 2020 en Océanie est resté relativement faible par rapport à d'autres régions du monde (figure 1). La pandémie n'en a pas moins eu de graves répercussions sur l'emploi, la mobilité de la main-d'œuvre et les moyens de subsistance dans la région, mettant ainsi en évidence – en les exacerbant – des vulnérabilités et des difficultés socioéconomiques dont les effets risquent de se faire ressentir longtemps, notamment pour ce qui concerne l'éducation et l'égalité de genre.

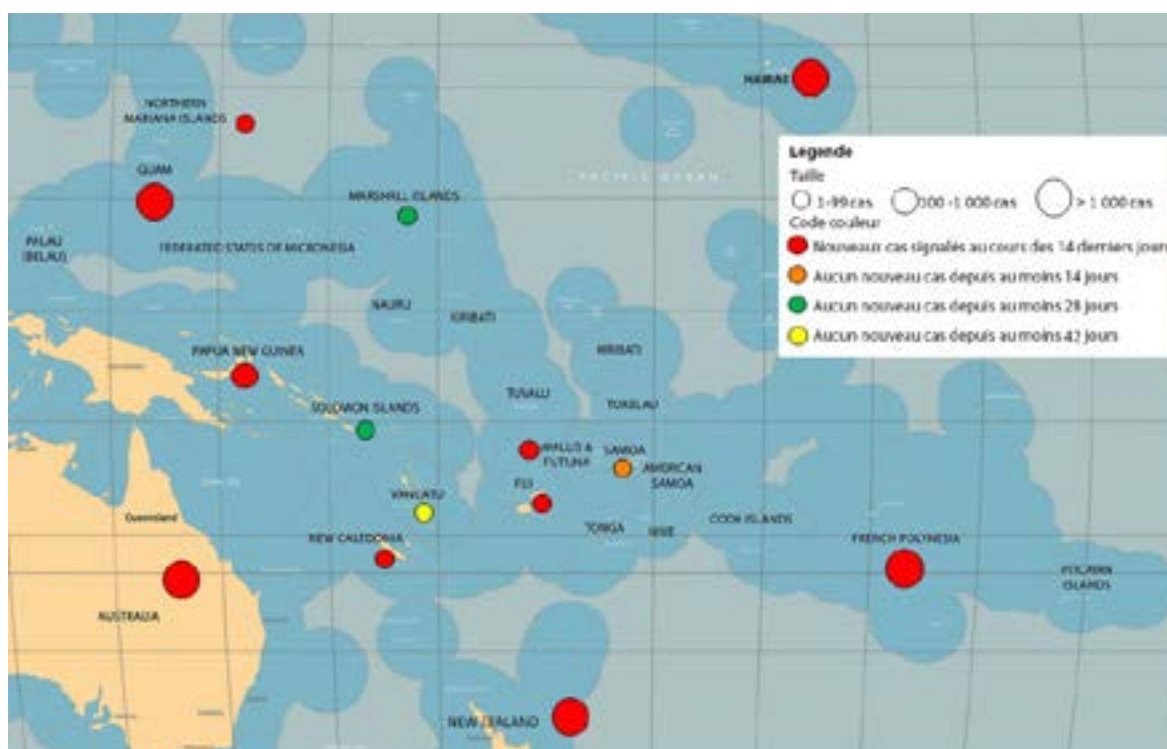


Figure 1 : État des lieux de la COVID-19 en Océanie à la date du 22 décembre 2020



Écouter un podcast
de The Pacific Way
sur l'année 2020
et la pandémie de
COVID-19.



Catastrophes naturelles et changement climatique

La crise du changement climatique, l'intensification des catastrophes naturelles et les problèmes qui se posent pour la sécurité des personnes continuent d'entraver le développement des pays membres, aggravant par là même les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les économies, les moyens de subsistance des populations et le bien-être individuel. En 2020, on a recensé en Océanie le passage de neuf cyclones tropicaux, qui se sont accompagnés de fortes pluies, d'inondations et de glissements de terrain. Deux d'entre eux, Harold et Yasa, étaient des cyclones de catégorie 5. En octobre, un épisode La Niña a été officiellement déclaré dans la région. Ce phénomène météorologique devrait entraîner des précipitations inférieures à la normale et une augmentation de la probabilité de sécheresse dans les îles du Pacifique central. Le Pacifique sud-ouest enregistra probablement des précipitations supérieures à la normale et l'on devrait voir les cyclones tropicaux se former plus à l'ouest. La pandémie de COVID-19 compliquera les interventions de réponse aux catastrophes ainsi que les activités de relèvement.



Partenariats et alignement des actions

Le Plan de travail stratégique 2020 du CORP a optimisé les investissements collectifs par le biais de mécanismes régionaux de partenariat, tels que le Partenariat pour la résilience dans le Pacifique, l'Alliance pour l'océan Pacifique et le Groupe régional océanien sur les ODD (ainsi qu'au travers du soutien apporté en 2020 aux examens nationaux volontaires des États fédérés de Micronésie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon). Ce plan porte notamment sur une prestation de services responsable au moyen de plateformes régionales et de pôles d'excellence, dont le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), le Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (CCPSO), la Plateforme de données océaniques (PDO), la Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (Plateforme des CDN), le Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique) et le Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE). La CPS a participé activement à l'élaboration de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 ainsi qu'aux travaux du groupe spécial chargé de l'évaluation régionale de l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19. En outre, la cartographie des objectifs de développement nationaux et mondiaux a permis de mieux relier ceux-ci aux engagements des dirigeants océaniques, aux objectifs régionaux ainsi qu'aux engagements nationaux autour de thématiques fortes partagées, hiérarchisées et intégrées.



Élections et vie politique

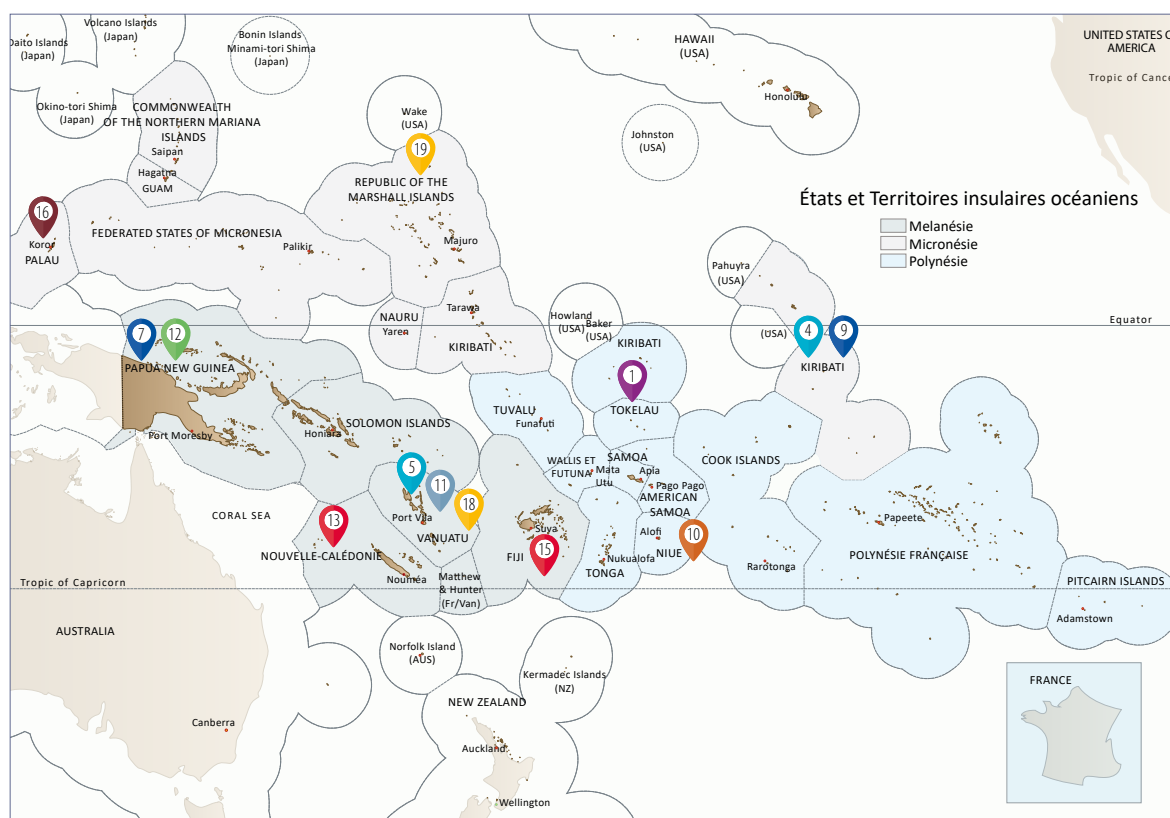
En 2020, des élections se sont tenues dans plusieurs pays membres de la CPS, dont Kiribati, Niue, Palau, Vanuatu, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis d'Amérique. Les Fidji et Vanuatu ont célébré respectivement le 50^e et le 40^e anniversaire de leur indépendance. Après la tenue d'un référendum sur l'indépendance à la fin 2019, des élections ont été organisées dans la Région autonome de Bougainville en 2020 pour en désigner les dirigeants. Un référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie s'est par ailleurs tenu en octobre.

La pandémie de COVID-19 a certes empêché la tenue de multiples manifestations – à l'exemple du Festival des arts et de la culture du Pacifique, reporté à 2024 – mais de nombreuses autres réunions ont eu lieu en ligne, notamment des conférences régionales de premier plan consacrées à des thématiques telles que la lutte contre la corruption, la santé, les finances et l'économie, le genre, la pêche, les océans et le commerce.

Si le calendrier d'élaboration du nouveau Plan stratégique de la CPS a été prolongé, les travaux consacrés à la mise au point de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 se poursuivent et traduisent une volonté d'action collective à l'échelon régional, fondée sur la reconnaissance du potentiel économique et stratégique de ce continent océanique que nous partageons.

Les hommes et les femmes du Pacifique bleu sont au cœur des services assurés par la CPS et les organisations de la famille du CORP. Grâce à une collaboration sans faille, nous contribuons ensemble à la mise en œuvre des actions inspirées par les priorités régionales.

Carte de la région – faits marquants en 2020



Janvier

- 1 Élections générales à Tokelau.
- 2 COVID-19 : l'OMS déclare que l'épidémie constitue une urgence de santé publique de portée internationale.



Mars

- 3 COVID-19 : la situation est qualifiée de pandémie.
- 4 COVID-19 : invocation de la Déclaration de Biketawa comme fondement d'une riposte collective.
- 5 Élections législatives à Vanuatu.



Avril

- 6 Cyclone tropical Harold (catégorie 5) – Îles Salomon, Vanuatu, Fidji, Tonga.
- 7 Papouasie-Nouvelle-Guinée – graves inondations et glissements de terrain.
- 8 Mise en place du Dispositif d'accès humanitaire COVID-19 dans le Pacifique par les ministres des Affaires étrangères du FIP.
- 9 Élections législatives à Kiribati.



Mai

- 10 Élections générales à Niue.



Juillet

- 11 40^e anniversaire de l'indépendance de Vanuatu.



Août - septembre

- 12 Élection des dirigeants de la Région autonome de Bougainville.



Octobre

- 13 Référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.
- 14 Déclaration d'un épisode La Niña dans le Pacifique.
- 15 50^e anniversaire de l'indépendance des Fidji.



Novembre

- 16 Élections générales à Palau.



Décembre

- 17 Cyclone tropical Yasa (catégorie 5) – Fidji, Vanuatu, Tonga.
- 18 Vanuatu sort de la catégorie des pays les moins avancés.
- 19 Les Îles Marshall sont le premier pays océanien à lancer la campagne de vaccination contre la COVID-19.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA CPS EN 2020

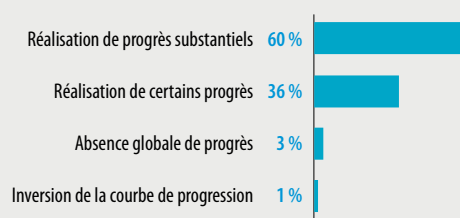
Objectifs de développement

L'évaluation globale de la performance de la CPS pour l'année 2020 permet de dresser un tableau positif, faisant apparaître une augmentation du pourcentage de résultats au titre desquels des progrès substantiels ont été enregistrés par rapport aux années précédentes (60 % en 2020, contre 57 % en 2019 et 48 % en 2018) (graphique 1). Les résultats ont été obtenus à tous les niveaux, qu'il s'agisse des produits, de l'évolution des connaissances ou encore du changement de pratiques et de comportements (graphique 2).

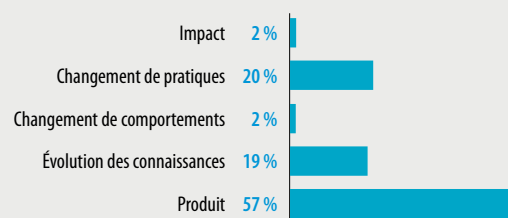
La majorité des résultats de la CPS ont contribué à la gestion durable des ressources naturelles (premier objectif de développement de la CPS), à l'amélioration du développement social (sixième objectif de développement de la CPS) et aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes (cinquième objectif de développement de la CPS) (graphique 3).

374 résultats
au regard des
9 objectifs de
développement

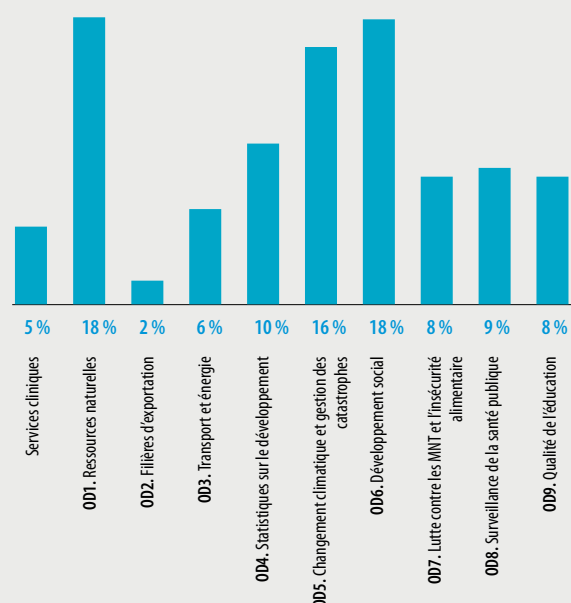
Graphique 1 : Classement des résultats par niveau de performance (n = 374)



Graphique 2 : Résultats obtenus au regard des objectifs de développement, par degré de maturité (n = 374)



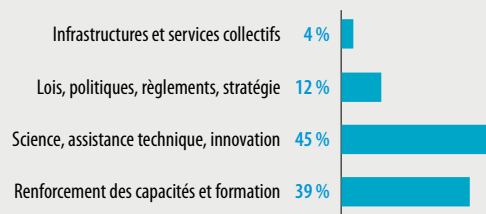
Graphique 3 : Résultats par objectif de développement (n = 374)



Graphique 4 : Impact de la COVID-19 sur les résultats obtenus (n = 374)



Graphique 5 : Résultats obtenus au regard des objectifs de développement, par type de résultat (n = 374)



Impact de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions majeures sur les modalités de travail et la nature des interventions de la CPS en 2020 (graphique 4). Si certaines activités prévues ont été perturbées ou interrompues, d'autres se sont poursuivies, et la réponse à la pandémie et à l'évolution des priorités des pays membres a débouché sur la mise en place de partenariats et d'interventions d'un nouveau genre.

Le nombre total de résultats obtenus en 2020 est inférieur à celui de 2019 (374 contre 442), ce qui est probablement lié aux effets de la pandémie.

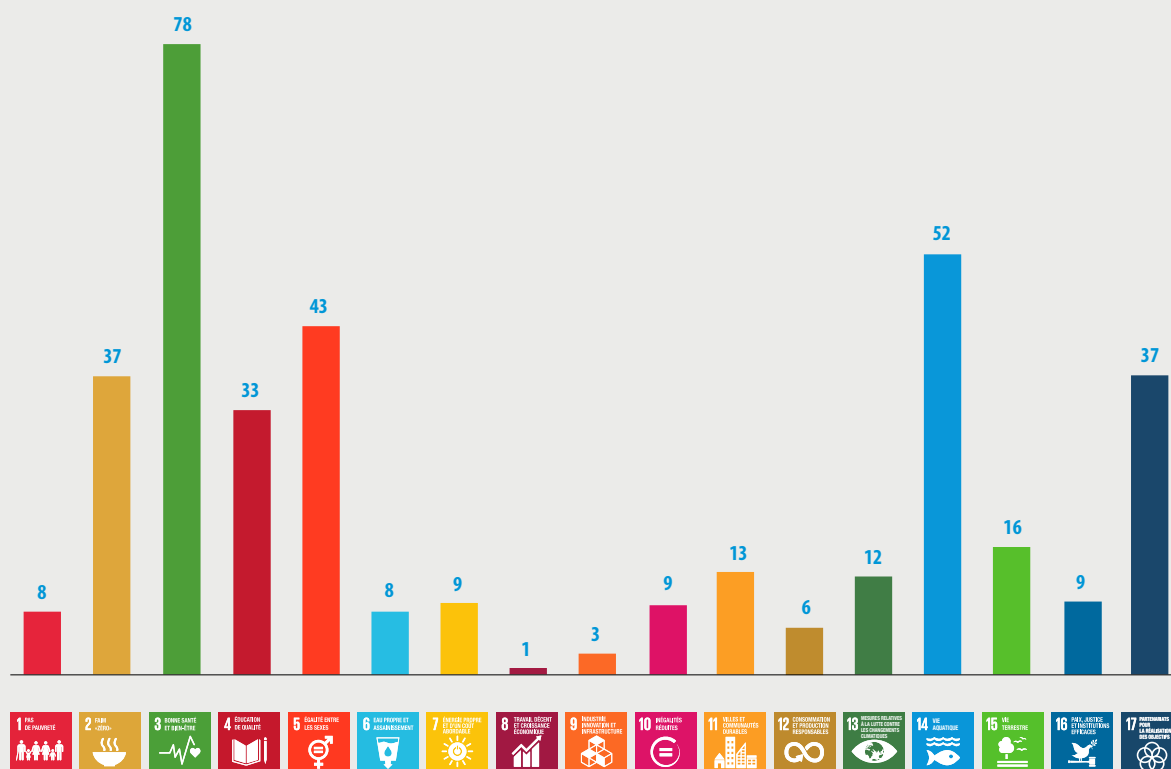
Méthode

Les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités constituent les principaux types de résultats engrangés en 2020 (graphique 5). Cela recouvre l'assistance scientifique et technique, le renforcement des capacités, la formation, les outils et les manuels, ainsi que l'amélioration des systèmes, méthodes et pratiques. En s'adaptant aux contraintes induites par la pandémie, la CPS a également renforcé sa capacité à apporter des services et une assistance par le biais de plateformes virtuelles ou en s'appuyant davantage sur des partenaires locaux. En 2020, plus de 145 activités de renforcement des capacités ont été proposées, plus de 5 000 personnes ayant notamment été formées.

Contribution à l'ensemble des 17 ODD

En 2020, la CPS a continué de jouer un rôle fondamental aux côtés des pays de la région dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les résultats engrangés touchent à l'ensemble des ODD, dont la bonne santé et le bien-être, la vie aquatique, l'égalité entre les sexes, la sécurité alimentaire et la nutrition, les partenariats et l'éducation de qualité (graphique 6). Ses interventions se fondent sur des partenariats avec les autorités des pays membres, les organisations du CORP et les partenaires du développement, la société civile, le secteur privé, les organismes de recherche et le monde universitaire.

Graphique 6 : Résultats obtenus au regard des objectifs de développement, par ODD principal (n = 374)



Intégration des thématiques transversales

Dans 80 % de nos projets principaux (108 sur 134), au moins une thématique transversale est prise en compte. Près de 30 % de ces projets intègrent la dimension de genre (16 %) ou sont porteurs de transformation dans ce domaine (13 %). Un peu plus de 20 % des projets intègrent la thématique des droits de la personne (11 %) ou sont porteurs de transformation dans ce domaine (10 %). C'est dans les domaines de la jeunesse et de la culture que l'on enregistre le plus faible pourcentage de projets transformateurs.

	Droits de la personne	Culture	Genre	Jeunesse	Changement climatique	Environnement
Porteur de transformation	10 %	1 %	13 %	2 %	9 %	13 %
Intégration de la thématique	11 %	25 %	16 %	15 %	6 %	16 %
Participation/information	13 %	12 %	13 %	16 %	19 %	24 %
Sans objet ou thématique non prise en compte	65 %	61 %	58 %	66 %	66 %	47 %

Objectifs organisationnels

Pouvoir de mobilisation

La CPS organise ou coorganise des réunions régionales de haut niveau rassemblant les ministres ou les directeurs de secteurs spécifiques pour formuler des orientations stratégiques, accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de cadres régionaux, renforcer les partenariats ou assurer la supervision technique des activités menées par l'Organisation.

En 2020, la CPS a organisé ou coorganisé 12 réunions régionales de ministres ou de directeurs sectoriels de pays océaniques, ainsi que d'autres manifestations d'importance régionale (voir le récapitulatif des principales conclusions de ces réunions à l'annexe 4).



Fonctionnement interne de la CPS

Si la CPS a pu changer de cap pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19, c'est grâce à sa capacité de planification, d'adaptation et d'innovation. L'Organisation a redéfini ses priorités en ce qui concerne les activités, programmes et budgets, et a créé et adopté, dans des délais très courts, des plateformes en ligne au service du renforcement des capacités et de l'engagement. Afin de garantir la continuité de ses opérations, la CPS assure désormais la quasi-totalité de ses activités par des moyens numériques. Les agents de la CPS ont relevé ces défis alors qu'ils étaient eux-mêmes confrontés aux répercussions de la pandémie, certains d'entre eux étant séparés de leurs proches ou confrontés à des difficultés d'ordre économique ou personnel.

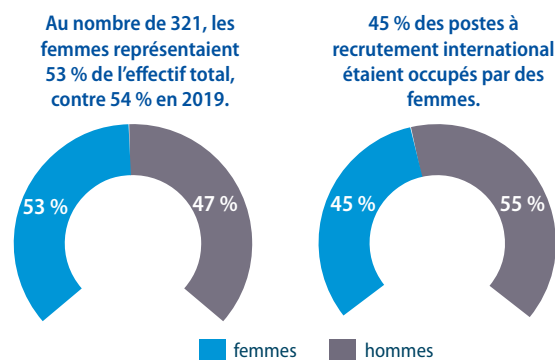
Autres faits marquants sur le plan opérationnel

- La consolidation des systèmes internes de la CPS afin de faire émerger un modèle d'activité uniformisé à l'échelle de l'Organisation – une seule CPS – s'est poursuivie en 2020.
- Une révision intégrale des politiques de la CPS relatives aux ressources humaines et à la gestion du personnel s'est conclue par l'entrée en vigueur d'un nouveau Recueil des politiques relatives au personnel, le 1^{er} juillet 2020. La CPS a également reconnu la compétence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, ce qui constitue une avancée considérable en matière de transparence et de droits de ses agents.
- La CPS a progressé dans la mise en œuvre d'une approche centrée sur l'humain et dans la prise en compte systématique des thématiques sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne) et des questions environnementales.

Effectifs de la CPS

La CPS a son siège à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), et dispose d'antennes régionales aux Fidji, à Vanuatu et à Pohnpei (États fédérés de Micronésie), ainsi que d'une cellule de soutien aux projets aux Îles Salomon.

Fin 2020, la CPS employait 615 agents, soit une baisse de 1 % par rapport au début de l'année (619 agents). La majorité des postes à recrutement local, correspondant aux classes salariales inférieures, étaient occupés par des femmes (63 % contre 37 % pour les hommes). La majorité des postes à recrutement international étaient occupés par des hommes (55 % contre 45 % pour les femmes).



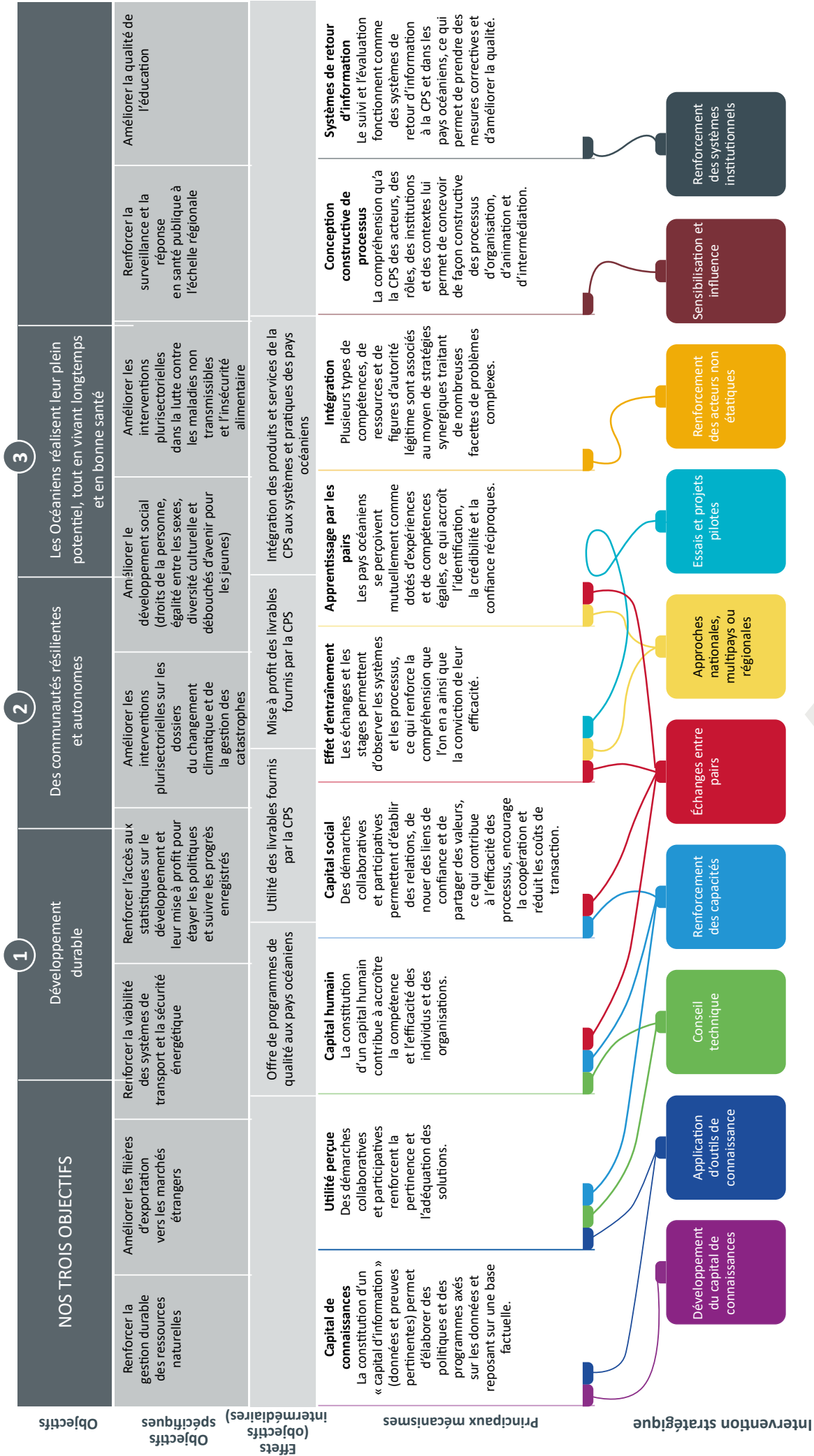
Récapitulatif financier

En 2020, le budget rectificatif de la CPS s'est établi à 77 millions d'euros, les dépenses réelles totalisant 62,8 millions d'euros. Le taux d'exécution des programmes et projets s'est élevé à 81 %, soit des dépenses de 49,4 millions d'euros pour un budget de 61 millions d'euros, du fait de l'impact de la crise sanitaire. Les dépenses ordinaires nettes ont diminué de 2,6 millions d'euros, passant de 16 millions d'euros selon le budget rectificatif pour l'exercice 2020 à 13,4 millions d'euros en raison d'une baisse des dépenses (au titre des traitements et des déplacements principalement). Dès le début de la pandémie, le personnel de direction et de gestion de la CPS s'est attelé à l'élaboration de mesures d'urgence et de suivi, tout en s'engageant à maintenir un budget à l'équilibre malgré des pressions financières et opérationnelles inhabituelles et extrêmement fortes. Les efforts déployés ont entraîné une hausse des réserves opérationnelles et contribué à la viabilité financière de la CPS pendant la pandémie.

Le budget approuvé pour l'exercice 2021 prévoit des dépenses d'un montant de 86,2 millions d'euros, soit une hausse de 9,2 millions d'euros par rapport au budget rectificatif pour l'exercice 2020, ce qui résulte principalement de l'augmentation du taux d'exécution des programmes et projets, de dépenses d'investissement et de réformes majeures concernant notamment la dotation de fonds pour la programmation intégrée et la mobilisation de ressources.

La théorie du changement de la CPS

La théorie du changement schématise la séquence d'événements permettant aux programmes et initiatives de la CPS de modifier une circonstance ou situation existante afin de produire l'effet de développement souhaité.



TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE NOS RÉSULTATS

Au niveau institutionnel, la pandémie de COVID-19 et ses répercussions ont permis de vérifier la réactivité et la capacité d'adaptation de la CPS. Si certaines activités prévues ont été perturbées ou interrompues en raison de la crise sanitaire, d'autres ont été mises en œuvre plus rapidement. Par ailleurs, des partenariats et des interventions d'un nouveau genre ont été mis en place en réponse à la pandémie et aux priorités des pays membres.

La théorie du changement de la CPS s'articule autour de neuf mécanismes de réalisation des résultats ou modes opératoires. Les réalisations présentées ici ont permis de dégager 95 enseignements, de nombreuses thématiques étant communes à ces neuf mécanismes, comme le montrent les exemples ci-dessous.



1. Capital de connaissances

Les données ou preuves générées par la CPS ont été prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes.

En 2020, la CPS a fait face à une demande sans précédent de données et de renseignements de la part des membres et des partenaires d'exécution, ainsi qu'à l'urgente nécessité de recueillir, de synthétiser et de diffuser l'information autrement. Des méthodes innovantes de consolidation des données démographiques fondées sur les registres ont été mises au point. Pour ce faire, la CPS a travaillé en collaboration étroite avec des partenaires du développement dotés de systèmes plus sophistiqués ayant fait leurs preuves, tels que le Bureau australien de la statistique (ABS), le Bureau néo-zélandais de la statistique (Stats NZ) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'expérience de ces partenaires a guidé l'élaboration de la Plateforme de données océaniques et de la base de données PDH.stat.

Il est apparu clairement que le tableau de bord de gestion des enquêtes utilisé lors des recensements de Kiribati et de Vanuatu constituait une solution innovante pour apporter un soutien technique à distance aux services nationaux de la statistique des pays océaniques et pour renforcer leurs capacités s'agissant de la gestion des opérations de terrain des recensements et enquêtes.



2. Utilité perçue

Grâce à l'adoption de démarches collaboratives et participatives, les produits générés sont pertinents au regard des besoins locaux.

Les démarches collaboratives et participatives adaptées aux besoins locaux produisent des effets plus durables. Dans le cadre du programme régional « de la montagne au récif » (composante Eaux internationales), la compréhension par les parties prenantes de la démarche adoptée pour améliorer la gouvernance et la gestion de l'interface terre-mer a été facilitée par les directives régionales relatives aux outils d'aide à la décision « de la montagne au récif ». Ces directives ont permis de garantir une participation effective, l'établissement de partenariats et la mise en cohérence des interventions avec les intérêts nationaux.

L'approche intégrée adoptée pour le renforcement de la résilience climatique sur les îles périphériques des Îles Marshall a montré que les partenariats avec les groupes de parties prenantes à l'échelon local et leur participation éclairée à la prise de décision sont indispensables pour garantir la pérennité des activités.



3. Capital humain

Renforcement de l'expertise et de l'efficacité et mise en pratique des compétences.

Sur le plan organisationnel, la téléconférence s'est imposée comme un nouveau moyen de communiquer avec le personnel technique local et de l'assister. Il était essentiel de structurer le renforcement des capacités et de mettre au point des outils pédagogiques et des méthodes de partage de contenu malgré les problèmes de connexion à Internet. Pour de nombreux programmes, les années d'investissement par la CPS dans le mentorat et la formation lors de visites dans les pays ont facilité le passage à un mode de travail virtuel pour le renforcement des capacités des équipes locales.

Dans les réalisations présentées ici, il est fait mention à plusieurs reprises de la nécessité de renforcer les capacités avant le démarrage d'un projet ou d'une activité. À titre d'exemple, l'introduction de nouvelles méthodes de collecte des données démographiques doit être précédée d'une formation à l'utilisation des plateformes en ligne permettant de consolider les données. Les parties prenantes du Projet régional océanique des territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE) ont dû se familiariser avec les concepts du changement climatique et de l'agroécologie avant de mettre en œuvre de nouvelles pratiques.

L'engagement à long terme de la CPS en faveur des biens publics régionaux a jeté les bases d'une riposte performante contre la COVID-19. Ainsi, la déclaration rapide des maladies émergentes et à potentiel épidémique par le biais du Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP) a permis à la CPS et à ses partenaires de prendre les devants et d'apporter une assistance sur mesure aux pays membres, ainsi que des capacités de dépistage de la COVID-19 à l'ensemble de la région.



4. Capital social

Les démarches collaboratives et participatives ont permis de nouer des liens de confiance et d'établir un socle commun de normes et de valeurs, contribuant à l'efficacité des actions menées.

Le renforcement de la collaboration avec les acteurs de la filière thonière est l'un des principaux facteurs de réussite de la campagne de marquage des thonidés menée en 2020 en dépit des restrictions dues à la pandémie. Par ailleurs, le dynamisme de la coopération avec les partenaires d'exécution nationaux, tels que le ministère fidjien de l'Agriculture, a joué un rôle fondamental dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays grâce à la diversification des cultures. Il est crucial de renforcer les capacités de ces partenaires pour avancer sur la voie d'une agriculture durable.

La préparation et la collaboration en amont avec les partenaires et les bailleurs ont en outre contribué à renforcer l'état de préparation et la planification de la réponse à la COVID-19 à l'échelle de la région.

La soumission fructueuse au Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) de la demande présentée par le Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF) témoigne d'un esprit de collaboration, de confiance et de bonne volonté, et d'un engagement en faveur d'une éducation de qualité dans l'ensemble de la région, les six pays pouvant prétendre à un financement ayant accepté un dispositif qui bénéficiera à neuf autres pays océaniques.



5. Effet d'entraînement

Les échanges et les stages permettent d'observer et de comprendre les systèmes et les processus présentés, et de promouvoir la confiance dans ces dispositifs.

Dans le cadre du projet PROTEGE, un réseau de fermes de démonstration a été mis en place dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) du Pacifique. Ce réseau s'est constitué autour d'exploitations existantes afin d'encourager la mutualisation des connaissances au moyen de dispositifs d'apprentissage entre pairs. Les fermes de démonstration ont permis de faire évoluer les connaissances et les pratiques des partenaires tout en bénéficiant aux membres des communautés rurales concernées et aux instituts de recherche locaux.

Par ailleurs, la CPS investit du temps, de l'énergie et des moyens dans la prise en compte systématique des priorités de la jeunesse et de la voix des jeunes dans ses processus de planification stratégique de haut niveau. C'est ainsi que l'Organisation a tenu compte des contributions de plus de 1 000 jeunes de neuf pays lors de l'élaboration du Plan de transition pour 2021 et du Plan stratégique 2021+. Ce faisant, la CPS a démontré son engagement en faveur du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse, tout en montrant la voie à d'autres dans la région.



6. Apprentissage par les pairs

Favoriser l'apprentissage mutuel et la coopération entre les États et Territoires insulaires océaniques.

Tout comme l'effet d'entraînement, l'apprentissage par les pairs est un élément clé du programme de renforcement des capacités de la CPS et rappelle l'ancrage dans la culture océanique du partage et de l'apprentissage mutuel. Bien que la pandémie de COVID-19 ait empêché la tenue de plusieurs échanges prévus entre pays océaniques en 2020, on recense malgré tout des exemples concluants d'apprentissage par les pairs dans la région. Le projet visant à mettre à niveau les compétences en matière de prévention et de lutte anti-infectieuse des professionnels de santé de Vanuatu a donné lieu à une formation participative et pluridisciplinaire, garante de transparence et de responsabilité, tout en permettant aux participants de partager leurs expériences.



7. Intégration

Plusieurs types de savoirs et de ressources ont été intégrés pour traiter des problèmes complexes.

En 2020, la CPS a entrepris de rassembler, au sein d'un programme de travail conjoint intitulé Systèmes alimentaires pour la santé, la nutrition et le développement résilient, les moyens nécessaires pour aider les pays de la région à mieux

faire face aux défis et à profiter des possibilités d'action qui se présentent. Les domaines d'intervention de la CPS recourent bien des dimensions des systèmes alimentaires, qu'il s'agisse de l'eau, de l'agriculture, du changement climatique, de la pêche ou encore de la santé publique, du commerce et de la statistique. L'Organisation est donc bien placée pour aider les pays membres et les partenaires à examiner les différents systèmes alimentaires existants et envisageables tant à l'échelle nationale que régionale et mondiale.

En s'appuyant sur plusieurs de ses divisions, la CPS a collaboré avec un large éventail de parties prenantes dans la filière de la pêche pour intégrer et systématiser des démarches de promotion de l'égalité de genre, de l'inclusion sociale et des droits de la personne.

Cette année, l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et le Département développement social ont fusionné pour former la Division droits de la personne et développement social. Il a été décidé de regrouper ces deux entités en raison du recoupement de leurs missions et priorités et du gain d'efficacité qui résultera de leur rapprochement.



8. Conception constructive de projets

La compréhension qu'a la CPS des acteurs, des institutions et des contextes différents lui a permis d'obtenir des effets concrets.

L'intérêt de la conception constructive des projets, recouvrant une approche centrée sur l'humain, a constitué un thème récurrent. La prise en compte des contextes environnementaux, socioéconomiques et politiques et des valeurs culturelles a garanti l'adéquation des projets et a permis l'adoption et l'utilisation effective de nouvelles technologies, telles que les outils d'aide à la décision « de la montagne au récif » pour améliorer la gouvernance et la gestion à l'interface terre-mer.

L'élaboration du Plan de transition de la CPS pour 2021 a délibérément suivi une démarche à la fois prospective et systémique pour favoriser la gestion des incertitudes et l'allocation de ressources adaptées aux efforts de relèvement dans le contexte du développement à plus long terme du Pacifique bleu.



9. Systèmes de retour d'information

Les outils et processus de suivi et d'évaluation ont contribué à l'obtention de retours d'information utiles et à l'amélioration de la performance.

Le suivi rapproché des statistiques d'utilisation et des retours d'information a permis d'adapter rapidement la mise au point de la plateforme PDH.stat et du tableau de bord d'indicateurs pour répondre aux demandes des utilisateurs.

Les enseignements tirés de l'adoption de méthodes innovantes de consolidation des données démographiques dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà seront utilisés pour conseiller les pays océaniques sur le potentiel recours accru à des méthodes fondées sur les registres, au lieu des techniques de recensement traditionnelles.

La qualité des données sur les pêches côtières recueillies au moyen d'outils électroniques a été renforcée grâce à des contacts réguliers avec les enquêteurs et les utilisateurs des données, l'objectif étant de régler rapidement les problèmes techniques et de faire évoluer le système en fonction des nouveaux besoins des pays océaniques.

PLEINS FEUX SUR LA RÉPONSE SANITAIRE À LA COVID-19

Si elle a été moins touchée que d'autres régions du monde, l'Océanie n'a pas pour autant été épargnée par les effets de la COVID-19. Depuis le début de la pandémie, la Division santé publique de la CPS travaille en collaboration étroite avec les pays membres et les partenaires pour accompagner les actions de prévention, de préparation et de réponse à la COVID-19.

La CPS fait partie du Dispositif d'accès humanitaire COVID-19 dans le Pacifique et de l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique, qui est pilotée par l'OMS. La lutte régionale contre la pandémie est orchestrée par l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique, qui comprend des partenaires tels que le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT), l'Association océanique des fonctionnaires des services de santé (PIHOA), la CPS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Il s'agit de faire en sorte que les partenaires coordonnent leurs activités et valorisent leurs ressources afin que les pays océaniques reçoivent les conseils et les fournitures nécessaires pour renforcer leur préparation à des situations d'urgence sanitaire.



Surveillance de la santé publique

La Division santé publique est la structure de référence dans la région pour ce qui concerne le dépistage et la surveillance en laboratoire de la COVID-19. Le dépistage est l'une des composantes clés de la lutte contre la COVID-19. Il permet aux pays de détecter les cas et d'augmenter en conséquence l'offre de services de soins. Dès l'apparition de la maladie, la Division santé publique a pris les devants et collaboré avec les partenaires et les bailleurs pour fournir des moyens de dépistage à tous les pays océaniques. L'équipe a évalué la disponibilité dans chaque pays des équipements GeneXpert pouvant servir à la réalisation de tests PCR (amplification en chaîne par polymérase) pour le coronavirus, avant de travailler avec Cepheid Australie et le Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental à la mise au point et à la production d'une cartouche de test GeneXpert pour le dépistage du coronavirus. Les cartouches ont été fabriquées, homologuées en avril 2020 puis utilisées pour le dépistage en Océanie à partir de mai 2020. L'équipe laboratoire de la Division a également fourni une assistance technique en continu aux États et Territoires insulaires océaniques pour ce qui concerne le dépistage de la COVID-19.

La Division santé publique suit de près la situation sanitaire mondiale et régionale grâce à son système de renseignements épidémiologiques, recueil des données et produit des rapports épidémiologiques hebdomadaires sur les cas de COVID-19 signalés en Océanie. L'équipe de la CPS collecte des données sur la morbidité et la mortalité et, en collaboration avec la Division statistique pour le développement, les publie sur le site Internet de la CPS, sur une page Web spéciale intitulée [COVID-19 : Point d'info CPS](#). Cette page présente les informations sous une forme visuelle et donne accès aux données relatives aux cas de COVID-19 et aux décès dus à la maladie par le biais de la Plateforme de données océaniques.

Les résultats obtenus dans le cadre des activités de surveillance de santé publique et de réponse à l'échelle régionale sont décrits plus en détail dans le chapitre exposant le huitième objectif de développement.

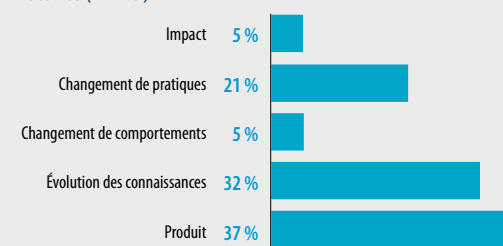


Services cliniques

Au travers de son Programme services cliniques, la CPS œuvre aux côtés des pays océaniques pour diffuser des lignes directrices et dispenser des formations dans le cadre de la lutte régionale contre la COVID-19. La CPS pilote notamment les activités du groupe services cliniques et soins infirmiers de l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique. Dix-neuf résultats ont été obtenus au titre des services cliniques en 2020 (5 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 7). La plupart des résultats avaient trait à l'évolution des connaissances ou au changement de pratiques.

L'évolution des connaissances résulte de l'organisation de formations sur la prise en charge clinique de la COVID-19 ainsi que de la participation aux réunions des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique et des directeurs des services cliniques. Le changement de pratiques s'est manifesté par la constitution de réseaux, la mise en œuvre des recommandations issues de la Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux ainsi que par la vérification et la réparation des équipements biomédicaux. Les produits incluent l'évaluation des capacités en matière de soins intensifs et de services biomédicaux et l'achat de concentrateurs d'oxygène et d'équipements de soins intensifs.

Graphique 7 : Résultats relatifs aux services cliniques, par degré de maturité (n = 19)



SERVICES CLINIQUES : SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Plus de 400 soignants, dont des cliniciens et du personnel infirmier et technique, ont acquis une meilleure compréhension de la COVID-19 en suivant des webinaires et des formations dispensés virtuellement.

La Division a fait l'acquisition de 44 concentrateurs d'oxygène et de 844 équipements et accessoires utilisés dans les unités de soins intensifs pour les distribuer à 14 pays océaniques (matériel réceptionné par les Fidji et les États fédérés de Micronésie ; en cours d'acheminement vers les autres pays). Les Fidji, Kiribati et Nauru ont également reçu des respirateurs.

Un soutien financier COVID-19 a été apporté à 12 États et Territoires insulaires océaniques par différents partenaires, sur la base des résultats d'une enquête en ligne sur les capacités de leurs unités de soins intensifs.



Zoom sur les réalisations



Renforcement des capacités en soins intensifs du personnel infirmier pendant la pandémie de COVID-19

Contexte

La pandémie de COVID-19 soulève de nouvelles difficultés dans les systèmes de santé déjà sous tension des États et Territoires insulaires océaniques. Même dans les meilleurs hôpitaux de la planète, les services de soins intensifs ont atteint leur seuil de saturation en raison de la prise en charge des patients COVID-19 en état critique.

Dans le cadre de sa réponse à la pandémie, la Division santé publique a mené une enquête régionale sur les unités de soins intensifs pour dresser un état des lieux des capacités de prise en charge des patients COVID-19 dans les pays océaniques. L'enquête a révélé qu'une mise à niveau des compétences en soins intensifs du personnel infirmier s'imposait de toute urgence pour lui permettre de prodiguer les soins requis en cas de besoin.

Processus de changement

C'est grâce à un financement du DFAT qu'une mise à niveau a pu être proposée au personnel infirmier en Océanie. La première Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique, tenue en février 2020, avait déjà permis de renforcer les réseaux de cadres infirmiers. À travers cette instance régionale, Mme Alison McMillan, Responsable des soins infirmiers et obstétricaux au ministère australien de la Santé, a pu étendre au personnel océanique le programme de formation aux soins intensifs spécialement mis au point pour les renforts infirmiers en Australie.

La formation permet aux infirmiers et infirmières d'acquérir rapidement les connaissances et les compétences minimales requises pour travailler dans une unité de surveillance continue ou de soins intensifs. Compte tenu du nombre très limité d'infirmiers spécialisés en soins intensifs en Océanie, il était à prévoir que du personnel soit appelé en renfort en cas d'augmentation brutale du nombre de patients COVID-19 en état critique. Étant donné que la formation a été organisée en ligne, les infirmiers et infirmières ont pu perfectionner leurs compétences malgré les restrictions de déplacement en vigueur.

Résultats et impact

Au total, 114 infirmiers et infirmières de 17 États et Territoires insulaires océaniques se sont inscrits au programme. La CPS a travaillé en étroite collaboration avec les directeurs des soins infirmiers, les responsables des soins obstétricaux et les chargés de formation clinique pour accompagner en continu le personnel infirmier. En tout, 84 infirmiers et infirmières de 15 pays océaniques ont achevé la formation, soit un taux de 74 %, identique à celui enregistré parmi le personnel infirmier australien inscrit. Les participants océaniques qui ont réalisé l'ensemble de la formation se sont dits satisfaits du programme, 90 % d'entre eux le qualifiant d'excellent ou très bon, tandis que 98 % ont indiqué avoir acquis une somme considérable de connaissances nouvelles.

	Samoa américaines	Îles Cook	Fidji	États fédérés de Micronésie	Kiribati	Nauru	Niue	Palau	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Îles Marshall	Samoa	Îles Salomon	Tokelau	Tonga	Tuvalu	Vanuatu	Îles Mariannes du Nord	Total
Inscrits	2	2	22	8	6	3	2	2	11	4	10	19	2	8	3	8	2	114
Formation achevée	0	2	22	4	6	3	2	1	2	2	10	15	2	8	3	0	2	84
Taux d'achèvement	0	100	100	50	100	100	100	50	18	50	100	79	100	100	100	0	100	74

« C'est particulièrement utile pour la prise en charge des patients en état critique. Nous avons maintenant la formation et les connaissances requises pour utiliser certaines machines, le faire avec compétence et prendre en charge les cas critiques. »
 – Priyanka Anshu Dutt, infirmière à l'hôpital de Labasa (Fidji), qui a achevé avec succès la formation

Pour faciliter la formation, la CPS a collaboré avec des cadres infirmiers dans les pays et avec divers partenaires, dont l'OMS. Par exemple, une infirmière des Îles Salomon a indiqué qu'elle n'avait pas d'ordinateur et que la connexion Internet était onéreuse. Avec l'appui de la Directrice régionale de

la CPS pour la Mélanésie et du bureau de l'OMS aux Îles Salomon, les participants salomoniens ont pu se rendre dans les installations de l'OMS pour suivre la formation. Le taux d'achèvement aux Îles Salomon est passé de 9 % avant l'intervention à 80 %.

« Je suis reconnaissante du soutien qui m'a été apporté. Nous travaillons à présent étroitement avec les sept infirmiers restants, en nous aidant des ressources disponibles. » – Helen Orihao, Directrice des soins infirmiers à l'hôpital national de référence de Honiara

Enseignements tirés

- La pandémie de COVID-19 a donné aux pays océaniques l'occasion d'explorer des méthodes innovantes pour assurer la formation continue des professionnels de santé. Bien que la formation en ligne soit déjà possible dans la région, elle demeure sous-utilisée.
- Il convient d'appuyer davantage et de développer les possibilités de formation en ligne pour le secteur de la santé, au vu des énormes avantages que présentent la télémédecine et le perfectionnement continu des professionnels de santé.
- La formation des soignants dans les pays est une option rentable et permet de maintenir en poste les maigres effectifs disponibles tout au long de la formation.
- La formation en ligne a en outre une empreinte carbone inférieure à celle de la formation en présentiel.



Infirmières des Fidji ayant participé à une formation sur les soins intensifs.

Division : Division santé publique
 Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

Regarder [ici](#) une vidéo
 sur la formation aux
 soins intensifs.







RAPPORT D'EXÉCUTION

Le rapport d'exécution décrit les activités menées au titre des neuf objectifs de développement de l'Organisation.

Chaque partie comprend :

- des zooms sur les réalisations,
- des tableaux de résultats,
- les défis qu'il a fallu relever dans l'exécution des programmes et
- les perspectives pour 2021

Des tableaux détaillés des résultats obtenus sont disponibles à l'annexe 1.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

1

Renforcer la gestion durable des ressources naturelles



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Évaluation
et qualité de
l'enseignement

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

2

Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

3

Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique



Géosciences,
énergie
et services
maritimes

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

4

Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit
pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés



Ressources
terrestres

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

5

Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement
climatique et de la gestion des catastrophes

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

6

Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité
entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes



Santé
publique

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

7

Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre
les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire



Droits
de la personne
et développement
social

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

8

Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale



Statistique
pour le
développement

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

9

Améliorer la qualité de l'éducation



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Ressources
terrestres



Géosciences,
énergie
et services
maritimes



Durabilité
environnementale
et changement
climatique

PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

RENFORCER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Zooms sur les réalisations

Kiribati met en place un nouveau règlement pour les pêches côtières

Mise en place d'un réseau de fermes de démonstration dans le cadre de la transition agroécologique en Océanie

Les partenariats public-privé font fleurir les systèmes semenciers durables aux Tonga

Le Projet « de la montagne au récif » propose un outil d'aide à la décision pour la gouvernance et la gestion des écosystèmes situés à l'interface terre-mer

Introduction

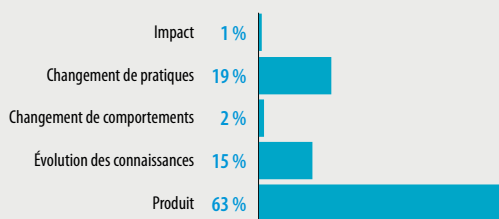
Proposant des conseils, des innovations, des activités d'assistance technique, des informations, des actions de renforcement des capacités et des études scientifiques de qualité, la CPS œuvre aux côtés des populations, des pouvoirs publics et des partenaires du Pacifique pour appuyer la gestion durable des ressources naturelles.

Les activités de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, de la Division ressources terrestres, du Programme durabilité environnementale et changement climatique et de la Division géosciences, énergie et services maritimes confèrent à la CPS un rôle de premier plan dans la gestion des ressources naturelles. Ses domaines d'activité comprennent la gouvernance et la gestion des ressources marines et de l'océan, les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques, ainsi que l'évaluation et le suivi des ressources hydriques.

- Dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, le travail scientifique et technique mené par la CPS favorise la durabilité environnementale et économique, la sécurité alimentaire, la santé, la prospérité ainsi que l'accès aux ressources naturelles et leur maîtrise par les populations locales, sans exclusive.
- Les activités de renforcement des systèmes semenciers, entreprises par l'intermédiaire du CePaCT, l'un des programmes phares de la CPS, contribuent à pérenniser les systèmes alimentaires, à les rendre plus résilients et à améliorer la nutrition et la santé.
- L'assistance technique fournie pour instaurer des politiques et des pratiques permettant de limiter les risques d'inondation renforce la sécurité des captages d'eau ainsi que la préparation aux épisodes de sécheresse.
- Le CCPSO mutualise les connaissances et les compétences techniques pertinentes de la CPS pour appuyer la gestion durable des ressources océaniques selon une logique pluridisciplinaire.

Tableaux de résultats

Graphique 8 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par degré de maturité (n = 69)



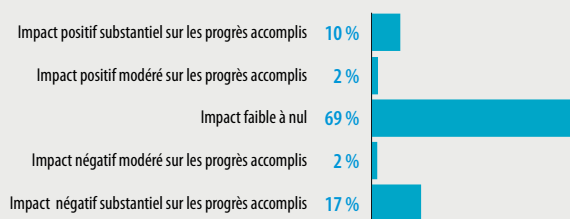
Soixante-neuf résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (18 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 8). Près de 20 % des résultats sont en rapport avec des changements de pratiques dans les domaines suivants : agroforesterie, gestion durable des terres, adoption d'applications et de systèmes de gestion des données halieutiques et respect des prescriptions régionales et internationales relatives à la notification des informations sur les maladies des ressources halieutiques et aquatiques.

Les parties prenantes ont acquis de nouvelles connaissances grâce à des formations consacrées à la fertilité des sols et à la nutrition des plantes, à l'agriculture biologique, aux pépinières d'essences autochtones, aux sciences halieutiques, à la technologie et à la gestion des données, ainsi qu'à l'aquaculture. Les travaux de recherche relatifs à l'indexation des virus des végétaux, aux dispositifs de concentration de poissons (DCP) dérivants et à la Banque d'échantillons marins du Pacifique ont également produit de nouveaux savoirs.

Le nombre élevé de produits obtenus correspond aux activités suivantes : mentorat et formation, assistance technique, collecte de ressources phytogénétiques, recueil de données biologiques sur les espèces marines, élaboration de rapports techniques, de supports d'information, de politiques, de plans et de projets de loi, et collecte et traitement de données.

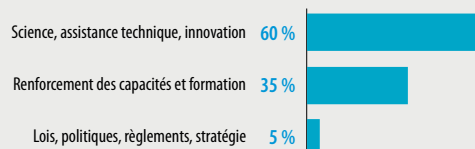
La pandémie de COVID-19 a eu un impact moindre sur ces résultats que sur ceux qui relèvent d'autres objectifs

Graphique 9 : Impact de la COVID-19 sur les résultats obtenus en matière de gestion durable des ressources naturelles



de développement de la CPS – elle n'a eu que peu ou pas de répercussions sur 69 % des résultats (graphique 9). Les incidences négatives constatées ont pour l'essentiel été dues à l'incapacité pour la CPS d'apporter une assistance technique sur le terrain ainsi qu'aux perturbations du fret aérien qui ont retardé la distribution de ressources génétiques et de matériel de laboratoire. La pandémie a accéléré la progression de 10 % des effets obtenus, en raison d'un afflux de demandes de matériel végétal (des moyens supplémentaires ayant été mobilisés pour y répondre) et de la réussite de la campagne de marquage des thonidés après adaptation du programme initial de l'expédition aux restrictions imposées compte tenu de la crise sanitaire.

Graphique 10 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par type de résultat



La science, l'assistance technique et l'innovation constituent les principaux mécanismes sous-tendant les résultats obtenus au regard de cet objectif, suivis par le renforcement des capacités (graphique 10).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la gestion durable des ressources naturelles recouvrent les priorités relatives aux ODD suivants : santé des océans, sécurité alimentaire et amélioration de la nutrition, vie terrestre, consommation et production responsables, industrie, innovation et infrastructure, élimination de la pauvreté, villes et communautés durables, ainsi que travail décent et croissance économique (graphique 11)¹.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

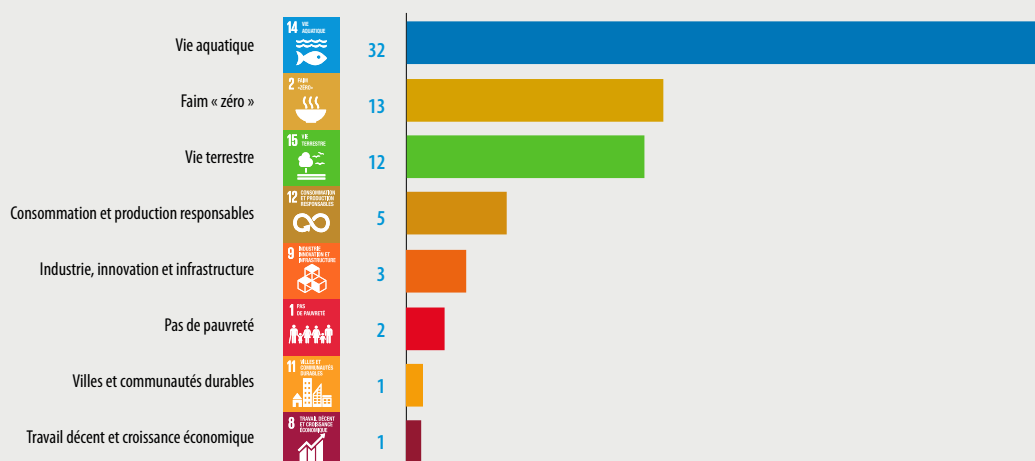
L'évaluation par la CPS des stocks des quatre principales espèces de thonidés à valeur commerciale – thon obèse, bonite, germon du sud et thon jaune – a montré qu'ils étaient gérés de manière pérenne et se maintenaient au-dessus des niveaux de durabilité convenus. Cette situation sans équivalent dans le reste du monde est attribuée à la gestion de la pêche par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et par ses membres.

Aux Fidji, 90 femmes formées à l'amélioration de la gestion des ressources terrestres et au rôle de dirigeante ont mis en pratique ces acquis en créant des pépinières d'essences autochtones, des fermes de démonstration et en pratiquant la vente et l'achat de jeunes plants.

Des progrès ont été réalisés dans l'éradication du rat à Wallis et Futuna pour promouvoir la reconstitution de la biodiversité.

Contribution aux ODD

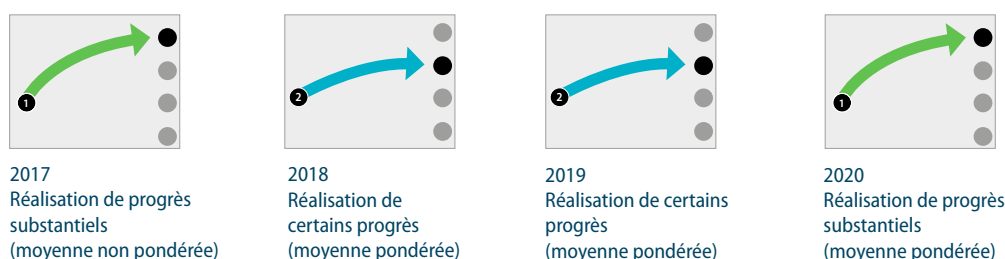
Graphique 11 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par ODD principal



Défis à relever

- D'après les premières données disponibles, la COVID-19 a eu un impact substantiel sur les industries primaires et la gestion des ressources naturelles, ses effets se faisant ressentir sur les moyens de subsistance, la production alimentaire, les chaînes de valeur et les recettes liées à la pêche. On ne connaît pas encore le niveau exact du soutien requis dans ces domaines, mais les répercussions seront vraisemblablement de longue durée.
- L'augmentation de la demande en matériel végétal a mis à rude épreuve les ressources existantes, si bien qu'il a fallu détourner d'autres activités dans l'attente de la mobilisation de financements et de ressources humaines supplémentaires.
- Le taux de couverture des opérations de pêche à la senne par les observateurs, tel qu'il est prescrit par la WCPFC, a été provisoirement suspendu pour tenir compte des restrictions de déplacement et de la nécessité de protéger la santé et la sécurité des observateurs. En conséquence, les autres outils de suivi, de contrôle et de surveillance ont davantage été mis à contribution. La CPS a dû se fonder sur un éventail de sources de données scientifiques et biologiques en lieu et place des échantillonnages en mer et des collectes de données réalisés en temps normal par les observateurs.

Évaluation de la performance



1 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

Perspectives pour 2021

- Assurer la montée en puissance des services du CCPSO, ainsi que de la coordination et de la préparation des travaux prévus dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030).
- Procéder à la construction d'une nouvelle installation de quarantaine post-entrée pour les plantes (serre) et d'un laboratoire de biologie moléculaire.
- Poursuivre la recherche de solutions pour aider les États et Territoires insulaires océaniques à prélever eux-mêmes du matériel végétal et des échantillons marins à envoyer pour analyse à la CPS, afin de surmonter les restrictions de déplacement dues à la COVID-19.
- Fournir des avis scientifiques dans le cadre des négociations menées par la WCPFC au sujet d'une nouvelle mesure de conservation et de gestion relative aux thonidés tropicaux (compte tenu de la limitation des déplacements, ces négociations complexes se tiendront probablement de manière virtuelle).



Zoom sur les réalisations



Kiribati met en place un nouveau règlement pour les pêches côtières

Contexte

À Kiribati, la plupart des pêcheries côtières sont traditionnellement soumises à un régime de libre accès, les restrictions applicables aux pêcheurs locaux étant très limitées. Avant l'adoption du nouveau règlement halieutique en 2019, la législation en vigueur ne couvrait que certains aspects des pêches côtières. En outre, il n'existait aucune base juridique claire concernant la gestion communautaire des pêches (GCP) et il était impossible de transposer au niveau national les initiatives et réussites locales.

En 2017, le Gouvernement de Kiribati, par l'intermédiaire de son ministère des Pêches et de la Valorisation des ressources marines (MFMRD), a prié la CPS de l'aider à mieux codifier le secteur des pêches côtières. En particulier, il cherchait à mettre en place une nouvelle réglementation pour accroître la durabilité des pêches, tout en garantissant la sécurité alimentaire des populations locales. Le nouveau [règlement relatif aux pêches côtières \(2019\)](#) confère une solide assise juridique à la GCP et ouvre la voie à l'autonomisation des communautés locales, qui pourront gérer les ressources marines dont elles sont tributaires.

Processus de changement

Dans le cadre du projet sur la bonne gestion des pêches côtières, financé par le MFAT, une équipe a entrepris une démarche collaborative pour recenser les bonnes mesures de gestion halieutique à appliquer, formuler des dispositions légales pour rendre ces mesures applicables, assurer la formation juridique des fonctionnaires de Kiribati et débattre des mesures retenues avec les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales.

Optant pour une approche participative, la CPS et le MFMRD ont travaillé en concertation avec les parties prenantes et les partenaires, dont ceux associés au projet Pathways financé par le Gouvernement australien – Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité (ANCORS), Tobwan Waara (cadre d'appui de la Nouvelle-Zélande en faveur du secteur des ressources marines de Kiribati), organismes publics, associations de pêcheurs et ONG – afin que le règlement puisse être adopté sans heurts selon la procédure juridique nationale en vigueur.

Résultats et impact

Le premier règlement consacré à la conservation et à la gestion des pêcheries côtières de Kiribati, proposé au titre de la Loi relative aux pêches de 2010, a été entériné grâce à la coopération active et à la volonté politique du service des pêches national. Pendant trois années, la CPS a apporté son soutien, centré sur les questions juridiques, la sensibilisation et le suivi, contrôle et surveillance, pour faciliter la formulation et la mise en œuvre du nouveau règlement.

Malgré les restrictions de déplacement liées à la COVID-19, la CPS a pu assurer un accompagnement et fournir un appui en ligne en vue de l'application du règlement, dont le contenu est adapté à l'environnement culturel de Kiribati et prend en compte l'égalité de genre et les droits de la personne.

« Le succès de notre action dépendra à vrai dire du respect volontaire de la nouvelle réglementation et des mesures de gestion par les pêcheurs et le reste de la population. À cet égard, on ne saurait sous-estimer le rôle des agents des pêches : ce sont eux qui vont devoir acquérir une compréhension plus fine de la législation, éduquer leurs concitoyens et trouver le juste équilibre entre application de la réglementation et sensibilisation aux aspects essentiels de la gestion des ressources halieutiques côtières. » — Tooreka Temari, Directrice de la Division de la pêche côtière du MFMRD

Depuis l'adoption officielle du règlement, la CPS aide le MFMRD à former ses agents dûment habilités à l'application correcte des [procédures de contrôle, inspection et répression](#).

En 2020, 31 agents des pêches de Kiribati (16 hommes, 15 femmes) ont bénéficié d'une formation et d'un accompagnement professionnel en ligne sur le suivi, le contrôle et la surveillance.



Au cours de leurs stages en détachement au siège de la CPS, deux agents des pêches ont aussi appris à concevoir une stratégie de communication et des supports d'information et de référence pour faire connaître le nouveau règlement.

Avec l'appui de la CPS, le MFMRD a élaboré une trousse d'information en i-Kiribati et en anglais sur l'exploitation

durable des ressources marines, afin que la population soutienne et respecte davantage le règlement. La trousse comprend des affiches et panneaux destinés aux écoles et aux communautés, un manuel et une série de banderoles rétractables, d'autocollants et de règles pour les agents des pêches.

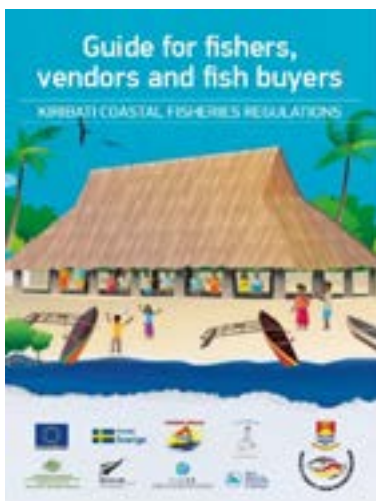
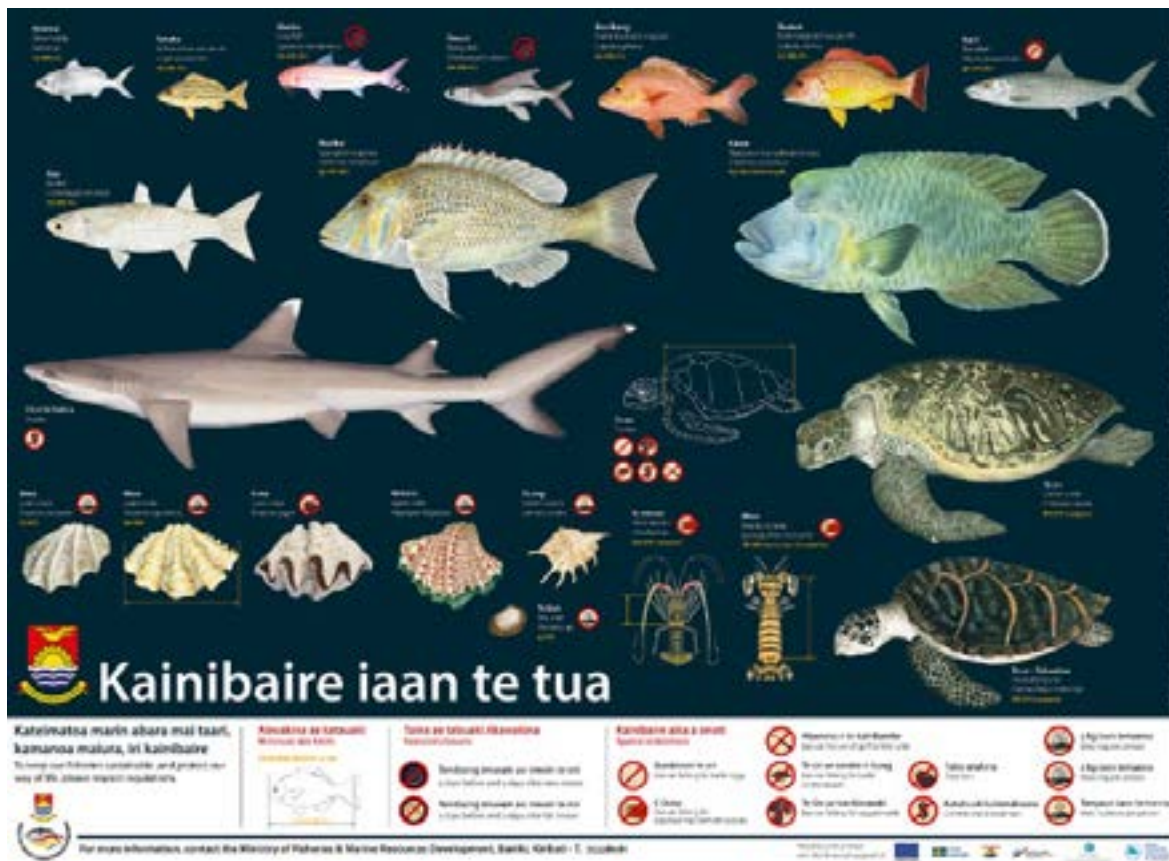
Enseignements tirés

L'équipe du projet a tiré de précieux enseignements de l'élaboration et de la première phase d'application du nouveau règlement, soulignant en particulier l'importance des points suivants :

- Formation technique à la rédaction législative pour que les fonctionnaires du MFMRD se familiarisent avec le nouveau règlement et comprennent mieux la procédure en vigueur pour l'adoption des futurs règlements ou amendements ;
- Formation au suivi, contrôle et surveillance pour que les agents des pêches acquièrent les compétences requises pour assurer le respect du règlement (par exemple, comment conduire une inspection, mesurer le poisson et recueillir des données) ;
- Campagnes de communication pour favoriser l'adoption de comportements positifs (par exemple, formation d'ambassadeurs locaux) et délégitimer les mauvais comportements (par exemple, par le biais d'un feuilleton radiophonique à succès), afin de donner à un large éventail d'acteurs les moyens d'appuyer la gestion durable des pêches côtières.



Femmes vendant du poisson à Tarawa (Kiribati).



Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande



Zoom sur les réalisations



Mise en place d'un réseau de fermes de démonstration dans le cadre de la transition agroécologique en Océanie

Contexte

Le changement climatique constitue une grave menace pour les systèmes alimentaires des États et Territoires insulaires océaniques. Renforcer la résilience de ces systèmes suppose de gérer durablement les ressources naturelles.

Afin d'apporter aux agriculteurs et aux communautés rurales l'appui nécessaire pour qu'ils modifient leurs pratiques, PROTEGE a créé un réseau régional de fermes de démonstration destiné à promouvoir, dans le cadre de la transition agroécologique, l'exploitation durable des ressources naturelles renouvelables et des services rendus par la biodiversité. Le réseau fonctionne selon une approche centrée sur l'humain, qui contribue à transposer concrètement sur le terrain le concept de l'adaptation au changement climatique.

Processus de changement

L'équipe du projet travaille avec les agriculteurs des PTOM du Pacifique afin de mettre au point des méthodes novatrices inspirées des pratiques traditionnelles, de l'utilisation durable des ressources renouvelables et de solutions fondées sur la nature et axées sur le renforcement de la biodiversité.

La CPS a pour mission d'aider les partenaires locaux qui prennent part à l'élaboration de pratiques climato-intelligentes mises à l'essai dans les exploitations et qui favorisent le co-apprentissage en vue de la production de nouveaux savoirs. Grâce aux partenariats noués avec des organisations internationales telles que la FAO, l'équipe a accès à une méthode d'évaluation des performances de l'agroécologie. Des universités dotées de services de recherche en agroécologie contribuent à l'accompagnement scientifique du réseau, tandis que les associations d'agriculteurs et les instances agricoles locales participent au suivi des essais et à l'analyse de données.

L'objectif est de permettre aux acteurs ruraux de mieux comprendre l'agroécologie et le rôle fondamental que jouent la biodiversité et les sols dans le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique. Pour atteindre cet objectif, il convient de promouvoir un engagement collectif en faveur d'une agriculture et de systèmes agroforestiers au potentiel régénérateur, ainsi que d'autonomiser les agriculteurs, notamment grâce à des dispositifs d'apprentissage entre pairs. Malgré les restrictions de déplacement imposées par la pandémie de COVID-19, des exploitants de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna ont pu participer ensemble à des visites de terrain. Ces professionnels font en effet face à des difficultés analogues liées au changement climatique, telles que la survenue de nouveaux nuisibles et maladies, ainsi que la diminution de la fertilité des sols.

Résultats et impact

Vingt-sept fermes de démonstration ont été choisies en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna. Les diagnostics préliminaires, achevés en 2020, attribuent les notes les plus basses à la biodiversité, à la gestion de la matière organique et à la plupart des indicateurs de résilience. Ces premières évaluations ont permis de poser le cadre nécessaire pour élaborer le plan d'action du réseau avec les agriculteurs. D'autres évaluations seront menées pendant toute la durée du projet pour le suivi des progrès accomplis. Le projet permet aussi la collecte des données requises pour cerner les leviers de la transition agroécologique à la disposition des autorités locales.

Les résultats du projet ont encouragé la Division ressources terrestres à monter un projet miroir pour les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) du Pacifique, avec le concours financier de l'Initiative Kiwa. Outre le renforcement de l'intégration régionale et de l'apprentissage par les pairs entre les PTOM et le reste du Pacifique, le projet permettra de contribuer au programme intégré sur les systèmes alimentaires mis en place par la CPS.

Enseignements tirés

L'équipe du projet cherche constamment à concilier au mieux les besoins et attentes à court terme des agriculteurs avec la nécessité d'élaborer des pratiques agroécologiques solides sur un horizon à moyen ou long terme.

Les services locaux de vulgarisation agricole ne connaissent pas bien les enjeux du changement climatique et l'agroécologie, si bien qu'un transfert de connaissances a dû être opéré avant le démarrage du projet pour assurer la réussite de celui-ci.

Les différents partenariats noués (avec des universités et d'autres organisations internationales) ont contribué à l'élaboration d'une solide approche plurielle, incluant l'ensemble des composantes de l'agroécologie (pratiques agricoles, genre et participation locale).

Les fermes de démonstration ont permis de faire évoluer les connaissances et les pratiques des partenaires du projet, ainsi que d'influencer d'autres acteurs parmi les communautés rurales et les instituts de recherche locaux.

La constitution du réseau autour de fermes existantes a été l'une des clés du succès, puisqu'elle a contribué à la mutualisation des connaissances au moyen de dispositifs d'apprentissage entre pairs. Bien que le capital de connaissances au sein des fermes de démonstration s'inspire des pratiques traditionnelles, les agriculteurs se montrent ouverts à l'idée d'utiliser des approches innovantes pour résoudre les problèmes de demain.

Division : Programme durabilité environnementale et changement climatique
Bailleur de fonds : Union européenne

Regarder ici une
vidéo sur les fermes
de démonstration en
agroécologie.





Zoom sur les réalisations



Les partenariats public-privé font fleurir les systèmes semenciers durables aux Tonga

Contexte

Objectif de développement majeur pour les États et Territoires insulaires océaniques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ne peut être assurée sans un accès à des cultures résistantes, à haut rendement et à forte valeur nutritive. Pour atteindre cet objectif, le Pacifique a fait le choix de partenariats stratégiques qui font vivre des systèmes semenciers solides et durables.

Les programmes de la Division ressources terrestres consacrés aux ressources génétiques et à l'agriculture durable contribuent depuis longtemps à la conservation, à l'accessibilité et à l'utilisation de précieuses variétés d'aliments dans les pays océaniques. Le CePaCT, banque de gènes régionale, facilite la conservation et la distribution des variétés culturelles dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence des populations.

Processus de changement

En 2018, le CePaCT a distribué plus de 200 plants produits par culture *in vitro* de patate douce, banane, fruit à pain et ananas au fonds fiduciaire MORDI, le fonds pour l'intégration des initiatives de développement rural aux Tonga, en vue de la caractérisation, de l'évaluation au champ et de la sélection des meilleures variétés. La sélection se fait en fonction de l'adaptabilité des variétés, de leur rendement et des qualités gustatives qu'elles revêtent pour les populations locales. La CPS a soutenu les opérations de transplantation en pleine terre des plants produits *in vitro* et leur acclimatation dans les serres du fonds MORDI.

Résultats et impact

Le fonds MORDI a tout d'abord évalué la patate douce, car c'est une culture à maturation rapide, facile à cultiver et à haute valeur nutritive. Après l'essai d'évaluation, cinq variétés ont été sélectionnées et multipliées dans les parcelles du MORDI, en vue de leur distribution aux agriculteurs ciblés

et de leur plantation dans des parcelles en plein champ. La création des parcelles en champ a permis de déterminer le niveau de participation des communautés et de mutualiser les enseignements tirés de la plantation du matériel végétal.

Le fonds MORDI est parvenu à mobiliser deux exploitants de surfaces agricoles plus importantes, Taufa 'Ahome'e et Manase Siua, dans le cadre d'une nouvelle initiative intitulée « Banque de semis », qui facilite l'accès des petits exploitants au matériel végétal et soutient la distribution à plus grande échelle des variétés sélectionnées aux communautés locales. Encouragés à multiplier des variétés résilientes au changement climatique, ces agriculteurs ont pu produire des aliments pour leur autoconsommation ainsi que pour la vente sur le marché local, tandis que les rejets, boutures et fanes restitués au fonds MORDI ont été distribués aux petits exploitants. Le matériel végétal sera à nouveau multiplié dans les exploitations et partagé dans tout le pays. Ces partenariats ont aidé le fonds MORDI à répondre à la demande nationale en matériel végétal, à la suite des dégâts provoqués par le cyclone tropical Harold en avril 2020.

« La transformation de l'agriculture rurale doit l'amener vers plus de résilience. Pour cela, il nous faut des cultures résilientes et résistantes à la sécheresse. Avec l'appui de la CPS, nous avons reçu plusieurs échantillons à multiplier en pépinière, qui ont ensuite été cultivés avec succès et récoltés pour être distribués aux populations locales. Dans le contexte de la COVID-19, les ménages sont aujourd'hui mieux préparés pour assurer leur sécurité alimentaire. Nous nous réjouissons de poursuivre notre partenariat avec la CPS pour renforcer notre soutien au tissu vivrier local, dans l'intérêt de nos agriculteurs, mais aussi de la population dans son ensemble. » – Soane Patolo, Directeur du fonds MORDI

Enseignements tirés

- Les partenariats public-privé établis aux Tonga par la CPS (organisme régional), le ministère de l'Agriculture (Gouvernement tongien), le fonds MORDI (ONG) et les responsables de deux grandes exploitations (secteur privé) offrent un exemple d'approche efficace qui pourrait être appliquée dans d'autres pays du Pacifique pour établir des systèmes de semences.
- Ces partenariats apportent une valeur ajoutée au travail du CePaCT ; ils comblent en effet certaines lacunes importantes constatées dans la caractérisation et l'évaluation des variétés culturelles.
- La diversité des cultures est un outil clé pour surmonter les défis d'aujourd'hui, car elle favorise le renforcement de la résilience des populations locales et le maintien durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Division : Division ressources terrestres

Bailleur de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande



Des agents du MORDI plantent des patates douces dans un champ.



Rangées de plants d'ananas repiqués dans la pépinière du MORDI, à Tongatapu.



Plants de bananiers plantés dans la ferme-laboratoire du MORDI, à Tongatapu.



Zoom sur les réalisations



Le Projet « de la montagne au récif » propose un outil d'aide à la décision pour la gouvernance et la gestion des écosystèmes situés à l'interface terre-mer

Contexte

La région Pacifique est composée de 2 % de terres émergées et de 98 % d'eau. Pour les petits États insulaires, qui sont aussi de grands États océaniques, il est essentiel de comprendre les relations qui existent entre les sols, les forêts, l'eau, le littoral et l'océan pour parvenir à un développement durable.

Dans les pays océaniques, cette durabilité est menacée par divers facteurs communs, dont la croissance démographique, les effets de l'urbanisation sur les écosystèmes, et les conséquences de l'exploitation forestière, de l'agriculture professionnelle et des pêches. Notre connaissance des dynamiques des écosystèmes à l'interface terre-mer demeure limitée, en partie parce que les spécialistes des milieux terrestres, dulcicoles et marins tendent à travailler chacun de leur côté et ont rarement l'occasion d'adopter une approche pleinement intégrée. Toutefois, nous voyons s'ouvrir de nouveaux horizons avec la composante Eaux internationales du Projet régional océanique « de la montagne au récif », financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et exécuté par la CPS dans 14 pays de la région.

En partenariat avec le Gouvernement de Vanuatu, l'équipe du projet a mis au point et testé un [modèle de priorisation spatiale](#) dans le but d'intégrer les interventions « de la montagne au récif » à la gouvernance et à la gestion durables des ressources. Le modèle facilite la prise de décision sur les

écosystèmes terre-mer au niveau national, car il permet aux décideurs de mettre à l'essai des mesures stratégiques en déterminant les zones prioritaires à conserver et à protéger, en explorant des scénarios de gestion et en orientant les investissements. Il favorise aussi le dialogue et contribue à l'harmonisation des cadres de gouvernance nationaux.

Processus de changement

Le Projet « de la montagne au récif » bénéficie de l'appui d'un bureau régional de coordination des programmes dans différents domaines : planification étayée par la science, perfectionnement du capital humain, élaboration de politiques et de plans stratégiques, gestion axée sur les résultats et partage de connaissances. Le Projet vise à tester l'inclusion d'approches climato-résilientes fondées sur le concept « de la montagne au récif » au sein de la gestion intégrée des sols, de l'eau, des forêts et des zones côtières dans les pays insulaires océaniques, le tout grâce à la planification stratégique, au renforcement des capacités et à des actions pilotes locales axées sur la pérennisation des moyens d'existence et la préservation des services écosystémiques².

Des [directives régionales](#) ont été élaborées par le Comité de pilotage régional « de la montagne au récif », qui regroupe les 14 pays bénéficiaires et plusieurs agents et organismes d'exécution du FEM, afin d'aider les pays à appliquer le modèle spatial et les procédures de planification associées.



Pour la calibration des modèles de paysage sous-marin en relation avec les impacts sédimentaires, des suivis écologiques ont été réalisés sur 58 sites d'échantillonnage placés de manière aléatoire sur des habitats à substrat dur stratifiés en fonction de leur profondeur et de leur distance par rapport à la rivière Tagabe, au moyen d'un échantillonnage aléatoire stratifié.

2 Outil à référence spatiale et à haute résolution, le cadre d'aide à la décision « de la montagne au récif » sur les mesures de conservation a été adapté, appliqué et étendu à plus grande échelle à partir d'outils précédemment mis au point pour quantifier les effets des apports d'eaux souterraines riches en nutriments et du transport sédimentaire sur les récifs coralliens aux Fidji et à Hawaï.

Résultats et impact

Les directives proposent une approche objective et conviviale pour, d'une part, définir et sélectionner les interventions et réformes dites « de la montagne au récif », ainsi que les zones côtières ou sites qui seront ciblés par les mesures de conservation, et, d'autre part, étendre à plus grande échelle les futurs investissements « de la montagne au récif » et la planification de la gestion intégrée des zones côtières.

Les directives peuvent être appliquées à un large éventail de secteurs chargés de la planification et de la gestion des ressources, du sommet de la montagne ou du point source à terre jusqu'au récif et à la mer. Sur le plan pratique, les directives sont utiles aux chercheurs et gestionnaires qui

appuient la mise en œuvre des plans plurisectoriels de gestion des ressources naturelles.

« Compte tenu de l'essor démographique, nos habitats et les moyens d'existence de nos communautés se trouvent menacés par l'urbanisation, l'exploitation forestière et l'agriculture professionnelle. Le cadre "de la montagne au récif" et sa procédure de planification spatiale permettent de cartographier les zones prioritaires et de hiérarchiser les mesures locales de conservation et de gestion afin d'améliorer la gouvernance et la gestion de l'interface terre-mer. » – Président du Comité de pilotage régional du Programme « de la montagne au récif » pour le Pacifique, ministre de l'Environnement et du Tourisme de Palau, et point focal politique du FEM

Enseignements tirés

La CPS et, de manière plus générale, le Programme « de la montagne au récif » pour le Pacifique ont tiré de précieux enseignements de la mise au point et de l'application du modèle de priorisation spatiale :

- Il est essentiel de s'assurer que les parties prenantes comprennent l'approche « de la montagne au récif » pour garantir leur participation effective, l'établissement de partenariats et la mise en cohérence des interventions avec les intérêts nationaux pendant toute la durée du processus et au-delà (pertinence, efficacité et durabilité).
- La capacité d'adaptation revêt une importance cruciale. Par exemple, les mesures de restriction liées à la COVID-19 ont mis un coup d'arrêt à l'application du modèle spatial aux Îles Salomon. Pour que les essais puissent malgré tout se poursuivre, les scientifiques du Programme ont entrepris d'extraire les ensembles de données mondiaux disponibles, ce qui a permis de réaliser des analyses avec le modèle dans l'attente des missions de vérité terrain des experts.
- Il est important de trouver des ambassadeurs, depuis l'échelon communautaire jusqu'au gouvernement, et de les former pour appuyer les actions d'éducation, d'exécution et de plaidoyer (par exemple, présentation de notes d'orientation aux décideurs).
- Il est nécessaire de comprendre les spécificités et les valeurs de chaque pays, qu'elles soient environnementales, socioéconomiques, politiques ou culturelles, pour garantir la conception sur mesure et l'adoption efficace et durable des nouvelles technologies au service du développement durable.



Chanel Sam, Spécialiste de la botanique forestière, et l'équipe d'évaluation rapide des espaces côtiers de Vanuatu réalisent une évaluation test de la biodiversité forestière et du couvert forestier dans la partie supérieure du bassin versant de la Tagabe afin de collecter, notamment, des informations sur les espèces endémiques et envahissantes.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Fonds pour l'environnement mondial





Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Ressources
terrestres

DEUXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

AMÉLIORER LES FILIÈRES D'EXPORTATION VERS LES MARCHÉS ÉTRANGERS

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Zoom sur les réalisations

Premier Cadre régional sur la biosécurité aquatique

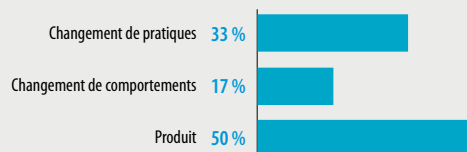
Introduction

La biosécurité reste une thématique fondamentale pour la région. La Division ressources terrestres et la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins aident les agriculteurs et les pêcheurs à se conformer aux exigences des marchés locaux et internationaux relatives aux produits agricoles, forestiers et aquacoles. Elles s'emploient également à renforcer la biosécurité et la lutte contre les nuisibles et les agents pathogènes.

La Division ressources terrestres appuie en outre le développement des chaînes de valeur des produits végétaux à forte valeur marchande, tels que l'huile de coco vierge, en mettant ses connaissances et ses compétences expertes au service de l'intensification de la production, de l'amélioration de la transformation ainsi que du renforcement de l'agriculture biologique certifiée, de l'agrotourisme et de l'entrepreneuriat agricole, en particulier lorsque des femmes et des jeunes y sont associés.

Tableaux de résultats

Graphique 12 : Résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers, par degré de maturité (n = 6)



Graphique 13 : Impact de la COVID-19 sur les résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers



Six résultats ont été obtenus au regard de cet objectif de développement en 2020, contre 15 en 2019 (2 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 12). La COVID-19 a eu un impact négatif substantiel sur ces résultats en raison des restrictions de déplacement et de la diminution de l'accès aux marchés internationaux (graphique 13). Les résultats obtenus n'en revêtent pas moins une importance critique pour la région. Ils recouvrent l'adoption du premier Cadre régional sur la biosécurité aquatique, des mesures de soutien aux entreprises aquacoles, la mise au point du Plan stratégique de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) pour la période 2020–2025, ainsi que l'élaboration d'un module de formation à

l'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre dans les filières agricoles.

Le renforcement des capacités et la formation constituent les principaux mécanismes permettant d'obtenir des résultats au titre de cet objectif.

Les investissements de la CPS dans l'amélioration de l'accès aux marchés internationaux bénéficient également à des domaines tels que la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé des océans, la consommation et la production responsables ainsi que l'égalité des sexes (graphique 14).

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

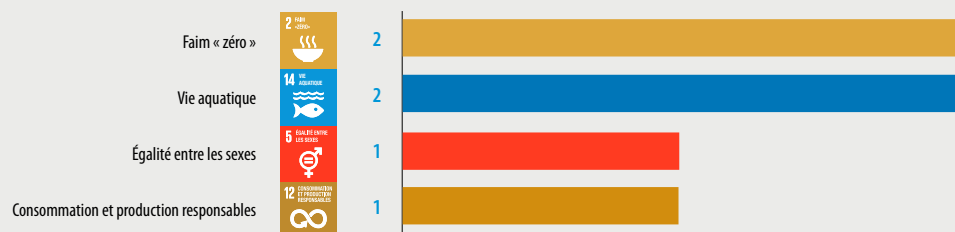
Quinze entreprises aquacoles et deux associations d'agriculteurs de 10 pays océaniens ont bénéficié d'un mentorat en matière de développement des activités et de transfert de technologies.

La biosécurité régionale a été renforcée grâce à l'adoption du premier Cadre régional sur la biosécurité aquatique.

La prise en compte de la dimension de genre dans l'agriculture a été encouragée par la mise au point d'un module de formation à l'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre dans les filières agricoles.

Contribution aux ODD

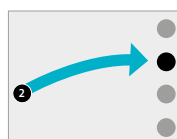
Graphique 14 : Résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers, par ODD principal



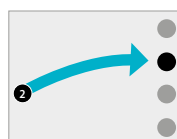
Défis à relever

- La perturbation du commerce international et de l'approvisionnement alimentaire a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire et sur des maillons économiques vitaux dans de nombreux États et Territoires insulaires océaniques.
- Les travaux axés sur la diversification des moyens d'existence et des chaînes de valeur ont pris du retard en 2020 en raison de la crise de la COVID-19.
- Dans le sillage des premières mesures de lutte contre la COVID-19, l'urgente nécessité pour les pays de la région de renforcer leur autosuffisance alimentaire a été mise en évidence.

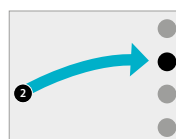
Évaluation de la performance



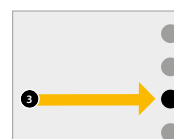
2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)



2020
Absence globale de progrès (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Mettre au point une trousse d'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre.
- Renforcer les capacités des services de biosécurité et promouvoir la pérennité de la production alimentaire et de l'apport de valeur ajoutée en réponse à la pandémie de COVID-19.
- Poursuivre la lutte contre le rhinocéros du cocotier et adopter des mesures de riposte face aux menaces émergentes (nuisibles et maladies) pesant sur certaines plantes cultivées et certains systèmes de culture.
- Continuer de soutenir le développement des activités et des compétences en direction d'entreprise pour les sociétés aquacoles et les associations d'agriculteurs.
- Poursuivre l'accompagnement de la diversification des entreprises aquacoles passant par une réorientation vers les marchés nationaux, dans le cadre de l'adaptation aux restrictions des exportations dues à la COVID-19.
- Continuer d'appuyer la bonne gouvernance de l'aquaculture, grâce à l'élaboration de politiques, de lois et de plans de gestion.



Zoom sur les réalisations



Premier Cadre régional sur la biosécurité aquatique

Contexte

Secteur clé en pleine expansion dans le Pacifique, l'aquaculture est source de nourriture, génère des emplois et améliore les moyens d'existence des populations. Le secteur est toutefois exposé à d'importants risques en matière de biosécurité, induits par la circulation des personnes et des marchandises, l'importation de divers produits primaires, dont les produits de la mer, et les fréquentes introductions et réintroductions d'espèces aquatiques destinées aux élevages aquacoles. À cela s'ajoute le fait que les mesures de contrôle aux frontières, les ressources et capacités nationales et les infrastructures sont insuffisantes pour sauvegarder la biosécurité aquatique.

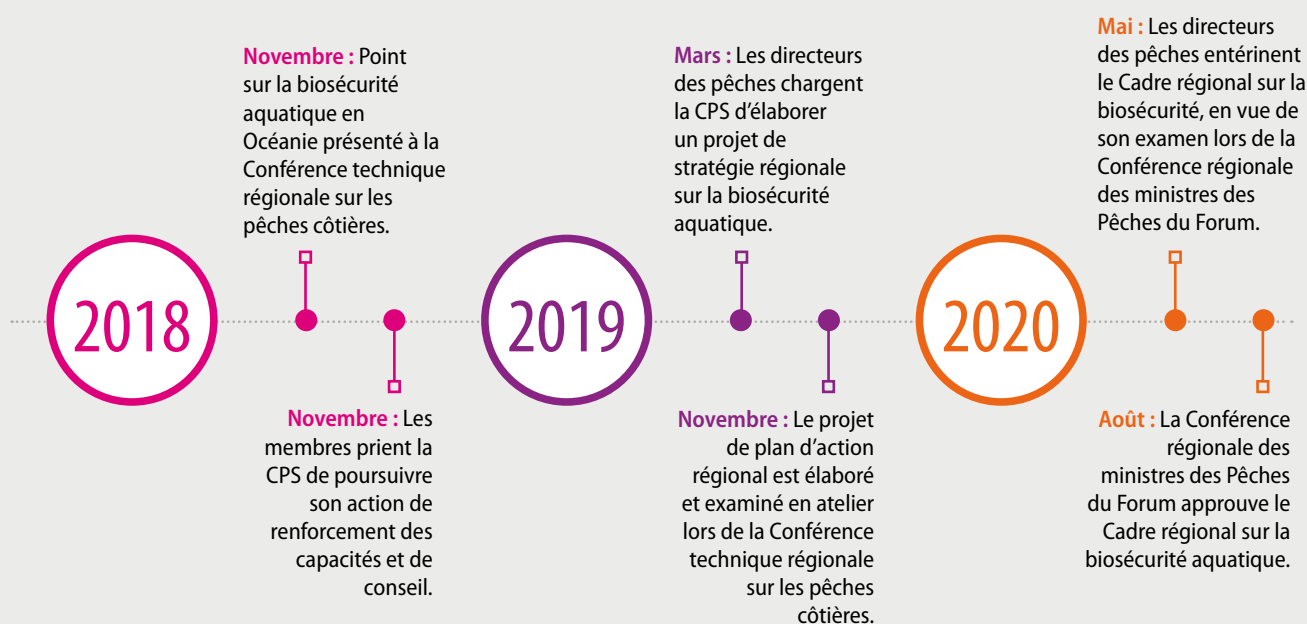
On entend par « biosécurité aquatique » le système de procédures mis en place pour gérer les risques posés par les maladies, les nuisibles et les autres aléas dans l'environnement aquatique. Au cours des cinq dernières années, la CPS a fourni à ses pays membres une assistance technique et financière afin d'appuyer l'élaboration de normes nationales d'importation et d'exportation des organismes et produits aquatiques, le renforcement des capacités en matière de prise en compte du bien-être animal et de lutte contre les maladies, ainsi que l'établissement de systèmes de gouvernance, dont des stratégies et règlements nationaux pour la biosécurité aquatique.

Malgré les progrès accomplis au niveau national, il est admis qu'en l'absence de systèmes adéquats de gestion des menaces de biosécurité aquatique au niveau régional,

différents problèmes sont à craindre : introduction et propagation d'espèces aquatiques envahissantes et de maladies exogènes, perte de marchés d'exportation, et image négative des produits de la mer parmi les consommateurs. Ainsi, pour les membres de la CPS, la mise en place d'un cadre régional sur la biosécurité aquatique était nécessaire pour renforcer les capacités dans ce domaine et sensibiliser les différents acteurs à l'importance de la gestion des menaces de biosécurité pesant sur l'aquaculture dans les pays océaniques.

Processus de changement

Un point d'information sur la biosécurité aquatique en Océanie a été présenté à la deuxième Conférence technique régionale sur les pêches côtières en 2018 ([document d'information 6](#)). Les participants à la Conférence ont alors prié la CPS de poursuivre ses actions de renforcement des capacités dans le domaine de la biosécurité aquatique et de conseiller les pays membres. Un projet de plan d'action régional sur la biosécurité aquatique a été élaboré par la CPS à l'issue de la onzième Conférence des directeurs des pêches en 2019. Le projet de texte, qui incluait des études de cas réalisées aux États fédérés de Micronésie, en Nouvelle-Calédonie et aux Tonga, a été examiné lors d'un atelier à l'occasion de la troisième Conférence technique régionale sur les pêches côtières en 2019, afin d'évaluer le degré de préparation des pays membres et leur capacité à mettre en œuvre un plan régional, ainsi que de cerner les défis et les besoins en matière de capacités.



Résultats et impact

Conscients que le renforcement de la biosécurité aquatique était indispensable à l'avènement d'une aquaculture durable, les États et Territoires insulaires océaniques ont prié la CPS de les assister dans la formulation d'une stratégie régionale. Le Cadre qui a vu le jour en conséquence, élaboré en étroite concertation avec les membres, a été approuvé lors de la douzième Conférence des directeurs des pêches et recommandé pour application par la Conférence régionale des ministres des Pêches du Forum en août 2020. La décision de mettre en application le Cadre marque l'aboutissement d'intenses efforts de coopération au niveau régional et des discussions ministérielles associées. Il s'agit du premier cadre régional sur cette thématique approuvé à un tel niveau dans le Pacifique.

Le Cadre régional sur la biosécurité aquatique constitue aujourd'hui le document de référence pour le renforcement des capacités dans les pays membres et a accru l'intérêt porté

aux mesures de biosécurité et leur prise en main au niveau national par plusieurs pays océaniques, dont les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa et les Tonga. Le document définit les orientations applicables à la biosécurité aquatique, les secteurs où les parties prenantes, dont les membres et les organismes partenaires, doivent intensifier leurs efforts et les domaines où l'appui de la CPS est sollicité.

Les pays reconnaissent l'importance de ce cadre régional et ont déjà commencé à l'appliquer au niveau national : certains pays ont renforcé leur dispositif de gouvernance, en élaborant notamment des stratégies nationales de biosécurité aquatique (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Tonga), tandis que d'autres investissent dans des installations de biosécurité aquatique (Îles Salomon) ou effectuent des analyses de dépistage des maladies dans leurs installations (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie et Tonga).

Enseignements tirés

Le Cadre régional sur la biosécurité aquatique est le fruit d'un long processus, qui a exigé une participation soutenue et une démarche résolue d'orientation de la part des États et Territoires membres.

La réussite du Cadre s'explique par plusieurs facteurs :

- Niveau élevé de consultations, permettant de garantir que les priorités nationales figurent bien parmi les domaines techniques clés du document ;
- Attention accrue portée à la biosécurité aquatique en tant que priorité régionale clé au sein de la CPS, ce qui a permis d'obtenir un soutien adéquat de la haute direction ;
- Approbation par les dirigeants de la région, grâce à l'inscription du Cadre à l'ordre du jour de réunions régionales importantes, telles que la Conférence des directeurs des pêches et la Conférence régionale des ministres des Pêches du Forum.

Pour la CPS, l'élaboration du Cadre a en outre constitué un mécanisme utile de recherche de fonds auprès des partenaires bailleurs. Fortement mobilisés, les membres de la CPS et les autres parties prenantes ont grandement contribué à l'élaboration du Cadre régional, notamment durant la Conférence technique régionale sur les pêches côtières, la Conférence des directeurs des pêches et la Conférence régionale des ministres des Pêches.



COCONAK PRIMARY SCHOOL
2KW SOLAR PROJECT



Géosciences,
énergie
et services
maritimes

TROISIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

RENFORCER LA VIABILITÉ DES SYSTÈMES DE TRANSPORT ET LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique 2021–2030

Introduction

La Division géosciences, énergie et services maritimes diffuse des connaissances scientifiques et techniques afin de réduire l'empreinte carbone des réseaux d'énergie, notamment grâce aux énergies renouvelables, tout en œuvrant pour l'accès de l'ensemble des Océaniens et Océaniennes à une énergie propre et d'un coût abordable.

La CPS contribue à l'élaboration de solutions techniques pour renforcer la sécurité du secteur maritime grâce à l'amélioration de la gestion, à la mise en place de pratiques respectueuses de la sécurité et à la réduction des émissions de gaz carbonique dues au transport maritime.

Le travail de la CPS s'articule autour du concept d'« économie verte », sous-tendu par le Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique et le Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP).

Tableaux de résultats

Vingt-trois résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (6 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 15). Les changements de pratique ont permis une réduction de la consommation énergétique et des émissions des ports et des navires de transport, ainsi qu'une amélioration des capacités et des systèmes relatifs à la sécurité de la navigation. L'évolution des connaissances s'est traduite par la certification de gestionnaires d'aides à la navigation au sein des administrations maritimes. Les produits correspondent à l'élaboration de cadres et de plans d'action régionaux, à l'examen ou à la rédaction de politiques et de règlements, aux évaluations des risques portant sur les systèmes de sécurité de la navigation et aux activités de renforcement des capacités correspondantes, ainsi qu'à la formation professionnelle dans le domaine des énergies durables et de la sécurité des navires.

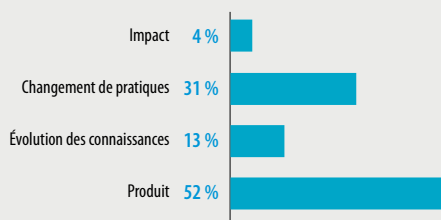
L'impact de la COVID-19 a été contrasté. La pandémie a eu des effets aussi bien négatifs que positifs sur la progression d'environ 30 % des résultats dans les deux cas de figure (graphique 16). Les incidences négatives constatées ont pour l'essentiel été dues à l'incapacité pour la CPS d'apporter une assistance technique sur le terrain dans des domaines tels que l'évaluation des risques et la réduction des émissions. Ce soutien a été assuré à distance.

En revanche, la pandémie de COVID-19 a contribué à accélérer les progrès dans d'autres domaines. C'est ainsi que les fonds non déboursés prévus pour les déplacements ont été utilisés pour assister les pays océaniques dans l'achat et la maintenance d'aides à la navigation. Les restrictions de déplacement ont également renforcé la disponibilité des parties prenantes locales et les investissements dans la mise au point de qualifications de niveau régional et national, compte tenu de la réduction des engagements s'agissant des formations dispensées dans les pays.

Le renforcement des capacités et le soutien à la mise en place d'un environnement propice à la sécurité des transports et à la sécurité énergétique grâce à l'élaboration de lois, de politiques, de règlements et de cadres sont les principaux instruments permettant de produire des résultats au regard de cet objectif (graphique 17).

Les investissements de la CPS dans la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique bénéficient également à des domaines tels que la santé des océans, le changement climatique et la qualité de l'éducation (graphique 18)³.

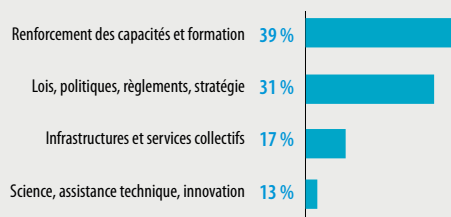
Graphique 15 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par degré de maturité (n = 23)



Graphique 16 : Impact de la COVID-19 sur les résultats obtenus en matière de viabilité des systèmes de transport et de sécurité énergétique



Graphique 17 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par type de résultat



3 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

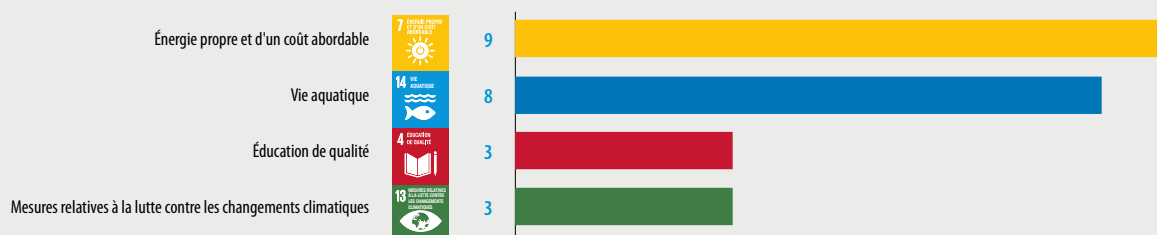
Les émissions de gaz à effet de serre des principaux ports des Fidji, de Kiribati et des Îles Salomon ont diminué.

Le Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique 2021–2030 a été élaboré pour accroître la présence des femmes dans le secteur de l'énergie, en qualité d'entrepreneuses, de commerçantes et de techniciennes.

Dix pays océaniques ont amélioré leurs capacités et leurs systèmes de sécurité de la navigation, grâce à la mise en place de registres des aides à la navigation, de crédits budgétaires pour la maintenance et de plans d'exploitation.

Contribution aux ODD

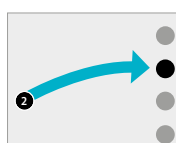
Graphique 18 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par ODD principal



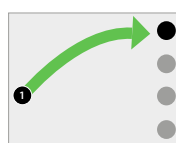
Défis à relever

- Les interventions techniques et les partenariats ont subi plusieurs retards, les partenaires étant bloqués à l'étranger en raison des mesures liées à la crise sanitaire.
- La nécessité d'apporter une assistance à distance a souvent réduit le périmètre des activités prévues, en les limitant à celles qui pouvaient être réalisées en distanciel dans le cadre de la réalisation d'audits énergétiques et de la transition vers les énergies renouvelables du transport maritime et des ports.
- Les enquêtes et les évaluations de terrain (relatives à l'efficacité énergétique, par exemple) ont été reportées. Les étudiants-chercheurs recrutés par le biais du PCREE ont été dans l'impossibilité de se déplacer pour travailler sur le terrain et recueillir des données.
- La prise de conscience par les acteurs locaux et nationaux de l'importance pour le secteur du transport maritime des services et des dispositifs relatifs à la sécurité de la navigation est encore insuffisante.

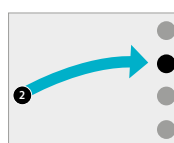
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)



2020
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Mettre au point la deuxième phase opérationnelle du PCREEE, la première phase arrivant à son terme en 2021.
- Poursuivre les travaux en faveur d'un développement bas carbone des secteurs de l'énergie et des transports, en améliorant l'efficacité énergétique et l'investissement dans les nouvelles technologies.
- Poursuivre les travaux entrepris aux côtés du secteur privé pour renforcer les capacités et appuyer techniquement la bascule vers un avenir bas carbone et le développement de la deuxième phase du MTCC-Pacifique.
- Maintenir l'appui fourni en faveur de la sécurité des transports intérieurs dans le Pacifique.
- Investir dans les infrastructures d'aides à la navigation dans les États et Territoires insulaires océaniques, afin d'améliorer la sécurité de la navigation.

Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique 2021–2030

L'inclusion économique des Océaniennes reste problématique et l'on ne dispose que d'informations parcellaires sur leur participation à des secteurs tels que celui de l'énergie. La CPS a sollicité une assistance technique pour accompagner l'élaboration du Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique 2021–2030, dont elle est le principal organisme d'exécution dans la région.

Cette stratégie a pour objectif d'augmenter la participation des femmes dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en redonnant un nouveau souffle au réseau genre et énergie dans le Pacifique et en renforçant son efficacité. Cette initiative est mise en œuvre conjointement par la CPS et le Mécanisme canadien de commerce et d'investissement pour le développement.

Dans un premier temps, une analyse genrée du secteur océanique de l'énergie a été réalisée afin de comprendre les raisons et les conséquences des constatations suivantes :

- absence d'intégration transversale de la dimension de genre dans les politiques et les plans relatifs à l'énergie sur le plan national et régional ;
- idées reçues sur l'inadaptation des femmes au travail technique dans le secteur de l'énergie ;
- absence d'implication des femmes et des jeunes dans les décisions relatives à des projets énergétiques pilotés localement ;
- présence limitée des femmes au sein des conseils d'administration des structures de service public et aux postes de responsabilité.

À partir des résultats de cette analyse, un consultant a travaillé avec la CPS à l'élaboration du Plan d'action

stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique, qui a été approuvé par les parties prenantes océaniques au cours d'un atelier tenu en novembre 2020. Un rapport relatif à l'analyse de la dimension de genre au sein de la CPS a également été établi. Il comporte un plan d'intégration transversale du genre et de renforcement des capacités dans ce domaine, conçu spécifiquement pour le Programme géoressources et énergie qui sera responsable au premier chef de l'exécution du Plan d'action. Des cadres de suivi et d'évaluation, un budget, une analyse coûts-avantages et un plan de mobilisation des ressources ont également été mis au point pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie.

Ces activités vont dans le sens d'un développement durable, inclusif et inscrit sur le long terme, ouvrant la voie au renforcement de la participation et de l'emploi des femmes dans le secteur de l'énergie, notamment en tant qu'entrepreneuses, commerçantes ou techniciennes.



Diplômée du Barefoot College (Université aux pieds nus),
Fidji – Mere Kaukau Turagavou, village de Nubu.



Groupe de femmes de Lilisiana, aux Îles Salomon.



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Statistique
pour le
développement

QUATRIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

RENFORCER L'ACCÈS AUX STATISTIQUES SUR LE
DÉVELOPPEMENT ET LEUR MISE À PROFIT POUR ÉTAYER LES
POLITIQUES ET SUIVRE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Zooms sur les réalisations

**Rendre les données accessibles pour assurer le suivi des conséquences
socioéconomiques de la COVID-19**

**Mise au point par la CPS d'un tableau de bord pour le suivi à distance de la collecte de
données de recensement et des enquêtes sur le terrain**

Introduction

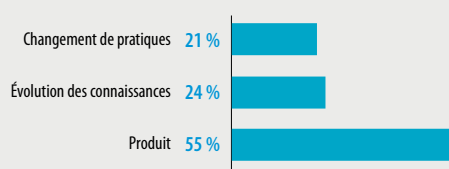
La CPS contribue de manière centrale à coordonner et à appuyer l'établissement, la production et la mise à disposition des statistiques officielles dans le Pacifique, fournissant ainsi aux décideurs et aux analystes des indicateurs démographiques, économiques et sociaux pour éclairer la planification et la prise de décision.

Dans le domaine statistique, la CPS axe ses activités sur la collecte, l'analyse et la diffusion des données, mettant particulièrement l'accent sur les statistiques économiques et sociales et sur les questions intersectionnelles que sont le genre, la pauvreté, l'éducation et le handicap. La Division statistique pour le développement de la CPS aide les pays océaniques membres à recueillir les valeurs requises pour calculer les indicateurs associés aux ODD, et elle administre pour leur compte le tableau de bord régional relatif aux ODD.

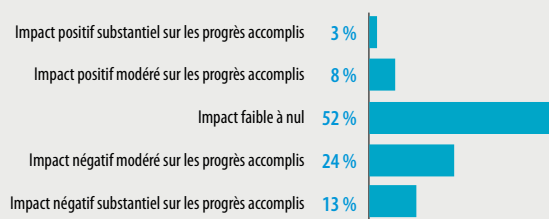
En 2020, la Division a aidé les pays membres à introduire plusieurs innovations dans les méthodes de gestion de la collecte et de l'analyse des données. La CPS a aussi favorisé l'innovation dans la diffusion des données, grâce notamment à la Plateforme de données océaniques, à la Bibliothèque de microdonnées du Pacifique et à l'outil PDH.stat, ainsi que l'utilisation de statistiques sur le développement pour rendre compte des progrès réalisés au regard des stratégies halieutiques régionales. La CPS a aussi favorisé l'innovation dans la diffusion des données, grâce notamment à la Plateforme de données océaniques, à la Bibliothèque de microdonnées du Pacifique et à l'outil PDH.stat, ainsi que l'utilisation de statistiques sur le développement pour rendre compte des progrès réalisés au regard des stratégies halieutiques régionales.

Tableaux de résultats

Graphique 19 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par degré de maturité (n = 38)



Graphique 20 : Impact de la COVID-19 sur les résultats relatifs aux statistiques sur le développement



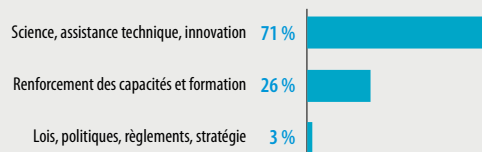
Trente-huit résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (10 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 19). L'attention privilégiée que la CPS porte à la mise en place d'un environnement propice à l'accès sécurisé aux données ainsi qu'à l'investissement dans les méthodes de collecte de données et dans la gestion des microdonnées et des métadonnées contribue à un changement de pratiques et à une évolution des connaissances qui permettent d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la convivialité des données dans le Pacifique.

La COVID-19 a eu un impact négatif sur la réalisation de 37 % des résultats relevant de cet objectif, pour l'essentiel en raison de la difficulté à fournir un renforcement des capacités et une assistance technique à distance (graphique 20). Pour plusieurs autres résultats, l'impact sur les progrès réalisés a été positif en raison du surcroît d'intérêt manifesté pour les données relatives aux incidences socioéconomiques de la pandémie en Océanie. Par ailleurs, des lignes directrices ont été mises au point pour accompagner le renforcement des capacités compte tenu de l'impossibilité de conduire des formations sur place.

Les investissements réalisés en faveur de l'innovation et des technologies permettant d'améliorer la gestion des enquêtes, l'accès aux données, ainsi que leur analyse et leur diffusion, l'assistance technique et le renforcement des capacités sont les principaux mécanismes grâce auxquels des résultats ont pu être produits au regard de cet objectif (graphique 21).

Le travail accompli par la CPS dans le domaine des statistiques sur le développement contribue aux objectifs relatifs aux partenariats, à l'éradication de la pauvreté, à la santé des océans et à la bonne santé et au bien-être (graphique 22). La Division statistique pour le développement dirige en outre les efforts déployés par la CPS pour produire des statistiques sur le développement qui intègrent des données ventilées sur le handicap⁴.

Graphique 21 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par type de résultat



4 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

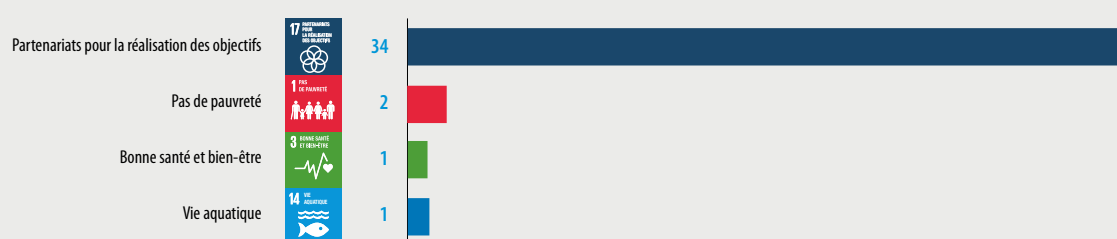
Les données disponibles ont permis de produire des synthèses mensuelles et trimestrielles à l'échelle régionale sur l'impact économique de la COVID-19 et de faire connaître très tôt les premiers effets de la pandémie.

Au total, 130 ensembles de données de recensement ou d'enquête ont été publiés dans la Bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques, ces données étant donc désormais accessibles en ligne et exploitables.

Le tableau de bord des ODD, qui comprend 131 indicateurs de développement durable pour le Pacifique, ainsi que les barres de progression des ODD ont été actualisés et permettent de visualiser les progrès réalisés au regard du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Contribution aux ODD

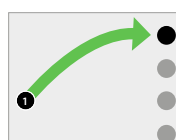
Graphique 22 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par ODD principal



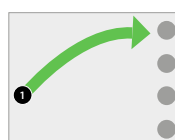
Défis à relever

- Apport d'une assistance technique à distance au titre d'activités très complexes, telles que les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et la réalisation des recensements.
- Réponse à la demande de données en temps quasi réel sur les répercussions de la COVID-19 dans le but d'aider les pays membres et les parties prenantes à prendre en connaissance de cause des décisions relatives à la vie et aux moyens de subsistance des populations.
- Maintien de la collaboration et des partenariats avec les principales parties prenantes malgré les restrictions dues à la COVID-19, compte tenu des difficultés éprouvées en termes de représentation et d'absence d'échanges réguliers, faute de rencontres en personne.
- En raison des restrictions de déplacement, absence de possibilités d'apprentissage par les pairs en présentiel pour ce qui concerne les recensements, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et d'autres types d'enquête.

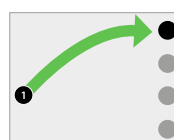
Évaluation de la performance



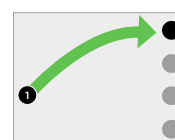
2017
Réalisation de progrès substantiels (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2020
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Collaborer étroitement avec des partenaires nationaux, régionaux et internationaux de premier plan pour répondre à l'accroissement de la demande de statistiques en raison de la pandémie de COVID-19, notamment dans le cadre de la Conférence régionale des directeurs des services planification et statistique prévue en 2021.
- Examiner la Stratégie décennale océanienne sur la statistique afin de répondre aux besoins et aux priorités de la région et des pays dans ce domaine au cours des dix années à venir.
- Poursuivre les initiatives engagées pour assurer un accès sécurisé aux microdonnées du Pacifique insulaire, grâce à la signature de contrats de licence de données avec d'autres pays membres océaniques (en 2020, ce travail a été entravé par les mesures de lutte contre la COVID-19).
- Poursuivre les efforts de mobilisation des ressources et des investissements, et renforcer les capacités nécessaires à la collecte, à l'analyse et à la diffusion des données.



Zoom sur les réalisations



Rendre les données accessibles pour assurer le suivi des conséquences socioéconomiques de la COVID-19

Contexte

La COVID-19 a eu de graves incidences sur les modes de vie, de communication, de travail, de production, de commerce et de consommation. Dans le Pacifique, l'année 2020 a été marquée par de nombreuses pertes d'emploi, une baisse des activités des entreprises et un effondrement des recettes fiscales, certains maillons économiques vitaux ayant en effet été fragilisés par la chute de l'activité touristique, les perturbations du commerce international et la diminution des envois de fonds. Ces effets se sont fait ressentir dans l'ensemble du tissu vivrier dont dépendent les ménages des pays océaniques.

Pour évaluer les conséquences de la crise et prendre des mesures appropriées, les pouvoirs publics avaient besoin de données que les services nationaux de la statistique se trouvaient incapables de compiler en raison des mesures de confinement et autres restrictions. Dans ce contexte, la Division statistique pour le développement a recherché

des moyens innovants de rendre les données accessibles et de compiler en temps quasi réel des indicateurs socioéconomiques à court terme, pour appuyer le suivi et la mesure des effets de la pandémie.

Processus de changement

Parmi les activités menées par la Division, citons la création d'une base de données d'indicateurs socioéconomiques COVID-19, hébergée sur une page spéciale du site Web de la Division⁵ ; le lancement d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence auprès des ménages, en partenariat avec la Banque mondiale⁶ ; ainsi que la collecte, en temps quasi réel, et la publication de données mensuelles et trimestrielles sur l'impact économique de la COVID-19, provenant de diverses sources administratives nationales⁷ et de blogs universitaires sur les conséquences de la pandémie dans le secteur du commerce⁸ et du tourisme⁹.

Résultats et impact

Le processus de changement a généré des résultats positifs. Compte tenu de la disponibilité d'indicateurs de suivi à court terme, les décideurs nationaux et régionaux, les bailleurs et les partenaires du développement ont pu accéder à des informations actualisées pour établir des politiques et budgets adaptés, et de nouveaux partenariats ont pu être noués.

« Les indicateurs ont livré des informations utiles et les données ont illustré l'impact réel de la COVID-19 dans le secteur touristique en Océanie. » – Conseiller pour le MFAT

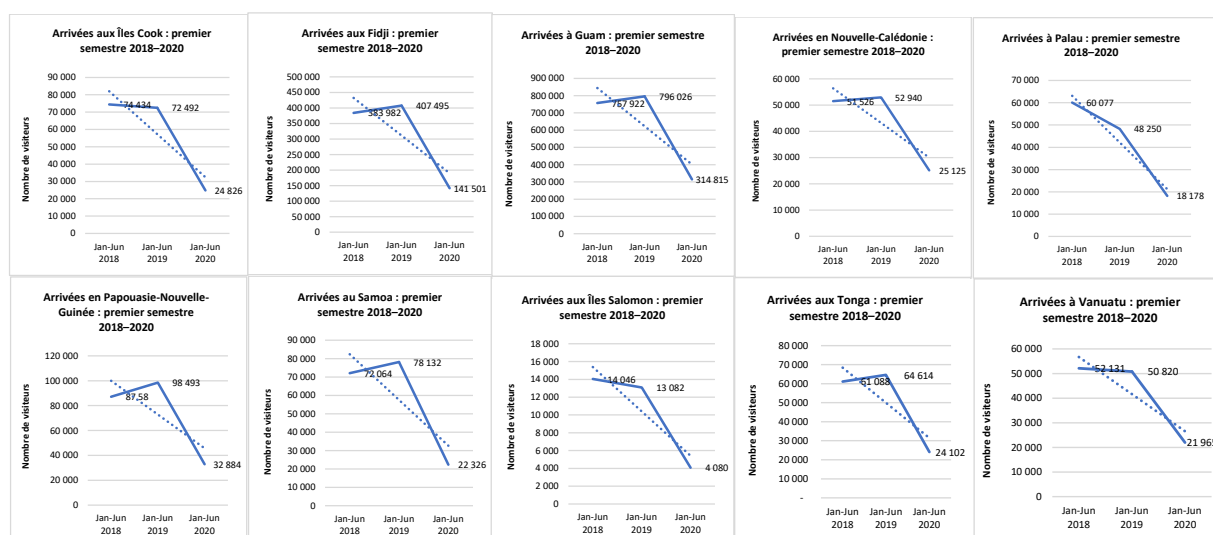
5 <https://sdd.spc.int/disasters-data/COVID-19>

6 <https://sdd.spc.int/innovation-sdd/high-frequency-phone-monitoring-surveys-hfpm-households-monitor-impact-COVID-19>

7 <http://purl.org/spc/digilib/doc/6j9ta>

8 <https://sdd.spc.int/news/2020/10/21/impact-COVID-19-imts-pacific>

9 <https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2020/12/le-nombre-darrivees-de-visiteurs-diminue-dans-les-etats-et-territoires>

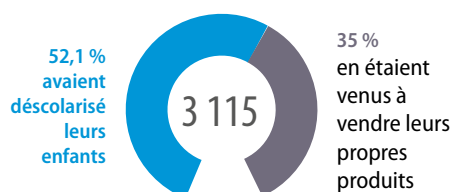


Le nombre de visiteurs entrant dans les pays océaniques a chuté au premier semestre 2020, par rapport aux chiffres de la même période en 2019, en raison des mesures de fermeture des frontières mises en place pour faire face à la COVID-19.

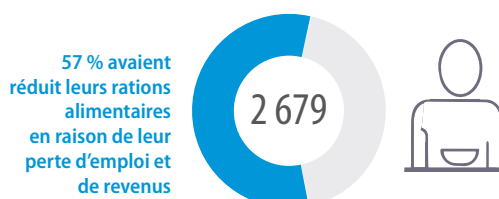
La baisse du tourisme, des échanges commerciaux et des envois de fonds a provoqué une diminution des recettes en devises étrangères et des recettes publiques. Elle a également affaibli la viabilité des entreprises et les revenus des ménages, fragilisant les conditions de vie de nombreuses familles, qui ont dû se tourner vers les activités informelles et de subsistance pour survivre.

Les résultats des enquêtes à haute fréquence conduites à titre pilote en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon sont venus confirmer certaines données empiriques, traduisant la pratique d'activités à domicile et l'adoption d'autres stratégies d'adaptation. Sur les 3 115 répondants en Papouasie-Nouvelle-Guinée, 52,1 % avaient déscolarisé leurs enfants et 35 % en étaient venus à vendre leurs propres produits¹⁰. Sur les 2 679 répondants aux Îles Salomon, 57 % ont indiqué avoir réduit leurs rations alimentaires en raison de leur perte d'emploi et de revenus¹¹.

Répondants en Papouasie-Nouvelle-Guinée



Répondants aux Îles Salomon



Le processus de changement a aussi permis de rassembler les données de différents pays, pour l'essentiel administratives, au sein d'une base de données régionale à des fins d'analyses comparatives. Les pays ont ainsi été encouragés à compiler régulièrement leurs données administratives (par exemple, données sur l'emploi issues des caisses de prévoyance nationales), afin qu'elles puissent servir d'indicateurs clés.

Enseignements tirés

Avec la crise socioéconomique induite par la COVID-19, la Division statistique pour le développement et les États et Territoires insulaires océaniques ont appris à prendre des mesures rapides et adaptées face à l'augmentation de la demande de données.

Au vu des capacités limitées¹² des services nationaux de la statistique, il est apparu clairement que la Division statistique pour le développement devait prêter appui aux pays, via des activités d'assistance technique et l'apport de capacités complémentaires, l'élaboration d'indicateurs de suivi à court terme et leur extension à d'autres secteurs, ainsi que le renforcement de la collecte et de la diffusion des données administratives.

*Division : Division statistique pour le développement
Bailleur de fonds : budget ordinaire de la CPS*

10 <https://microdata.pacificdata.org/index.php/catalog/758>

11 <https://microdata.pacificdata.org/index.php/catalog/759>

12 Le document (en anglais) élaboré par la Division statistique pour le développement au sujet des capacités disponibles dans les pays océaniques pour la production d'un ensemble clé d'indicateurs économiques est disponible à l'adresse suivante : <https://sdd.spc.int/news/2020/05/28/capacity-producing-economic-statistics-pacific-information-paper>



Zoom sur les réalisations



Mise au point par la CPS d'un tableau de bord pour le suivi à distance de la collecte de données de recensement et des enquêtes sur le terrain

Contexte

Soucieux de moderniser leurs processus de collecte de données, de nombreux États et Territoires insulaires océaniques ont, entre 2010 et 2020, adopté de nouvelles technologies et se sont engagés à introduire des méthodes d'entretien sur tablette (collecte assistée par informatique, ou CAPI).

Les méthodes CAPI sont rentables et faciles à prendre en main, et leur fonction intégrée d'autocorrection permet de relever les incohérences et les erreurs et de les corriger au moment de la saisie des données, ce qui améliore l'efficacité de la phase post-dénombrement.

Cela dit, dans de nombreux pays insulaires océaniques, des enquêtes en face à face continuent d'être menées, et le suivi précis des activités de terrain revêt donc une importance cruciale.

Processus de changement

En novembre 2020, Kiribati et Vanuatu ont lancé leur recensement national de la population et des logements. En raison des restrictions de déplacement dues à la pandémie de COVID-19, les activités d'assistance technique ont dû être assurées à distance. La CPS a donc mis au point un système de gestion des données en ligne et en temps réel, ainsi qu'un tableau de bord interactif de suivi pour appuyer les services de la statistique de Kiribati et de Vanuatu. Le nouveau tableau de bord a été créé sur mesure à l'aide du langage de programmation R et de l'infrastructure logicielle Shiny.

Processus semi-automatisé, le tableau de bord se veut un guichet unique, qui permet à la CPS de partager des informations et des conseils techniques de façon plus systématique, tout en ajustant l'application aux besoins spécifiques des différents pays.

Résultats et impact

Le programme propose aux utilisateurs une large gamme de fonctionnalités permettant d'évaluer rapidement les tendances et les anomalies dans les données. Ces outils contribuent à améliorer le suivi de terrain, la supervision, l'actualité des données et le contrôle de la qualité.

Divers contrôles sont utilisés pour vérifier les données après les entretiens. Les conditions de validation prévoient notamment de nombreux contrôles qui permettent de détecter les questions sans réponse, les incohérences et les aberrations.

Dans le tableau de bord, la visualisation géographique des travaux de terrain offre un outil supplémentaire pour suivre l'avancée des opérations et détecter les éventuels problèmes. Par exemple, les outils cartographiques permettent à la fois de montrer l'avancement de la collecte, d'examiner les problèmes de contrôle de la qualité et de signaler les divers problèmes sur support visuel.

Avec le tableau de bord, les superviseurs d'enquête peuvent transmettre aux coordonnateurs des recensements des données valides illustrant les difficultés rencontrées sur le terrain. Lorsque le travail des agents recenseurs laisse à désirer, on peut ainsi envisager de former à nouveau ceux-ci ou de remplacer les personnes concernées.

« Le tableau de bord est incroyablement utile pour faciliter le suivi – même les cartes à points de couleur rouge et orange nous ont vraiment aidés à repérer les erreurs. J'ai consulté le tableau de bord quotidiennement et j'ai pu télécharger les fichiers de contrôle et les envoyer à mon quartier général afin que toute erreur ou incohérence repérée dans les entretiens de terrain puisse être traitée. » – Agnether Lemuelu, Spécialiste des statistiques sociales au service national de la statistique, ministère des Finances et du Développement économique de Kiribati

Enseignements tirés

Le tableau de bord a amélioré la communication avec le public cible, dont les chargés de recensement/enquête, les superviseurs et les enquêteurs, en favorisant le partage d'informations normalisées entre toutes les parties prenantes. Il s'est aussi révélé pratique pour mesurer l'avancement des campagnes, grâce à l'analyse des données entrantes et au suivi du travail de terrain.

Il s'agit d'une solution innovante de gestion des enquêtes, qui permet à la CPS de fournir un soutien à distance aux services nationaux de la statistique des pays océaniques, lorsqu'ils gèrent les opérations de terrain des recensements et enquêtes. Le système peut être adapté à différents types d'opérations et de lieux de collecte, non seulement dans la région Pacifique, mais aussi peut-être ailleurs dans le monde. Il peut également être ajusté aux besoins spécifiques des pays.

En 2021, la CPS prévoit d'utiliser le tableau de bord pour accompagner d'autres pays membres lors de leurs campagnes de recensement.

Les indicateurs de performance et les autres statistiques descriptives, automatiquement générées à l'arrivée de chaque nouveau lot de données, aident les chargés d'enquête et les analystes de données à déceler les problèmes dans les données à un stade où il est encore possible de les résoudre.



Géosciences,
énergie
et services
maritimes



Ressources
terrestres



Durabilité
environnementale
et changement
climatique

CINQUIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES SUR LES DOSSIERS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Stratégie en faveur de l'égalité de genre dans la gestion des catastrophes en Océanie

Zooms sur les réalisations

Une approche intégrée pour renforcer la résilience climatique

Aux Fidji, le reboisement permet le renforcement de la résilience climatique et des compétences locales

Introduction

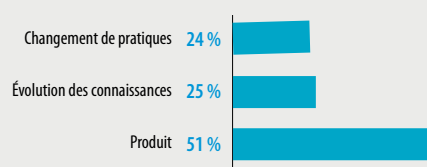
Le changement climatique et les catastrophes ont une incidence sur l'ensemble des domaines d'intervention de la CPS. La CPS applique donc une démarche plurisectorielle dans son action sur le changement climatique : outre les mesures d'atténuation et d'adaptation qu'elle élabore et applique, elle coordonne les efforts consentis par les pays membres pour mettre en œuvre des solutions climatiques adaptées, ce qui recouvre notamment l'accès aux financements climatiques.

Dans les domaines relevant de son mandat, la CPS aide les pays océaniques à planifier des stratégies en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe, mais aussi à renforcer les mesures prises à l'échelon national dans le respect des engagements internationaux tels que l'Accord de Paris. Par l'intermédiaire de la Division géosciences, énergie et services maritimes, de la Division ressources terrestres et du Programme durabilité environnementale et changement climatique et de ses équipes techniques et scientifiques pluridisciplinaires, la CPS appuie la conception et l'application de solutions intégrées d'adaptation et de réduction des risques visant à accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes notamment dans les domaines suivants :

- la gestion des ressources naturelles (agriculture, côtes et océan, aquaculture, pêches, foresterie, eau) ;
- la sécurité alimentaire ; et
- le développement humain et social (éducation, santé, assainissement, culture, genre, jeunesse, droits de la personne).

Tableaux de résultats

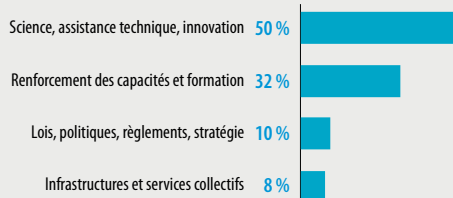
Graphique 23 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par degré de maturité (N = 61)



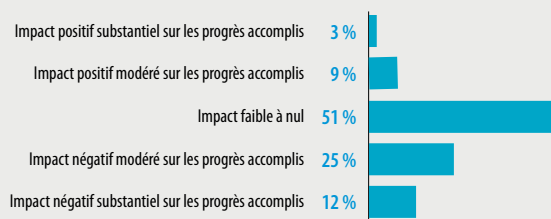
Soixante et un résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (16 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 23). Un quart des résultats correspondent à une évolution des connaissances résultant de travaux de recherche sur l'agriculture climato-intelligente et la gestion des ressources hydriques, ainsi que de l'organisation de formations à l'intention du monde agricole, des parties prenantes œuvrant dans le domaine de l'océan et du personnel chargé de la gestion des situations d'urgence et des catastrophes.

Les changements de pratiques concernent la lutte contre le rhinocéros du cocotier, l'adoption du système de bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes »), l'application de l'analyse économique aux cultures sous abri, l'amélioration des services océaniques et de l'information relative à la sécurité maritime et l'exploitation des données relatives

Graphique 25 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par type de résultat



Graphique 24 : Impact de la COVID-19 sur les résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes



au milieu marin et au littoral pour la prise de décision et la gestion (systèmes d'alerte précoce des inondations côtières et conception d'ouvrages de protection du littoral, par exemple).

Le nombre élevé de produits obtenus correspond aux activités suivantes : manuels de formation pour la production agricole et la lutte contre les nuisibles et les maladies, formation en gestion des risques de catastrophe et en gestion intégrée des zones côtières, évaluations de la vulnérabilité face au changement climatique, du risque de catastrophe et des eaux souterraines, collecte de données et ensembles de données relatifs à l'océan, plans de gestion et de réponse technique, et mise au point de projets à soumettre au Fonds vert pour le climat (FVC) bénéficiant aux pays océaniques.

La COVID-19 a eu un impact négatif sur la réalisation de 37 % des résultats relevant de cet objectif, pour l'essentiel en raison de contraintes qui ont entravé l'achat de services et l'organisation de formations et d'un accompagnement en présentiel. La pandémie a également entraîné une inflexion des priorités des parties prenantes nationales (graphique 24). L'impact a toutefois été positif pour ce qui concerne un petit nombre d'évaluations et d'analyses qui ont été menées de manière théorique et non sur le terrain comme prévu.

Les investissements injectés dans la recherche, l'assistance technique, l'innovation et le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des catastrophes et du changement climatique constituent les principaux mécanismes ayant permis de générer des produits au regard de cet objectif. L'apport d'une assistance relative aux cadres législatifs et réglementaires, l'amélioration des interventions d'urgence et le développement de l'infrastructure hydrique jouent également un rôle majeur pour remédier aux carences dans ces domaines (graphique 25).

Les investissements de la CPS dans les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes recoupent davantage de thématiques ciblées par les ODD que tout autre objectif de développement de l'Organisation. Ces thématiques sont les suivantes : sécurité alimentaire et amélioration de la nutrition, villes et communautés durables, eau propre et assainissement, santé des océans, vie terrestre, éducation de qualité, partenariats et institutions efficaces (graphique 26)¹³.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Plus de 260 agriculteurs ont bénéficié des activités des cliniques des plantes qui ont posé 315 diagnostics en 2020.

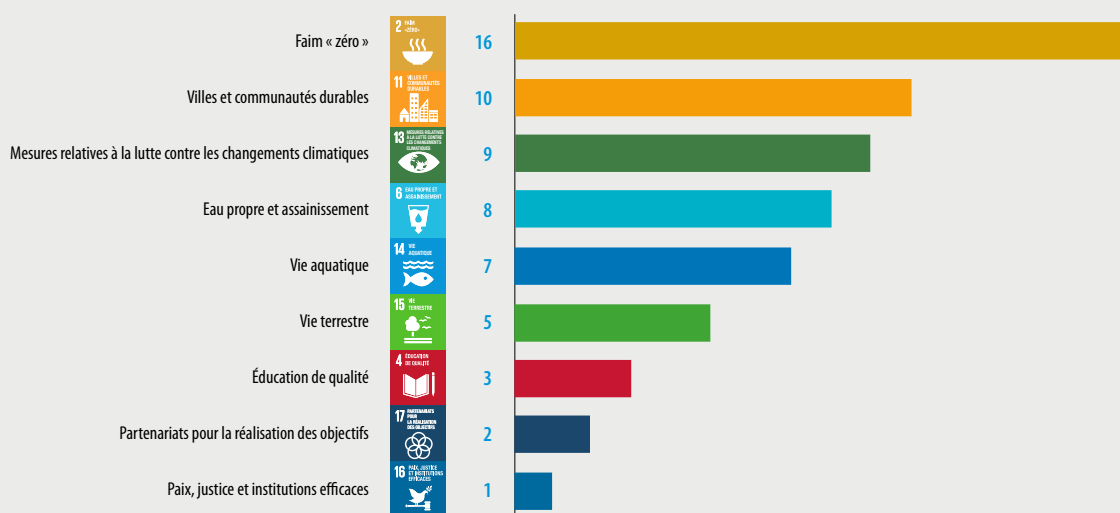
Sur l'île de Funafala (Tuvalu), 75 bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes ») ont été distribués et installés ; le compost qui y est utilisé est spécialement conçu pour répondre aux besoins nutritionnels des légumes cultivés localement.

En 2020, 7 services météorologiques et hydrologiques nationaux produisaient des bulletins prospectifs mensuels sur l'océan, ce qui contribue à améliorer la communication et la disponibilité d'informations relatives aux services océaniques et à la sécurité maritime.

La Plateforme des CDN a aidé les États et Territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre leurs cibles climatiques, conformément à l'Accord de Paris, en améliorant la qualité des CDN et en soutenant la législation et la réglementation nationales.

Contribution aux ODD

Graphique 26 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par ODD principal

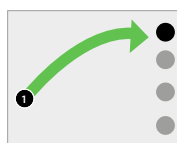


Défis à relever

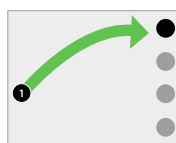
- La COP26 a été reportée à novembre 2021 à cause de la pandémie de COVID-19, et des incertitudes entourent en outre les négociations internationales sur le climat.
- Compte tenu de leur complexité, les mécanismes de financement de l'action climatique sont susceptibles de submerger la capacité des pays.
- Il convient de renforcer l'accès aux données et aux connaissances sur l'adaptation et l'atténuation si l'on veut développer un argumentaire solide sur le climat et suivre les progrès accomplis au regard des données de base relatives aux émissions de gaz à effet de serre et aux populations touchées.

13 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

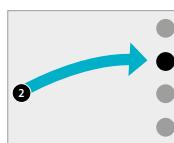
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
non pondérée)



2018
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de certains
progrès (moyenne
pondérée)



2020
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Continuer de prêter une assistance aux pays membres pour faciliter leur accès aux financements climatiques du FVC, au financement de solutions fondées sur la nature par le biais de l'Initiative Kiwa et d'autres dispositifs.
- Continuer d'aider les pays membres à élaborer et à appliquer des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
- Mettre au point la Plateforme pour la résilience dans le Pacifique, qui hébergera les données et les informations relatives à la gestion des risques de catastrophe et au changement climatique et sera ultérieurement intégrée à la Plateforme de données océaniques.
- Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, poursuivre la mise en place d'un programme régional phare sur la gestion intégrée des océans visant à accompagner la mise en œuvre des politiques nationales de la mer dans l'ensemble du Pacifique bleu.
- Transposer à plus grande échelle et généraliser l'utilisation de technologies innovantes afin d'aider les services météorologiques et hydrologiques nationaux à fournir des informations relatives à la sécurité maritime et des produits de prévision se rapportant aux zones côtières.

Stratégie en faveur de l'égalité de genre dans la gestion des catastrophes en Océanie



Lydia Sijp, Planificatrice et conseillère en gestion des situations d'urgence aux Îles Cook.

Le 27 août 2020, l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA) de la CPS a lancé des projets intitulés « Ensemble face à l'adversité : Stratégie en faveur de l'égalité de genre dans la gestion des catastrophes en Océanie » et « En route vers le sommet : filière de formation au leadership pour les organismes membres de la PIEMA ». La solidarité face à l'adversité, notamment en cas de catastrophe, est ancrée dans la culture océanique. La PIEMA est résolue à promouvoir une bonne gestion des catastrophes en renforçant et en soutenant l'égalité des hommes et des femmes dans ce secteur.

« Les services de gestion des situations d'urgence offrent de nombreux débouchés aux femmes. Je me réjouis de voir la PIEMA ouvrir la voie et montrer comment mieux promouvoir le rôle des femmes au sein d'une organisation et d'un service à dominante masculine. » – Melita Seniroqa, Responsable des ressources humaines et des questions institutionnelles, Service national de lutte contre les incendies des Fidji



Regarder [ici](#) une vidéo
sur le lancement de la
Stratégie.



Zoom sur les réalisations



Une approche intégrée pour renforcer la résilience climatique

Allier sécurité alimentaire et hygiène de vie aux Îles Marshall

Contexte

Les atolls composant les Îles Marshall sont extrêmement vulnérables face aux effets du changement climatique. En période de sécheresse, les résidents des atolls périphériques sont particulièrement touchés par les pénuries d'eau et de nourriture, qui fragilisent leur santé et leurs moyens d'existence. L'agriculture vivrière – autrefois importante dans les îles périphériques – est en recul depuis quelques années, l'agriculture étant délaissée au profit d'autres formes d'emploi et en raison de l'arrivée d'aliments transformés importés plus pratiques.

Processus de changement

Consciente que l'offre alimentaire est très limitée dans les atolls périphériques, l'équipe du projet de préparation à El Niño (RENI), financé par l'UE et mis en œuvre par la CPS dans le Pacifique Nord, a intégré une composante conjuguant agriculture sur les atolls et activités axées sur la santé et le bien-être, afin d'aider la communauté de l'atoll d'Ailuk à mieux comprendre les liens entre nutrition, pratique d'une activité physique régulière et bien-être général. Cette initiative a été exécutée en collaboration avec le Gouvernement et les habitants des Îles Marshall. L'équipe s'est attachée à :

- **réhabiliter l'agriculture sur les atolls**, grâce à la formation d'agents de vulgarisation agricole, à la création de pépinières communautaires, à l'augmentation de la capacité de stockage d'eau, à la mise à disposition d'outils et de matériel, à l'introduction de mesures de lutte biologique contre les nuisibles, à la promotion des aliments locaux (cuisine et méthodes de conservation) et à l'organisation d'une vaste formation pratique à l'aide de guides simples rédigés en langue locale ;
- **y associer des activités axées sur la nutrition et le bien-être en partenariat avec une ONG locale**. Le programme d'activité était notamment centré sur la réalisation de bilans médicaux de base, l'éducation à la santé et la sensibilisation, ainsi que la création de clubs d'exercice et de cours de cuisine, en concertation avec la communauté d'Ailuk.

« Nous avons adoré les cours de cuisine et même goûté de nouveaux aliments, comme les germes de haricot mungo et les lentilles. Pour bon nombre de méthodes de cuisson, nous étions dans l'ignorance la plus totale, mais nous sommes à présent de vrais pros. J'ai beaucoup aimé participer au groupe d'activité physique. On nous a appris divers exercices qui améliorent la circulation du sang vers les organes, comme le cœur, et des exercices de musculation pour développer nos muscles, augmenter notre force et améliorer notre coordination et nos mouvements. » – Hemly Anious, une résidente de l'atoll d'Ailuk

Résultats et impact

Les habitants d'Ailuk, en particulier les femmes, ont amélioré leurs connaissances et disposent désormais des compétences et des outils nécessaires pour cultiver et consommer leurs propres aliments et adopter des modes de vie plus sains et plus actifs, à leur niveau et au sein du cercle familial. On compte environ 350 bénéficiaires directs sur l'atoll d'Ailuk.

L'approche mise à l'essai par le projet RENI est à présent étendue aux atolls de Jaluit et Majuro avec l'appui d'un projet connexe, le Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+SUPA). Ce dernier bénéficie directement à 1 800 personnes résidant à Jaluit et à 15 500 personnes dans les communautés sélectionnées à Majuro. À terme, l'objectif est d'inclure les personnes résidant dans d'autres atolls périphériques des Îles Marshall.

« En ces temps incertains, et étant moi-même agriculteur, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'équipe du projet RENI pour les efforts constants qu'elle déploie dans le prolongement des politiques publiques en vigueur afin de redynamiser l'agriculture vivrière sur nos îles. J'encourage vivement tous les habitants à créer leur jardin potager, dont nous pouvons espérer récolter les fruits dans un avenir très proche. » – Sandy Alfred, ministre des Ressources naturelles et du Commerce des Îles Marshall

Enseignements tirés

Changer les comportements, par exemple en encourageant la population à renoncer aux aliments importés pour cultiver et consommer local, est une entreprise qui ne peut être intégralement réalisée sur un horizon de quatre à cinq ans. L'approche décrite ici a été mise à l'essai par l'équipe du projet RENI (2017–2020) et est aujourd'hui transposée à plus grande échelle au titre du projet AMCC+SUPA (2019–2023), ce qui couvre une période de plus de sept ans.

Les partenariats avec les groupes de parties prenantes à l'échelon local sont essentiels pour pérenniser les réalisations du projet. Dès le départ, il a été mis en avant que ces partenariats apporteraient une expertise contextuelle collective et des savoirs locaux inestimables, et qu'ils garantiraient la pérennisation des acquis au-delà de l'échéance du projet. Plus de sept partenaires publics et non gouvernementaux ont été associés au projet RENI, et une ONG locale endosse le rôle de chef de file de l'exécution des activités du projet AMCC+SUPA. L'ONG consolide ses capacités techniques et ses ressources en matière de gestion, tout en contribuant de manière cruciale à la pérennité des activités.





Préparation, par des agents de vulgarisation agricole d'Ailuk, de plants à mettre en terre.



Bull Kaios, un habitant d'Ailuk, avec des produits frais provenant de la pépinière.

Regarder [ici](#) une vidéo sur
les mesures prises pour allier
sécurité alimentaire et hygiène
de vie aux Îles Marshall.



Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Union européenne



Zoom sur les réalisations



Aux Fidji, le reboisement permet le renforcement de la résilience climatique et des compétences locales

Contexte

Dans de nombreux pays, on plante depuis longtemps déjà des arbres pour atténuer les effets du changement climatique. Or, si les arbres et les forêts contribuent à l'atténuation, à la biodiversité et aux services écosystémiques, ils assurent aussi la protection d'espèces emblématiques utilisées dans les cultures océaniques pour la confection de costumes traditionnels, d'ornements et d'objets cérémoniels.

Processus de changement

Fin 2019, le Programme pour la gestion durable des forêts et des paysages de la Division ressources terrestres s'est associé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au ministère fidjien des Voies d'eau et de l'Environnement afin de mettre en œuvre le programme « de la montagne au récif » (STAR), exécuté au titre du cinquième cycle de refinancement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le programme est axé sur le reboisement, la planification de l'occupation des sols, la formation à la gestion communautaire des ressources naturelles et la revue législative des politiques et lois relatives aux ressources forestières. Il vise quatre bassins versants à Viti Levu et Vanua Levu : Labasa, Tunulua, Ba et Waidina.

Pour le lancement du programme, l'équipe de la Division ressources terrestres a collaboré avec les ministères en charge des forêts et de l'agriculture. Un public diversifié, composé d'hommes, de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables, a pris part à toutes les étapes du processus, depuis l'exercice de cadrage et les consultations en amont jusqu'à l'achat des plants, la préparation des sols, la plantation et l'entretien du site.

Résultats et impact

Le village de Nanoko, situé dans le bassin versant de Ba, est l'un des sites sélectionnés par le programme. Tandis que les Fidji faisaient face aux effets de la COVID-19, le village a poursuivi ses opérations de plantation, tout en respectant les règles de distanciation sociale. Les habitants ont planté 14 730 arbres sur 28 hectares, dont des essences indigènes et fruitières, dans le cadre du projet de reboisement des terres dégradées et ils ont créé une pépinière pour que le village puisse entreposer les arbres à planter.

Le programme a aussi vocation à créer un environnement inclusif et ouvert aux personnes vulnérables dans les communautés partenaires. En juillet 2020, une équipe de vérification mixte de la CPS et du ministère des Forêts

est venue inspecter les zones reboisées dans le bassin versant de Tunulua. L'équipe a été invitée à rencontrer Isikeli Tuiwainunu dans le village de Kanakana et à visiter sa pépinière. M. Tuiwainunu n'est pas un homme ordinaire. Âgé de 87 ans et paralysé des deux jambes, il contribue avec un enthousiasme intact au programme, en menant ses propres activités de reboisement dans le bassin versant de Tunulua. L'équipe de vérification a pu se rendre compte de son engagement pour le projet lorsqu'elle s'est rendue chez lui. Cet homme qui n'a que la force de ses bras pour se déplacer dans sa petite plantation n'a rien perdu de sa vitalité ou de son envie de multiplier et gérer ses plants. Il est parvenu à planter environ 100 à 150 pots contenant des essences indigènes, ainsi que du santal et des arbres fruitiers.

« Je suis âgé et à moitié paralysé. J'ai eu bien du mal à créer ma petite pépinière et je remercie le Seigneur d'avoir entendu mes prières, en envoyant une équipe constater le fruit de mon travail. » – Isikeli Tuiwainunu, village de Kanakana (Fidji)

Le ministère des Forêts s'est engagé à fournir 1 000 sacs en polyéthylène, des plants et du matériel pour serres à M. Tuiwainunu. Les plants seront ensuite achetés pour être replantés.

Enseignements tirés

À la remise des chèques destinés au reboisement dans les bassins versants de Labasa et Tunulua, le Premier ministre des Fidji, M. Frank Bainimarama, a déclaré que l'action des pépiniéristes était extrêmement bénéfique non seulement pour l'économie, mais aussi pour les écosystèmes. Il a mis au défi les Fidjiens de prendre part à la révolution du reboisement.

La formation à la gestion communautaire des ressources naturelles est une composante clé du programme « de la montagne au récif », s'agissant d'un outil de renforcement des connaissances et des compétences dans des domaines tels que le changement climatique, les forêts durables, la gestion des sols, l'agroforesterie, la gestion agricole et les dispositifs REDD+ (réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts).

Le programme crée des filières de sorte à garantir que les résultats obtenus apportent une valeur ajoutée directe au travail des parties prenantes et qu'ils contribuent à la réalisation des objectifs généraux adoptés à l'échelle nationale.



Des élèves de l'école de Nanoko participent à la livraison de plants sur le site de reboisement.



Le Directeur des opérations (Nord) et un technicien du programme « de la montagne au récif » en visite dans la pépinière de M. Tuiwainunu.



Emosi Cagi, agent de la CPS, décharge des arbres destinés à être plantés dans le village de Nanoko.



Des habitants de Nanoko plantent des arbres sur le site de reboisement du programme « de la montagne au récif ».



Isikeli Tuiwainunu, habitant du village de Kanakana situé dans le bassin versant de Tunuloa, aux Fidji.

Division : Division ressources terrestres
Bailleur de fonds : Fonds pour l'environnement mondial



Droits
de la personne
et développement
social



Géosciences,
énergie
et services
maritimes



Ressources
terrestres

SIXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

AMÉLIORER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL GRÂCE À LA PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET DE DÉBOUCHÉS D'AVENIR POUR LES JEUNES

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Une nouvelle façon de célébrer la Journée internationale des femmes

Zooms sur les réalisations

La recrudescence de la violence domestique en période de confinement nous rappelle l'importance des travaux du groupe de travail régional pour assurer l'application des lois

Ne laisser personne de côté

Campagne menée avec succès, avec l'appui de la CPS, pour relever l'âge légal du consentement et du mariage dans l'État de Pohnpei

L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, grande architecte d'un événement historique : la tenue au Samoa de la 84^e session extraordinaire du Comité des droits de l'enfant

Introduction

La Division droits de la personne et développement social dirige l'action de la CPS en faveur des droits de la personne, de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale, de la jeunesse et de la culture.

Cette division est le fruit de la fusion de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et du Département développement social, opérée en septembre 2020. Les résultats de ces deux programmes sont présentés séparément dans ce rapport 2020 (ils seront combinés à compter de 2021).

L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne articule son action autour de trois grands domaines d'intervention, correspondant à trois grands groupes de parties prenantes :

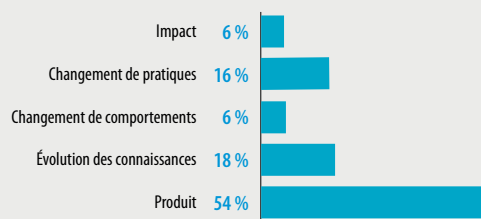
- travailler avec les pouvoirs publics à la promotion et à la protection des droits de la personne et à la mise en œuvre des engagements y relatifs ;
- travailler à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles à la justice dans les affaires de violence domestique ; et
- travailler avec la société civile et les populations à la promotion des droits de la personne et de l'égalité de genre, ainsi qu'à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

Le Département développement social de la CPS a œuvré au service de la culture, du genre, de la jeunesse et de l'inclusion sociale, en générant des connaissances, en renforçant les capacités des pays membres, y compris des pouvoirs publics et de la société civile, et en promouvant la mise en place de politiques cohérentes et de stratégies d'intégration transversale.

La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division géosciences, énergie et services maritimes et la Division ressources terrestres ont également contribué aux résultats obtenus au regard de cet objectif. En outre, les approches centrées sur l'humain et la Politique de responsabilité sociale et environnementale de la CPS sont intégrées dans l'ensemble des interventions scientifiques et techniques de l'Organisation.

Tableaux de résultats

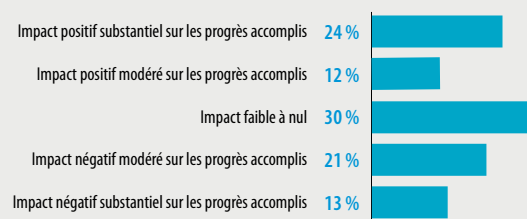
Graphique 27 : Résultats relatifs au développement social, par degré de maturité (n = 67)



Soixante-sept résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (18 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus). Les résultats obtenus dans le domaine du développement social démontrent que les investissements de la CPS en faveur des droits de la personne, de la gouvernance, du genre, de la jeunesse, de l'inclusion sociale et de la culture induisent des changements transformateurs à long terme, en collaboration avec les membres, la société civile et les autres partenaires (graphique 27).

Près de la moitié des résultats sont des effets en rapport avec l'évolution des connaissances, le changement de pratiques ou de comportements, ou des impacts à plus haut niveau.

Graphique 28 : Impact de la COVID-19 sur les résultats en matière de développement social

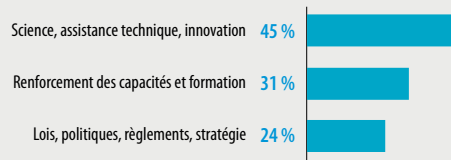


L'évolution des connaissances se rapporte à une amélioration de la compréhension ou des compétences à la suite d'une formation, d'un accompagnement ou d'un mentorat sur les questions de genre, la violence domestique, les droits de la personne, les activités de promotion et la législation. Les travaux de recherche et d'analyse, les publications et les outils ont également généré de nouvelles connaissances. Parmi les changements de pratiques, citons les campagnes de défense des droits de la personne, la mise en œuvre de mécanismes de promotion des droits de la personne, l'augmentation du nombre de personnes accédant aux services juridiques en cas de violence domestique et la hausse du nombre d'ordonnances émises dans des affaires de violence domestique.

Parmi les produits, citons l'organisation d'ateliers ou de formations sur les enjeux du développement social, l'élaboration de feuilles de route ou de stratégies, des statistiques, analyses et évaluations genrées, des notes d'orientation, des guides et des manuels, des projets de loi, ainsi que des activités de sensibilisation et de promotion.

L'impact de la COVID-19 a été contrasté, la pandémie ayant des incidences à la fois négatives et positives sur les progrès réalisés (graphique 28). Les répercussions négatives se rapportent au fait que la réponse à la pandémie de COVID-19 et les efforts de relance économique priment sur les activités

Graphique 29 : Résultats relatifs au développement social, par type de résultat



de développement social. Les restrictions de déplacement, les changements d'affectation des ressources (c'est-à-dire des budgets) et le « coût d'opportunité » d'un recentrage des interventions des interlocuteurs nationaux ont entraîné une baisse du nombre de formations et le report d'événements clés, comme le Festival des arts et de la culture du Pacifique et la quatorzième Conférence triennale des femmes du Pacifique. En revanche, la pandémie de COVID-19 a contribué à accélérer les progrès dans d'autres domaines. Par exemple, les lois sur la violence domestique et les services compétents en la matière ont gagné en importance en raison de la hausse du nombre de cas de violence pendant le confinement, et de nouvelles activités et campagnes ont été directement liées à la préparation et à la réponse à la pandémie.

L'assistance technique et le renforcement des capacités, ainsi que les investissements réalisés en faveur de la mise en œuvre de lois et de cadres réglementaires porteurs, constituent les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (graphique 29).

Les investissements de la CPS dans le développement social recourent de nombreux thèmes des ODD, comme l'égalité entre les sexes, les inégalités réduites, la paix, la justice et des institutions efficaces, les villes et communautés durables, l'élimination de la pauvreté, les partenariats, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, la santé et le bien-être, et les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (graphique 30).

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

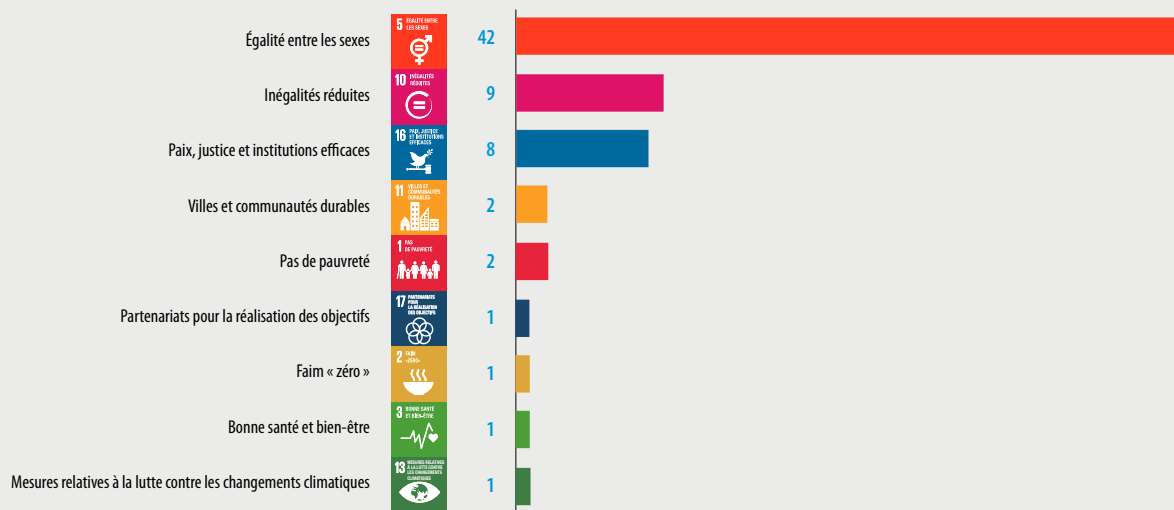
Aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu, 22 campagnes soutenues par la CPS ont donné lieu à une évolution de la politique ou de la législation, ou à d'autres avancées en matière de droits fondamentaux.

Les acteurs du monde de la justice sont de plus en plus sensibles aux besoins des femmes et des filles, 95 ordonnances de protection ayant été émises pour des affaires de violence domestique à Kiribati, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon et aux Tonga.

Les communications régionales relatives à la COVID-19 s'adressent également aux personnes les plus marginalisées des sociétés océaniques.

Contribution aux ODD

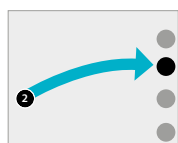
Graphique 30 : Résultats relatifs au développement social, par ODD principal



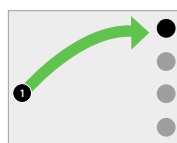
Défis à relever

- En raison de la pandémie de COVID-19 et de la recrudescence des violences qui en a résulté, priorité a été donnée aux lois sur la violence domestique et aux services compétents en la matière. Toutefois, d'autres domaines d'intervention, comme la réactivité institutionnelle et le développement culturel, ont été jugés moins prioritaires.
- La Division droits de la personne et développement humain doit faire face à de nouvelles priorités : l'appui à l'action sociale et à la santé mentale en réponse à la pandémie de COVID-19, et le renforcement du soutien à l'intégration transversale du genre dans la réduction des catastrophes et l'adaptation à ces mêmes catastrophes.
- Les agents ont dû faire preuve d'adaptation, de patience et de résilience dans le cadre de la fusion des programmes de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et du Département développement social, tout en poursuivant leurs activités dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
- Le manque de moyens humains compromet la capacité de la CPS à répondre aux demandes d'assistance technique toujours plus complexes émanant des pays membres et des divisions de l'Organisation.

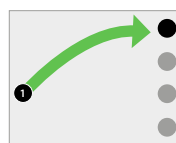
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2020
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Organiser la quatorzième Conférence triennale des femmes du Pacifique et la septième Conférence des ministres de la Condition féminine.
- Achever l'évaluation du Cadre océanien pour l'épanouissement de la jeunesse.
- Continuer de prêter appui à l'organisation du Festival des arts et de la culture du Pacifique et à sa planification, notamment en revoyant le « modèle » du Festival.
- Mettre la dernière main à la Stratégie culturelle régionale.
- Poursuivre la réorientation des campagnes afin d'intégrer la participation en ligne, et ajuster les objectifs des campagnes en réponse aux répercussions de la COVID-19 sur le développement social.

Une nouvelle façon de célébrer la Journée internationale des femmes

Une activité résolument familiale pour encourager la discussion sur les questions de genre

La Journée internationale des femmes est célébrée le 8 mars de chaque année. En 2020, elle avait pour thème « Each for Equal », chacun-e pour l'égalité.

À cette occasion, la CPS a organisé un pique-nique au parc Thurston Gardens, à Suva, avec le soutien du Musée des Fidji et de partenaires. Ce pique-nique était ouvert et accessible à tous. L'événement a attiré plus de 200 personnes et les activités proposées ont été planifiées et mises en œuvre avec la participation des pouvoirs publics fidjiens, d'organisations régionales, de la société civile et de partenaires du développement.

Un atelier *gunu tea / talanoa* a mis à l'honneur Claire Slatter (universitaire féministe) et Matelita Buadromo (sportive fidjienne qui a notamment participé aux Jeux olympiques). Les représentantes du club de rugby Striders Women ont livré leurs impressions sur les progrès accomplis sur la voie de l'égalité de genre et la promotion des droits des femmes. Le ministère des Affaires iTaukei a présenté un jeu traditionnel, appelé *caqe moli*, auxquelles seules jouent les Fidjiennes de souche. L'association de la santé reproductive et familiale a mis l'accent sur le dépistage du cancer et les bilans de santé. Francesca Pradelli, membre du personnel de la CPS, a animé des séances de yoga, tandis que l'ONG Save the Children tenait un coin pour les enfants. L'espace exposition du Musée des Fidji a permis de mettre à l'honneur les photographies d'Océaniennes d'exception, tirées de la campagne éponyme de la CPS. La CPS a été heureuse de pouvoir compter sur le soutien d'entreprises locales, qui ont offert de la nourriture et des boissons.

Cette journée a été l'occasion pour les femmes, les hommes et les enfants de participer de manière informelle à des discussions sur les inégalités de genre, le rôle des femmes dans la prise de décision et les instances dirigeantes, ainsi que sur les mesures que pourraient prendre les hommes pour soutenir davantage le mouvement. Ce modèle, qui mélange activités formelles et informelles dans un lieu public accessible, a prouvé son efficacité et pourrait être reproduit à l'occasion d'autres manifestations.



Les représentantes du club de rugby Striders Women et Matelita Buadromo, qui a représenté les Fidji aux Jeux olympiques d'été de 2012, ont pris la parole lors de la séance de *talanoa*.



Chacun-e pour l'égalité : Des membres de Kids Link Fiji (une initiative de Save the Children) et du programme GIRLS (Mouvement fidjien en faveur des droits des femmes) lors du « Pique-nique au musée », à Suva (Fidji), pour célébrer la Journée internationale des femmes.



Zoom sur les réalisations



La recrudescence de la violence domestique en période de confinement nous rappelle l'importance des travaux du groupe de travail régional pour assurer l'application des lois

Contexte

La plupart des pays du Pacifique ont promulgué au cours des 12 dernières années des lois relatives à la violence domestique ou à la protection de la famille, afin d'offrir une protection juridique aux femmes, aux enfants et aux survivant-e-s. L'adoption de textes de loi est certes positive, mais leur application demeure difficile dans les contextes océaniques.

Le groupe de travail régional sur la mise en œuvre des lois sur la violence domestique et la protection de la famille a été créé en octobre 2018 pour promouvoir une application plus efficace de la législation. Il se compose de 11 États membres : Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie (États de Kosrae et de Pohnpei), Îles Marshall, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Il est présidé par les Fidji depuis son lancement et son secrétariat est assuré par la Division droits de la personne et développement social.

Pendant les périodes de confinement instaurées entre février et avril 2020 pour endiguer la COVID-19, on a constaté une nette augmentation des violences domestiques dans le Pacifique. Pour demander du secours, les femmes se sont heurtées à des obstacles supplémentaires, du fait de leur proximité avec les auteurs des violences, ainsi que des restrictions de déplacement et des couvre-feux en vigueur.

Dans le reste du monde, les violences se sont également aggravées en période de confinement.

Le groupe de travail régional s'est révélé encore plus utile aux États membres pendant la pandémie, car il est considéré comme une source fiable de données et de pratiques innovantes pour améliorer les services de protection.

Processus de changement

Le groupe de travail régional a été créé dans le cadre d'un processus axé sur la demande. À la suite d'une consultation régionale sur les moyens d'appliquer plus efficacement les lois sur la violence domestique et la protection familiale, les États membres ont décidé de constituer un groupe de travail régional. Ce dernier s'est réuni en présentiel en mai 2019, puis a tenu deux rencontres virtuelles en novembre 2019 et en avril 2020.

Trois sous-comités ont été établis pour faire avancer plusieurs dossiers : services de conseil sur la violence domestique, conseils consultatifs nationaux et rassemblement de statistiques. Des points hebdomadaires ont été envoyés par courrier électronique aux membres au plus fort de la crise de la COVID-19 dans la région (mars-mai 2020), remplacés aujourd'hui par des courriels réguliers de suivi.

L'action et la communication mises en place par le groupe de travail ont encouragé de hauts fonctionnaires des ministères chargés de l'application des lois sur la violence domestique à partager leurs données, leurs difficultés et les meilleures pratiques en vigueur.

Résultats et impact

Dans ses actions de sensibilisation, le groupe de travail régional a souligné l'importance du maintien des services destinés aux survivant-e-s en période de pandémie et la nécessité d'adapter l'offre de services (conseil à distance, ordonnances de protection délivrées par téléphone et mise à disposition de structures de mise à l'abri, considérées comme un service essentiel). Les pays membres ont introduit des pratiques innovantes – assistance en ligne, nouveaux numéros verts et tableaux de bord pour assurer le suivi des violences domestiques, entre autres.

Les renseignements sur ce type de violence sont aujourd'hui rassemblés au niveau régional. L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a inclus ces informations dans un rapport sur la hausse des violences domestiques faites aux femmes en période de restrictions liées à la COVID-19, lequel a été soumis à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes (juin 2020).

Enseignements tirés

Les pays rencontrent des difficultés similaires pour mettre en application les lois sur la violence domestique. Il y avait donc un besoin criant de créer un espace d'échange régional pour trouver des solutions. La Division droits de la personne et développement social, qui assure le secrétariat du groupe de travail, y joue un rôle de premier plan, mais le programme de travail est fixé par les membres, qui siègent également au sein des sous-comités.

Le groupe de travail a constaté qu'il était essentiel de réunir les bonnes personnes autour de la table – en l'occurrence, de hauts représentants des ministères chargés de l'application de la législation. Ainsi, le groupe réunit à la fois des décideurs et des représentants possédant les connaissances techniques nécessaires pour discuter des modalités d'application et des méthodes éprouvées.

La COVID-19 met en lumière la nécessité de garantir l'accès des personnes dans le besoin aux services publics et aux processus associés. On se demandera par exemple si la législation et les services sont adaptés aux circonstances qui prévalent en temps de crise. Le groupe de travail régional est aujourd'hui un espace idéal pour échanger sur ce qui doit être amélioré et ce qui fonctionne ailleurs.



Tableau de bord mis au point par les Îles Cook et partagé avec les membres du groupe de travail.

Division : Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne
Bailleur de fonds : initiative Spotlight



Zoom sur les réalisations



Ne laisser personne de côté

Contexte

Dans le secteur des pêches, l'équité de genre, l'inclusion sociale et les droits de la personne sont encore souvent mal compris. Méconnaissant ces notions, le secteur laisse passer l'occasion de concevoir des programmes intégrant les besoins diversifiés des personnes et des groupes ciblés. Récemment, de nouvelles politiques sont venues réaffirmer l'importance de l'humain dans le secteur halieutique, insistant notamment sur le partage équitable des avantages, l'inclusivité dans la prise de décision, de même que sur la prise en compte différenciée des besoins des femmes et des hommes, des filles et des garçons, ainsi que des groupes marginalisés, de leurs niveaux d'utilisation et de leurs modalités d'accès aux ressources naturelles et à l'espace maritime. Pour mettre en œuvre ces politiques, il faut disposer d'orientations pratiques sur mesure et d'outils que les acteurs des pêches pourront facilement comprendre et appliquer.

Processus de changement

Dans le cadre du **Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP)**, la CPS contribue à mieux intégrer l'équité de genre et l'inclusion sociale (EGIS) ainsi que les droits de la personne dans les programmes axés sur les pêches, grâce à des approches transversales, à des actions de renforcement des capacités, de formation et de mentorat, à des études ciblées et à la mise au point d'outils pratiques. Les divisions de la CPS, dont la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division droits de la personne et développement social et la Division ressources terrestres, ont mis en place une approche partenariale avec l'Agence des pêches du Forum (FFA), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Université du Pacifique Sud (USP), la Wildlife Conservation Society (WCS), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'autres organismes.

Résultats et impact

La CPS a animé diverses activités de formation et de mentorat sur l'EGIS et les droits de la personne dans le secteur des pêches, auxquelles ont assisté 124 participants, dont 41 agents des services des pêches (31 femmes, 10 hommes) de neuf pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Vanuatu), 42 agents et étudiants de l'USP (30 femmes, 12 hommes), 24 agents de la FFA (13 femmes, 11 hommes) et 17 employés de petites et moyennes entreprises aquicoles (9 femmes, 8 hommes) de six pays océaniques (Fidji, Kiribati, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Tonga).

Grâce à la formation, les participants ont amélioré leur connaissance et leur compréhension de la problématique et se montrent plus ouverts à l'idée d'œuvrer pour des résultats plus équitables. Interrogés sur la formation, les 41 agents des services des pêches ont jugé de manière positive l'applicabilité des enseignements en milieu professionnel (note de 4,56 sur 5) et indiqué qu'ils comprenaient mieux l'intégration de l'EGIS et des droits de la personne dans les pêches côtières et l'aquaculture (4,13 sur 5) ; 94 % ont déclaré que l'atelier les avait poussés à faire preuve d'esprit critique et tous étaient d'accord pour dire qu'ils pourraient intégrer les apprentissages à leur travail. De même, sur la question de l'applicabilité des enseignements, 92 % des participants de l'USP ont attribué une note positive ou très

positive à la formation.

Pour que la formation soit à la fois pratique et utile aux acteurs du secteur des pêches dans la région, des supports didactiques sur mesure ont été créés, notamment le *Pacific Handbook for gender equity and social inclusion in coastal fisheries and aquaculture* (Manuel océanique pour l'équité de genre et l'inclusion sociale dans les domaines des pêches côtières et de l'aquaculture). Édité en 2019, ce manuel, salué par les partenaires et les services des pêches nationaux, est le premier ouvrage spécialement consacré à l'Océanie à proposer une palette d'outils simples pour le secteur des pêches. Il est largement utilisé pour appuyer les formations et orienter les activités axées sur l'EGIS et les droits de la personne. En 2020, le manuel s'est enrichi de trois nouveaux modules portant sur la participation des communautés, les moyens d'existence et la gestion côtière. Les modules ont vu le jour avec la contribution d'un large éventail de parties prenantes, dont la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division droits de la personne et développement social et la Division ressources terrestres.

Les activités de formation s'inspirent d'études ciblées relatives aux approches fondées sur l'EGIS et les droits de la personne, dont des [études documentaires et des évaluations sur le genre et les pêches](#) conduites pour constituer une solide base factuelle, étayer les politiques et orienter les projets d'un point de vue stratégique. Ce travail a d'ailleurs été mis à l'honneur dans un [article](#) en ligne et un [blog](#) (en anglais).

Enseignements tirés

Transformer les normes sociales grâce aux approches axées sur l'EGIS et les droits de la personne est une entreprise de longue haleine. Dans ce contexte, la CPS a intégré les enseignements tirés de travaux antérieurs, mettant l'accent sur les facteurs qui contribuent au succès des activités d'intégration de l'EGIS et des droits de la personne dans le secteur des pêches en Océanie :

- Action décloisonnée entre les divisions et participation d'un large éventail de parties prenantes ;
- Recours à des formations sur mesure et à des études de cas représentatives auxquelles les agents des pêches peuvent facilement s'identifier, et décomposition de concepts souvent abstraits qui sous-tendent les approches fondées sur l'EGIS et les droits de la personne ;
- Interventions d'orateurs invités travaillant sur le terrain et appliquant les concepts associés à l'EGIS et aux droits de la personne dans leurs activités, afin qu'ils livrent leur expérience ;
- Discussions ouvertes et séquences suffisamment longues pour susciter des observations, des réactions et une réflexion critique des participants ;
- Renforcement des relations de travail avec les partenaires et investissement dans le mentorat et le renforcement des capacités.

Il est aussi utile de rappeler que toute personne participant à ce travail se doit d'être exemplaire et de donner aux membres des communautés les moyens de devenir des artisans du changement au niveau local.



En 2020, des agents de la FFA, du secteur halieutique des Îles Salomon et du WWF ont pris part à la formation sur le genre et l'inclusion sociale et les droits de la personne, ainsi que sur le suivi, l'évaluation et l'amélioration continue.



Delwyn Amoe

Service des pêches des Îles Salomon

« Je pensais savoir ce qu'étaient les droits de la personne et l'égalité de genre, mais cette formation m'a montré que j'avais encore beaucoup à apprendre et c'est très stimulant. Je retiendrai énormément de choses de nos discussions et études de cas. »



Chelcia Gomeze

Analyste de recherche principale et Correspondante genre pour les pêches côtières, WorldFish (Îles Salomon)

« Je suis très heureuse de participer à la formation en tant que spécialiste du genre dans les pêches côtières. Il est essentiel que l'on reconnaisse le rôle des femmes dans le secteur des pêches. L'atelier sur le genre et les droits de la personne m'a permis de mieux comprendre les rôles de chacun et de m'assurer que le genre est intégré à tous nos axes de travail. »



Max Tukana

Assistant de recherche pour le programme PEUMP (USP), Fidji

« La formation m'a permis d'appliquer les principes du genre et de l'inclusion sociale au secteur des pêches... Cela m'a rappelé qu'il faut avant tout être à l'écoute des besoins et des souhaits des communautés au service desquelles nous travaillons et nous assurer que ces besoins sont satisfaits. »

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleur de fonds : Union européenne



Zoom sur les réalisations



Campagne menée avec succès, avec l'appui de la CPS, pour relever l'âge légal du consentement et du mariage dans l'État de Pohnpei

Contexte

Le droit national a vocation à protéger les citoyens, en particulier les personnes vulnérables et marginalisées, comme les enfants.

Les conventions internationales relatives aux droits de la personne permettent concrètement de tenir les États responsables de leur action et orientent les textes de loi nationaux axés sur la protection des groupes vulnérables. Toute personne âgée de moins de 18 ans est un enfant au sens de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. C'est pourquoi la plupart des pays à travers le monde ont fixé l'âge légal du mariage à 18 ans.

Si certains pays du Pacifique ont ratifié la Convention et modifié les lois nationales sur le mariage conformément aux traités internationaux sur les droits de la personne, d'autres, comme les États fédérés de Micronésie, ont pris conscience plus récemment qu'il était important de protéger les enfants contre les mariages précoces.

Dans deux des quatre États de cette république fédérale, l'âge légal du consentement et du mariage se situe entre 13 et 16 ans, de nombreuses filles étant mariées à des hommes parfois deux fois plus vieux qu'elles. Ces « épouses enfants », mariées trop tôt, doivent souvent renoncer à leurs rêves universitaires et à la possibilité de trouver un emploi ou de s'émanciper économiquement.

Processus de changement

La Division droits de la personne et développement social a épaulé Care Micronesia Foundation, une organisation de la société civile, dans sa campagne pour l'augmentation de l'âge minimum du consentement. Elle lui a accordé une subvention et lui a fourni un accompagnement professionnel, dans le cadre du projet « Les Océaniens, acteurs du changement », financé par le Gouvernement suédois.

Au titre de sa campagne, Care Micronesia Foundation a organisé une table ronde à laquelle ont participé des représentants du département de la santé publique et de la Commission législative sur la santé de l'État de Pohnpei, des dignitaires religieux, des chefs traditionnels et des groupes de femmes.

En 2020, la fondation a lancé une campagne audiovisuelle et radiophonique d'éducation pour informer la population de la législation en vigueur et de la modification de l'âge légal du consentement et du mariage, ainsi que pour appuyer l'application des nouveaux textes.

« Grâce à la subvention octroyée par la CPS au titre du projet "Les Océaniens, acteurs du changement", la fondation s'est dotée de moyens renforcés pour communiquer sur cet important sujet de société auprès d'un plus large public et de parties prenantes essentielles, et leur a donné les moyens de faire pression auprès de l'Assemblée législative de Pohnpei pour faire appliquer concrètement le nouvel âge du consentement. Le projet a apporté une aide fantastique à la campagne sur l'âge du consentement et du mariage, favorisant une prise de conscience chez de nombreux Micronésiens, qui s'adaptent peu à peu au changement. » – Shelyane Lohn, Directrice de Care Micronesia Foundation

Résultats et impact

À la suite de la campagne de Care Micronesia Foundation, l'Assemblée législative de Pohnpei a relevé l'âge légal du consentement et du mariage de 16 à 18 ans en 2019. Pour la Directrice de la fondation, si la loi a pu être modifiée, c'est grâce aux rigoureuses actions de lobbying et de plaidoyer qui ont été menées en collaboration avec les Églises, les autorités sanitaires et les groupes de femmes locaux. La législation instaure des mesures indispensables pour la protection des enfants, en particulier des jeunes filles. Elle a aussi une fonction dissuasive, l'objectif étant de convaincre les familles et les communautés de ne plus marier leurs filles quand elles ne sont encore que des enfants.

Enseignements tirés

Au cours de la campagne de plaidoyer, la Division droits de la personne et développement social a aidé la fondation à nouer des partenariats avec la police de Pohnpei, les autorités de l'État, le conseil des femmes de Pohnpei, les jeunes et les groupes confessionnels. Il est essentiel de former des coalitions solides et diversifiées pour mettre en lumière les avantages qui découlent de l'actualisation de la législation et parvenir à un changement durable dans la société.

Si la modification de la loi à Pohnpei est un succès dont on ne peut que se féliciter, la fondation espère poursuivre ses campagnes d'éducation et de sensibilisation du public.

« Les actions de lobbying et de plaidoyer menées pour modifier l'âge légal du consentement et du mariage ont éveillé les consciences de nos élèves et de nos enfants. Je pense que les enfants de nos communautés et écoles savent aujourd'hui qu'eux aussi ont des droits, qui leur confèrent une protection. Nous souhaitons poursuivre nos campagnes jusqu'à obtenir une chute des taux de mariages coutumiers et de grossesses chez les adolescentes. » – Shelyane Lohn

Division : Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne
Bailleur de fonds : Gouvernements de la Suède et de l'Australie



Zoom sur les réalisations



L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, grande architecte d'un événement historique : la tenue au Samoa de la 84^e session extraordinaire du Comité des droits de l'enfant

Contexte

Selon l'UNICEF, les chiffres des violences faites aux enfants en Océanie figurent parmi les plus élevés au monde. La ratification des traités internationaux sur les droits de la personne, tels que la Convention relative aux droits de l'enfant, leur transposition dans le droit national et leur application dans l'action publique et les services publics contribuent à protéger les plus vulnérables.

Chacune des grandes conventions des Nations Unies sur les droits de la personne est adossée à un organe conventionnel, composé d'experts indépendants chargés de contrôler le respect des obligations conventionnelles par les États parties. Dans le cadre de ce processus de contrôle, chaque pays à l'examen envoie généralement une petite délégation à Genève.

Malgré des décennies de plaidoyer et la publication d'une multitude de rapports et de documents de réflexion décrivant les avantages que l'on peut retirer en réunissant les organes conventionnels à l'extérieur des continents européen et nord-américain, aucun organe n'avait – avant le mois de mars 2020 – tenu une session régionale ailleurs qu'à Genève ou New York.

Processus de changement

L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne de la CPS s'est chargée, entre 2018 et 2020, de la mise en œuvre du projet du Commonwealth pour l'égalité dans le Pacifique et a mis en réserve des fonds dans l'espoir qu'un organe conventionnel des Nations Unies tienne session

dans le Pacifique. L'Équipe régionale a travaillé avec le juge samoan Clarence Vui Nelson, membre du Comité des droits de l'enfant et du Conseil consultatif de l'Équipe régionale, pour plaider en faveur de l'organisation de la 84^e session du Comité au Samoa.

Les pays à l'examen au cours de cette session étaient les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie et Tuvalu. Il était aussi prévu d'adopter les questions à soumettre à l'examen pour Kiribati. La planification de la session extraordinaire a commencé en octobre 2019 et l'accord relatif à sa tenue au Samoa a été conclu fin 2019.

La session a été organisée par l'ONU, la CPS agissant en qualité de partenaire d'exécution clé. L'Équipe régionale a appuyé l'organisation et la logistique de l'événement et financé la participation des partenaires et représentants de la région, y compris ceux issus de la société civile. La session a bénéficié du soutien d'autres importants partenaires d'exécution : le Secrétariat du Comité, son Bureau, le Haut-commissariat aux droits de l'homme, le Gouvernement du Samoa, l'UNICEF et le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies aux Fidji.

Résultats et impact

La 84^e session du Comité est la première et l'unique session régionale d'un organe conventionnel à s'être tenue ailleurs qu'à Genève ou New York. Plus de 1 000 personnes de la région Pacifique ont participé à la session et certains des résultats et impacts obtenus l'ont été grâce à la présence du Comité au Samoa.



Jeune fille s'exprimant lors de la 84^e session du Comité des droits de l'enfant au Samoa.

Parmi les résultats les plus remarquables, citons la participation et le renforcement du pouvoir d'action de plus de 300 enfants du Samoa, des Fidji et de Vanuatu. Ces derniers ont participé aux débats de trois séances thématiques (changement climatique, anniversaire de la Convention et enjeux importants pour les enfants) et toutes les manifestations parallèles ont été animées ou co-animées par des enfants. Sur 56 enfants interrogés à l'issue de la session, 98 % ont indiqué avoir amélioré leurs connaissances et leurs compétences, 91 % en ont appris davantage sur la Convention et 84 % ont noué de nouveaux contacts.

D'autres résultats majeurs sont à noter, notamment le renforcement des capacités du Comité, la contextualisation de ses observations finales, la connaissance accrue de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres traités, ainsi que la constitution de nouveaux engagements et partenariats. De nouvelles pratiques, telles que la tenue d'une session abrégée et le recentrage du processus d'examen sur les détenteurs des droits, ont été mises en place.

Le succès de cette 84^e session pourrait influencer sur l'ensemble des organes conventionnels des Nations Unies et sur leurs modalités de travail. Les actions de plaidoyer ne se sont pas

arrêtées là : deux réunions-débats, dont une en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, ont été organisées pour faire connaître les conclusions de la session.

« Je trouve très rassurant de voir et de savoir que, pour les membres du Comité et tous les participants présents, mes droits en tant qu'enfant du Pacifique sont importants et précieux. Merci. » – Un-e jeune participant-e

« Je n'ai jamais assisté à autant d'échanges, à une participation aussi forte des enfants au cours de mon mandat au sein du Comité. Cela a été d'une aide précieuse. » – Benyam Dawit Mezmur, membre du Comité

Enseignements tirés

La participation substantielle des enfants a été l'événement phare de cette 84^e session. Un enseignement important s'en dégage : les enfants s'attendent désormais à ce que davantage soit fait pour faire avancer les causes qu'ils ont défendues en séance.

Certains des points soulevés étaient graves. À l'avenir, il serait judicieux de concevoir en amont un plan complet de suivi, en donnant aux enfants le rôle de pilote, de l'élaboration des concepts jusqu'aux activités menées en aval.



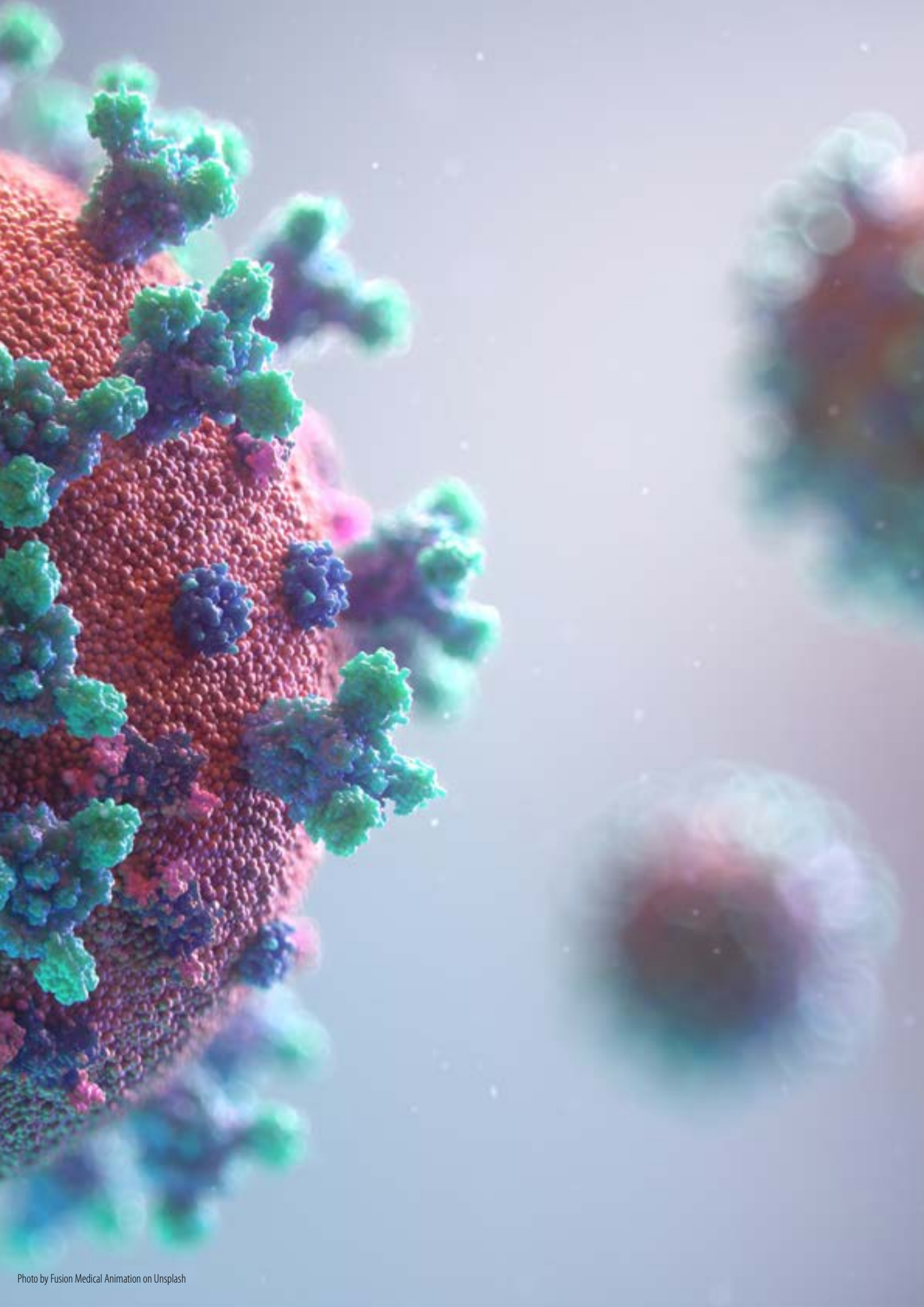
Espace « Talanoa ». Crédit photo : Alvaro Hoyos, ONU



Regarder [ici](#) une vidéo sur la 84^e session extraordinaire du Comité des droits de l'enfant.

Division : Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne

Bailleur de fonds : Gouvernements de l'Australie, du Samoa, de la Suède et du Royaume-Uni





Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Ressources
terrestres



Santé
publique

SEPTIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES DANS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Un mécanisme régional de responsabilité pour soutenir les efforts déployés par
les pays océaniques dans leur lutte contre les MNT

Perspectives pour 2021

Zooms sur les réalisations

**Les jeunes ambassadeurs des Fidji et de Vanuatu choisissent l'art pour renforcer la lutte
contre les MNT**

La diversité des cultures au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Fidji

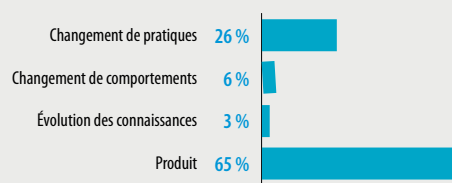
Introduction

La CPS s'emploie à promouvoir et à protéger la santé des populations du Pacifique. La Division santé publique de la CPS aborde la santé dans sa globalité. À ce titre, elle propose des activités d'appui technique et de développement des capacités afin de renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), d'améliorer les lois et les politiques relatives aux MNT, d'intensifier les démarches d'intervention plurisectorielles, de renforcer les capacités de mise en œuvre effective des plans de lutte contre les MNT, et d'établir des mécanismes de responsabilité permettant aux pays membres d'évaluer leurs progrès.

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans les pays océaniques, la Division ressources terrestres de la CPS soutient la production, la commercialisation et la consommation de produits locaux, grâce à des approches, des politiques et des services de vulgarisation, ainsi qu'à une offre plus large de semences et de plantes. Le CePaCT joue un rôle crucial en tant que banque de gènes de la région. Il aide les États et Territoires insulaires océaniques à conserver et à exploiter leurs ressources phytogénétiques, et recherche des variétés végétales améliorées afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. La CPS élabore également un programme de travail intégré intitulé Systèmes alimentaires pour la santé, la nutrition et le développement résilient.

Tableaux de résultats

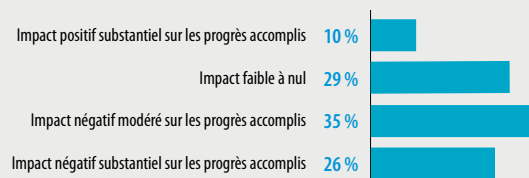
Graphique 31 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par degré de maturité (n = 31)



Trente et un résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (8 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 31). Plus d'un quart des résultats concernent des changements de pratiques. Ces changements se sont manifestés par la mise en œuvre de politiques, de lois, de plans ou de lignes directrices relatifs aux MNT, le recours à la recherche pour guider la prise de décision, la distribution et l'utilisation de matériel du CePaCT, ainsi que le renforcement des initiatives nationales dans le domaine des MNT, sous l'égide de ministres ou de députés. Parmi les produits, citons l'élaboration ou la révision des plans de lutte contre les MNT et des lois et politiques en la matière, les activités de sensibilisation aux MNT et de promotion de la santé, la formation, la diffusion de données, ainsi que la distribution d'échantillons de végétaux et l'élaboration d'un ensemble de documents sur les variétés culturales sélectionnées.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur la majorité des résultats (61 %) obtenus au regard de cet objectif, principalement en raison des restrictions de déplacement qui ont limité les possibilités d'action dans les pays, comme les formations, le renforcement des capacités, la collaboration et les activités de sensibilisation de haut niveau (graphique 32). Toutefois, elle a permis d'accélérer les progrès dans certains domaines en raison d'une hausse des demandes d'échantillons de végétaux dans le cadre des mesures prises par les membres de la CPS en réponse au cyclone Harold et à la pandémie.

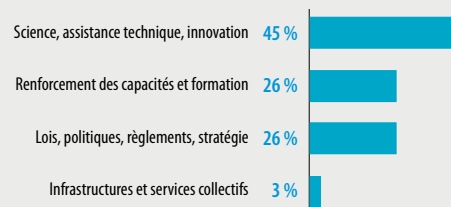
Graphique 32 : Impact de la COVID-19 sur les résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire



L'assistance technique, suivie du renforcement des capacités et de l'appui aux lois, politiques et stratégies, constituent les principaux mécanismes permettant de générer des résultats au regard de cet objectif (graphique 33).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire recouvrent les domaines de la bonne santé et du bien-être et de l'élimination de la pauvreté (graphique 34)¹⁴.

Graphique 33 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par type de résultat



14 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Afin d'accroître l'utilisation de variétés culturales nutritives et résilientes, 94 obtentions (2 301 échantillons) de bananier, arbre à pain, manioc, taro géant des marais, patate douce et taro tirées des collections du CePaCT ont été distribuées aux Fidji, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon et à Tuvalu.

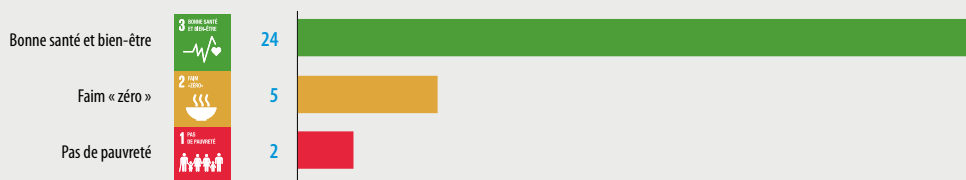
Dans 7 pays océaniques, le leadership politique a été renforcé, des initiatives nationales de lutte contre les MNT étant menées sous l'égide de ministres ou de députés (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon et Wallis et Futuna).

Des politiques et lois en lien avec les MNT ont été renforcées et leur mise en œuvre est effective dans 6 pays océaniques (Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Niue, Samoa, Tonga et Tuvalu).

La mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MNT est assurée en collaboration avec les parties prenantes dans 8 pays océaniques (Guam, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna).

Contribution aux ODD

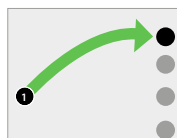
Graphique 34 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par ODD principal



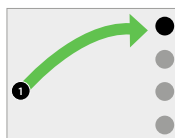
Défis à relever

- La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur la sécurité alimentaire en raison de son impact sur la disponibilité des denrées alimentaires, les prix, le revenu des ménages et la capacité à accéder aux denrées ou à en acheter.
- Dans nombre d'États et Territoires insulaires océaniques, la participation effective des populations locales à la prévention des MNT n'est pas encore totalement acquise, et, dans certains d'entre eux, les restrictions liées à la COVID-19 ont limité l'accès aux services d'appui à la lutte contre les MNT.
- L'intégration des efforts de lutte contre les MNT, tous systèmes et acteurs confondus, est déterminante pour la réussite des programmes et projets. Une approche systémique s'impose, de même que la désignation d'ambassadeurs.

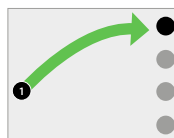
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
non pondérée)



2018
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)



2020
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)

Un mécanisme régional de responsabilité pour soutenir les efforts déployés par les pays océaniques dans leur lutte contre les MNT

Dans le Pacifique, la crise des MNT est aggravée par la pandémie de COVID-19 et les risques associés aux autres maladies infectieuses. En 2014, les dirigeants du Pacifique ont entériné la Feuille de route régionale relative aux MNT, et l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) a été établie pour assurer le suivi de la mise en œuvre de cette feuille de route. Créé en 2017, le tableau de bord MANA sert à présenter des informations à cet égard.

Les tableaux de bord actualisés pour 2020 (voir ci-dessous) montrent que des progrès substantiels ont été réalisés. La création de groupes de travail plurisectoriels et fonctionnels dans sept pays océaniques supplémentaires démontre, s'il en était encore besoin, que les pays océaniques reconnaissent toute l'importance de la coordination intersectorielle des actions de lutte contre les MNT. D'après les conclusions préliminaires des études réalisées dans un certain nombre de pays, l'augmentation des taxes sur les produits nocifs pour la santé, tels que le tabac, permet de réduire la consommation des articles visés. S'il faudra du temps pour connaître l'impact complet des mesures prises, ces améliorations contribuent toutes à enrayer et à infléchir la crise des MNT. Malgré ces progrès, il faut encore renforcer certaines mesures stratégiques.

Les États et Territoires insulaires océaniques reconnaissent l'utilité du mécanisme régional de responsabilité MANA, en ce qu'il permet de cerner les lacunes, d'éclairer la planification stratégique et de suivre les progrès accomplis au niveau national et régional.

« Nous avons l'occasion unique de faire le bilan des politiques et des lois que nous avons mises en place aux Tonga pour lutter contre les MNT, et de réfléchir à notre situation actuelle et aux domaines dans lesquels nous devons renforcer notre action pour combattre les MNT à l'échelle nationale. » – Reynold Ofanoa, ministre de la Santé des Tonga

Exemples illustrant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Feuille de route régionale relative aux MNT dans 21 États et Territoires insulaires océaniques (comparaison entre les périodes 2017–2018 et 2019–2020).

Description	Pacific Island countries and territories (N=21)																					PICTs 2017-2018	PICTs 2019-2020
	A Samoa	Chuuk	Cook Islands	FSM	Fiji	French P	Guam	Kiribati	Marshall	Micronesia	New Caledonia	Palau	PMIC	RM	Samoa	Solomon Islands	Taiwan	Tonga	Tuvalu	Vanuatu	YAP		
L1. Multi-sectoral NCD taskforce																						5	12
L2. National strategy addressing NCDs and risk factors																						14	17
T1. Tobacco excise taxes																						18	20
A3. Alcohol taxation																						20	21
F3. Unhealthy food marketing to children																						2	5
F4. Food fiscal policies																						13	14
F5. Healthy food policies in schools																						11	14

Perspectives pour 2021

- Soutenir la participation du Pacifique au Sommet sur les systèmes alimentaires, un événement d'envergure mondiale, notamment par l'organisation d'une concertation régionale en Océanie visant à collecter des données relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à la pêche, à la santé (y compris aux MNT), au changement climatique et aux échanges commerciaux.
- Continuer de s'engager aux côtés des membres et des partenaires afin d'élaborer un programme de travail intégré visant à mieux appréhender les systèmes alimentaires du Pacifique et à concevoir des interventions durables qui augmentent la résilience.
- Poursuivre l'élaboration du cadre législatif régional pour la lutte contre les MNT, ainsi que des orientations stratégiques.
- Mobiliser davantage les pouvoirs publics, la société civile et les groupes de jeunes pour qu'ils participent à la prévention des MNT et à la lutte contre ces maladies.
- Soutenir le développement de ressources et de services de promotion de la santé afin d'améliorer les systèmes de prévention et de prise en charge des MNT.
- Renforcer les mécanismes de responsabilité relatifs aux MNT par le biais de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT et des conclusions de projets de recherche opérationnelle.



Zoom sur les réalisations



Les jeunes ambassadeurs des Fidji et de Vanuatu choisissent l'art pour renforcer la lutte contre les MNT

Contexte

Si l'on veut réduire les taux de MNT, il est donc essentiel de donner aux jeunes les moyens de militer pour l'introduction de changements positifs au sein de leurs communautés. Le projet régional *Wake-Up!*, lancé par la CPS en 2017, a permis d'informer les jeunes et de les former aux techniques de communication afin qu'ils puissent mener des actions de sensibilisation aux MNT par le biais de divers médias artistiques, dont la vidéo, la peinture, le dessin libre, la photographie et l'écriture de paroles de chansons.

Créé en 2020, le Programme des jeunes ambassadeurs du Pacifique capitalise sur les réalisations du projet *Wake-up!* pour permettre aux jeunes de mettre en application les techniques de communication qu'ils ont acquises afin de concevoir leurs propres projets de lutte contre les MNT dans leurs communautés.

Processus de changement

Les jeunes ambassadeurs formés aux Fidji et à Vanuatu ont conçu et mis en œuvre des projets innovants au niveau national, bénéficiant de l'appui technique et financier de la CPS pour tous les aspects des projets.

Aux Fidji, Sabeto (qui comprend cinq villages), aux environs de Nadi, ainsi que le village de Yadua à Sigatoka ont été sélectionnés comme sites du projet. Un atelier d'une semaine a été organisé sur chaque site, respectivement en septembre et octobre, chacun ayant réuni plus de 80 participants. Le projet visait à informer les villageois des facteurs de risque de MNT et à mettre en évidence les liens entre ces facteurs de risque et les MNT les plus courantes aux Fidji. Pour mener ses actions d'éducation communautaire, l'équipe du projet a opté pour des activités artistiques.

À Vanuatu, les jeunes formés se sont associés à l'ONG communautaire Wan Smolbag pour organiser une journée récréative sur le thème des MNT, avec réalisation d'une fresque murale, en

octobre 2020. L'équipe du projet a conduit un atelier d'une semaine dans les locaux de Wan Smolbag, auquel ont participé 13 jeunes, tandis que 60 élèves de l'école centrale de Port-Vila, âgés de 13 à 16 ans, ont pris part à la réalisation de la fresque murale.

Résultats et impact

Les jeunes et leurs communautés ont pleinement participé au projet. En plus de développer leurs compétences artistiques, les participants ont acquis une expérience du pilotage de projets de prévention des MNT, tant sur le plan de l'exécution que de la gestion. Ils ont aussi appris qu'il était important de mettre à profit les partenariats. Par exemple, à Sabeto, les villages ont collaboré avec l'autorité fidjienne de commercialisation des produits agricoles pour développer les compétences requises pour l'aménagement de jardins potagers et l'obtention de plants à mettre en terre. Ce partenariat permettra de renforcer à la fois l'activité physique et la consommation d'aliments sains au sein de la communauté.

Bien qu'il n'ait pas d'impact à court terme en matière de réduction des MNT, le projet a démontré qu'il était possible de mener des actions de proximité avec succès et d'accroître le niveau de connaissance et d'information des populations locales sur les questions liées aux MNT. La formation à la communication par l'art permettra de créer des débouchés professionnels pour les jeunes et les villageois qui ont pris part aux activités. En outre, le projet a encouragé la collaboration entre les partenaires du développement. Par exemple, certains jeunes participants ont été appelés à jouer le rôle de mentor dans le cadre d'un programme artistique organisé par le Département développement social de la CPS et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse 2020 de l'Organisation des Nations Unies.

“ Les MNT, telles que les cardiopathies, le diabète, le cancer et les affections pulmonaires chroniques, sont à l'origine d'environ 75 % des décès enregistrés dans les États et Territoires insulaires océaniques. Les mauvaises habitudes – mauvaise hygiène alimentaire, sédentarité, consommation de tabac et d'alcool, qui sont tous des facteurs de risque de MNT – s'acquièrent généralement très tôt dans la vie. Dans le monde, on estime que deux tiers des décès prématurés causés par les MNT sont associés à des affections et à des comportements acquis dans l'enfance. ”

« Le programme a été une révélation pour bon nombre d'entre nous et nous a offert une plateforme utile pour communiquer sur les MNT et exprimer nos talents artistiques. En pleine pandémie, la formation a été pour certains d'entre nous bien plus qu'une remise à niveau ; c'est une véritable bouffée d'air frais pour ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur du tourisme et restent simplement à la maison. » – Jeune du village de Yadua à Sigatoka (Fidji) qui a participé au programme

Enseignements tirés

Jusqu'ici, la participation des jeunes aux interventions de lutte contre les MNT dans les pays océaniques s'est pour l'essentiel faite au cas par cas. Il convient de répertorier les groupes de jeunes en place dans les pays pour élargir les réseaux locaux et recenser les jeunes leaders qui pourront diriger des initiatives et mobiliser d'autres groupes de jeunes.

Tant aux Fidji qu'à Vanuatu, les projets ont montré qu'il était nécessaire de renforcer les compétences des jeunes en matière de gestion de projet. La CPS continuera d'aider

les participants aux projets dans le cadre de webinaires et de formations de remise à niveau afin de renforcer leurs interventions contre les MNT, et elle cherchera à multiplier les occasions de sensibiliser les communautés à la COVID-19, en faisant appel aux réseaux de jeunes en place.

Les projets ont démontré que les jeunes avaient la volonté de s'engager activement sur les questions qui touchent leur communauté et leur pays, et de créer de nouvelles perspectives et des approches créatives pour compléter les compétences techniques des générations qui les précèdent.



Participation des élèves, Wan Smolbag (Vanuatu).



Des élèves participent à la réalisation d'une fresque murale à Port-Vila (Vanuatu).



Formation entre pairs dans le village de Yadua, à Sigatoka (Fidji).

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande



Zoom sur les réalisations



La diversité des cultures au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Fidji

Contexte

Le CePaCT – la banque de gènes régionale du Pacifique – a pour mission d'appuyer la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il est idéalement placé pour répondre aux besoins des pays océaniques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle au travers de ses travaux de conservation à long terme des principales espèces cultivées pour l'alimentation. Il facilite l'accès aux variétés végétales, y

compris celles issues d'autres régions, et favorise leur mise à disposition.

Le CePaCT conserve quelque 2 200 obtentions de 18 espèces cultivées (chiffres de décembre 2020) et, au cours des 15 dernières années, il a distribué plus de 85 000 plants de 15 espèces sous forme de cultures tissulaires à plus de 50 pays. Les membres de la CPS soutiennent l'efficacité du CePaCT sur le terrain, principalement par le truchement de leurs ministères de l'Agriculture.



Patate douce Golden Brown mise en vedette lors d'un lancement de nouvelles variétés végétales.



Nouvelles lignées de patate douce à pollinisation libre sélectionnées suite aux essais d'évaluation réalisés par le ministère fidjien de l'Agriculture.

Processus de changement

Le CePaCT a collaboré étroitement avec le ministère fidjien de l'Agriculture afin de recenser, de collecter et de conserver les espèces végétales clés des Fidji et d'accroître la résilience et la durabilité des cultures de base du pays. Le Centre a distribué des variétés nouvelles et améliorées provenant de la région et d'ailleurs au ministère, qui s'est chargé de leur évaluation. Des variétés adaptables sont aussi distribuées aux agriculteurs et aux communautés paysannes des Fidji.

En 2018, le ministère a lancé trois nouvelles variétés végétales : une variété de patate douce (Golden Brown) et deux variétés de taro (Tarova Loa et Tarova Vula). Le CePaCT lui a livré les variétés pour évaluation et sélection.

Résultats et impact

Après l'introduction des trois variétés, la CPS a assuré un suivi auprès de ses interlocuteurs au sein du ministère afin d'en évaluer l'impact. Selon Savenaca Cuquma, Chargé de recherche principal du ministère, les agriculteurs apprécient les nouvelles variétés. Nombre d'entre eux vantent les qualités gustatives de la patate douce, notamment son côté très sucré, tandis que pour d'autres, « la goûter, c'est l'adopter ». Dès octobre 2020, 46 000 lianes de Golden Brown et 10 000 rejets des deux variétés de taro avaient été distribués à plus de 800 agriculteurs de Viti Levu, l'île principale des Fidji. Du matériel végétal a également été préparé en vue de sa distribution sur l'île de Vanua Levu.

Outre ces variétés, le ministère évalue de nouvelles lignées de patate douce à pollinisation libre obtenues à partir de variétés fournies par le CePaCT et poursuit ses travaux de sélection végétale et d'évaluation des variétés de taro (croisement des variétés du CePaCT résistantes à la flétrissure des feuilles avec du taro local).

L'objectif est d'enrichir la palette de variétés nutritives et résilientes accessibles aux agriculteurs locaux.

La collaboration nouée entre la CPS et le ministère fidjien de l'Agriculture a aussi permis de renforcer les connaissances et les capacités, comme en témoignent les travaux de recherche sur les plantes racines et les tubercules dirigés par Savenaca Cuquma au sein du ministère. M. Cuquma nous a confié qu'il avait renforcé sa connaissance et sa compréhension des méthodes de sélection du taro, de la patate douce, du manioc et de l'igname au contact d'experts régionaux et à l'aide des formations et ateliers régionaux conduits par la CPS. Il souhaite poursuivre ses travaux sur les plantes racines et les tubercules, tout en partageant ses connaissances et son expérience avec ses collègues pour promouvoir la pérennisation des acquis.

Enseignements tirés

Pour produire un impact, il est essentiel de nouer de solides collaborations avec les partenaires d'exécution nationaux, tels que les ministères de l'Agriculture. Il est crucial de renforcer leurs capacités pour avancer sur la voie d'une agriculture durable.

Par ailleurs, la palette des espèces étudiées, distribuées et cultivées doit être diversifiée. L'agriculture océanienne a besoin d'une riche diversité de cultures pour relever des défis tels que le changement climatique et les maladies liées au mode de vie, ainsi que pour s'assurer des débouchés durables. La mise au point de nouvelles variétés résilientes au changement climatique est l'une des principales stratégies d'adaptation.

Il est indispensable de conserver les ressources phytogénétiques utilisées pour créer ces variétés, car elles jettent les bases d'une agriculture résiliente et durable au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Savenaca Cuquma, Chargé de recherche principal du ministère fidjien de l'Agriculture, présente la patate douce Golden Brown pendant le lancement.

Division : Division ressources terrestres

Bailleur de fonds : Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures



Santé
publique

HUITIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

RENFORCER LA SURVEILLANCE ET LA RÉPONSE EN SANTÉ PUBLIQUE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Zooms sur les réalisations

COVID-19 : Mise à niveau des compétences en matière de lutte anti-infectieuse à Vanuatu

Réponse à la COVID-19 : des capacités de dépistage accessibles à tous les pays océaniques grâce à l'action de la CPS et de ses partenaires

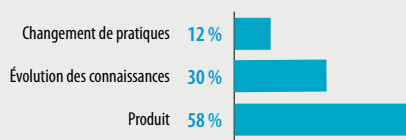
Introduction

La Division santé publique de la CPS soutient la surveillance en santé publique à l'échelle régionale, en renforçant les capacités en matière de surveillance et de réponse aux maladies, les services de laboratoire, la préparation des systèmes de santé et la communication sur les risques. Le Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) est un dispositif à participation volontaire regroupant des pays et des organisations qui œuvrent ensemble à la promotion de la veille sanitaire dans la région. La CPS est le point de contact du ROSSP, qui prête son appui dans les domaines suivants : coordination des services de laboratoire, systèmes de surveillance, lutte contre les infections, alertes et communications, échange de connaissances et renforcement des capacités.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, l'équipe de la Division santé publique joue un rôle crucial dans le suivi de la situation mondiale et régionale grâce à son système de renseignements épidémiologiques. Elle recueille des données et produit des rapports épidémiologiques hebdomadaires sur les cas de COVID-19 signalés dans le Pacifique. La CPS publie des avis sur toutes les menaces sanitaires récurrentes et actuelles observées dans le Pacifique par le biais de PacNet¹⁵ et de sa carte des alertes, et dispense également des formations accréditées.

Tableaux de résultats

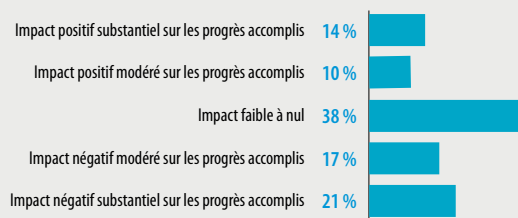
Graphique 35 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par degré de maturité (n = 33)



Trente-trois résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (9 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 35). Près d'un tiers des résultats se rapportent à une évolution des connaissances ou des compétences professionnelles des participants aux formations. Parmi les produits, citons l'organisation de cours et de formations, des conseils relatifs à la COVID-19, des cartes d'alerte épidémique et la mise à jour des listes de contacts de LabNet et EpiNet.

L'impact de la COVID-19 a été contrasté, la pandémie ayant eu des incidences à la fois négatives et positives sur la progression des résultats au regard de cet objectif (graphique 36). Les répercussions négatives sont principalement imputables aux entraves à l'offre de formations et d'appui technique dans les pays, ainsi qu'aux difficultés d'envoi des prélèvements à des laboratoires étrangers à des fins de diagnostic, en raison des restrictions sur les vols et les déplacements. La pandémie a permis d'accélérer les progrès dans de nouveaux domaines de travail spécifiques à la COVID-19, comme l'élaboration de documents d'orientation, le partage d'informations sur les flambées épidémiques, la mise à jour des cartes d'alerte et la formation à l'utilisation des équipements et consommables

Graphique 36 : Impact de la COVID-19 sur les résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale

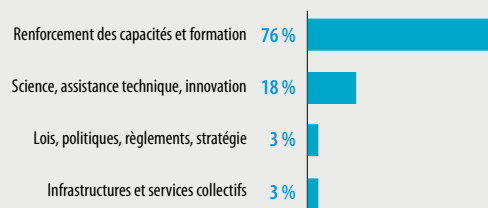


de laboratoire pour le dépistage de la COVID-19.

Le renforcement des capacités, la formation et l'élaboration de supports de formation constituent les principaux mécanismes ayant permis de générer des résultats au regard de cet objectif (graphique 37).

Les investissements de la CPS dans la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale sont axés sur l'ODD 3 – Bonne santé et bien-être (graphique 38)¹⁶.

Graphique 37 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par type de résultat



Contribution aux ODD

Graphique 38 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par ODD principal



¹⁵ PacNet est un espace consacré à l'échange d'informations sur les urgences de santé publique, y compris celles de portée internationale. Cet outil permet d'alerter les professionnels de santé et contribue à la mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI 2005) dans les États et Territoires insulaires océaniques.

¹⁶ D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Au 21 décembre 2020, 50 cartes d'alerte épidémique avaient été établies et diffusées.

La totalité (100 %) des pays ayant enregistré des alertes sanitaires ou des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports sur PacNet, ce qui représente une amélioration considérable par rapport à 2017 (50 %).

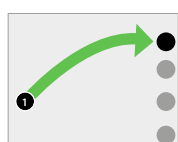
Au total, 96 fonctionnaires des services de santé de huit États et Territoires insulaires océaniques qui s'étaient inscrits à la formation préparant au certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain ont été en mesure de repérer les aspects des systèmes à améliorer, d'analyser les données et de rédiger des rapports de situation.

À la suite de la formation de personnels de laboratoire en 2019–2020, les laboratoires concernés ont tous constaté une amélioration de leurs processus microbiologiques plusieurs mois plus tard.

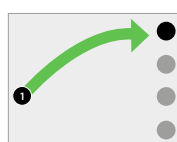
Défis à relever

- Il existe un risque permanent de propagation de la COVID-19, ainsi qu'un excès de morbidité et de mortalité résultant de la pandémie et d'autres problèmes de santé.
- La fermeture des frontières a affecté la capacité des États et Territoires insulaires océaniques à envoyer des prélèvements biologiques à des laboratoires plus pointus à l'étranger pour des tests de diagnostic, notamment de la dengue, de la leptospirose et d'autres maladies.
- Les activités de renforcement des laboratoires ont dû être étendues afin d'inclure l'acquisition de consommables, d'équipements et d'infrastructures, de manière à ce que les États et Territoires insulaires océaniques soient plus rapidement en mesure de dépister la COVID-19.
- Les formations nécessitant des missions dans les pays (par ex. formation à l'utilisation des données pour la prise de décision) ont été reportées, tandis que des méthodes d'enseignement en ligne ont été étudiées.
- Certaines réunions des parties prenantes régionales (par ex. ROSSP et atelier OneHealth) ont dû être annulées ou reportées.
- La disponibilité soudaine de fonds supplémentaires pour soutenir la préparation et la réponse des États et Territoires insulaires océaniques à la pandémie de COVID-19 a fait que la Division santé publique a dû réévaluer ses capacités de mise en œuvre.

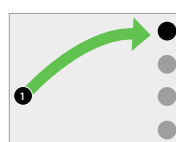
Évaluation de la performance



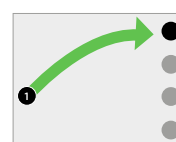
2017
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
non pondérée)



2018
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de progrès
substantiels (moyenne
pondérée)



2020
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Poursuivre la collaboration entre la Division santé publique, la Division statistique pour le développement et la Plateforme de données océaniques en ce qui concerne le recours aux nouvelles technologies pour fournir des données en temps réel et éclairer ainsi la prise de décisions critiques pendant la pandémie de COVID-19.
- Poursuivre les efforts afin de diffuser autant d'informations pertinentes que possible, en veillant à ce que les données sur la situation relative à la COVID-19 dans la région, qui évolue rapidement, soient accessibles à tous.
- Renforcer les capacités de surveillance et de réponse concernant les maladies infectieuses, l'une des priorités sanitaires de la plupart de nos pays membres – le travail mené par la CPS dans le domaine de la surveillance de la santé publique prendra très probablement de l'ampleur dans les années à venir.



Zoom sur les réalisations



COVID-19 : Mise à niveau des compétences en matière de lutte anti-infectieuse à Vanuatu



Contexte

Les mesures de lutte anti-infectieuse sont essentielles pour prévenir et combattre la COVID-19¹⁷. L'efficacité d'un programme de lutte anti-infectieuse est fonction de la compétence de ses agents. Or, dans de nombreux pays océaniques, les mesures et programmes de lutte anti-infectieuse laissent parfois à désirer, en raison de la pénurie de personnel et d'équipements de base, du caractère inadapté des structures et de la surpopulation dans les établissements de soins¹⁸.

Le Réseau océanique de lutte contre les infections (PICNet) participe aux efforts de renforcement de la lutte anti-infectieuse et travaille avec différents référents dans tous les États et Territoires insulaires océaniques. Créé en 2006, PICNet est l'un des six réseaux de services d'appui du ROSSP.

Processus de changement

En mars 2020, la CPS a pris la tête de la cellule de lutte anti-infectieuse de l'Équipe conjointe de gestion des incidents dans le Pacifique, compte tenu de son expertise technique et de son expérience préalable dans ce domaine, et de sa capacité à fournir un appui et des services par l'intermédiaire de PICNet.

Une évaluation a été menée en mai 2020 pour recenser les besoins prioritaires des pays océaniques pendant la pandémie de COVID-19. Au rang des priorités répertoriées figuraient la formation et le renforcement des capacités en matière de lutte anti-infectieuse, de même que l'appui à la mise à jour des stratégies nationales de lutte anti-infectieuse, la mise au point d'outils de suivi, et l'autonomisation de référents au niveau national.

Dans les milieux de soins, un ensemble de mesures de lutte anti-infectieuse doit être appliqué pour prévenir la transmission de la COVID-19. Bien qu'elle soit la plus visible, l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) n'est qu'une des mesures préventives à mettre en place et ne peut en aucun cas constituer la principale stratégie de prévention de la COVID-19¹⁹.

Résultats et impact

En collaboration avec le bureau de l'OMS à Vanuatu, la CPS a animé un atelier de formation et d'évaluation sur les mesures de lutte anti-infectieuse à l'hôpital central de Port-Vila, en mars 2020.

17. OMS. Lutte anti-infectieuse lors de la prise en charge des cas suspects ou confirmés de maladie à coronavirus (COVID-19) : orientations provisoires, 29 juin 2020. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/333153/WHO-2019-nCoV-IPC-2020.4-fre.pdf?sequence=1&isAllowed=y> [page consultée le 13 août 2020].
18. OMS. 2009. WHO guidelines on hand hygiene in health care. <https://www.who.int/publications/i/item/9789241597906> [page consultée le 30 novembre 2020].
19. OMS. Rational use of personal protective equipment for coronavirus disease (COVID-19) and considerations during severe shortages, 20 avril 2020. [https://www.who.int/publications/i/item/rational-use-of-personal-protective-equipment-for-coronavirus-disease-\(covid-19\)-and-considerations-during-severe-shortages](https://www.who.int/publications/i/item/rational-use-of-personal-protective-equipment-for-coronavirus-disease-(covid-19)-and-considerations-during-severe-shortages) [page consultée le 3 juillet 2020].

L'atelier, qui a réuni 41 participants, dont des médecins, des sages-femmes et du personnel infirmier de l'hôpital central et des centres de santé voisins, était axé sur les précautions standard et complémentaires à prendre pour prévenir la transmission d'agents infectieux, ainsi que sur la mise en place et le retrait des EPI.

À l'issue de la formation et de l'évaluation, l'équipe de gestion du ministère de la Santé, conseillée par la CPS et l'OMS, a procédé au recrutement d'un responsable de la lutte anti-infectieuse à plein temps, chargé de faciliter la mise en œuvre du programme de lutte anti-infectieuse, y compris la préparation à la COVID-19 à l'hôpital central et dans l'ensemble des établissements de soins de Vanuatu.

Dans le cadre du soutien apporté à Vanuatu, il s'est révélé nécessaire de mettre au point une liste de compétences EPI pour renforcer encore la sécurité des soignants en période de pandémie de COVID-19. Une fois la liste élaborée, le responsable national de la lutte anti-infectieuse a organisé des formations pour 133 professionnels de santé supplémentaires dans les hôpitaux nationaux et provinciaux du pays.

« La liste de compétences EPI a été utilisée pour faciliter l'apprentissage des étapes à suivre pour mettre et retirer les EPI et elle m'a aussi aidé à évaluer la compétence des soignants. »

Division : Division santé publique

Bailleur de fonds : Agence française de développement et Gouvernement de l'Australie

– Graham Tass, Responsable national de la lutte anti-infectieuse à Vanuatu

« Grâce à l'atelier, je suis plus confiant quant à la prise en charge des cas de COVID-19 et aux précautions et mesures préventives requises s'il y a contact direct ou indirect. » – David T., infirmier à Vanuatu

Enseignements tirés

Les évaluations des besoins en matière de lutte anti-infectieuse et les consultations menées auprès des pays ont permis d'améliorer les activités de renforcement des capacités et de produire des effets à long terme, tels que le recrutement de personnel là où il existait des lacunes.

Grâce à l'approche d'apprentissage par compétences, les soignants et les animateurs se sentent mieux armés et rassurés sur leur santé et leur sécurité pendant leur préparation et leurs interventions face aux urgences de santé publique, telles que la COVID-19.

La formation à la lutte anti-infectieuse a été organisée selon un format participatif et pluridisciplinaire, qui non seulement garantit la transparence et la responsabilité, mais donne aussi l'occasion aux soignants de partager leurs expériences.



Zoom sur les réalisations



Réponse à la COVID-19 : des capacités de dépistage accessibles à tous les pays océaniques grâce à l'action de la CPS et de ses partenaires

Contexte

Le ROSSP faisait état dès le début du mois de janvier 2020 de groupes de cas de pneumonie atypique rapportés à Wuhan (Chine), avant d'observer la propagation rapide de la maladie à d'autres pays asiatiques. Bien renseignée et consciente du manque de moyens de dépistage dans le monde, l'équipe de la Division santé publique chargée du renforcement des laboratoires s'est rapidement mise en contact avec le réseau de laboratoires du ROSSP (LabNet) afin de déterminer si la région disposait des capacités nécessaires pour dépister le coronavirus.

Le Laboratoire de référence pour les maladies infectieuses de l'État du Victoria, laboratoire de niveau 3 situé à Melbourne, a confirmé être en mesure de détecter le coronavirus et s'est dit prêt à apporter son concours aux États et Territoires insulaires océaniques. L'information a été communiquée aux responsables de laboratoire des pays océaniques à la mi-janvier 2020, bien avant que des cas de transmission du virus ne soient signalés en dehors du continent asiatique.

Le dépistage est l'une des composantes clés de la lutte contre la COVID-19. Il permet aux pays de détecter les cas et d'augmenter en conséquence l'offre de services de soins. Le dépistage des cas suspects et l'application de procédures telles que la mise à l'isolement permettent en

outre d'éviter que les personnes concernées n'entrent en contact avec d'autres personnes, ce qui contribue à ralentir la transmission.

Processus de changement

Attentive aux difficultés rencontrées par les pays océaniques pour envoyer leurs prélèvements à l'étranger et aux retards dans le rendu des résultats, l'équipe de la Division a effectué une brève enquête auprès de tous les laboratoires nationaux de la région pour confirmer l'éventuelle disponibilité de systèmes GeneXpert, qui peuvent être utilisés pour les tests automatisés de dépistage du coronavirus au moyen de l'amplification en chaîne par polymérase (tests PCR). L'enquête a montré que les tests GeneXpert pouvaient être pratiqués dans la totalité des laboratoires, à l'exception de ceux de Tokelau et Wallis et Futuna.

L'équipe a alors demandé à Cepheid Australie et au Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental s'il était possible de produire une cartouche de test GeneXpert pour le dépistage du coronavirus, GeneXpert étant la seule plateforme de test PCR disponible quasiment partout en Océanie. Les cartouches ont été fabriquées et homologuées en avril 2020. Les tests ont alors pu démarrer en mai 2020 dans la région.



Un agent de santé de Vanuatu en train d'utiliser un appareil GeneXpert.

Résultats et impact

L'équipe de la Division a transmis les résultats de son enquête aux partenaires de la cellule laboratoire de l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique (DFAT, MFAT, OMS, PIHOA, PNUD, Pacific Pathology Training Centre et UNICEF).

La cellule laboratoire a coordonné la compilation des algorithmes, protocoles et procédures de test, puis en a fait part aux pays. En partenariat avec Cepheid, l'équipe a poursuivi sa mission de formation et de suivi de l'assurance qualité, du contrôle qualité et de l'état des stocks.

Face aux difficultés posées par la pénurie mondiale de cartouches de test, l'équipe laboratoire de la Division a entamé des discussions avec la Société océanienne de pathologie (PISP) au sujet de l'utilisation des tests GeneXpert sur des prélèvements groupés. Étant donné que cette méthode n'était pas homologuée, une collaboration a été instaurée avec l'Institut Doherty (Université de Melbourne) pour valider le processus. Les résultats des tests de validation étaient très positifs et le rapport associé a été publié dans la revue médicale *Journal of Diagnostic Microbiology and Infectious Disease*.

L'action concertée de l'équipe de la Division et de la PISP a débouché sur la formulation d'orientations, d'un protocole et d'une procédure pour l'analyse de prélèvements groupés. La procédure est aujourd'hui appliquée par les laboratoires de la région pour analyser des prélèvements multiples à

l'aide d'une seule cartouche, ce qui permet une utilisation rationnelle des fournitures sans compromettre la qualité du dépistage. Le protocole a également été adopté dans d'autres pays extérieurs à la région Pacifique.

« Nous sommes profondément et sincèrement reconnaissants de tout le soutien et de la formation que nous avons reçus. »
– Shanyko Benjamin, Responsable de laboratoire à Nauru

« Bien que Tokelau n'ait enregistré aucun cas positif, la formation en ligne organisée par l'équipe laboratoire de la CPS m'a permis d'en apprendre davantage sur le virus de la COVID-19. » – Orisi Matatolu, Responsable de laboratoire à Tokelau

Enseignements tirés

Le ROSSP est un dispositif bien établi d'appui, qui facilite la déclaration rapide des maladies émergentes et à potentiel épidémique et permet l'organisation prompte des travaux de recherche, préparation et réponse requis. Dès l'apparition des premiers cas de COVID-19, la CPS a su faire preuve d'anticipation et apporter une assistance sur mesure aux pays membres.

La préparation et la collaboration assurées en amont avec les partenaires et les bailleurs ont renforcé l'état de préparation et la planification de la réponse à la COVID-19 dans les pays et à l'échelle de la région.

Division : Division santé publique

Bailleur de fonds : Union européenne et Gouvernement de l'Australie



Évaluation
et qualité de
l'enseignement



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins

NEUVIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

Introduction

Tableaux de résultats

Contribution aux ODD

Défis à relever

Évaluation de la performance

Perspectives pour 2021

Zoom sur les réalisations

Apprendre en période de confinement : les enseignements tirés

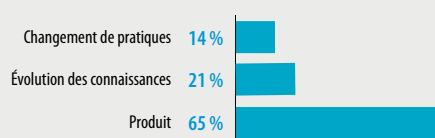
Introduction

Le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) de la CPS offre un soutien technique en matière d'éducation. Ce soutien porte notamment sur la production d'outils de connaissance, le renforcement des capacités et l'amélioration de la qualité et de la gouvernance des systèmes éducatifs des États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que des aptitudes des élèves à la lecture, à l'écriture et au calcul dans les pays et à l'échelle de la région.

Le Programme poursuit ses activités en collaboration avec les pays membres afin de soutenir leurs efforts de construction de systèmes éducatifs solides. Il travaille actuellement aux côtés de 15 des 26 États et Territoires membres et fournit un large éventail de services, comme des stratégies d'intervention pour lutter contre les disparités d'apprentissage en matière de lecture, d'écriture et de calcul, des actions en faveur de la qualité des programmes scolaires, des solutions d'apprentissage et d'enseignement en ligne, et la conception d'applications pour garantir des systèmes de gestion de l'information axés sur les objectifs.

Tableaux de résultats

Graphique 39 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par degré de maturité (n = 29)

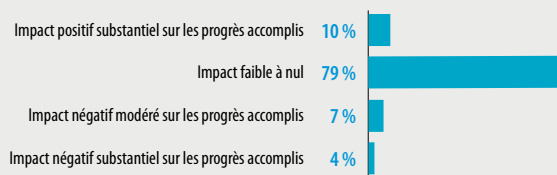


Vingt-neuf résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (8 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (graphique 39). Plus d'un tiers des résultats sont des effets se rapportant à une évolution des connaissances ou un changement de pratiques. L'évolution des connaissances est mise en évidence par le partage de connaissances entre les États et Territoires insulaires océaniques, l'amélioration des connaissances à l'issue de formations, ainsi que la production de nouveaux savoirs par des travaux de recherche sur l'intimidation à l'école et l'analyse de données d'évaluations normalisées. Parmi les changements de pratiques, citons l'adoption de systèmes de bases de données, la révision des programmes scolaires, les opérations d'évaluation sur le terrain et l'utilisation de la plateforme d'apprentissage Moodle.

Les principaux produits se rapportent à la formation à la gestion des systèmes et des données, aux politiques, à l'évaluation des acquis de l'expérience, à l'assurance et la vérification de la qualité, à la direction d'établissement, et à la coordination nationale de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA). Parmi les autres produits, citons les évaluations et examens, l'élaboration ou la révision des programmes scolaires, les rapports sur l'éducation, l'élaboration de systèmes et les nouvelles qualifications accréditées.

Malgré les difficultés liées à la crise de la COVID-19, de nombreux résultats ont été obtenus en basculant vers la prestation de formations et de services en ligne

Graphique 40 : Impact de la COVID-19 sur les résultats en matière de qualité de l'éducation

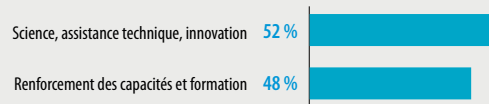


(graphique 40). Plusieurs résultats se rapportent à de nouvelles demandes formulées en réponse à la pandémie, comme l'utilisation de la plateforme Moodle, la rédaction de sujets d'examen et l'appui à l'assurance qualité. La pandémie a retardé la formation à la phonétique, qui nécessite des interactions en face à face, et a entraîné une baisse du nombre de stagiaires participant au Programme océanique d'observation des pêches dispensé par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins.

Les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités constituent les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (graphique 41).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la qualité de l'éducation recouvrent également les priorités fixées pour la santé des océans (graphique 42)²⁰.

Graphique 41 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par type de résultat



20 D'autres résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS relatifs au développement social et à l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Au total, 1 233 élèves de septième année originaires de Kiribati, de Tuvalu et de Vanuatu ont rempli avec succès les conditions requises pour l'obtention du South Pacific Form Seven Certificate, soit un taux de réussite de 89 % malgré une année de perturbations et de difficultés imputables à la pandémie de COVID-19.

À la suite d'une formation, 32 participants de 13 États et Territoires insulaires océaniques ont amélioré leurs capacités en matière d'élaboration de politiques éducatives.

Par ailleurs, 17 qualifications accréditées ont été ajoutées au Registre océanien des qualifications et des normes (7 de Vanuatu et 10 des Fidji).

Contribution aux ODD

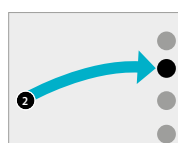
Graphique 42 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par ODD principal



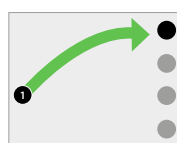
Défis à relever

- Les restrictions de déplacement dues à la pandémie de COVID-19 ont limité la prestation de formations pratiques, comme la formation à la phonétique proposée par l'EQAP et la formation destinée aux observateurs des pêches dispensée par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins.
- Les connexions inégales et peu fiables et l'accès limité aux outils technologiques dans les pays continuent d'avoir un impact sur la capacité de la CPS à répondre aux besoins de ses membres de manière équitable.
- Il convient d'améliorer les systèmes et processus internes d'information financière, de transformation numérique (y compris par la dématérialisation des ressources documentaires) et de continuité de l'activité.

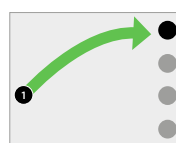
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2020
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2021

- Mener des travaux d'étude sur la PILNA à l'échelle régionale, notamment explorer une conception innovante des recherches afin de garantir la bonne conduite de l'évaluation principale, malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19.
- Mettre en œuvre la première phase du plan de travail du PacREF, en partenariat avec des organisations régionales et internationales.
- Nouer un nouveau partenariat avec les comités nationaux olympiques d'Océanie afin de lancer le processus d'accréditation des formations du Programme d'éducation sportive d'Océanie (OSEP) par rapport au Cadre océanien de qualifications (les qualifications formelles renforceront les parcours professionnels et l'expertise technique dans le secteur sportif de la région).



Zoom sur les réalisations



Apprendre en période de confinement : les enseignements tirés

Contexte

Le South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) est un certificat régional qui sanctionne la 13^e année d'enseignement dans le Pacifique. Cette qualification est administrée par l'EQAP pour le compte des pays membres.



Plus de 1 400 élèves de Tuvalu, Vanuatu et Kiribati se sont inscrits au SPFSC en 2020, un record depuis la création du diplôme, il y a 15 ans.

Début 2020, plusieurs réalisations étaient à mettre à l'actif de l'EQAP : la publication de programmes de cours revus et consolidés et la visite de tous les lycées participant à la session du SPFSC, où s'est rendue une personne travaillant pour le Programme afin de conseiller les enseignants sur le contenu des cours, les évaluations internes, l'approche par acquis d'apprentissage autour de laquelle s'articulent les programmes, la démarche

pédagogique et l'évaluation, ainsi que le processus utilisé pour proposer un dispositif d'évaluation interne pour chaque matière. À la fin février 2020, de nouveaux manuels comprenant des activités didactiques individualisées pour toutes les unités thématiques des 14 matières évaluées par le SPFSC étaient en cours d'achèvement en vue de leur distribution dans les établissements scolaires. C'est alors qu'ont été mises en place les premières mesures de confinement face à la pandémie de COVID-19, les écoles ont fermé et, des mois durant, l'enseignement et l'apprentissage ont été interrompus. À Vanuatu, le cyclone Harold a provoqué d'immenses dégâts et détruit les bâtiments de trois écoles.

Processus de changement

L'EQAP a fait approuver un certain nombre de mesures d'adaptation afin de garantir la continuité pédagogique et de permettre aux élèves inscrits au SPFSC d'entreprendre des études supérieures en 2021. La communication avec les directeurs d'établissement et les référents au sein des ministères de l'Éducation s'est révélée cruciale. Le Programme a émis des avis réguliers et veillé au suivi des réponses.

Il était déjà prévu de mettre en place une offre hybride (présentiel et virtuel) pour le programme du SPFSC. Les mesures de confinement ont simplement accéléré son introduction. Un site Moodle a été créé, alimenté par des activités didactiques, et mis en ligne début avril. Les enseignants, les élèves et les directeurs d'établissement ont ainsi pu accéder aux activités conçues pour les 14 matières. Les réactions des pays ont été immédiates et positives.

« C'est la réponse de Dieu à nos prières, en particulier en cette période où les écoles ferment en raison de la COVID-19. » – Un directeur d'établissement à Vanuatu

Plusieurs ajustements ont été apportés aux programmes, notamment pour les évaluations internes. Ainsi, les activités de groupe ont été converties en activités individuelles et les tâches prévues à l'école sont devenues des devoirs à domicile. Le calendrier a également été revu. Des élèves de

Vanuatu ont été transférés dans des écoles voisines pour pouvoir accéder aux supports didactiques.

En réponse aux demandes adressées par trois pays, les examens externes ont été reportés de deux à trois semaines pour tenir compte de l'interruption de l'apprentissage au premier trimestre.

S'attendant à de telles demandes et à des dates d'examen différentes, l'EQAP a fait appel à des rédacteurs d'épreuves en vue de la préparation d'examens parallèles basés sur les mêmes apprentissages.

Dans le cadre du fonds d'innovation 2020 et en collaboration avec le DFAT, une réduction des frais d'inscription a été accordée aux élèves de Kiribati et de Vanuatu dont les familles avaient été touchées par les mesures de confinement ou le cyclone Harold. Après consultation des ministères de l'Éducation, 862 élèves inscrits ont bénéficié de frais d'examen réduits, en proportion des difficultés financières rencontrées par leur famille.

Résultats et impact

Le taux de réussite des élèves s'est élevé à 89 %, ce qui est exceptionnel au vu des difficultés auxquelles les jeunes et leurs familles ont fait face en 2020. Dans certaines disciplines (mathématiques – calcul, statistique – et physique), on note une nette amélioration des résultats aux épreuves.

Selon les indications des directeurs d'établissement, des fonctionnaires des ministères de l'Éducation, des enseignants et des représentants des partenaires du développement et des bailleurs, les stratégies de l'EQAP ont porté leurs fruits. En effet, les pays adoptent la plateforme Moodle. De plus, les activités didactiques hébergées sur Moodle ont été transférées sur des plateformes locales établies par les établissements scolaires pour assurer l'accès au contenu pendant le confinement. De nombreux élèves qui étaient prêts à abandonner le programme faute de pouvoir payer les frais d'examen ont en outre pu passer les épreuves. Un certain nombre d'élèves ont repris le chemin des cours après avoir bénéficié de frais réduits.

Enseignements tirés

En réponse au confinement, les agents de l'EQAP ont dû décider rapidement quelles mesures prendre, puis mettre celles-ci en œuvre ; ils étaient résolus à servir au mieux les intérêts des clients du programme, en premier lieu les élèves. La communication, l'adaptabilité et la rapidité d'intervention ont été les clés du succès.

Les réponses à la crise de la COVID-19 varient selon les capacités de chaque système d'éducation. Il est nécessaire de comprendre et de prendre en compte les différents niveaux d'accès à la technologie et de connexion pour garantir plus d'équité dans l'éducation, et non l'inverse.

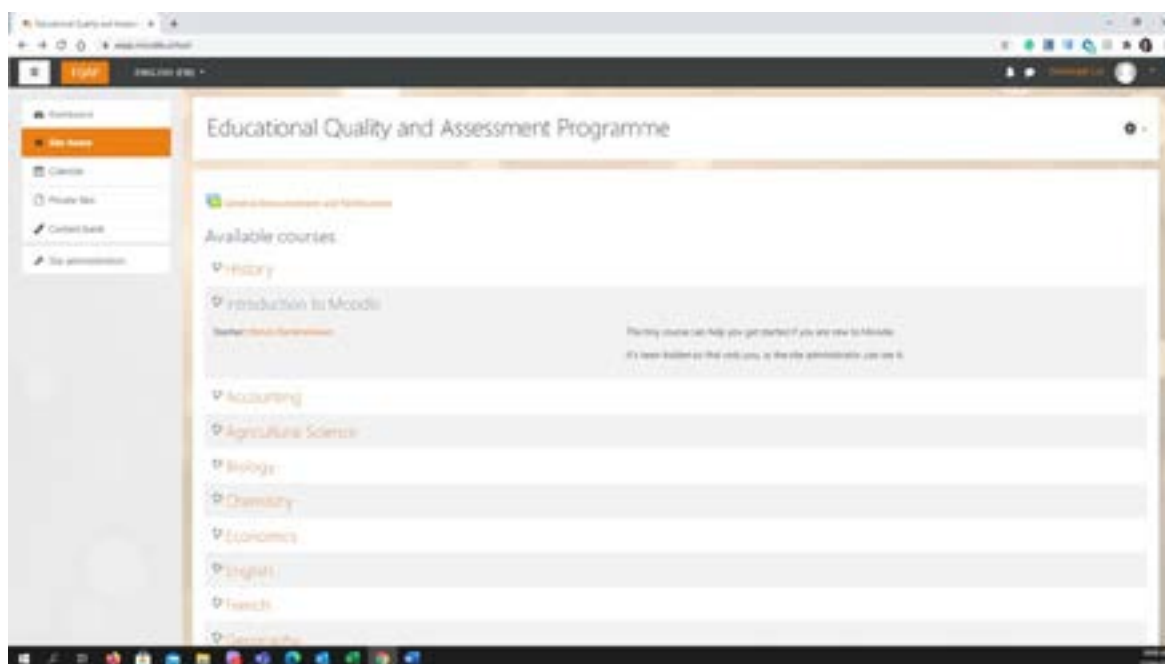
89 %

de réussite

Au total,
1 233 élèves ont
obtenu leur SPFSC, soit
un taux de réussite
de 89 %.



À l'Aore Academy de Vanuatu, des élèves de 13^e année révisent en vue du SPFSC en 2020. Crédit photo : Aore Academy



Matières du SPFSC affichées sur la page d'accueil de la plateforme Moodle.

*Division : Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement
Bailleur de fonds : recouvrement des coûts au titre du SPFSC, Gouvernement de l'Australie*

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires

A

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques

B

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires

C

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation

D

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS

E



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Évaluation
et qualité de
l'enseignement



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Géosciences,
énergie
et services
maritimes



Ressources
terrestres



Santé
publique



Droits
de la personne
et développement
social



Statistique
pour le
développement



Organisation

RENFORCER L'APTITUDE DE LA CPS À REMPLIR SA MISSION

Introduction

Sur le plan stratégique, la CPS cherche à renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires et à copiloter le programme régional de développement (objectif organisationnel A).

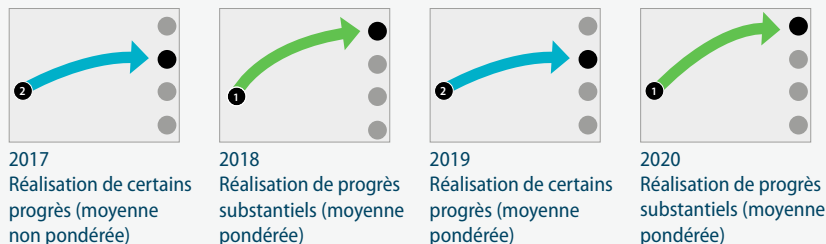
Au niveau des programmes, elle s'emploie à renforcer son savoir et son expertise techniques et scientifiques (objectif organisationnel B), tout en répondant aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires privilégiant l'humain, grâce à l'intégration transversale du genre, de la culture, de la jeunesse et des droits de la personne (objectif organisationnel C).

La CPS est capable de mesurer l'efficacité de son action et de suivre les progrès accomplis à l'aide de solides méthodes de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation, d'amélioration continue et d'innovation (objectif organisationnel D).

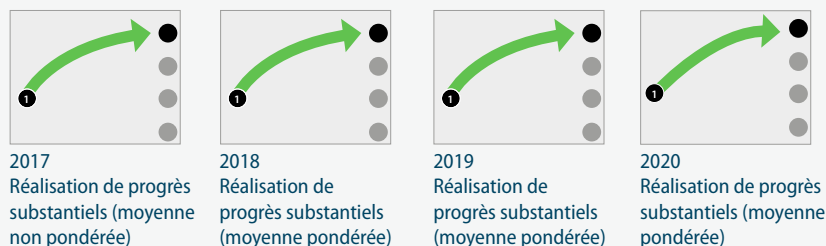
Sur le plan administratif, les systèmes, les cultures, les valeurs et la ligne de conduite de l'Organisation offrent aux agents les outils dont ils ont besoin pour fournir des services de manière plus efficiente aux États et Territoires insulaires océaniques, tout en garantissant la pleine responsabilité de leur action devant les bailleurs de fonds et les partenaires du développement (objectif organisationnel E).

Évaluation de la performance

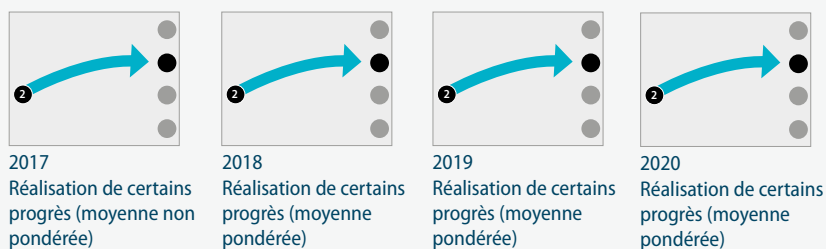
Objectif organisationnel A : Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires



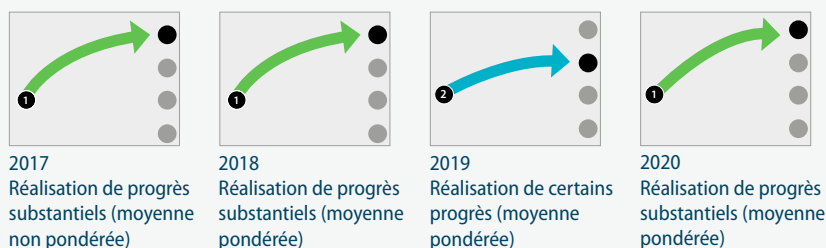
Objectif organisationnel B : Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques



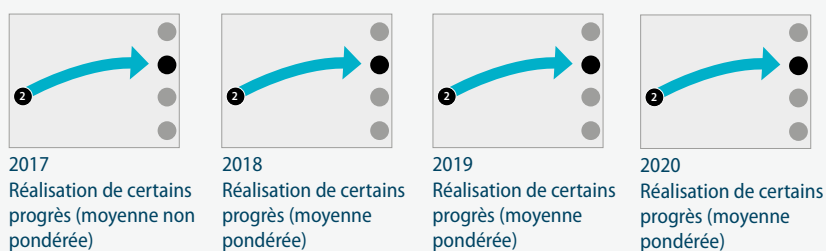
Objectif organisationnel C : Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires



Objectif organisationnel D : Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation



Objectif organisationnel E : Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS





Statistique
pour le
développement



Géosciences,
énergie
et services
maritimes

OBJECTIF ORGANISATIONNEL A

RENFORCER L'ENGAGEMENT ET LA COLLABORATION AVEC LES MEMBRES ET LES PARTENAIRES

Introduction

Zooms sur les réalisations

Passer le flambeau : les preuves du transfert effectif des capacités scientifiques et techniques au profit des pays membres

Innovations dans le recueil des données démographiques en période de pandémie

Introduction

Afin d'optimiser l'utilité et l'efficacité de son action, la CPS doit tisser des relations fortes avec ses membres. L'engagement et la collaboration ont pris une forme différente en 2020, la plupart des opérations auprès des membres et des partenaires étant menées virtuellement. Bien que certaines activités aient été reportées, la capacité de l'Organisation à poursuivre la majorité de ses travaux scientifiques et techniques conjoints – et à obtenir des résultats – est due à l'innovation collective et à la solidité des relations existantes.

Malgré les difficultés, les pays membres ont participé à plusieurs réunions sectorielles régionales des directeurs de services, à des échanges entre pairs, à la session du CRGA et aux réunions du sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique et du Conseil océanien de la qualité de l'enseignement. (L'annexe 4 présente une synthèse des conclusions des réunions régionales organisées par la CPS.) La CPS a également travaillé main dans la main avec ses membres afin de remédier aux problèmes de connexion lorsque cela était possible, et de favoriser leur engagement et leur pleine participation, notamment en mettant en place pour la première fois un service d'interprétation pour les réunions virtuelles.

Outre son travail avec les membres, la CPS a collaboré avec plus de 50 partenaires stratégiques dans le cadre de projets ou programmes spécifiques. (L'annexe 5 dresse la liste des principaux partenariats et protocoles d'accord en cours.) Les bureaux sous-régionaux de la CPS en Mélanésie et en Micronésie apportent également un appui important sur le terrain aux pays membres.

Plateforme de données océaniques

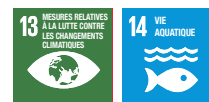
La **Plateforme de données océaniques** a été officiellement lancée en 2020, avec le soutien financier du MFAT, après près de deux années de développement en collaboration avec les membres et les partenaires. Créée et élaborée dans le Pacifique et par le Pacifique, elle permet d'accéder à l'éventail de données le plus complet jamais mis à disposition dans la région. Il convient de noter que les membres sont propriétaires de leurs données et y accèdent en tant que tels. L'ensemble des divisions de la CPS contribuent à la Plateforme. Parmi les membres de l'Organisation, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu soutiennent son élaboration et sa mise en œuvre. Les partenaires sont le Programme régional océanien de l'environnement (PROE), le Secrétariat général du FIP, l'Australia Pacific Training Coalition (APTC), la FFA, l'USP, le réseau DATA61 du Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), le PNUD, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La Plateforme de données océaniques héberge à présent plus de 12 000 jeux de données, soit plus du double des chiffres enregistrés à la fin 2019.



*Regarder ici
une vidéo sur
la Plateforme
de données
océaniques.*



Zoom sur les réalisations



Passer le flambeau : les preuves du transfert effectif des capacités scientifiques et techniques au profit des pays membres

Contexte

À travers le monde, la COVID-19 a créé un hiatus dans les données océaniques, ce qui pourrait perturber les prévisions météorologiques et nuire à notre compréhension du changement climatique. Dans le Pacifique, cela a été l'occasion de tester l'agilité du programme de maintenance des infrastructures mis en place pour 13 stations permanentes d'observation du niveau de la mer (stations marégraphiques). Le programme correspondant prévoit aussi le renforcement des capacités au sein des pays.

Le Bureau australien de météorologie assure la gestion des marégraphes en partenariat avec la CPS et Geoscience Australia, dans le cadre du Projet d'observation du niveau de la mer et de surveillance géodésique dans le Pacifique (PSLGM). Ce projet – l'une des plus anciennes opérations d'assistance menées dans la région – permet, depuis 1991, de générer en continu des données de qualité sur le climat, le niveau de la mer et les mouvements terrestres. Il est actuellement exécuté au titre du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPPac).

Processus de changement

En 2020, alors que les frontières étaient fermées, les équipes techniques de la CPS et du Bureau australien de météorologie ont travaillé avec leurs interlocuteurs au sein des services météorologiques nationaux afin d'assurer la maintenance semestrielle programmée des infrastructures dans dix pays. Ils ont également réalisé des travaux de remise en service aux Tonga et aux Îles Salomon, et ont mis à niveau les stations marégraphiques installées à Vanuatu, aux Fidji et aux Îles Cook, avec l'aide de sous-traitants locaux.

Le transfert de connaissances et de compétences au profit des interlocuteurs techniques des services météorologiques nationaux est l'une des composantes de la deuxième phase du projet COSPPac. Cette approche, introduite avant le début de la pandémie de COVID-19, a facilité la transition vitale vers la dématérialisation des formations et d'autres services après la mise en place des mesures de restriction des voyages.

Résultats et impact

Entre mars et décembre 2020, après le transfert effectif des compétences techniques, les techniciens météorologues locaux ont pu assurer 16 visites de maintenance sur site. Ils se sont ainsi assurés que les stations demeuraient pleinement opérationnelles et continuaient d'enregistrer des séries de données essentielles, alors que les équipes techniques de la CPS et du Bureau australien de météorologie ne pouvaient se rendre sur place.

« La station marégraphique génère des données utiles au service météorologique fidjien et c'était l'occasion idéale de travailler avec l'équipe de la CPS pour mieux comprendre la maintenance des équipements et les processus à l'œuvre. » – Amori Nabanivalu, Technicien du service météorologique fidjien

« L'évaluation post-catastrophe des marégraphes est indispensable. Elle permet de déterminer si les infrastructures ont subi des dommages et d'assurer rapidement la remise en service de cette importante source de données en temps réel. » – Viliami Folau, ministère des Ressources foncières et naturelles des Tonga (après les travaux de remise en service effectués à la suite du passage du cyclone Harold en avril)

La maintenance des infrastructures permet de resserrer les liens entre les agents de la CPS et les techniciens des pays océaniques, ainsi que de renforcer la connaissance du matériel, les capacités techniques et l'appropriation des stations marégraphiques dans chaque pays.

« Les techniciens météorologues locaux, aujourd'hui plus que jamais, sont nos yeux et nos mains sur le terrain. Ils nous permettent d'assurer la maintenance et le fonctionnement du réseau marégraphique régional du Pacifique. » – Adrian Lauranceau-Moineau, Coordonnateur technique à la CPS

« On voit bien l'importance des investissements dans le renforcement des capacités locales. L'engagement du personnel national en faveur de l'entretien des stations témoigne de l'immense intérêt de ces données pour le Pacifique. » – Molly Powers-Tora, Coordinatrice COSPPac et Cheffe d'équipe pour la surveillance de l'océan à la CPS

Enseignements tirés

L'équipe technique de la CPS et les partenaires ont tiré de précieux enseignements du projet ; ils ont notamment appris qu'il était important de :

- structurer le renforcement des capacités. Un manuel de maintenance, qui a été élaboré en 2020 par les équipes techniques de la CPS et du Bureau australien de météorologie, puis a été distribué aux pays océaniques, est aujourd'hui utilisé comme ressource pédagogique pour les sessions en ligne avec les techniciens ;
- maintenir la connexion à distance, ce qui ouvre de nouvelles modalités de communication et de formation avec les techniciens locaux ;
- investir en continu dans la formation, assurée pendant les activités de mentorat et les visites dans les pays. Menées au fil des ans, ces activités ont facilité la transition vers une collaboration avec les équipes des services météorologiques nationaux, tout en renforçant encore leurs capacités.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleur de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande



Zoom sur les réalisations



Innovations dans le recueil des données démographiques en période de pandémie

Possible recours aux registres de population dans les programmes de recensement

Contexte

La pandémie de COVID-19 a modifié la façon dont la Division statistique pour le développement et les services nationaux de la statistique organisent et exécutent leurs programmes de travail. Du fait des restrictions de déplacement imposées pendant la pandémie, la Division n'a pu proposer ses ateliers de formation, séminaires et autres activités de renforcement des capacités dans leur format habituel. Dans le même temps, au vu des défis associés à la collecte de données démographiques au travers des recensements, l'attention s'est portée sur l'avenir des collectes statistiques dans les États et Territoires insulaires océaniques.

Face à la question de savoir si les pays du Pacifique ont les capacités nécessaires pour maintenir la production de données démographiques exactes et actualisées, la Division statistique pour le développement a décidé de sonder les connaissances et l'expérience de pays qui utilisent les données et registres administratifs en lieu et place des méthodes classiques de recensement²¹. Considérée comme une pratique optimale à l'échelle internationale, l'adoption de méthodes plus innovantes de recensement, telles que le recours aux registres de population, est aussi particulièrement bien venue et pertinente dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Processus de changement

En collaboration avec la Division de statistique des Nations Unies, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21) et les services nationaux de la statistique de pays qui effectuent leurs recensements à l'aide de registres ou de méthodes mixtes (Indonésie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Suède), la Division statistique pour le développement a organisé une série de webinaires afin de renforcer les capacités des pays océaniques concernant l'utilisation des registres administratifs dans les campagnes de recensement. Douze pays océaniques – Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu – ont participé aux webinaires, auxquels ont également été conviés des partenaires du Groupe mondial des registres et statistiques d'état civil, divers intervenants et conférenciers d'organisations internationales et services nationaux de la statistique, ainsi que des agents de la Division statistique pour le développement.

La Division a élaboré des documents techniques sur le principal thème des webinaires afin de transmettre des orientations détaillées aux pays océaniques ainsi qu'un cadre de référence permanent.

*Division : Division statistique pour le développement
Bailleur de fonds : budget ordinaire de la CPS*

Résultats et impact

Les programmes de renforcement des capacités ont permis aux pays océaniques de se doter d'une palette d'outils de connaissance et de meilleures pratiques afin d'améliorer dans la durée les méthodes de collecte de données démographiques. Pour les pays océaniques, les webinaires étaient également l'occasion unique de se mettre en relation avec les services statistiques de pays qui maîtrisent déjà les nouvelles méthodes. À la clôture de la série de webinaires, plusieurs pays ont sollicité l'assistance de la Division statistique pour le développement en vue de la mise en place de registres de population.

« Au cours des ateliers virtuels sur les registres et statistiques d'état civil, nous avons écouté avec intérêt Helge Brunborg nous raconter comment la Norvège avait établi son registre central de la population. Au nom de la division centrale de la statistique de Tuvalu, je tiens à faire part de l'intérêt et de l'engagement de notre pays en faveur de la mise en place d'un tel système. Comme l'a expliqué M. Brunborg, plusieurs services, ministères et organismes seront associés au projet. De plus, les données sont généralement stockées au format Excel ou txt. » – Un participant au webinaire originaire de Tuvalu

Enseignements tirés

La série de webinaires a permis de constituer un vaste ensemble de connaissances que la Division statistique pour le développement mettra à profit pour conseiller les pays océaniques sur l'éventuelle adoption de méthodes innovantes de recensement fondées sur les registres.

En période de restriction des déplacements, il est essentiel de promouvoir le recours aux plateformes électroniques (Zoom et Microsoft Teams, par exemple) pour la diffusion des connaissances et la collaboration avec les pays océaniques. Il est aussi crucial de garder à l'esprit le fait que la participation à des activités telles que les webinaires peut être limitée, en raison de problèmes de lenteur de la connexion Internet. Par conséquent, les connaissances partagées en ligne doivent être présentées et diffusées dans un format accessible à tous les pays océaniques.

La Division statistique pour le développement salue la participation et la collaboration des partenaires internationaux, qui jouent un rôle inestimable dans la promotion du renforcement des capacités dans la région. Compte tenu du décalage horaire, nombre de conférenciers participant depuis l'Europe ont dû rejoindre les réunions en dehors de leurs horaires de travail et parfois veiller jusqu tard dans la nuit pour échanger avec les pays océaniques. L'intérêt qu'ils ont ainsi témoigné et leur engagement en faveur de la collaboration ont été grandement appréciés.

21 Le recensement, au sens classique du terme, consiste à dénombrer directement la totalité de la population et à recueillir des informations sur les caractéristiques des recensés, au moyen d'un questionnaire auto-administré ou complété au cours d'entretiens (<https://www.unecce.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2018/ECESTAT20184.pdf>).



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Évaluation
et qualité de
l'enseignement



Ressources
terrestres

OBJECTIF ORGANISATIONNEL B

RENFORCER LE SAVOIR ET L'EXPERTISE TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

Introduction

Zooms sur les réalisations

Marquage des thonidés : une expédition scientifique au temps de la COVID-19

Introduction du cours d'information sur le Système de gestion des incidents en Océanie

L'avenir de la santé des végétaux

Introduction

La CPS constitue un pôle régional de compétences techniques et scientifiques spécialisées, utilisé pour renforcer ou compléter les capacités régionales et nationales existantes. L'approche retenue par la CPS pour le développement et la mutualisation des compétences permet de créer des économies d'échelle dans une région faiblement peuplée où les ressources humaines sont limitées.

En 2020, les agents de la CPS ont signé ou cosigné 42 publications scientifiques ou techniques diffusées dans des revues à comité de lecture (voir annexe 2). La CPS a continué de présenter son expertise technique et scientifique à l'occasion de conférences et de webinaires, et a également présidé et assuré le secrétariat de groupes de travail et de comités d'experts aux échelons régional et international.

En s'adaptant aux mesures rendues nécessaires par la pandémie de COVID-19, l'Organisation a renforcé sa capacité à fournir des services par le biais de plateformes virtuelles et s'est davantage appuyée sur des partenaires locaux, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles modalités de travail pour son personnel et ses parties prenantes.



Zoom sur les réalisations



Marquage des thonidés : une expédition scientifique au temps de la COVID-19

Contexte

On trouve dans la partie occidentale de l'océan Pacifique plus de la moitié des stocks de thons tropicaux de la planète. Les pêcheries thonières associées revêtent une importance cruciale pour nombre d'États et Territoires insulaires océaniques. Dans six d'entre eux, les recettes de l'État sont alimentées à hauteur de 30 à 100 % par les droits d'accès versés par les thoniers.

Le Programme pêche hauturière de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a pour mission d'émettre des avis scientifiques à l'appui de la gestion des ressources thonières et, dans sa démarche de suivi des stocks, il accorde une place centrale au marquage des thonidés. Le Programme collecte des données de marquage depuis plus de 40 ans pour améliorer les informations sur les prises et l'effort qui remontent des pêcheries thonières. Il est essentiel de prolonger, sans discontinuer, cette longue série de données d'observation sur les thons afin que les chercheurs puissent disposer d'informations à jour sur la pêche thonière, ainsi que sur la mortalité, la croissance et les déplacements des thonidés. Ces données sont analysées et intégrées à des modèles statistiques d'évaluation des stocks de poissons, qui

renseignent les gestionnaires des pêches de la région sur l'impact qu'a la pêche sur la ressource et les éclairent sur la nature des mesures de conservation à adopter.

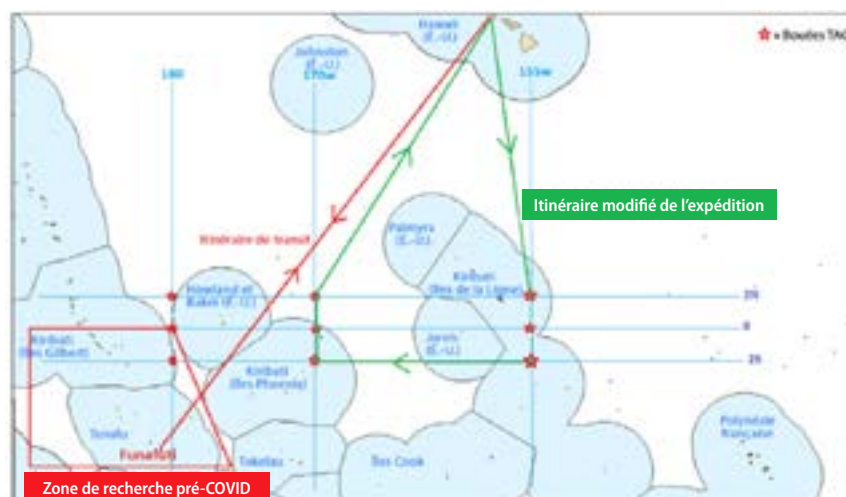
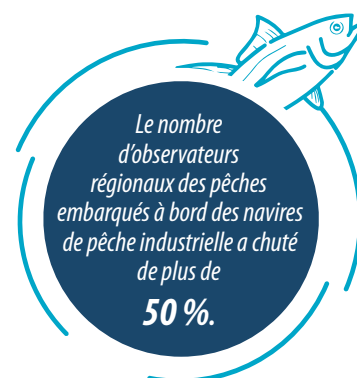
Processus de changement

Le programme de marquage s'est révélé plus important encore en 2020, car le nombre d'observateurs régionaux des pêches embarqués à bord des navires de pêche industrielle a chuté de plus de 50 % en raison des mesures de restriction des déplacements internationaux liées à la COVID-19.

Le Programme pêche hauturière avait prévu de lancer une campagne de marquage dans le Pacifique central (CP14) en 2020. Menées depuis 2008, les campagnes de ce type permettent de cibler les bancs de thons qui se forment sous les bouées océanographiques du réseau TAO, utilisées pour recueillir des données, et sous les dispositifs de concentration de poissons dérivants (DCPd) utilisés par les thoniers-sensseurs.

Face à l'impossibilité de voyager en Océanie, le Programme a décidé de revoir ses plans, renonçant à faire embarquer des chercheurs à bord du navire de recherche à Funafuti, afin d'éviter les escales hors de son port d'attache, Honolulu.

Itinéraire de la campagne de marquage des thonidés de 2020, tel que modifié après l'introduction des mesures de restriction liées à la COVID-19.



Au vu de la réduction considérable du volume de données indépendantes disponibles pour la gestion des stocks de thonidés en 2020, cette campagne de recherche constitue une source d'informations essentielle pour comprendre les toutes dernières incidences de la pêche dans la région.

Résultats et impact

Compte tenu des restrictions de voyage imposées en raison de la crise sanitaire, l'opérateur du navire affrété par le Programme a accepté de parcourir sans escale les longues distances que nécessitait l'expédition. En outre, plusieurs entreprises de pêche à la senne ont autorisé l'accès à leurs DCPd pour améliorer les chances de succès de la campagne dans la zone ciblée.

Pendant les deux semaines précédant leur départ de Hawaii, deux des consultants recrutés pour l'occasion ont dû respecter une quarantaine obligatoire, tandis que le reste de l'équipage a été placé à l'isolement par mesure de précaution.

Au cours d'un séjour en mer de 49 jours, l'équipe a obtenu l'un des meilleurs résultats de l'histoire des campagnes de

marquage, puisque 6 387 thons ont été marqués en 2020 contre 3 400 en moyenne ces dix dernières années.

La quatorzième campagne de recherche a aussi permis d'expérimenter des méthodes d'échantillonnage innovantes, destinées au prélèvement de matériel génétique utilisé pour caractériser la structure et le comportement des populations de thonidés.

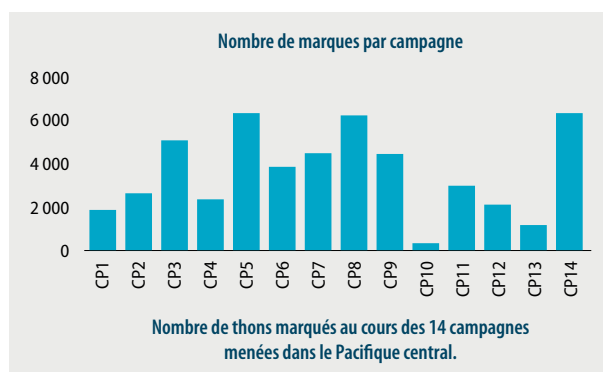
L'importante couverture médiatique a permis de braquer les projecteurs, pendant et après l'expédition, sur les recherches effectuées ainsi que sur leurs implications pour la région ; les responsables des pêches des Îles Cook et des élèves de Kiribati ont même pris part aux efforts de communication de la CPS.

Enseignements tirés

Conscient du contexte difficile dans lequel s'inscrivait la campagne, Kiribati a apporté son soutien à la CPS en facilitant l'obtention de permis de recherche dans ses eaux nationales, y compris dans l'aire marine protégée des îles Phoenix, qui était fermée à la pêche depuis 2016.

La réussite de cette quatorzième campagne s'explique surtout par la motivation et le savoir-faire des personnes qui y ont pris part, ainsi que par une coopération accrue avec le secteur de la pêche industrielle. Parmi les autres facteurs, citons notamment :

- la collaboration établie avec les pêcheurs et techniciens halieutes sous contrat, deux partenaires du secteur des pêches et une entreprise de technologies halieutiques ;
- le soutien apporté par les États membres de la WCPFC, y compris les aides financières accordées par le biais de la Commission ;
- la contribution de nombreux halieutes de toute la région.



Thon muni d'une marque enregistreuse.

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleur de fonds : Commission des pêches du Pacifique occidental et central

Regarder ici une vidéo
sur la campagne 2020
de marquage des
thonidés.





Zoom sur les réalisations



Introduction du cours d'information sur le Système de gestion des incidents en Océanie

Contexte

Le changement climatique et les risques de catastrophe sont les deux plus graves menaces qui pèsent actuellement sur la région Pacifique. Déterminée à appuyer les efforts entrepris par les pays membres pour lutter contre ces menaces, la CPS met son expérience de la préparation aux situations d'urgence et aux catastrophes au service de la PIEMA, financée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Avant le début de la pandémie de COVID-19, la CPS organisait des activités de renforcement des capacités et des ateliers au profit de milliers de participants – 4 500 personnes avaient ainsi participé à 478 activités pendant la période comprise entre juillet 2018 et juin 2019. Toutefois, les mesures de restriction instaurées en raison de la

pandémie ont dans une large mesure empêché la CPS d'animer ces séances de formation avec les membres, menées essentiellement en présentiel.

Processus de changement

Face à ces perturbations, la CPS a mis en place en juin 2020 le projet de formation et d'évaluation à distance, baptisé système de gestion de la formation, qui permet aux participants d'apprendre en ligne et à leur rythme. La CPS a mis à profit plusieurs décennies d'expérience, couplées aux récentes évaluations par compétence des besoins en formation et renforcement des capacités des pays membres, pour mettre au point la trousse en ligne du Système de gestion des incidents en Océanie (PaclMS). La trousse de formation permet de travailler sur des mises en situation construites à partir d'événements réels de la région, tels que des inondations, des cyclones et des catastrophes maritimes. Le cours, piloté par et pour le Pacifique, s'inspire d'années d'expérience, de consultation et de formation.

Le cours d'information PaclMS est disponible sur la plateforme Moodle de la CPS (Learnbook) depuis novembre 2020. Les participants de toute la région Pacifique peuvent accéder au cours pour étudier la gestion des catastrophes à leur guise et à leur rythme. Il s'agit du premier cours de la série de formations en ligne actuellement élaborées par la PIEMA et la CPS pour faire monter en compétence des spécialistes de la gestion des catastrophes.

Les cours et produits d'information sont axés sur les tâches, les produits et les activités des centres d'opérations d'urgence (COU). Y sont aussi abordés les enjeux associés à l'environnement de travail des COU, tels que l'équité de genre, l'inclusion sociale et le leadership.

Outre l'introduction aux fonctions et responsabilités clés de l'équipe d'un COU, le cours met en avant les avantages associés à l'utilisation d'un

système de gestion des incidents, ainsi que ses principes de fonctionnement. Le cours PaclMS accroît également l'interopérabilité entre les organismes d'intervention et de soutien, car il leur fournit une terminologie et des repères communs, uniformise les cadres de gestion et définit clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs.

Résultats et impact

En 2020, 225 personnes ont été formées à l'utilisation de PaclMS et la plateforme Moodle a été créée et mise en ligne en novembre. Les participants inscrits venaient de 17 pays océaniques et de 32 organismes distincts, y compris en dehors du secteur de la gestion des catastrophes. Certains étaient ainsi issus de la fonction publique et d'organisations de la société civile, ces professionnels étant souvent amenés à fournir un soutien post-catastrophe.

Le PaclMS offre une ressource didactique utile et aisément accessible aux intervenants du secteur de la gestion des catastrophes, ainsi qu'aux personnels qui appuient cette fonction cruciale en cas de catastrophe à grande échelle nécessitant la mobilisation de moyens nationaux supplémentaires.

Enseignements tirés

Les avantages de la mise en place et de la maîtrise d'un système de gestion des incidents ne se limitent pas aux organismes et individus qui œuvrent au niveau national. Lorsque le système se généralise, les personnes qui y ont recours peuvent facilement intégrer les principes sous-jacents aux cadres régionaux et internationaux où ces types de dispositifs sont appliqués depuis des dizaines d'années.

Le cours d'information PaclMS soutient la professionnalisation du secteur de la gestion des catastrophes en Océanie, améliore les perspectives d'emploi des personnels formés et ouvre la voie à une plus grande mutualisation des ressources au niveau national, régional et international.

“
Le cours d'information PaclMS est une introduction aux concepts et principes élémentaires d'un système de gestion des incidents. Il se fonde sur les meilleures pratiques internationales, expliquées à l'aide de la terminologie, de la nomenclature, d'exemples et de scénarios propres au Pacifique, et met l'accent sur l'étude de situations récentes intervenues dans la région, telles que le passage du cyclone tropical Winston aux Fidji et l'éruption volcanique survenue à Ambae, à Vanuatu.
”



Zoom sur les réalisations



L'avenir de la santé des végétaux

“

L'année 2020 a été proclamée « Année internationale de la santé des végétaux » par l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est dans ce contexte que la CPS, engagée en faveur de la pérennisation des moyens d'existence et du renforcement de la sécurité alimentaire pour tous, a mis en place son laboratoire de santé des végétaux.

”

Contexte

Le nouveau laboratoire de santé des végétaux de la CPS, établi au campus de Narere à Suva (Fidji), est à présent équipé pour mettre à profit les technologies et recherches avancées au service de l'agriculture du Pacifique. Le laboratoire régional est accrédité niveau 3 et réunit des experts de multiples disciplines – entomologie, lutte intégrée contre les nuisibles, phytopathologie, malherbologie et nématologie – qui proposeront aux pays membres un appui technique et des actions de renforcement des capacités dans les domaines de la biosécurité et de la surveillance des nuisibles et des maladies.

Les espèces envahissantes constituent une grave menace pour l'économie mondiale et l'environnement de la planète et, chaque année, des milliards de dollars sont dépensés pour en venir à bout. Tandis que l'agriculture océanienne est de plus en plus menacée par les espèces et maladies exogènes introduites, le laboratoire tâchera de fournir le soutien technique et les solutions biologiques requis pour combattre les foyers qui apparaissent.



Inauguration du laboratoire en octobre 2020 par le Haut-commissaire de l'Australie et la Directrice générale adjointe de la CPS, Audrey Aumua, à Suva.

Processus de changement

L'équipe scientifique de la CPS spécialisée dans la santé des végétaux travaille en partenariat avec le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), l'Université du Queensland et les ministères de l'Agriculture des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa et des Tonga. Dans les cliniques des plantes installées dans ces pays, les experts de la CPS ont pu procéder au diagnostic biologique d'échantillons végétaux afin de renseigner les agriculteurs sur le bon usage des pesticides et les méthodes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

L'équipe santé des végétaux étend également son action en dehors des locaux du laboratoire et a récemment collaboré avec le ministère fidjien de l'Agriculture afin de prêter appui aux agriculteurs de Sigatoka, principale zone de production maraîchère des Fidji.



Nitesh Nand, Technicien en santé des végétaux.

Résultats et impact



Échange entre l'équipe santé des végétaux de la CPS et les agriculteurs de Sigatoka sur l'utilisation des pesticides.



Ranjit Singh, agriculteur de Nabitu.

« Nos agriculteurs ont habituellement recours à des pesticides pour combattre les nuisibles. Les maladies des aubergines ont plongé les exploitants dans une situation de grave précarité. Pour leur venir en aide, l'équipe du ministère fidjien de l'Agriculture et la CPS les ont conseillés sur les solutions à adopter. » – Ranjit Singh, Nabitu, Sigatoka.



Ulamila Marama, agricultrice de Nabitu.

« Nous avons suivi des formations, où des spécialistes de la santé des végétaux nous ont conseillés sur les produits phytosanitaires à utiliser, les insectes à éliminer et ceux à préserver. Nous savons aujourd'hui que nous n'allons tuer que les mauvais insectes. » – Ulamila Marama, Nabitu, Sigatoka.

L'équipe santé des végétaux a aussi organisé des formations en ligne, axées sur une large gamme de méthodes de lutte intégrée contre les nuisibles. Elle a par exemple formé des phytopathologistes de Papouasie-Nouvelle-Guinée à la réalisation d'essais de résistance aux insecticides. D'autres essais seront menés aux Fidji, au Samoa et aux Tonga.

En 2020, les travaux de l'équipe santé des végétaux ont également abouti à la conduite d'essais et à la mise en place de protocoles de production en masse du champignon entomopathogène *Metarhizium*, utilisé pour lutter contre le rhinocéros du cocotier. Cette initiative permettra d'intensifier les efforts de lutte contre ce nuisible.

Enseignements tirés

Dans la plupart des pays océaniques, les nuisibles et les maladies des végétaux sont une source de préoccupation majeure pour le secteur agricole. Le laboratoire, qui s'est imposé comme une précieuse ressource, peut apporter des solutions, grâce à ses travaux de recherche, à ses actions de renforcement des capacités et à la diffusion de nouvelles méthodes de lutte contre les ennemis des cultures.

En combinant l'information, la communication et la technologie, l'équipe santé des végétaux est en mesure de faire connaître les méthodes et les résultats de ses recherches dans des pays qui ne disposent pour l'heure d'aucun projet ou moyen spécifique dans ce domaine.



Formation à distance sur les essais de résistance proposée aux pays membres depuis les installations du laboratoire.

Division : Division ressources terrestres

Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie et Centre australien pour la recherche agricole internationale



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Évaluation
et qualité de
l'enseignement



Droits de la
personne dans
la région



Développement
social

OBJECTIF ORGANISATIONNEL C

RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT
DES MEMBRES AU MOYEN D'APPROCHES
PLURIDISCIPLINAIRES

Introduction

Zooms sur les réalisations

Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique – Yavirau

La résilience culturelle joue un rôle essentiel dans la lutte contre la COVID-19

Initiative « 300 Coconut Bag Project »

Les systèmes alimentaires du Pacifique en 2020

Introduction

La CPS progresse sur la voie de la mise en œuvre d'une approche centrée sur l'humain dans l'ensemble de l'Organisation et de l'intégration des questions sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne) et environnementales dans son cycle de programmation.

Sa Politique de responsabilité sociale et environnementale s'inscrit dans la lignée de son engagement en faveur de la mise en place de garanties sur le plan social et de sa volonté de placer les personnes et l'environnement au cœur de ses activités. Dans le but de renforcer la mise en œuvre de cette politique, les divisions peuvent faire appel au service d'assistance RSE, notamment pour l'examen des plans d'activité, des notes conceptuelles, des descriptifs de projets, des politiques et des initiatives de renforcement des capacités. Géré par la Division droits de la personne et développement social et le Programme durabilité environnementale et changement climatique, ce service d'assistance a, en 2020, apporté son soutien à des projets mis en œuvre par la Division ressources terrestres, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division géosciences, énergie et services maritimes et la Division santé publique.



Zoom sur les réalisations



Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique – *Yavirau*

Contexte

Instrument de politique générale, le Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF) vise à améliorer, dans le respect du principe d'équité, la qualité de l'enseignement scolaire et des acquis des élèves dans l'ensemble du Pacifique. La mise en œuvre d'un programme d'une durée de 12 ans permettra d'élargir et de renforcer le soutien que les systèmes scolaires des pays membres reçoivent des organisations œuvrant au sein du secteur de l'éducation dans la région.

Le programme PacREF a vocation à mettre en application le Cadre du même nom, par le biais d'un ensemble d'activités axées sur la conception, la mise à l'essai, la contextualisation et l'intégration de biens, services et normes régionaux qui soient en accord avec la demande. Il doit aussi aider les systèmes éducatifs nationaux à accroître durablement la qualité de leur offre de services et à améliorer les acquis d'apprentissage dans toute la région.

Processus de changement

S'inspirant du *yavirau*, méthode de pêche traditionnelle fidjienne, l'équipe du PacREF a récemment déposé une demande de financement auprès du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Cette demande unique en son genre démontre que la région est capable de parler d'une seule et même voix. Parmi les quinze pays qui participent au PacREF, seuls six remplissent les critères requis pour bénéficier du GPE. Attachés au principe du régionalisme, les six pays sont convenus de mettre en commun leur allocation maximale par pays pour financer la première phase du programme PacREF, dont bénéficient les neuf autres pays. Ainsi, des ressources supplémentaires ont pu être mobilisées au profit de toute la région, en vue de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des résultats des élèves.

Pour élaborer la demande, il a fallu engager de vastes consultations et mettre en jeu des principes similaires à ceux que l'on retrouve dans le *yavirau*, tels que l'engagement des



Yavirau dans le village de Vadravadra, à Gau (Fidji). Photo: Serupepeli Lesikinayau

partenaires, la collaboration, l'ouverture et la reconnaissance des atouts de chacun. Compte tenu des restrictions liées à la COVID-19, la CPS a travaillé aux côtés de l'Unité de facilitation du PacREF, à l'USP, pour coordonner et diriger 16 ateliers de consultation virtuels avant la formulation de la demande définitive à envoyer au GPE.

Attentifs à la promotion continue du régionalisme, les organismes d'exécution²² ont également accepté de renforcer la structure de gouvernance régionale du PacREF. Cette structure englobe notamment le *fono* (espace de réunion) des organismes concernés, conformément au cadre Wansolwara, qui associe au niveau régional et national les ministères de l'Éducation et les parties prenantes nationales du secteur de l'éducation.

Résultats et impact

Avec le PacREF, les pays insulaires océaniques s'engagent à renforcer le régionalisme et à mettre en place des actions concertées pour venir, ensemble, à bout des défis communs et surmonter ainsi les difficultés qui se posent à chacun. Une théorie du changement a été formulée avec l'aval des six pays admis à bénéficier du GPE et après approbation du comité de pilotage du PacREF. La théorie retenue, qui englobe des plans de travail détaillés, des budgets, un ensemble clair d'indicateurs, un registre des risques et un plan de gestion des parties prenantes, a été présentée dans le dossier soumis au GPE en octobre 2020. La demande, d'un montant de 15 millions de dollars des États-Unis, a

été officiellement approuvée et la mise en œuvre pourra débuter dès mai 2021. Cette enveloppe permettra de lancer l'exécution des activités prévues au titre du Cadre pour renforcer la qualité de l'éducation dans le Pacifique, améliorer les acquis des apprenants et engendrer des diplômés hautement qualifiés capables de contribuer à la vie socioéconomique de leur communauté.

Enseignements tirés

La réflexion engagée a montré que la CPS devait explorer de nouveaux moyens de mettre à profit les occasions existantes pour accroître la portée des actions menées dans les pays du Pacifique. Dans cet exemple, six pays ont plaidé la cause de la région afin de permettre aux pays ne répondant pas aux critères standard du GPE de bénéficier d'une démarche régionale.

Le recours à l'approche *yavirau*, couplée à la feuille de route *rebbilib* utilisée pour la Rencontre océanienne des spécialistes en suivi-évaluation et amélioration continue (SE-AC) lancée cette année, montre qu'il est possible d'explorer des méthodes traditionnelles et de réfléchir à l'inclusion des enseignements et principes qui en découlent au sein d'une boîte à outils, qui regrouperait les méthodes océaniques susceptibles d'être fixées et partagées au service du développement de la région. Lors de la mise en œuvre des activités, les Océaniques pourront peut-être plus aisément s'identifier à ce type d'approches.

Division : Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

22 Australia Pacific Training Coalition, CPS (par le biais de l'EQAP), UNESCO, UNICEF et USP, par l'intermédiaire de la Faculté et de l'Institut des sciences de l'éducation ainsi que du programme de formation technique et continue.



Zoom sur les réalisations



La résilience culturelle joue un rôle essentiel dans la lutte contre la COVID-19

Contexte

La pertinence de la résilience culturelle pour faire face à la pandémie de COVID-19 dans le Pacifique ne fait aucun doute. Si les débats engagés dans la région visent à déterminer les meilleurs moyens de lutter contre cette pandémie, la CPS et le groupe de travail sur la Stratégie culturelle régionale océanienne (sous-comité du Conseil des arts et de la culture du Pacifique) s'assurent que les problématiques soulevées par les mesures de relance mises en œuvre à l'échelon national dans le cadre de la crise sanitaire appuient l'élaboration de cette stratégie cruciale.

“ Le groupe de travail a joué un rôle essentiel en assurant un examen par les pairs de la seconde édition du guide *Les usages culturels en Océanie*, publiée par la CPS en 2020. Ce guide présente la diversité des pratiques et savoirs culturels des États et Territoires membres de la CPS. Il s'inscrit dans le droit fil de l'engagement de la CPS en faveur de la mutualisation des idées et des expériences en Océanie, et constitue un outil pédagogique permettant d'accroître l'efficacité de sa prestation de services au bénéfice de l'ensemble des communautés océaniques. ”

Division : Département développement social
Bailleur de fonds : budget ordinaire de la CPS

Processus de changement

Le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie a été soumis à des adaptations, comme un allongement des délais et la mise en place de débats et d'enquêtes à l'échelon national, l'intégration des nouveaux résultats, et la mise en cohérence avec d'autres plans et politiques nationaux et régionaux.

Le Conseil des arts et de la culture du Pacifique soutient activement l'élaboration de cette stratégie, qui est fortement axée sur les modes de savoir et les savoir-être océaniques, et sur les valeurs culturelles du Pacifique. Le processus d'élaboration a permis de resserrer les liens entre la Stratégie culturelle régionale océanienne et le Festival des arts et de la culture du Pacifique, d'où la décision de faire le point sur le Festival en 2021. Ce point permettra aux ministres de la Culture de revoir les objectifs et les effets escomptés du Festival, mais également d'envisager un renforcement de son organisation par le Conseil et la CPS.

Résultats et impact

L'engagement et le dialogue avec les pays membres et les partenaires ont permis au groupe de travail de déterminer les mécanismes par lesquels les pratiques culturelles atténuent les effets de la pandémie. On peut notamment citer les jardins potagers cultivés à des fins de production alimentaire, la pêche de subsistance, les médecines traditionnelles et l'utilisation des arts comme mécanisme de lutte contre le stress ou d'échange contre des biens et des services. Le retour au « slow food » aide les familles et les communautés à préserver, protéger et promouvoir les cultures et traditions alimentaires locales. On assiste également à une résurgence des systèmes de troc traditionnels, cette pratique ancestrale des îles du Pacifique à laquelle redonnent vie les plateformes numériques telles que les réseaux sociaux, qui facilitent l'accès, les contacts, la mise en relation et les échanges.

Tout en reconnaissant que la résilience culturelle joue un rôle essentiel dans la réponse à la pandémie, le groupe de travail a également pris note des répercussions graves et potentiellement durables de la COVID-19 sur les secteurs culturels et créatifs, en tant que sources de revenus. Ces répercussions sont les suivantes : perte de revenus, peu ou pas de débouchés pour les nouveaux entrants, crédits budgétaires limités de la part des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds, et inégalités d'accès aux technologies numériques. Les processus de collecte de données, de dialogue et de co-conception continuent d'étayer l'élaboration du cadre général de la Stratégie culturelle régionale océanienne.

Enseignements tirés

Le processus d'élaboration de la Stratégie culturelle régionale océanienne permet de rendre compte de notre compréhension du rôle de la culture dans la résilience, et d'améliorer celle-ci. Les éléments qui en découlent contribuent également à l'élaboration du Plan stratégique 2021+ de la Communauté du Pacifique et de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050.

À mesure que la CPS et ses partenaires ont adapté leurs méthodes de travail en réponse à l'évolution de la pandémie de COVID-19, d'autres problématiques sont apparues ; par exemple, la mise en place de plateformes en ligne offre des possibilités d'exploitation des savoirs autochtones et traditionnels.

Les conseils figurant dans le guide *Les usages culturels en Océanie* sont essentiels pour renforcer l'engagement de la CPS auprès de ses membres, tant dans les pays que virtuellement, et pour améliorer la pertinence de ses travaux. Des efforts considérables doivent être déployés pour améliorer l'intégration de notre compréhension des contextes culturels de nos membres dans nos approches, et déterminer les indicateurs nécessaires pour guider notre suivi et nos rapports sur la sensibilité culturelle de nos activités.



Zoom sur les réalisations

Initiative « 300 Coconut Bag Project »

Contexte

Pensé dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le « 300 Coconut Bag Project » – confection de sacs « 300 cocos » – vise à permettre aux personnes ayant perdu leur source de revenus de reprendre une activité économique. Reposant sur la production et la vente de sacs cabas solides fabriqués à partir de déchets en plastique, ce projet associe des personnes vulnérables, notamment des jeunes et des personnes en situation de handicap, ainsi que des artisans confirmés.

La COVID-19 a eu des conséquences économiques considérables à Vanuatu. Selon une étude sur les conséquences du cyclone Harold et de la pandémie, menée conjointement par le Département du tourisme et l'Office du tourisme de Vanuatu, on a enregistré une chute de 70 % des emplois à plein temps dans les entreprises touristiques au cours des six premières semaines qui ont suivi la fermeture des frontières²³. La perte de revenus et les effets plus larges de la pandémie ont touché de manière disproportionnée les personnes qui étaient déjà marginalisées et vulnérables.

Bien que Vanuatu ait interdit les plastiques à usage unique en 2018, d'énormes quantités d'emballages en plastique, tels que les sacs de riz et les paquets de biscuits, sont encore utilisés chaque jour, polluant l'environnement naturel, notamment l'océan. L'initiative « 300 Coconut Bag Project » offre un moyen de réduire le volume de déchets plastiques présents dans les décharges de Port-Vila, l'objectif étant de laver et de réutiliser les matières plastiques pour créer des produits durables. L'équipe du projet a pour ambition d'œuvrer avec les populations les plus vulnérables de Port-Vila, dans la droite ligne du « pilier social » du Plan de développement national durable de Vanuatu (ce pilier prévoit notamment l'avènement d'une société inclusive qui respecte la dignité humaine et les droits de tous les Ni-Vanuatu, y compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les groupes vulnérables.)

La CPS a travaillé en partenariat avec le bureau de l'océan, au sein du ministère des Affaires étrangères, la Vanuatu Society for People with Disability (VSPD) et l'équipe handicap du ministère de la Justice pour exécuter le projet, avec le concours financier du Canada.

Processus de changement

Des artisans couturiers et vanniers ont été recrutés au sein de la VSPD et des associations d'artisans à Centre Point et à Seafont. La prise de contact avec les jeunes s'est faite par le biais des groupes de jeunes de Port-Vila. Le modèle de cabas « 300 Coconut » a été conçu de concert avec les participants. L'extérieur est joliment tressé en pandanus par les *mamas*, comme on appelle familièrement les femmes qui vendent leur artisanat sur les marchés de Vanuatu, tandis que l'intérieur est tapissé d'une couche recyclée de déchets plastiques collectés par des jeunes sans emploi à Port-Vila,

Division : Bureau régional pour la Mélanésie
Bailleur de fonds : Fonds canadien



le tout étant assemblé et cousu à l'aide de chutes de calicot récupérées auprès des *mamas* et du projet Mamma's Laef. Les cabas sont suffisamment solides pour transporter six grosses noix de coco par semaine pendant une année, d'où l'appellation « 300 Coconut Bag ».

Résultats et impact

L'équipe du projet travaille avec plus de cent artisans couturiers et vanniers de la VSPD et des associations d'artisanat, dont les ventes ont chuté avec la pandémie. Pour la couture, les personnes sont payées 500 vatus par sac assemblé, et 2 000 vatus sont versés par natte de pandanus tressé. Trente jeunes collectent, nettoient et reconditionnent les déchets plastiques pour les vendre à l'équipe du projet. Ils perçoivent 1 000 vatus pour chaque sac de coprah rempli de plastique.

L'objectif du projet est de fournir 10 000 cabas recyclés par mois à la grande chaîne de supermarchés et aux marchés municipaux de Port-Vila. Ainsi, 130 personnes qui étaient au chômage prennent à présent part au projet et gagnent jusqu'à 10 000 vatus par semaine.

Vanuatu ne dispose d'aucun système de recyclage des déchets ménagers. Les cabas montrent donc à chacun qu'il est possible de conserver des matières et de les réutiliser pour préserver l'environnement et protéger l'océan.

Enseignements tirés

La principale difficulté rencontrée a été le retard de six mois accusé dans la réception du financement extérieur. Cela a montré qu'il fallait anticiper en prévoyant un préfinancement dès la signature de l'accord de subvention, les fonds de la CPS étant remboursés une fois que l'aide octroyée par le bailleur est disponible.

Trouver des personnes en situation de handicap et sans emploi qui savaient coudre et tisser n'a pas été chose aisée. Nombre de ces personnes ne fréquentent pas la VSPD et il n'existe aucune base de données nationale sur les personnes en situation de handicap.

Travailler avec les groupes d'artisanat établis s'est par ailleurs révélé difficile, car nombre des membres affiliés étaient occupés, malgré la fermeture des frontières et l'absence de touristes, et n'ont pas été en mesure de concevoir le prototype de cabas ni d'assurer une production constante. Pour y remédier, l'équipe du projet a fait appel à un animateur de proximité pour former des personnes en situation de handicap et des *mamas* sans emploi et non affiliées à une association, qui avaient urgemment besoin d'un revenu.

Parfois, pour travailler à l'échelon communautaire, il faut savoir aller au-delà des groupes établis pour trouver, une à une, les personnes les plus vulnérables en faisant appel aux réseaux locaux.

Des enseignements ont également été dégagés concernant la création de débouchés pour les cabas et l'équilibre entre l'offre et la demande.

23 Département du tourisme et Office du tourisme de Vanuatu. 2020. *Survey results: National Tourism Business Impacts Survey – TC Harold and COVID-19 pandemic*. Département du tourisme et Office du tourisme de Vanuatu, Port-Vila (Vanuatu). (https://images.impartmedia.com/vanuatu.travel/documents/National_Tourism_Business_Impacts_Survey_TCHarold_Covid-19.pdf)



Zoom sur les réalisations

Les systèmes alimentaires du Pacifique en 2020

Contexte

La région océanienne apporte une contribution unique au système alimentaire planétaire : plus de la moitié des thons consommés dans le monde sont pêchés dans le Pacifique occidental et central, qui abrite en outre une riche diversité de tubercules et d'essences d'arbres. Le principe de réciprocité de la production et de la consommation alimentaires est profondément ancré dans les valeurs culturelles du Pacifique.

Toutefois, l'évolution du système alimentaire océanien n'a pas une incidence positive sur la santé et les moyens d'existence des populations. La grande dépendance à l'égard d'aliments importés pauvres en nutriments et à forte densité énergétique (riz, farine, viande en conserve, sucre) contribue au fardeau des MNT dans la région. Les effets des catastrophes et du changement climatique modifient aussi profondément les modes d'approvisionnement, de production et de consommation des aliments. En outre, la crise de la COVID-19 a considérablement perturbé l'offre alimentaire et son accessibilité économique.

Partenaire clé, la CPS appuie les efforts déployés par les pays membres pour venir à bout de ces difficultés, en combinant l'action de ses neuf divisions pour contribuer à améliorer les systèmes alimentaires. Par exemple :

- Le CePaCT conserve la collection mondiale de taros et la collection d'ignames du Pacifique sous forme de cultures tissulaires, et abrite aussi de nombreuses autres collections de plantes cultivées et d'arbres.
- La CPS est chargée de la réalisation d'études pointues sur les pêcheries côtières et hauturières, notamment de travaux scientifiques propres à éclairer la prise de décision sur la gestion des stocks de thonidés dans le Pacifique occidental et central.
- Une équipe dévouée s'emploie à réduire les taux des MNT dans la région Pacifique.
- La CPS met à disposition des moyens scientifiques et statistiques pour faciliter la compréhension des dynamiques et des résultats des systèmes alimentaires, y compris des travaux critiques permettant de mesurer et de suivre les revenus et les dépenses des ménages, les échanges commerciaux et la mise en œuvre des ODD.

Processus de changement

En 2020, la CPS a rassemblé ces moyens au sein d'un programme intégré intitulé Systèmes alimentaires pour la santé, la nutrition et le développement résilient. Le programme a vocation à répondre au mieux aux besoins des membres, en facilitant l'application d'une approche pluridisciplinaire face aux défis et aux possibilités d'action que présentent les systèmes alimentaires.

En raison des mesures de restriction des voyages liées à la COVID-19, l'équipe a dû adapter sa façon de travailler : elle a opté pour des ateliers en ligne afin de collaborer largement

avec les pays océaniens et des experts de différentes disciplines, tout en veillant à ce qu'ils puissent contribuer à la conception du programme. L'équipe de conception a rassemblé des experts de toute l'Organisation afin de définir une théorie du changement pour le programme. Près de 100 agents de la CPS ont pris part au processus de conception du programme, qui a été étayé par la formulation d'une vision et une réflexion systémique.

Résultats et impact

Les ateliers ont permis de concevoir le nouveau programme et d'élaborer une vision commune qui s'articule comme suit : *Les systèmes alimentaires du Pacifique nourrissent des communautés en bonne santé, sont résilients et capables d'adaptation et reposent sur des données factuelles et sur la diversité culturelle.* Ils ont aussi permis de :

- cerner les cinq effets auxquels l'action de la CPS pourrait contribuer et les cinq modalités de travail retenues par l'Organisation pour prêter assistance à ses pays membres ;
- développer une conception commune des questions touchant aux systèmes alimentaires à l'échelle de la CPS et nouer des relations qui sous-tendent l'intégration des modalités de travail. Par exemple, la Division géosciences, énergie et services maritimes et la Division ressources terrestres ont entamé de nouvelles collaborations autour des liens entre l'alimentation et la sécurité hydrique.

Grâce à ce travail concerté, la CPS est mieux placée pour aider les pays membres à s'adapter aux chocs actuels et futurs et à bâtir des systèmes alimentaires résilients. Enfin, ce travail favorisera la mise en place d'interventions contextualisées pour améliorer la durabilité et les résultats en santé.

Enseignements tirés

Les membres ont accepté de faire des systèmes alimentaires un domaine clé du Plan de transition de la Communauté du Pacifique pour 2021.

Le processus d'échanges en ligne, entrepris au début de la période de confinement, a éclairé la conception des autres activités.

Le processus a montré que la CPS était une organisation unique, dans la mesure où son action couvre nombre des dimensions qui caractérisent les systèmes alimentaires – eau, agriculture, pêche, santé publique, commerce et statistique – et étant donné qu'elle a la capacité d'aider les pays membres et les partenaires à piloter les systèmes alimentaires au niveau national, régional et international.

En 2021, la CPS développera plus avant le programme et les actions pertinentes à mener avec les membres ; elle démontrera notamment les contributions de la région Pacifique au système alimentaire mondial et les défis associés.

Division : collaboration inter-divisions

Bailleur de fonds : budget ordinaire de la CPS



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



Ressources
terrestres



Santé
publique



Droits
de la personne
et développement
social



Organisation

OBJECTIF ORGANISATIONNEL D

RENFORCER LA PLANIFICATION, LA HIÉRARCHISATION DES
PRIORITÉS, L'ÉVALUATION, L'AMÉLIORATION CONTINUE ET
L'INNOVATION

Introduction

Zooms sur les réalisations

Base de données PDH.stat et visualisation interactive

Plan stratégique de transition de la CPS pour 2021 : de la réponse au relèvement

**Développement de la collecte de données sur les pêches côtières grâce à l'arrivée de
nouvelles applications Web et mobiles**

Introduction

L'efficacité de l'action que mène l'Organisation aux côtés de ses membres dépend de la mise en place de processus adaptés de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation et d'amélioration continue. Cela a été particulièrement vrai en 2020, lorsque notre capacité à faire face aux enjeux de la crise de la COVID-19 a reposé sur ces processus.

La CPS a analysé les données, a redéfini ses priorités en ce qui concerne les activités, programmes et budgets, et a créé et adopté, dans des délais très courts, de nouvelles plateformes en ligne sur lesquelles elle a pu poursuivre ses activités de renforcement des capacités et organiser ses réunions. Ces ajustements, alliés à des innovations en matière d'élaboration et d'utilisation de nouveaux outils pour permettre l'organisation de réunions en ligne actives et collaboratives, ont joué un rôle déterminant dans sa capacité à assurer la continuité des services dans la région. Par ailleurs, la CPS a pu répondre à des demandes d'assistance urgentes, tout en maintenant l'essentiel des services et du soutien existants.

Les divisions de la CPS continuent d'investir dans la planification et dans le suivi-évaluation et l'amélioration continue (SE-AC). L'Organisation a publié neuf activités d'évaluation en 2020 (voir la liste à l'annexe 3).

Viabilité financière

Les efforts déployés ces dernières années en vue d'assurer une gestion durable des finances de la CPS et d'augmenter le niveau des réserves ont culminé en 2020. La solide position financière dans laquelle se trouvait l'Organisation nous a permis, en dépit de la crise liée à la pandémie de COVID-19, de poursuivre les opérations dans un climat de confiance, en procédant néanmoins à des ajustements appropriés. La révision à mi-année du budget et le suivi étroit des dépenses et du taux d'exécution des projets ont permis, malgré la crise, de tabler sur un budget à l'équilibre pour 2020. La CPS a en outre atteint son objectif en matière de réserves liquides disponibles.

En 2020, le budget rectificatif de la CPS s'est établi à 77 millions d'euros, les dépenses réelles totalisant 62,8 millions d'euros. Le taux d'exécution des programmes et

projets s'est élevé à 81 %, soit des dépenses de 49,4 millions d'euros pour un budget de 61 millions d'euros, du fait de l'impact de la crise sanitaire. Les dépenses ordinaires nettes ont diminué de 2,6 millions d'euros, passant de 16 millions d'euros selon le budget rectificatif pour l'exercice 2020 à 13,4 millions d'euros en raison d'une baisse des dépenses (au titre des traitements et des déplacements principalement). Les efforts déployés ont entraîné une hausse des réserves opérationnelles et contribué à la viabilité financière de la CPS pendant la pandémie.

La vérification externe des comptes au titre de l'exercice 2020 est en voie d'achèvement. Une approbation sans réserve est attendue, ce qui met en évidence la solidité des politiques et procédures visant à garantir la viabilité financière de la CPS.

Dispositif d'intervention COVID-19 de la CPS

Le Dispositif d'intervention interne COVID-19 de la CPS est un outil d'aide à la décision qui prévoit différents niveaux de vigilance et d'action en fonction de l'impact de la pandémie dans les pays hôtes de l'Organisation, depuis la préparation jusqu'à des interventions ciblées, y compris le recours à des mesures de confinement et l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI). Il définit également des fonctions essentielles et prévoit diverses

mesures dans tous les domaines concernés : gestion des incidents, mesures d'hygiène, communications, stratégies de confinement, finances, ressources humaines, déplacements, aspects psychosociaux et autres impacts. Le Dispositif a permis à la CPS de faire face à l'aggravation de la crise de manière planifiée et graduée, et a très largement contribué à maintenir la confiance parmi les agents et les parties prenantes de l'Organisation. La CPS a d'ailleurs communiqué ce document aux autres organisations membres du CORP afin de les aider dans leurs efforts de planification.

En plus de soutenir les efforts régionaux en matière de surveillance et de réponse, la Division santé publique avait rédigé, au 22 décembre 2020, 60 communiqués sur la pandémie de COVID-19 à l'intention du personnel, en anglais et en français, dont des points de situation, des conseils sanitaires et des informations sur les restrictions de déplacement.

Pendant la période de mars à avril, des mesures de confinement ont été prises sur l'ensemble des sites de la CPS à mesure que les pays hôtes mettaient en place des restrictions visant à enrayer la propagation de la COVID-19 dans la région. La CPS a réussi à instaurer des modalités de travail à domicile dans des délais très courts et a mobilisé les moyens informatiques et les capacités de réseau nécessaires pour appuyer les agents travaillant à distance.





Zoom sur les réalisations



Base de données PDH.stat et visualisation interactive



Page d'accueil de PDH.stat.



Roue de progression du tableau de bord des ODD.

Contexte

Les statistiques officielles aident les décideurs à élaborer des politiques éclairées, qui peuvent influencer sur un grand nombre de personnes. Au niveau régional, des organisations telles que la CPS facilitent la diffusion des statistiques par le biais de bases de données en ligne, de tableaux de bord interactifs et de rapports régionaux.

La Division statistique pour le développement a récemment créé un outil interactif de pointe, baptisé **PDH.stat**. Cette base de données d'indicateurs, hébergée sur la Plateforme de données océaniques, met à profit les succès engrangés lors de la mise en place de la base de données des indicateurs minima du développement national (IMDN), aujourd'hui obsolète, et propose un **large éventail d'indicateurs de développement pour le Pacifique**, dont les ODD. En 2017, un projet « orienté vers les utilisateurs » a montré qu'il était temps de renouveler et d'améliorer la base de données des IMDN. Il fallait cependant rechercher une solution nouvelle, pour tenir compte de la volonté de moderniser la production de statistiques officielles observée au sein de la Division et à travers la région.

Processus de changement

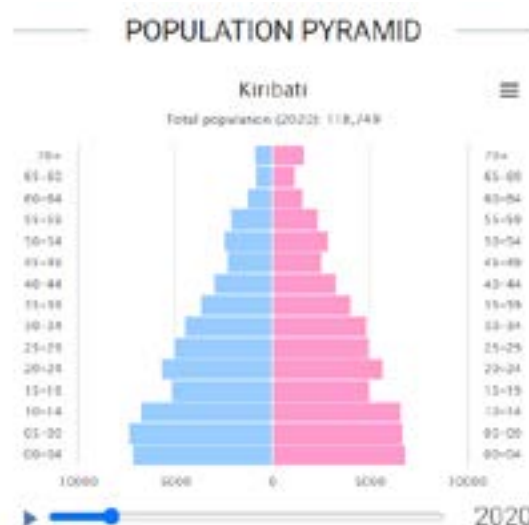
Deux années durant, la Division a testé un éventail de plateformes et de technologies, avant de trouver un produit adapté. PDH.stat est supporté par la solution technologique .Stat Suite, initialement mise au point pour la base de données de l'OCDE. Elle est aujourd'hui administrée par la Communauté de collaboration de l'OCDE sur les systèmes d'information statistique (SIS-CC). La SIS-CC comprend 15 membres, dont des organisations internationales et des services nationaux de la statistique, et a vocation à améliorer l'accès aux statistiques officielles. Plusieurs partenaires clés de la Division, tels que ABS, Stats NZ, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNICEF, en font partie. Il était donc logique pour la Division de s'engager dans ce sens.

Une version « allégée » de PDH.stat a été établie en 2019 et, début 2020, la CPS a recruté un Conseiller en statistiques (systèmes de données) pour assurer la gestion de l'outil. La base de données s'est considérablement étoffée et comprend désormais 868 indicateurs et près de 470 000 observations pour 48 jeux de données.

Résultats et impact

Grâce à PDH.stat, la Division statistique pour le développement a pu moderniser et améliorer le traitement et la diffusion des données. La Division gère désormais son **site Web** selon une approche totalement orientée données, ainsi que le tableau de bord des ODD, hébergé sur la Plateforme de données océaniques. Ces deux sites extraient leurs données de PDH.stat et les présentent par le biais d'outils de visualisation interactive, par exemple les **pyramides des âges**.

Un complément (plug-in) est en cours d'élaboration pour WordPress, principal système de gestion de contenu utilisé par les services nationaux de la statistique, qui pourront inclure dans leurs sites Web les données nationales stockées dans PDH.stat. Cela permettra aux services nationaux de la statistique d'améliorer la diffusion des données sur leurs sites Web nationaux et devrait faciliter l'accès aux statistiques officielles requises pour la prise de décision.



Pyramide des âges représentant la population totale de Kiribati en 2020, ventilée par âge et par sexe.

Enseignements tirés

- L'intégration de formats non normalisés de collecte/partage de données, tels que les PDF, coûte beaucoup plus cher que le recours à des tableurs Excel propres et bien structurés.
- Grâce à son étroite collaboration avec des partenaires tels qu'ABS, Stats NZ et l'OCDE, qui utilisent des systèmes plus sophistiqués et matures, la Division statistique pour le développement a pu faire l'économie de certaines étapes du processus de

développement et mettre à profit les enseignements tirés par ces organisations.

- La Plateforme de données océaniques accroît sensiblement la visibilité de la base de données PDH.stat.
- Le suivi rapproché des statistiques d'utilisation et des retours d'information permet à la Division d'introduire rapidement des adaptations et des modifications pour répondre aux demandes des utilisateurs.

Division : Division statistique pour le développement

Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande



Zoom sur les réalisations



Plan stratégique de transition de la CPS pour 2021 : de la réponse au relèvement

Contexte

À l'approche de l'échéance de son Plan stratégique 2016–2020, la CPS a mis le cap sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie ambitieuse. L'Organisation s'est attelée en 2019 à constituer une solide base factuelle destinée à éclairer la stratégie et devait lancer la phase concrète de consultation avec les membres, les partenaires du développement et les autres parties prenantes clés en 2020. En début d'année, toutefois, les répercussions de la pandémie de COVID-19, notamment sur le plan sanitaire, économique et social, ont contraint les membres de la CPS à recentrer leur attention et leurs priorités et ont bousculé le processus de dialogue prévu en 2020 par l'Organisation pour formuler un plan stratégique inclusif s'inscrivant dans la durée.

Processus de changement

Suivant les orientations émises par les membres en mai 2020 lors d'une session virtuelle du sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique, la CPS a rapidement ajusté les modalités d'élaboration de sa stratégie décennale pour y intégrer un plan de transition de 12 mois axé sur le relèvement et la résilience, le but étant d'agir et non plus de réagir aux catastrophes. Le plan vient appuyer une sortie progressive de la situation de pandémie, tout en permettant de gérer les incertitudes et d'allouer à bon escient les aides et les ressources dans le cadre des efforts de relèvement.

Les priorités des membres sont au cœur du Plan de transition. La CPS a recueilli des données sur les incidences de la pandémie de COVID-19 et les besoins y afférents en menant des discussions sur la programmation par pays et en faisant réaliser une métasynthèse de plus de 300 évaluations et rapports relatifs à la COVID-19. Le processus habituel de réflexion et de présentation des résultats à mi-année a permis de recueillir d'autres données et de synthétiser les résultats de la réorientation opérée par la CPS à la lumière des adaptations imposées par la pandémie. À partir de ces processus, l'Organisation a procédé à des exercices de triangulation et de construction du sens pour éclairer la formulation du Plan de transition, guidée par la réflexion

prospective, l'évaluation des besoins, le raisonnement et l'examen des axes de réorientation. Une boîte à outils Pacific Pathfinder, en cours de co-construction, servira à diffuser les travaux prospectifs dans un format accessible et facile à utiliser.

Résultats et impact

Menés en collaboration avec le Secrétariat général du FIP, l'Association océanique des organisations non gouvernementales (PIANGO), l'Organisation du secteur privé océanique (PIPSO) et le Centre pour l'avenir des politiques de l'Université du Queensland, les travaux sur la cohérence stratégique régionale ont montré tout l'intérêt de l'intégration et de la coordination des activités à travers l'architecture régionale, l'objectif étant de cerner les atouts, d'harmoniser les politiques et de forger une vision commune de la mise en œuvre des stratégies importantes. La participation des jeunes du Pacifique à l'élaboration du



Plan stratégique traduit une évolution des modes de communication, de participation et de mobilisation sociale.

Le Plan de transition s'appuie sur la vision du Pacifique bleu et définit quatre objectifs et six axes prioritaires, qui s'interconnectent via les thématiques des systèmes durables et de l'action climatique. Il repose sur le constat que les cultures océaniques et les droits de la personne sont la pierre angulaire de l'action de la CPS en faveur du développement durable.

Le changement le plus notable est l'adoption d'une approche systémique propre à optimiser les interconnexions entre les domaines prioritaires. Ainsi, la CPS s'est particulièrement attachée à transformer l'efficacité institutionnelle au profit de la mise en place des capacités et environnements porteurs requis pour œuvrer de manière efficiente et intégrée, tous systèmes confondus, à l'obtention d'effets de développement dans les pays membres.

“
*Papouasie-Nouvelle-Guinée :
« ...reconnu l'importance
de l'appropriation par les
membres et salué l'effort
d'alignement sur les plans
nationaux. »*
”

Inclusion des jeunes dans la prise de décision

“
*Îles Cook : « Nous nous
félicitons de l'approche
centrée sur l'humain adoptée
pour le Plan de transition,
ainsi que des priorités
thématiques retenues. Nous
suivrons avec grand intérêt le
changement organisationnel
transformateur. »*
”

Dans le Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse (2014–2023), les jeunes ont indiqué que leur participation active à la prise de décision à tous les niveaux devait constituer une priorité. Entre mars et mai 2020, la CPS a lancé un appel aux correspondants nationaux pour la jeunesse dans le but d'en apprendre davantage sur l'avenir souhaité par la jeune génération à l'horizon 2030. Des représentants des jeunes – dont des porte-parole des personnes en situation de handicap et LGBTQI – originaires de neuf pays (Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et Tuvalu) ont livré leurs éclairages et espoirs au moyen d'un questionnaire en ligne, présentant près de cent idées pour un avenir sûr et équitable à l'horizon 2030.

Les réponses obtenues ont apporté des éclairages, à travers le prisme de la COVID-19, sur les domaines

prioritaires structurants pour les jeunes du Pacifique, notamment les mesures positives agissant sur le changement climatique, la santé mentale, la résilience culturelle ainsi que les facteurs influant sur la sécurité économique et sociale qui affectent et façonnent la nouvelle génération.

« Je vis dans une des îles périphériques de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et je ne connais pas la CPS, mais nous permettez de participer à un processus si important montre que nous, les jeunes, nous comptons. Je remercie les organisateurs de nous offrir cette chance. » – Jeune de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Les contributions des jeunes ont alimenté le Plan de transition de la CPS pour 2021, ce qui démontre que la CPS joint le geste à la parole et s'engage à exécuter le mandat qui lui est confié au titre du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse.

 Pacific Community
Communauté du Pacifique

Plan stratégique 2021+

La CPS a récemment organisé une enquête auprès des jeunes du Pacifique pour appuyer l'élaboration du prochain Plan stratégique de la CPS. Voici les thèmes qui s'en dégagent :



Inclusivité



Culture et traditions



Participation et consultation citoyenne



Action climatique



Bien-être

La CPS remercie chaleureusement les jeunes et groupes qui ont généreusement fait part de leurs éclairages sur l'avenir qu'ils souhaitent bâtir. Les réponses ont été fournies par :


















Enseignements tirés

“
Fidji : « ... un plan
stratégique solide,
fondé sur l'intégration et
l'appropriation par les
membres, est essentiel. »
”

Division : Équipe Stratégie,
performance et amélioration continue
et Département développement social
Bailleur de fonds : budget ordinaire de
la CPS

- L'adoption d'une démarche à la fois prospective et systémique favorise la gestion des incertitudes et l'allocation de ressources adaptées aux efforts de relèvement dans le contexte du développement à plus long terme du Pacifique bleu.
- Grâce à un leadership éclairé, la communication des preuves a été efficace, tandis que les modes de savoir et les savoir-être propres au Pacifique ont pu être intégrés aux politiques et pratiques de développement.
- Il faut du temps, des efforts et des ressources pour intégrer de manière transversale les priorités

des jeunes dans la planification à haut niveau. Une collaboration et un soutien de tous les instants contribueront à donner vie aux priorités et engagements pris en faveur de l'épanouissement des jeunes.

- L'esprit de partenariat est essentiel pour consolider le régionalisme et assurer la véritable inclusion du secteur privé et de la société civile dans la Décennie d'action.

Regarder ici une vidéo
sur l'élaboration
du prochain plan
stratégique de la CPS.



Zoom sur les réalisations



Développement de la collecte de données sur les pêches côtières grâce à l'arrivée de nouvelles applications Web et mobiles

Contexte

Les pêcheries côtières du Pacifique regroupent des centaines d'espèces de poissons et d'invertébrés. Consommées ou vendues sur les marchés locaux, nationaux et internationaux, les captures côtières sont essentielles à la sécurité alimentaire de la région. Il convient d'assurer le suivi, l'étude et la gestion avisée des ressources côtières pour en assurer la viabilité, compte tenu de l'accroissement démographique et de la dégradation du milieu marin causée par l'activité humaine et le changement climatique. Pourtant, les données relatives à ces ressources, en particulier les espèces d'invertébrés, sont rares et se limitent à certains lieux et à certaines périodes.

La CPS a mis au point plusieurs bases de données locales hébergées dans les pays pour faciliter les relevés sur les marchés, les enquêtes auprès des pêcheurs²⁴ et les études socioéconomiques. Les données ainsi obtenues sont utilisées par les chercheurs de la CPS pour émettre des avis utiles à la gestion des pêches. Toutefois, l'installation des systèmes, leur maintenance et la synchronisation des données entre les pays océaniques et la CPS n'ont pas été chose aisée, la bande passante étant limitée, en particulier dans les sites isolés. En outre, il est apparu nécessaire de simplifier certains formulaires d'enquête afin de les recentrer sur les données minimales requises pour la gestion et d'améliorer la qualité des données recueillies.

Processus de changement

En 2019, l'équipe responsable des pêches côtières a passé au crible les données recueillies à ce jour dans le cadre des enquêtes menées sur les marchés et auprès des pêcheurs, et elle s'est notamment intéressée à la mesure des poissons sur les sites de débarquement des captures et les marchés, pour évaluer la qualité des données et pour cerner les lacunes et

les mesures d'amélioration possibles. La CPS et les agents des pêches ont expérimenté de nouvelles méthodes d'enquête aux Fidji, à Kiribati et en Nouvelle-Calédonie. Ils ont aussi testé des supports photographiques destinés à réduire le temps d'enregistrement des captures sur le terrain et à permettre le contrôle qualité de l'identification des espèces ainsi que des données de longueur et de poids.

La CPS a créé une interface Web et une application mobile Android (Ikasavea) fonctionnant de pair pour la saisie et l'analyse des données, formé 25 agents aux méthodes de saisie des données et fourni des tablettes pour la collecte de terrain.

Résultats et impact

La première version de l'application Ikasavea a été lancée en 2020, ce qui a permis de remplacer les formulaires papier classiques et d'améliorer la qualité et la disponibilité des



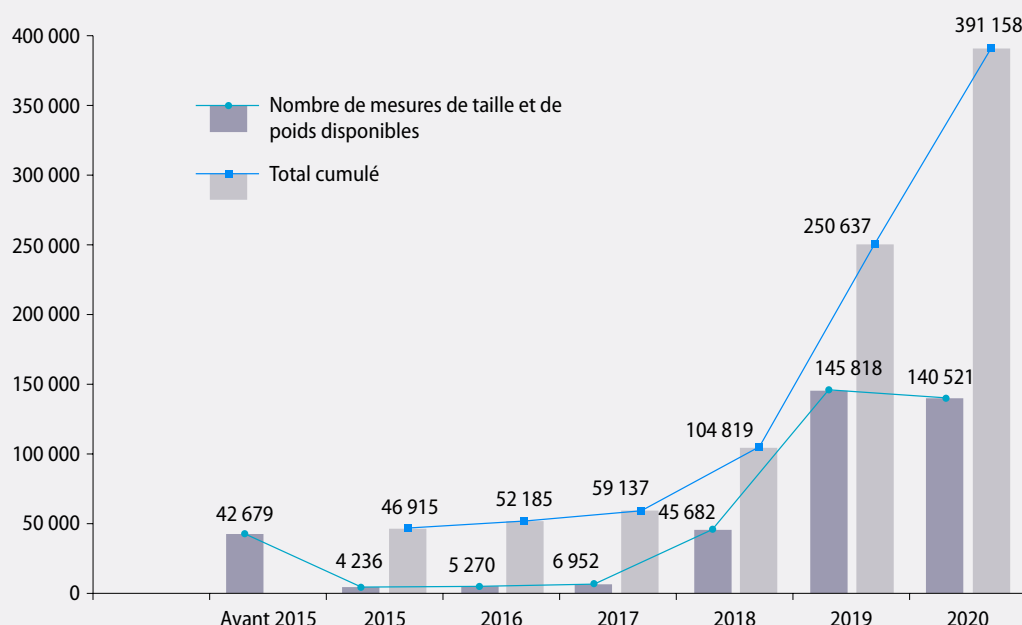
Utilisation par des agents des pêches de l'application Ikasavea pour consigner les données relevées (espèce, poids et longueur) sur le marché de Nausori.

24 Enquête auprès des pêcheurs : estimation des captures et du niveau d'effort des pêcheurs, généralement effectuée au moyen d'un programme d'échantillonnage, comprenant entretiens avec les pêcheurs et mesures des spécimens pêchés.

données, l'application faisant apparaître des suggestions pour l'identification des espèces et des alertes en cas de coquilles ou d'aberrations. En outre, la collecte de données sur les invertébrés a pu être améliorée grâce à l'application.

Trois pays océaniques (Fidji, Kiribati et Nouvelle-Calédonie) ont déjà adopté le système pour la saisie des données. Vingt-cinq agents (11 femmes, 14 hommes) ont été formés à la saisie des données et cinq tablettes ont été distribuées.

Plus de 400 000 mesures relevées pour quelque 400 espèces sont aujourd'hui disponibles dans le système, soit dix fois plus que les données recueillies par le passé dans le cadre des enquêtes classiques menées par la CPS auprès des pêcheurs. Les scientifiques de la CPS s'appuieront sur ces données pour émettre des avis de gestion sur les principales espèces ciblées.



Données tirées des enquêtes menées par la CPS auprès des pêcheurs et sur les marchés (par année)



Présentation par l'équipe responsable des données et des sciences halieutiques côtières de l'application Ikasavea aux agents des pêches sur le marché de Nausori, aux Fidji.

Disposant de plus de 16 600 photos de 225 espèces, la CPS a pu créer un système d'intelligence artificielle qui simplifie l'identification des espèces, suggérant un nom d'espèce aux utilisateurs et facilitant la saisie des données pour les non-spécialistes. Le système dispose en outre d'une fonctionnalité de contrôle qualité, qui permet d'éviter les erreurs lors de la saisie des données.

Les retours des utilisateurs sont positifs et l'équipe continue de recevoir des demandes concernant la fonction rapports et les outils d'analyse de données, ainsi que l'importation des données antérieures.

« L'application Web fonctionne très bien et les essais de terrain menés à Labasa (Fidji) ont donné d'excellents résultats. »
– Shivam Jalam (à gauche), Responsable des pêches (analyse et gestion des données) au sein du Service de gestion des pêches côtières du ministère des Pêches des Fidji



Enseignements tirés

Les enseignements ci-dessous ont été dégagés et pris en compte lors de la conception des nouveaux outils :

- Sur la base des retours communiqués par les utilisateurs après les premiers essais, l'équipe a modifié l'interface utilisateur de l'application sur tablette pour accélérer la saisie des données et a élargi la gamme de produits de sortie Web pour répondre aux besoins des utilisateurs.
- Le fait de maintenir le contact avec les enquêteurs et les utilisateurs des données a permis de régler rapidement les problèmes techniques et de faire évoluer le système en fonction des nouveaux besoins des pays océaniques.
- La synchronisation régulière des données et l'accès accordé aux enquêteurs, agents des pêches et chercheurs autorisés ont aussi permis la vérification et l'amélioration continue de la qualité des données.

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleurs de fonds : Union européenne, budget ordinaire de la CPS





Organisation



Santé
publique



Statistique
pour le
développement

OBJECTIF ORGANISATIONNEL E

OPTIMISER LES CAPACITÉS DES PERSONNES, DES SYSTÈMES
ET DES PROCESSUS DE LA CPS

Introduction

Zooms sur les réalisations

La transition écologique de la CPS : installation d'un nouveau système photovoltaïque au siège de l'Organisation

Continuité des activités pendant la pandémie de COVID-19

Introduction

Depuis l'adaptation rapide des activités pour répondre à la crise de la COVID-19, et garantir ainsi la continuité des opérations, la quasi-totalité des services de soutien opérationnel de l'Organisation est désormais assurée par des moyens numériques. Cette transformation a débuté en mars 2020. Depuis lors, le recours à la visioconférence, aux plateformes d'apprentissage en ligne, aux plateformes de collaboration et autres applications a plus que doublé au sein de l'Organisation.

La consolidation des systèmes internes de la CPS afin de faire émerger un modèle d'activité uniformisé à l'échelle de l'Organisation – une seule CPS – s'est poursuivie en 2020. L'évaluation des systèmes opérationnels et le projet de services financiers partagés ont permis de formuler des recommandations sur les lacunes à combler dans l'offre de services généraux, et les audits internes menés ont permis de cerner les améliorations futures à apporter aux processus dans des domaines clés.

Les dispositifs de déclaration des risques en matière de santé et de sécurité, de gestion des risques et d'audit interne sont à présent gérés par des agents spécialement chargés de ces questions, qui ont été recrutés en 2020.

La demande interne de services juridiques a augmenté de 33 %, plus de 430 points juridiques ayant été traités en 2020, dont des documents juridiques, des documents consultatifs, des politiques et des modèles.

La révision intégrale des politiques RH et relatives au personnel s'est conclue par l'entrée en vigueur d'un nouveau Recueil des politiques relatives au personnel, le 1^{er} juillet 2020. La CPS a également reconnu la compétence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, ce qui constitue une avancée considérable en matière de transparence et de droits de ses agents.

Malgré les défis posés par la pandémie, le délai de recrutement du personnel local a été réduit de 12 %, s'établissant à 53 jours ; le délai nécessaire aux recrutements à l'international a, lui aussi, légèrement reculé (6 %). Toutefois, ces délais ne tiennent pas compte des dates d'entrée en fonction, car les difficultés de déménagement des agents et de leurs familles ont engendré des retards importants dans plusieurs cas.



Enquête sur l'engagement du personnel

La deuxième enquête de la CPS sur l'engagement du personnel a été menée en septembre 2020, et fait suite à la première enquête de 2018. Les résultats font apparaître une hausse de la plupart des paramètres, notamment une augmentation de 5 % de l'engagement du personnel dans l'ensemble de la CPS, ce qui porte la note globale relative à l'engagement à 80 %. Il s'agit d'un résultat particulièrement prometteur au regard des difficultés rencontrées en 2020. Les principales évolutions positives par rapport à 2018 concernent le leadership, la confiance dans l'Organisation, la santé et la sécurité, ainsi que la facilitation et l'innovation. Si des progrès sont encore attendus concernant la collaboration et la communication ainsi que le retour d'information et la reconnaissance, ces deux domaines présentent des tendances positives par rapport à 2018.

Communication et visibilité

Le Pôle communication de la CPS a débuté l'année par une croissance exponentielle de son public. Il était prévu de continuer sur cette lancée afin de renforcer la visibilité de la CPS et son rayonnement dans l'ensemble de la région et du monde. Or, la crise de la COVID-19 nous a forcés à réévaluer nos priorités, à concentrer nos efforts de communication sur la sensibilisation au coronavirus et à fournir à la région une source fiable et sûre d'informations et de données actualisées. L'engagement et la visibilité de la CPS ont, quoi qu'il en soit, continué de progresser de manière notable.

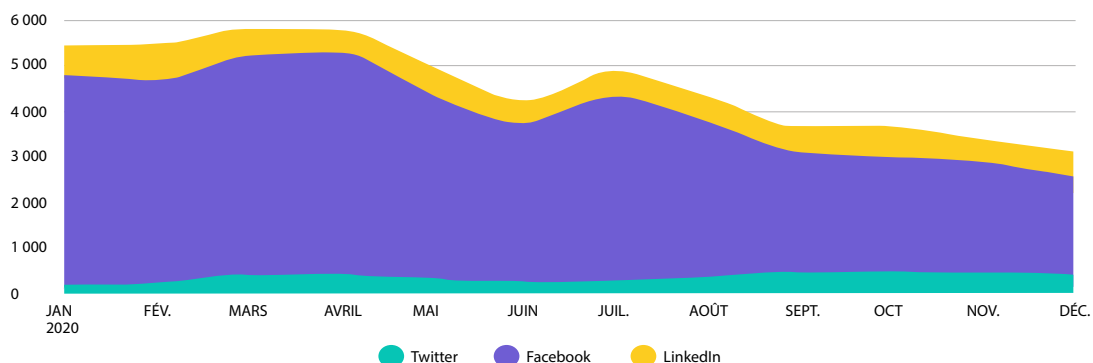
Les réseaux sociaux sont le domaine ayant enregistré la plus forte croissance, l'audience et l'engagement ayant augmenté sur l'ensemble des grandes plateformes en 2020. En particulier, les vues sur YouTube ont augmenté de 310 %, et le nombre d'abonnés sur Facebook de 200 % (graphiques 43 et 44).

Graphique 43 : Croissance de l'audience sur les réseaux sociaux – Twitter, Facebook et LinkedIn

Croissance de l'audience sur les différents réseaux

Visualiser l'évolution de votre audience au cours de la période de référence.

Accroissement de l'audience, par mois



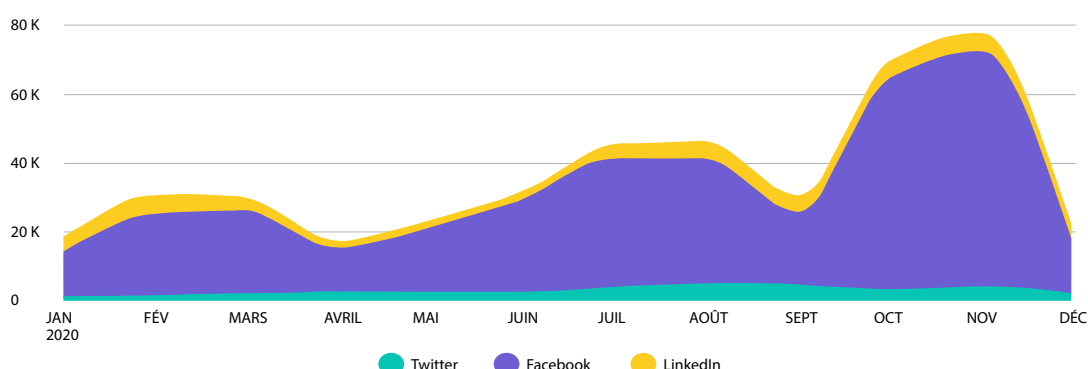
Mesure de l'audience	Total	Variation en %
Audience totale ①	105 197	↗ 89,1 %
Croissance nette totale de l'audience ①	50 054	↗ 225 %
Nombre d'abonnés gagnés sur Twitter	4 197	↗ 126 %
Nombre de mentions « J'aime » sur la page Facebook	43 530	↗ 405 %
Nombre d'abonnés gagnés sur LinkedIn	6 953	↗ 21,6 %

Graphique 44 : Engagement de l'audience sur les réseaux sociaux – Twitter, Facebook et LinkedIn

Engagement sur les différents réseaux

Visualiser l'engagement sur vos posts au cours de la période de référence.

Engagement, par mois



Mesure de l'engagement	Total	Variation en %
Engagement total ①	441 262	↗ 76,3 %
Nombre d'abonnés gagnés sur Twitter	38 401	↗ 59,6 %
Nombre de mentions « J'aime » sur la page Facebook	356 313	↗ 84,4 %
Nombre d'abonnés gagnés sur LinkedIn	46 548	↗ 39,5 %

Remarque : Les graphiques 43 et 44 sous-estiment la croissance totale et l'engagement de l'audience, car ils ne tiennent pas compte du site Web de la CPS ni de YouTube.

Jeudis en noir

Modifier les comportements et les attitudes face aux violences fondées sur le genre

À la lumière des statistiques sur les violences faites aux femmes et de l'épidémie de violences fondées sur le genre dans le Pacifique, la CPS a souhaité lancer une campagne en interne pour modifier les comportements et les attitudes au sein même de l'Organisation. Programmée sur une année, cette campagne avait pour objectif de rendre plus visibles les questions en lien avec les violences faites aux femmes et les violences fondées sur le genre, et d'appuyer la mise en œuvre de la politique de la CPS en la matière et, plus généralement, la mise en place d'un environnement de travail plus sûr.

Elle a conjugué deux grands mouvements : les Jeudis en noir, observés chaque semaine pendant une année, et les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le genre, campagne internationale qui se tient chaque année du 25 novembre au 10 décembre. Il a été demandé aux agents de porter du noir chaque jeudi en signe de respect et de solidarité envers les femmes victimes et survivantes d'injustice et de violences. Il existe d'autres initiatives, comme des modules de formation sur l'élimination des violences faites aux femmes dispensés dans le cadre du perfectionnement professionnel des agents. L'Amicale du personnel de la CPS a aussi joué un rôle influent, partageant des photos et échangeant de manière informelle avec les agents pour appuyer la campagne.

Chaque semaine, les membres de la direction de la CPS ont envoyé des messages sur les violences faites aux femmes et les violences fondées sur le genre à l'ensemble des agents. À la cinquantième session du CRGA, le Directeur général a encouragé tous les représentants à s'habiller en noir le jeudi et en a expliqué les raisons.

Au niveau institutionnel, la campagne a fait la promotion d'un environnement de travail où chacun et chacune est déterminé-e à mettre fin aux violences faites aux femmes.



Zoom sur les réalisations



La transition écologique de la CPS : installation d'un nouveau système photovoltaïque au siège de l'Organisation

Contexte

La CPS ne se contente pas d'apporter un appui constant à ses pays membres pour la mise en œuvre de leurs politiques d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique. En effet, elle a aussi mis en place sa propre stratégie de réduction des émissions, avec deux objectifs en ligne de mire : atteindre la neutralité climatique et contribuer aux objectifs inscrits dans l'Accord de Paris (COP21).

La mobilisation institutionnelle de la CPS en faveur de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre a abouti à plusieurs grands résultats, dont la création d'un fonds interne de neutralité carbone, l'exécution du premier projet neutre en carbone de la CPS et l'organisation d'actions de formation et sensibilisation pour aider les partenaires régionaux à améliorer leur performance environnementale.

En 2020, la CPS a amorcé un important virage dans la réduction de son empreinte carbone, en introduisant un système d'énergie solaire pour l'alimentation électrique de son siège à Nouméa. Cette décision fait suite à l'audit énergétique complet réalisé en 2013, qui a permis d'évaluer la performance énergétique du site et de formuler des recommandations. Il est ressorti de l'audit que la transition énergétique de l'Organisation, plus particulièrement l'installation d'un système photovoltaïque de production d'électricité, constituait le moyen le plus efficace de diminuer l'empreinte carbone de la CPS.

Processus de changement

La CPS a fait réaliser une étude de faisabilité, qui a chiffré le coût de l'installation d'un système photovoltaïque à 500 000 dollars des États-Unis. La mobilisation des

agents et des divisions de la CPS en amont du projet était indispensable. L'initiative a été présentée aux principaux services concernés (gestion immobilière, Direction opérations et gestion et finances) pour que les agents puissent exprimer leurs points de vue et s'approprier le projet.

Un plan de mobilisation de ressources a été conçu et de nouveaux mécanismes de financement ont été envisagés pour réunir l'investissement initial requis. La CPS a pris contact avec plusieurs bailleurs dans l'espoir qu'ils affectent au projet une part de leur contribution ordinaire à l'Organisation. D'autres mécanismes de financement ont été mis à l'étude, dont le cofinancement et le recouvrement intégral des coûts, ainsi que le crédit-bail et la location du matériel. Finalement, la CPS a établi un fonds de neutralité carbone, alimenté par un écoprélèvement interne sur les voyages. Le projet a bénéficié du tout premier investissement du fonds.



Les 1 200 m² de panneaux solaires installés au total permettront d'éviter l'émission d'environ 455 tonnes de CO₂ par an.

Plusieurs conditions étaient réunies en 2020 pour concrétiser la transition énergétique de la CPS. Au-delà de l'engagement collectif suscité par le projet, des fonds de budgets voyages inutilisés en raison de la pandémie de COVID-19 ont été réaffectés, ce qui a permis d'apporter l'investissement supplémentaire requis pour lancer l'installation.

Résultats et impact

Le système photovoltaïque devrait générer de multiples avantages, puisqu'il réduira l'empreinte carbone de la CPS et ses frais de fonctionnement. Sur le plan environnemental et financier, le système devrait permettre une diminution de 30 % des émissions et de 40 % de la facture énergétique, la période d'amortissement étant estimée entre six et sept ans.

Le nouveau système s'inscrit dans le droit fil de la Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et du Cadre d'action sur le changement climatique (2017–2022) de la CPS. L'Organisation pourra également se positionner comme un organisme responsable, contribuant fièrement aux efforts entrepris dans la région pour atteindre la cible fixée dans l'Accord de Paris de 2015 concernant le réchauffement climatique.

La mise en œuvre du projet était l'occasion unique de partager avec les pays membres, les organisations partenaires, les bailleurs et le personnel les meilleures

pratiques en vigueur pour faire chuter les émissions de gaz à effet de serre et concrétiser le changement organisationnel. Elle a aussi montré la volonté de la CPS de participer à des initiatives pour atteindre la neutralité carbone.

Enseignements tirés

Au vu du caractère innovant du projet, une démarche d'apprentissage par la pratique a été appliquée tout du long. Les partenaires internes et externes ont acquis de nouvelles connaissances dans le cadre de consultations exhaustives, axées sur des séances d'information et des discussions régulières, destinées à faciliter le consensus. En outre, la durée du projet a permis à la CPS de mettre à profit certains points et enseignements clés, qui méritent d'être partagés avec les partenaires.

La capacité organisationnelle et la faculté d'adaptation du personnel ont été déterminantes dans l'avancée du projet, compte tenu de divers éléments tels que le coût du dispositif, la définition d'un nouveau mécanisme de financement et la mise en place de dispositifs techniques et financiers.

La coordination interne, la mobilisation interdivisions et la sensibilité au contexte ont aussi été des facteurs importants. En période de pandémie de COVID-19, les financements et l'attention ont été recentrés sur le projet, ce qui a accéléré sa mise en œuvre.

*Division : Programme durabilité environnementale et changement climatique et Direction opérations et gestion
Bailleur de fonds : budget ordinaire de la CPS*



Zoom sur les réalisations

Continuité des activités pendant la pandémie de COVID-19

Contexte

La pandémie de COVID-19 a bouleversé le mode de fonctionnement habituel de la CPS. En février 2020, l'Organisation a interdit à ses agents de se rendre dans les foyers majeurs de contamination et, en mars 2020, tous avaient l'obligation de travailler à domicile. La pandémie a un impact durable sur notre personnel, sur notre façon de travailler, et sur les communautés dans lesquelles nous vivons et que nous servons. Toutefois, la nécessité de faire face à une situation évoluant très rapidement a engendré des améliorations opérationnelles qui auront des avantages à long terme.

Processus de changement

Certains membres du personnel sont restés bloqués lors de la fermeture des frontières. Les équipes en charge des ressources humaines et des voyages ont travaillé sans relâche pour ramener les agents chez eux en toute sécurité ou les rapatrier, en se coordonnant avec les gouvernements et les compagnies aériennes afin de se conformer aux changements fréquents des règles en matière de transit, de visas et de quarantaine.

En raison des restrictions de déplacement et des périodes de confinement, la CPS a dû trouver des moyens de poursuivre ses projets à distance. Les Services d'information ont trouvé des solutions pour permettre aux divisions d'organiser des réunions avec interprétation simultanée et travaux en petits groupes via les salles de discussion.

Les confinements dans les pays hôtes de la CPS ont engendré des évolutions opérationnelles d'ordre plus pratique, notamment une dématérialisation des paiements. Les processus financiers nécessitaient jusqu'à présent des documents imprimés, notamment un « formulaire de demande de paiement » sur papier toujours employé, même à l'ère du digital. Étant donné que l'ensemble des membres du personnel étaient en télétravail, certains dans des fuseaux horaires différents, il était difficile de se transmettre des copies papier. Cette situation a incité le Département des finances à dématérialiser le processus et, en mars 2020, des flux de paiement efficaces et transparents ont été mis en place.

Résultats et impact

Ressources humaines

La pandémie ne faiblissant pas, l'équipe RH a adapté ses processus de travail. Outre le nouveau Recueil des politiques relatives au personnel, des directives relatives au télétravail et au recrutement pendant la pandémie ont été diffusées. Un plan relatif à la santé et à la sécurité a été mis en place, et la CPS a instauré une indemnité d'accès à Internet pour couvrir les frais supplémentaires liés au télétravail. Le personnel en télétravail a également bénéficié du soutien d'un réseau de personnes relais coordonné par les bureaux des Directeurs généraux adjoints.

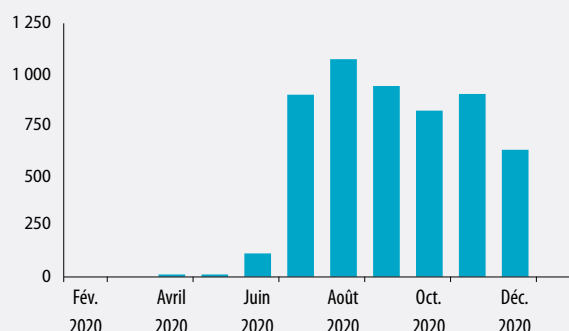
Technologies de l'information

En quelques semaines, les Services d'information ont été en mesure d'assurer le support de trois plateformes de réunions virtuelles et de proposer des formations pour renforcer les capacités du personnel. La Conférence des directeurs des pêches qui s'est tenue en mai a été la première grande réunion organisée sur Zoom, un service d'interprétation simultanée étant également assuré à cette occasion. Plus de 180 participants y ont assisté. Les Services d'information ont appuyé plusieurs autres réunions majeures en 2020, comme la cinquantième session du CRGA, qui s'est tenue sous la forme d'une réunion hybride. On comptait parmi les participants la Présidente, qui se trouvait à Port-Moresby, des délégués et participants de l'ensemble de la région du Pacifique, et des agents de la CPS à Nouméa, Suva, Niue et Pohnpei.

L'investissement dans les plateformes de réunions virtuelles a permis à la CPS de poursuivre ses activités au service des pays membres. D'après le graphique ci-dessous (graphique 45), 800 réunions Zoom se sont tenues en moyenne chaque mois après le lancement de la plateforme en avril. Au cours de la même période, 95 réunions se tenaient chaque jour sur Microsoft Teams, soit autant qu'avant la pandémie.

Cette évolution de la prestation de services a également eu un impact considérable sur les habitudes de déplacement au

Graphique 45 : Nombre moyen de réunions de la CPS se tenant chaque mois sur Zoom après l'introduction de la plateforme en avril 2020.



sein de la CPS. Les voyages intérieurs ont été privilégiés, ce qui s'est traduit par une hausse des déplacements en voiture et en bateau et un recul substantiel des vols, comme le montre le tableau ci-dessous. Il en résulte une baisse sensible du nombre de kilomètres accumulés et de l'empreinte carbone de la CPS liée aux déplacements, comme indiqué dans le tableau suivant.

Comparaison des déplacements professionnels en 2019 et 2020 et réduction drastique de l'empreinte carbone de la CPS en 2020.

	Nombre de déplacements professionnels	En avion	En voiture	En bateau	En train	Nombre de kilomètres parcourus	Empreinte carbone en tonnes
2019	1 755	1 514	222	8	11	11 906 242	2 295,05
2020	1 027	411	554	59	3	2 380 893	451,99
Écart	-728	-1 103	+332	+51	-8	-9 525 357	-1 843,06

Département des finances

Outre la dématérialisation des paiements, les Services d'information et le Département des finances ont également travaillé main dans la main afin de concevoir une application permettant aux divisions de générer des demandes de paiement et d'obtenir les approbations par voie électronique. L'application de paiement dématérialisé, déployée en novembre 2020, est assortie de contrôles internes stricts qui faisaient défaut à l'époque de la procédure papier. L'application est reliée à Navision, le système de comptabilité de la CPS, de sorte que les demandes de paiement doivent s'appuyer sur les codes Navision relatifs aux fournisseurs, aux bons de commande, aux projets et au personnel. Les approbations sont transmises par courrier électronique, ce qui réduit le risque de fraude ainsi que le temps passé à traiter les formulaires papier et à corriger les erreurs. Des flux de travail formels ont également été mis en place afin de mieux définir les rôles et les responsabilités, ainsi que les documents nécessaires.

Les commentaires des utilisateurs du système sont positifs :

« Nous étions nombreux à attendre une application de paiement électronique depuis longtemps, nous sommes donc très heureux de pouvoir enfin l'utiliser. Fini la paperasse ! »
– Paul Judd, Chargé des finances et de l'administration, Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

« L'application est plus facile à utiliser que le modèle papier et génère automatiquement un courrier électronique. Tous les codes sont issus de Navision. » – Shobna Prasad, Chargée des finances et de l'administration, Division droits de la personne et développement social

Tous ces changements ont aidé la CPS à maintenir ses activités et à continuer à fournir des services aux membres. En conséquence, la CPS enregistrait un taux d'exécution des projets de 81 % au 31 décembre 2020, malgré une année fortement perturbée par la crise sanitaire.

Enseignements tirés

La Direction opérations et gestion a tiré les enseignements suivants de la réponse à la pandémie de COVID-19.

- Une crise peut être le catalyseur de changements qui, dans d'autres conditions, pourraient être difficiles.
- Il est important d'anticiper des difficultés du même type en investissant dans des systèmes qui augmentent la capacité de la CPS à travailler de manière souple et flexible.

ANNEXES

ANNEXE

1

Tableaux des résultats

ANNEXE

2

Publications dans des revues à comité de lecture

ANNEXE

3

Activités d'évaluation publiées

ANNEXE

4

Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales

ANNEXE

5

Liste des protocoles d'accord en vigueur

Annexe 1

Tableau des résultats

Services cliniques

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Les résultats d'une enquête en ligne sur les capacités des unités de soins intensifs ont aidé les pays océaniques et les partenaires à prendre une décision quant à l'approbation d'un soutien financier COVID-19 destiné à 12 États et Territoires insulaires océaniques. Les résultats ont été présentés à la Réunion des directeurs de la santé du Pacifique.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
Parmi les recommandations formulées lors de la Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique, 4 ont été appliquées : Recommandation 6 – Accès aux ressources requises pour la lutte anti-infectieuse en cas d'apparition de foyers/épidémies de maladies infectieuses ; Recommandation 11 – Réseaux infirmiers par spécialité (Ordre australien des infirmiers de bloc opératoire [ACORN], Ordre australien des infirmiers anesthésistes [ACPA], Association océanique du personnel infirmier de bloc opératoire [PIORNA], infirmiers en soins intensifs, personnel infirmier des services d'ORL) ; Recommandation 18 – Appui à la formation professionnelle continue du personnel infirmier (renforts en soins intensifs, événements Zoom, etc.) ; Recommandation 19 – Appui aux spécialisations infirmières (par exemple, programme de soins infirmiers en soins intensifs).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
En raison de la crise de la COVID-19, aucune amélioration n'est à noter concernant les scores des audits qualité des soins périopératoires pour l'année 2020. À ce jour, 13 pays océaniques ont été formés à la conduite des audits, 5 ont achevé leurs activités de mentorat au niveau national et 7 ont été formés au deuxième Référentiel océanique pour la pratique des soins périopératoires (PPPB-2).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Niue, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
En raison de la crise de la COVID-19, aucune amélioration n'est à noter concernant les scores des audits qualité des soins périopératoires pour l'année 2020. À ce jour, 13 pays océaniques ont été formés à la conduite des audits, 5 ont achevé leurs activités de mentorat au niveau national et 7 ont été formés au deuxième Référentiel océanique pour la pratique des soins périopératoires (PPPB-2).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Onze dispositifs biomédicaux ont été installés avec succès et sont à présent opérationnels. Au total, 85 dispositifs ont été testés.	Samoa	Changement de pratiques	
Sur les 147 demandes soumises par les pays océaniques, 122 (83 %) ont abouti à la création de nouveaux réseaux et partenariats.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de comportements	
En 2020, la Division santé publique a appuyé l'organisation de webinaires et de formations virtuelles sur la COVID-19, auxquels ont participé plus de 400 soignants, dont des cliniciens, du personnel infirmier et des techniciens. Tous les participants ont acquis de nouvelles connaissances grâce aux formations. Le réseau de cliniciens compte à présent plus de 300 membres.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La première Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique s'est tenue en 2020. Parmi les participants sondés à l'issue de la réunion, 93 % (25/27) ont jugé la réunion de très bonne qualité ou excellente. Les 3 thématiques prioritaires jugées les plus pertinentes pour le renforcement des services de soins infirmiers en Océanie étaient les suivantes : personnel de santé – 74 % (20/27) ; la recherche et l'enseignement ciblant les soins infirmiers dans le Pacifique – 67 % (18/27) ; et les soins de santé primaires et la couverture sanitaire universelle – 48 % (13/27).	Australie, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Selon l'évaluation d'une réunion virtuelle des directeurs des services cliniques tenue en 2020, 92 % des participants ont estimé que la réunion avait permis de mutualiser les connaissances et expériences des pays, ainsi que de cerner les défis et les priorités communs qu'ils rencontrent dans leurs interventions face à la COVID-19. Parmi les participants sondés, 84 % ont estimé que la réunion était de bonne qualité ou excellente (25 répondants, dont 69 % issus des pays océaniques – 9/13 pays océaniques). En tout, 14 pays océaniques ont pris part à deux réunions.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tonga, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
En raison de la COVID-19, aucun progrès n'a été accompli en 2020 dans le déploiement de la formation aux normes océaniques de sécurité des patients en soins périopératoires (deuxième Référentiel océanique pour la pratique des soins périopératoires, PPPB-2). À ce jour, 7 des 13 pays océaniques visés (53,8 %) ont bénéficié d'une formation aux normes PPPB-2.	Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Nauru, Îles Salomon, Samoa	Évolution des connaissances	
Des plans nationaux en matière de chirurgie, d'obstétrique et d'anesthésie sont à présent en vigueur dans 5 pays océaniques.	Îles Cook, Fidji, Palau, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Parmi les personnels infirmiers des pays océaniques qui ont participé à la formation aux soins intensifs des renforts infirmiers, 74 % ont achevé le cours avec succès. Au total, 98 % des personnes sondées à l'issue de la formation (57/58) ont indiqué que la formation était de très bonne qualité ou excellente ; et 100 % (58) des répondants ont déclaré avoir acquis « un grand nombre » ou « beaucoup » de connaissances.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu	Évolution des connaissances	
Parmi les 22 États et Territoires insulaires océaniques, 12 (54 %) étaient représentés à la première Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique en 2020. En raison des restrictions liées à la COVID-19, plusieurs pays ont dû annuler leur participation à la dernière minute (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Tokelau).	Australie, Fidji, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palau, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Les 14 pays insulaires océaniques visés (100 %) ont achevé leur enquête sur les capacités biomédicales. Les résultats ont été analysés et le rapport a été établi.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tonga, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Une enquête sur les unités de soins intensifs/surveillance continue a été réalisée dans 12 pays océaniques pour évaluer leur niveau de capacité.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Un outil d'enquête a été conçu pour dresser un état des lieux des internats de médecine dans le Pacifique (l'enquête à proprement parler a été suspendue, les efforts étant centrés sur la COVID-19).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Tonga, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Le répertoire des personnels de santé a été mis à jour pour 4 pays océaniques (18 %) en 2020. La collecte de données nouvelles a été suspendue en raison de la COVID-19.	Niue, Nouvelle-Calédonie, Tokelau, Tuvalu	Produit	
Des respirateurs ont été livrés à 3 pays océaniques (Fidji – 30 respirateurs, Kiribati – 10, et Nauru – 10).	Fidji, Kiribati, Nauru	Produit	
La Division a fait l'acquisition de 44 concentrateurs d'oxygène et de 844 équipements et accessoires utilisés dans les unités de soins intensifs pour les distribuer à 14 pays océaniques (matériel réceptionné par les Fidji et les États fédérés de Micronésie ; en cours d'acheminement dans les autres pays).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
En 2020, les prises totales de thonidés effectuées dans l'océan Pacifique occidental et central s'élevaient à près de 3 millions de tonnes, un volume record qui représente 55 % des thons capturés dans le monde. Les récentes évaluations des stocks des 4 principales espèces de thonidés d'intérêt commercial – bonite, thon jaune, thon obèse et germon du sud – montrent que les effectifs se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. Ce succès est sans égal dans les autres océans de la planète. La bonne santé des stocks de thonidés du Pacifique occidental et central est attribuée aux mesures de gestion des pêcheries mises en place par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et ses membres, et s'explique en particulier par le rôle clé des pays insulaires membres et des organisations sous-régionales de gestion des pêches, comme l'Agence des pêches du Forum (FFA) et le Secrétariat des Parties à l'Accord de Nauru. Si la reconstitution des stocks de plusieurs espèces de requins et de poissons à rostre reste un défi, plusieurs initiatives importantes de conservation des stocks ont été mises en œuvre.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Impact	
2 zones de pêche réglementées (ZPR) en plus au second semestre (24 au total). En parallèle, l'observatoire des pêches côtières de Nouvelle-Calédonie a été créé en février. Wallis procède à une étude de faisabilité pour créer le sien.	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Concernant les maladies des animaux aquatiques, 14 États et Territoires insulaires océaniques ont actualisé leur statut sanitaire en 2020 (Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu). En outre, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a prêté appui aux pays dans les domaines suivants : • Dépistage d'une maladie des mollusques figurant dans la liste des maladies à déclaration obligatoire de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) dans 5 pays océaniques (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tonga), et 1 diagnostic poisson en Nouvelle-Calédonie. • Assistance technique pour la biosécurité aquatique au niveau de l'exploitation dans 4 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon). • Élaboration de directives sur le bien-être animal au profit de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
En 2020, 17 pays océaniques ont remis la première partie de leur rapport à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) avant la date butoir, fixée au 13 juillet. Seul 1 pays n'a pas transmis son rapport dans les délais impartis. Ces résultats confirment la tendance à l'amélioration observée depuis l'an dernier.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Le logiciel OnShore est utilisé dans 5 pays océaniques pour les activités d'échantillonnage au port et/ou d'échantillonnage biologique (Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Samoa, Tonga) : 582 échantillonnages au port ont été réalisés à l'aide de l'application entre janvier et décembre 2020.	États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Samoa, Tonga	Changement de pratiques	
En 2020, 8 pays insulaires océaniques ont continué d'utiliser activement les systèmes mis au point par la CPS pour le suivi de la qualité des eaux (Îles Cook), l'aquaculture du bœufier (Polynésie française), la capture et l'exportation des holothuries (Polynésie française), les données tirées des enquêtes sur les prises débarquées (Kiribati, Wallis et Futuna), les données socio-économiques (Kiribati), les données tirées des enquêtes sur les marchés (Fidji, Nouvelle-Calédonie), l'exportation des poissons d'aquariophilie ou des coraux (Kiribati, Îles Marshall), les données d'inventaire des stocks d'holothuries (Fidji, Tonga), le suivi, le contrôle et la surveillance (Tonga) et les données d'inventaire des crabes de cocotier (Fidji).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Marshall, Polynésie française, Tonga, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
En 2019, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a lancé un outil comparatif intitulé ReefLex (catalogue en ligne des lois et politiques relatives à la gestion des pêches côtières et de l'aquaculture dans le Pacifique) afin de conseiller les responsables de la gestion des pêches, les experts juridiques et les spécialistes du SCS (suivi, contrôle et surveillance) sur les lois et politiques applicables aux pêches et à l'aquaculture dans la région Pacifique. En 2020, 11 000 téléchargements ont été effectués par quelque 1 200 utilisateurs via l'outil ReefLex.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
En 2020, parmi les stagiaires ayant répondu aux questions d'évaluation post-formation, 86 % (n = 593 : 53 % de femmes, 47 % d'hommes) ont évalué très favorablement la démarche et les méthodes pédagogiques de la Division, selon plusieurs critères : utilité du contenu dans leur contexte professionnel, clarté des objectifs de formation, structure des apprentissages, thématiques abordées, possibilité pour les participants d'interagir et de poser des questions, amélioration des connaissances, et applicabilité des compétences ou connaissances dans leur travail, entre autres points.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
En 2020, parmi les stagiaires ayant répondu aux questions d'évaluation post-formation, 92 % (n = 593 : 53 % de femmes, 47 % d'hommes) ont indiqué qu'ils utiliseraient les connaissances nouvellement acquises dans leur travail, contre 90 % en 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Des cacaoyers ont été échantillonnés et plantés (dans une parcelle expérimentale) à Tutu, sur l'île de Taveuni (Fidji) (8-21 mars). Des travaux de reconstruction post-cyclone ont été réalisés par le Centre de recherche et de formation agronomique de Vanuatu (VARTC) : 364 clones de cacaoyer ont été greffés et des échantillons de sols ont été prélevés dans le cadre d'un essai de fertilisation.	Fidji	Changement de pratiques	
Des parcelles de démonstration en agroforesterie ont été aménagées aux Fidji, dans les bassins versants de la Waidina (Digove), de la rivière Ba (Tokoni), de la rivière Labasa (Korobua) et de la Tunulua (Qaravutu).	Fidji	Changement de pratiques	
Des travaux de caractérisation ont été menés sur 5 variétés de patate douce, 2 variétés de manioc et 4 variétés de taro, tandis que des échantillons d'ADN ont été prélevés pour analyse, en vue du choix de variétés à mettre en culture sur les atolls de Kiribati et de Tuvalu.	Kiribati, Tuvalu	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Aux Fidji, des sites ont été sélectionnés dans les bassins versants des rivières Ba et Labasa afin d'accroître l'adoption de pratiques de gestion durable des terres. Dans le bassin versant de la rivière Ba, l'opération a ciblé les villages suivants : Marou, Mare, Nanoko, Bukuya, Tabuquto, Tabalei, Nadruvu, Navala (parcelle de démonstration), Koroboya, Toge, Balevuto et Vatawai. Dans le bassin de la rivière Labasa, les sites visités étaient notamment Suweni, Navakuru, Matalolo, Koromakawa, Satulaki, Korowiri, Lawaki et Korobua. Une action de formation et sensibilisation à la gestion durable des terres a été conduite dans le bassin versant de la rivière Waidina (Digove et Namosi, Koro). Le bassin de la rivière Ba (district de Navatusila, Nanoko, Mare et district de Tokoni) et le bassin de la rivière Labasa (Korobua). Cette même formation a été organisée à Navakuru, Suweni, Matalolo, Satulaki, Koromakawa, Waikisi, Vunimoli, Korowiri et Lawaki dans le bassin versant de la rivière Labasa.	Fidji	Changement de pratiques	
Voici les surfaces (en hectares) converties à la gestion intégrée des ressources naturelles : Bassin versant de la Waidina : 15 ha (surfaces cumulées : 141 ha) ; bassin de la rivière Labasa : 30,5 ha (surfaces cumulées : 107 ha) ; bassin de la Tunuloo : 30 ha (surfaces cumulées : 72 ha) ; bassin de la rivière Ba : 1 ha (surfaces cumulées : 126 ha).	Fidji	Changement de pratiques	
Des travaux de recherche ont été menés en vue de la mise au point de protocoles de désinfection permettant d'éliminer les contaminations bactériennes dans les cultures <i>in vitro</i> , en particulier pour le taro, et un protocole a été établi. Des essais en champ ont été effectués sur des arbres à pain greffés afin d'identifier des formes naines. Les listes de réactifs et d'équipements ont été examinées et remaniées pour améliorer le suivi et l'inventaire, conformément aux attentes relatives à la gestion de la qualité. Les registres de laboratoire et les procédures d'étude des cocotiers ont été renforcés : toutes les activités ont été consignées et enregistrées.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de comportements	
À Suva, 3 stagiaires en aquaculture (3 femmes) ont achevé un programme de stage de 6 mois ; et la FAO a recruté 1 stagiaire à un poste d'assistance de projet national dans le cadre d'un projet sur les DCP mené aux Fidji.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
Cinq publications scientifiques ont été publiées à la suite de l'étude des prélèvements disponibles dans la Banque d'échantillons marins du Pacifique. L'analyse des échantillons de tissus musculaires de thonidés semble confirmer que ces derniers jouent un rôle d'intégrateur des processus écosystémiques et a permis de démontrer que, sur une période de 15 ans, d'importants changements étaient intervenus aux échelons inférieurs du réseau trophique (Lorrain <i>et al.</i> 2019). Les analyses de tissus musculaires ont aussi révélé que les thons étaient plus mobiles dans certaines parties du Pacifique que dans d'autres océans (Logan <i>et al.</i> 2020). Ces analyses biologiques des tissus musculaires ont en outre fait l'objet de <i>data papers</i> , des articles sur les données de recherche destinés à rendre les données accessibles à la communauté scientifique dans son ensemble (Bodin <i>et al.</i> 2020). Les échantillons de micronecton prélevés en Nouvelle-Calédonie ont été analysés en vue de la caractérisation des assemblages des espèces constituant le champ de proies des thonidés et de leur répartition dans l'espace (Receveur <i>et al.</i> 2020). Une étude de l'écologie trophique de 2 espèces d'oiseaux marins a été réalisée à l'aide de prélèvements stockés dans la Banque d'échantillons marins du Pacifique. Les résultats ont montré que les proies de prédilection et le mode de prospection alimentaire des 2 espèces étaient radicalement différents, ce qui évite les phénomènes de concurrence (Ravache <i>et al.</i> 2020).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
En 2020, parmi les stagiaires ayant répondu aux questions d'évaluation post-formation, 93% (n = 593 : 53 % de femmes, 47 % d'hommes) ont indiqué que les formations de la Division leur avaient permis d'améliorer leurs connaissances, contre 89 % en 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
En 2020, la CPS a poursuivi ses analyses afin d'évaluer l'impact des DCP dérivants sur les écosystèmes côtiers, l'objectif étant de favoriser une prise de conscience des effets préjudiciables de ces dispositifs lorsqu'ils s'échouent sur les côtes et les récifs. Des programmes de collecte de données ont été lancés en collaboration avec les services des pêches aux îles Cook, aux îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna. Les données relatives aux DCP échoués, associées aux analyses des données sur les pêcheries, permettront de mieux évaluer les incidences des DCP dérivants sur les écosystèmes côtiers et d'orienter la gestion. En collaboration avec des sociétés de pêche, la CPS a également poursuivi ses travaux de recherche sur les données émises par les bouées à échousoeur fixées aux DCP dérivants. L'accès à cette source de données novatrice permet d'étudier les concentrations de thons autour des DCP, l'objectif étant de mettre au point un nouvel indice d'abondance des thonidés qui pourrait être utilisé dans les évaluations des stocks. En 2020, des ateliers sur la mise en œuvre des stratégies d'exploitation ont été organisés dans 5 pays – Fidji, Japon (virtuel), Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga et Tuvalu (virtuel) – au profit de 88 participants (47 hommes, 41 femmes). Les ateliers ont été jugés extrêmement utiles par les participants ; la plupart d'entre eux disent avoir acquis des connaissances et compétences cruciales qu'ils pourront appliquer dans le cadre de leur travail et indiquent mieux comprendre les stratégies d'exploitation. La majorité des participants ont également fait savoir qu'ils recommanderaient ce type de formation et nombre d'entre eux ont indiqué qu'une formation complémentaire sur les stratégies d'exploitation leur serait bénéfique. Les levés géologiques et les études de géo-ingénierie qui étaient prévus ont été reportés en raison de la COVID-19. Un appui technique et des actions de formation ont été assurés au profit du Département des ressources minérales des Fidji en vue de l'installation d'un courantomètre à Sigatoka.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), îles Cook, îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	
En 2020, des ateliers sur la mise en œuvre des stratégies d'exploitation ont été organisés dans 5 pays – Fidji, Japon (virtuel), Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga et Tuvalu (virtuel) – au profit de 88 participants (47 hommes, 41 femmes). Les ateliers ont été jugés extrêmement utiles par les participants ; la plupart d'entre eux disent avoir acquis des connaissances et compétences cruciales qu'ils pourront appliquer dans le cadre de leur travail et indiquent mieux comprendre les stratégies d'exploitation. La majorité des participants ont également fait savoir qu'ils recommanderaient ce type de formation et nombre d'entre eux ont indiqué qu'une formation complémentaire sur les stratégies d'exploitation leur serait bénéfique. Les levés géologiques et les études de géo-ingénierie qui étaient prévus ont été reportés en raison de la COVID-19. Un appui technique et des actions de formation ont été assurés au profit du Département des ressources minérales des Fidji en vue de l'installation d'un courantomètre à Sigatoka.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu	Évolution des connaissances	
Les levés géologiques et les études de géo-ingénierie qui étaient prévus ont été reportés en raison de la COVID-19. Un appui technique et des actions de formation ont été assurés au profit du Département des ressources minérales des Fidji en vue de l'installation d'un courantomètre à Sigatoka.	Fidji	Évolution des connaissances	
Pour contribuer à réduire la file d'attente d'indexation virologique du CePaCT, 432 échantillons de feuilles ont été expédiés à Landcare Research (Nouvelle-Zélande) afin que l'institut procède à l'indexage de certaines obtentions de taro des collections du CePaCT. Un second lot d'obtentions de taro (2 230) en attente d'indexation virologique a été transplanté dans la zone de mise en quarantaine après entrée sur le territoire.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
À Korobua, une formation à la gestion des ressources naturelles a été animée au profit de jeunes et de femmes (11 femmes ont participé). Au total, 30 femmes ont participé à l'achat de plants auprès du club des femmes de Nadroumai. Dans le bassin versant de la rivière Ba, le groupe des femmes du village de Tokoni (30 femmes ; 20 % de jeunes) a créé une petite pépinière d'essences d'arbres indigènes et une ferme de démonstration en agroforesterie. On comptait 40 % de femmes parmi les participants à la formation à l'aménagement participatif du territoire organisée dans le bassin versant de la rivière Ba. Une formation en pépinière a été organisée dans le <i>tikina</i> de Navatusila ; 24 personnes y ont participé (40 % étaient des femmes de Tokoni, Mare et Nonoko). Dans le bassin versant de la Waldina, des femmes de Narukunibua ont participé à des activités de reboisement (8 des 22 participants étaient des femmes).	Fidji	Évolution des connaissances	
Deux ateliers ont été animés par des partenaires nationaux à Palau, qui ont bénéficié d'un appui à distance de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom). Le premier atelier sur la fertilité des sols et la nutrition des plantes a réuni 22 participants (11 femmes, 6 hommes, 5 non déclarés). Le deuxième atelier (introduction à l'agriculture biologique) a rassemblé 19 participants (14 femmes, 4 hommes, 1 non déclaré).	Îles Cook, Fidji, îles Marshall, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	
Une formation à l'extraction et à la culture d'embryons zygotiques de cocotier a été dispensée à 11 agents (10 hommes, 1 femme) du centre de recherche et développement de Taveuni en novembre 2020. Les participants ont appris à appliquer des procédures d'isolement et de stérilisation des embryons de cocotier ; tous ont acquis un niveau de compétence satisfaisant.	Fidji	Évolution des connaissances	
2 ateliers régionaux ont été organisés par PROTEGE (cocotier et forêt / agroforesterie). Ces ateliers ont permis de développer 2 plans d'action régionaux (un pour le cocotier et un pour la forêt et l'agroforesterie).	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Le contexte de crise sanitaire en 2020 a fortement impacté les opérations de coopération régionale. En utilisant des outils de visioconférence, des échanges ont été organisés entre les PTOM par l'équipe PROTEGE sur la gestion des données environnementales et halieutiques ; le suivi participatif du milieu et des ressources marines ; la présentation du projet européen PEUMP, tout cela dans le cadre du renforcement des connaissances et partage entre les Territoires.	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Produit	
Les actions de régulation des envahissants en Nouvelle-Calédonie ont démarré avec des formations des acteurs : 5 formations aux méthodes de gestion dispensées à 93 participants, dont 20 femmes. Les actions d'éradication des rats sur les îlots de Wallis et Futuna ont également bien avancé. En effet, 8 réunions avec des villages de Wallis se sont tenues pour préparer le terrain et cerner les freins et opportunités. Ces premières réunions ont concerné une cinquantaine de personnes.	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Produit	
Les réseaux de fermes de démonstration sont en cours dans les 3 Territoires ; des travaux sont menés sur la biodiversité, les bioagresseurs, des pratiques d'élevage plus vertueuses, mais aussi l'eau agricole. Des formations ont démarré sur l'agroécologie dans les 3 Territoires, qui sont accompagnés par des professionnels à distance (France) à cause de la COVID-19.	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Produit	
Un certain nombre de rencontres régionales ont eu lieu malgré la COVID-19, notamment entre Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie pendant le second semestre, ce qui a permis de renforcer les liens entre Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie. Les travaux d'évaluation sur la NOAB (Norme océanique d'agriculture biologique) ont démarré avec le déploiement d'experts dans les États et Territoires, en lien étroit avec la Division ressources terrestres. Mise en place d'un appui méthodologique pour l'animation des réseaux de fermes de démonstration via la mobilisation de l'expertise d'enseignants-chercheurs.	PTOM de l'UE, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	Produit	
Au total, 91 documents signés par la CPS en qualité d'auteur ou de co-auteur ont été transmis à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) en 2020 (77 au Comité scientifique, 7 à la session ordinaire de la WCPFC et 7 au Comité technique et de contrôle). Par rapport à l'année 2019, ce sont 17 documents de plus, signés ou co-signés par la CPS, qui ont été présentés à la réunion du Comité scientifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
• Une assistance a été fournie à 2 pays océaniques en vue du renforcement des capacités de collecte de données sur l'aquaculture (Fidji, Vanuatu). • Une assistance technique a été apportée à 3 pays océaniques pour la conception et la mise en œuvre technique • Une mission a été conduite dans 1 pays en collaboration avec l'équipe du projet PROTEGE, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité et de l'évaluation des potentialités aquacoles (Wallis et Futuna). • Vanuatu a accueilli une formation sous-régionale sur l'holographie (holothurie de sable), à laquelle ont assisté 17 participants des Fidji, de Kiribati, des Tonga et de Vanuatu. • Des chargés de l'aquaculture des Fidji et des Îles Salomon ont bénéficié d'une aide pour participer à une formation sur l'élevage des tilapias (virtuelle). La participation des Fidji a été interrompue en raison du cyclone Yasa, mais les Îles Salomon ont achevé la formation. • La Nouvelle-Calédonie a reçu une assistance technique axée sur l'élevage et la production en éclosière de bécassins. • Une étude de marché sur le tilapia, qui a notamment ciblé 2 marchés municipaux aux Fidji (Suva et Nausori) et le commerce de bord de route, a été menée afin de mieux comprendre la chaîne de commercialisation du produit aux Fidji. • L'Institut des ressources marines (USP) a achevé un rapport sur la valorisation commerciale du tilapia.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
- Fidji : Les groupements de producteurs de tilapias de Tailevu, Nadi et Savusavu ont bénéficié d'un appui continu en matière de vulgarisation. Pour pouvoir développer son entreprise, une productrice de tilapias des Fidji a reçu un accompagnement technique en vue de l'élaboration de son plan d'activité et de la mise en place de sa première écloserie, laquelle fonctionne à l'aide d'une méthode améliorée de production (système d'incubation des tilapias). - Papouasie-Nouvelle-Guinée : Des groupements d'aquaculteurs de Sirinumu, situé sur le plateau de Sogeri au nord de Port-Moresby, ont bénéficié d'un appui en matière de vulgarisation. - Une formation aux compétences commerciales de base a été dispensée à 147 aquaculteurs dans 3 pays : la formation a touché 24 producteurs de bœufs et d'holothuries à Kiribati (21 hommes, 3 femmes) ; 72 producteurs d'algues aux Îles Salomon (48 hommes, 24 femmes) ; et 51 exploitants de fermes perlicoles communautaires aux Fidji (32 hommes, 19 femmes). - Des analyses de niveau national axées sur la santé des invertébrés (holothuries) ont été transmises à 3 pays insulaires océaniques (Fidji, Samoa, Tonga). Les rapports établis pour le compte du Samoa et des Fidji seront publiés courant 2021. - Une évaluation, des analyses et un rapport d'étude sur la viabilité du pacage en mer des holothuries ont été transmis aux Tonga. - Une analyse de niveau national axée sur la santé des invertébrés (crabe de palétuvier) a été fournie à l'État de Pohnpei (États fédérés de Micronésie) (le rapport correspondant a été publié en 2020). - Au total, 7 pays océaniques (Fidji, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu) ont bénéficié d'un soutien et d'une formation en vue de la réalisation d'inventaires et d'analyses sur les populations d'invertébrés (crabe de cocotier, holothuries). Les activités d'assistance portant sur les populations d'holothuries se sont révélées particulièrement importantes pour l'établissement d'avis de commerce non préjudiciable, d'autant que 2 espèces d'holothuries ont été inscrites à l'Annexe II de la CITES en août 2020.	Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Produit	
Une analyse des principaux habitats côtiers a été réalisée dans 2 pays océaniques (Fidji, Îles Marshall). Le rapport sera publié courant 2021.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Au 1^{er} janvier 2021, plus de 52 435 sorties de pêche avaient été enregistrées dans l'application Tails, dont 18 945 sorties rien qu'en 2020. La quantité de données saisies est considérable, ce qui illustre clairement que la collecte de données sur tablette permet de surmonter les difficultés inhérentes au recueil de données sur la pêche à petite échelle en Océanie. Quatre ans après la saisie du premier journal de pêche sur Tails, on compte 140 enquêteurs travaillant dans 10 États et Territoires insulaires océaniques, et 568 espèces uniques enregistrées pour 1,3 million de kg de poissons. Ces données ont permis d'étayer d'importantes décisions de gestion, mais aussi de surveiller l'efficacité des dispositifs de concentration de poissons (DCP) côtiers et de déclarer les captures de thonidés issues de la petite pêche à la Commission thonière (WCPFC).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a appuyé l'élaboration de politiques et de plans sur les ressources halieutiques côtières aux Îles Cook, aux Fidji, à Nauru et à Vanuatu.	Îles Cook, Fidji, Nauru, Vanuatu	Produit	
La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a appuyé la rédaction de diverses lois relatives aux sanctions applicables en matière de pêche côtière (Kiribati), aux ressources marines (Niue), à la gestion des pêches (Nouvelle-Calédonie) et aux pêcheries d'holothuries (Fidji).	Fidji, Kiribati, Niue, Nouvelle-Calédonie	Produit	
Pour l'année 2020, les données de 503 sorties de pêche à la palangre effectuées par 67 navires distincts ont été transférées depuis l'application de journaux de pêche électroniques OnBoard ; 7 pays océaniques utilisaient l'application en 2020, un chiffre inchangé depuis 2019. Le nombre de journaux transférés a baissé en 2020, en raison des incidences de la COVID-19 sur la flotte de pêche de la Polynésie française.	Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
En 2020, 12 214 échantillons de tissus supplémentaires ont été prélevés en vue de leur inclusion dans la Banque d'échantillons marins du Pacifique. Au total, la Banque a désormais en réserve 131 896 échantillons prélevés au cours de 1 359 campagnes. Sur ce total, 36 686 échantillons ont déjà été analysés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, 399 documents ont été ajoutés à la bibliothèque numérique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins de la CPS et 3 003 474 téléchargements ont été effectués depuis la page.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, 539 hommes et 405 femmes (944) ont assisté à des formations animées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, contre 774 personnes en 2019. La participation féminine est en hausse de 19 % par rapport à l'année 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, 56 femmes et 11 hommes (67) ont pris part à une formation sur la production et la diffusion de l'information halieutique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, 6 387 poissons ont été marqués et relâchés au cours d'une campagne de marquage de 49 jours dans le Pacifique central (CP14) (68 % de thons obèses, 27 % de thons jaunes et 5 % de bonites) ; 64 poissons (44 thons obèses et 20 thons jaunes) ont été équipés d'une marque enregistreuse, tandis que des marques acoustiques émettrices ont été implantées dans 32 thons obèses afin d'étudier le comportement dans l'espace des poissons évoluant autour des DCP dérivants. En outre, 155 thons obèses, 14 bonites et 89 thons jaunes ont reçu une injection de chlorure de strontium, substance qui se dépose dans les otolithes des poissons, ce qui permettra d'évaluer avec davantage de précision le taux de croissance des spécimens marqués lorsqu'ils seront recapturés. Des échantillons biologiques ont également été prélevés sur 528 poissons. Des prélèvements génétiques complémentaires ont été effectués sur une partie des spécimens visés par l'échantillonnage biologique (toutes espèces confondues), ainsi que sur un sous-ensemble de thons marqués à l'aide de marques classiques, avant leur remise à l'eau. Des biopsies ont aussi été pratiquées sur des tissus vivants extraits de 5 requins océaniques à pointe blanche et de 50 requins soyeux.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, des données sur les invertébrés ont été recueillies dans 1 pays océanique (Fidji), ce qui contribuera à enrichir la base d'informations sur l'état des invertébrés. Des données sur les poissons ont été collectées dans le cadre d'enquêtes sur les marchés et d'enquêtes aux points de débarquement dans 4 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna) ; elles contribueront à l'évaluation régionale du cycle biologique des espèces ciblées en 2021.	Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna	Produit	
En 2020, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a mis au point des outils dématérialisés pour la gestion des données sur les pêches côtières. En voici quelques-uns : • Modules Web pour la réalisation d'enquêtes aux points de débarquement et d'enquêtes socio-économiques, ainsi que pour la collecte d'informations sur les espèces (biologie, facteurs de conversion, tailles réglementaires, etc.) ; • Développement de l'application pour tablette Ikasavea afin d'y inclure les enquêtes aux points de débarquement ; • Identification des espèces de poissons à partir d'une banque d'images utilisant l'intelligence artificielle, pour les modules Web des relevés sur les marchés et des enquêtes aux points de débarquement.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
En 2020, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a réalisé et publié 1 répertoire des pêches, 9 bulletins, 4 rapports, 15 manuels, 2 notes d'orientation, 3 dépliants et 11 vidéos de sensibilisation et de formation (en anglais et en français). La Division a aussi facilité la réalisation et la diffusion de plusieurs ensembles d'informations et produits nationaux sur les pêches : • État des stocks d'holothurides aux Tonga ; • Évaluation du crabe de cocotier (Birgus latro) sur l'atoll de Palmerston, aux Îles Cook ; • Stratégie nationale sur la biosécurité aquatique aux États fédérés de Micronésie ; • État des crabes de palétuvier (Scylla serrata) dans les eaux de Pohnpei (États fédérés de Micronésie), en 2018 ; • Comparaison des activités de pêche artisanale selon un gradient démographique à Kiribati et de leurs conséquences potentielles sur 6 espèces de poissons de récif ciblées ; • Guide relatif au bien-être des animaux d'aquaculture en Polynésie française. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a également facilité la réalisation et la diffusion de 15 vidéos, 11 affiches et 8 brochures ou dépliants en langues locales afin d'appuyer la sensibilisation au niveau des pays.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a publié : • le numéro 40 de <i>La bêche-de-mer</i>, <i>Bulletin d'information de la CPS</i> • les numéros 31 et 32 du bulletin <i>Les femmes et la pêche</i> de la CPS • 3 numéros (en anglais et en français) de la <i>Lettre d'information sur les pêches</i> de la CPS.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
En 2020, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a accompagné au plan technique la révision et la mise à jour de : • 2 plans nationaux de développement de l'aquaculture (Îles Cook, Vanuatu) ; • 2 règlements nationaux sur l'aquaculture (Kiribati, Îles Marshall) ; • 5 rapports nationaux d'analyse des risques relatifs aux investissements dans les entreprises aquacoles (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau) ; • 1 projet de loi sur l'aquaculture (Kiribati, Polynésie française) ; • politiques et plans sur l'aquaculture (travaux de rédaction à Vanuatu).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Polynésie française, Vanuatu	Produit	
La CPS a traité les données de 1 762 missions d'observation réalisées dans le cadre des programmes d'observation de 16 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et mécanismes régionaux) à l'aide du logiciel Tufman2. L'objectif fixé, à savoir la saisie, à la fin mai, des données de 1 000 carnets d'observateur de la pêche à la senne pour l'année précédente, a également été atteint.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Produit	
La CPS a traité 542 journaux de pêche (201 pour la pêche à la palangre, 310 pour la pêche à la senne et 31 pour la pêche à la canne), qui couvrent les opérations de senneurs et de palangriers battant pavillon de 15 pays (Chine, Corée, El Salvador, Fidji, Japon, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Îles Salomon, Taïwan, Tuvalu, Vanuatu).	Fidji, interne (CPS), États fédérés de Micronésie, Niue, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga	Produit	
La CPS a appuyé la création d'une exploitation perlière communautaire aux Fidji. À titre d'adaptation à la crise de la COVID-19, l'exploitation produira de la chair d'huître perlière comestible destinée aux marchés alimentaires, en lieu et place des perles rondes réservées aux marchés du luxe. En outre, 49 participants ont assisté à une formation à la gestion des cheptels d'huîtres perlières.	Fidji	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a organisé une formation virtuelle et un atelier de consultation sur le genre et les droits de la personne, en collaboration avec la Division droits de la personne et développement social, ce qui a permis de former 60 personnes (46 femmes, 14 hommes) employées par les ministères des Pêches, de la Justice et de la Condition féminine de 9 pays océaniques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Des conseils techniques ont été fournis au Gouvernement de Kiribati concernant l'acquisition de données d'imagerie LIDAR (télédétection par laser), destinées à la réalisation d'une étude de faisabilité relative à l'implantation d'une carrière à Banaba.	Kiribati	Produit	
Deux rapports techniques ont été soumis au PNUD pour le compte du projet d'adaptation côtière de Tuvalu, qui cible Nanumea et Nanumanga.	Tuvalu	Produit	
Le rapport d'évaluation des dommages causés par Friesoul a été examiné par le Département de l'environnement des Fidji, avec l'appui des experts des différents programmes de la CPS.	Fidji	Produit	
Un plan d'aménagement participatif du territoire a été établi dans le bassin versant de la rivière Labasa.	Fidji	Produit	
Au total, 4 kg (Fidji) et 1 kg (Tonga) de semences de santal ont été collectés et entreposés au CePaCT, en vue d'échanges avec les Tonga.	Fidji, Tonga	Produit	
Des semences et des spécimens d'herbier de référence ont été collectés et préparés pour 8 espèces indigènes (<i>Agathis macrophylla</i> , <i>Elaeocarpus lepidus</i> , <i>Elatostachys falcata</i> , <i>Canarium harveyi</i> , <i>Dysoxylum richii</i> , <i>Gardenia storckii</i> , <i>Podocarpus nerifolius</i> et <i>Parasponia andersonii</i>). Compte tenu de la suspension des vols internationaux en partance des Fidji, les échantillons seront conservés au CePaCT jusqu'à la reprise du transport aérien.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
À la fin décembre 2020, 2 237 obtentions de 17 plantes cultivées étaient conservées dans les collections du CePaCT.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Aux Îles Cook, 18 lignées de taro ont été identifiées en vue de leur inclusion dans les collections du CePaCT.	Îles Cook	Produit	
Le Territoire de Wallis et Futuna a identifié 14 obtentions de taro, d'igname, de banane, de patate douce et de taro géant en vue de leur inclusion dans les collections du CePaCT.	Wallis et Futuna	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Aux Fidji, 9 obtentions de cocotier ont été collectées à Taveuni pour la réalisation de travaux de recherche sur l'optimisation des protocoles de conservation et de multiplication végétative en masse, en collaboration avec l'Université du Queensland (Australie) ; 7 obtentions de ces mêmes cultivars prélevés antérieurement seront également utilisées pour des travaux de recherche.	Fidji	Produit	
Le système GRIN-Global de gestion de l'information des banques de gènes a été installé pour tester sa compatibilité avec les systèmes de documentation du CePaCT. Le nouveau système s'accompagnera d'un site Web, sur lequel les utilisateurs pourront accéder aux informations concernant les variétés végétales disponibles depuis la banque de gènes du CePaCT.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des activités de mentorat et d'accompagnement professionnel ont été organisées en continu au profit de fonctionnaires de différents pays, en vue d'appuyer l'élaboration de politiques. La fonction publique était également fortement représentée dans les ateliers sur les politiques biologiques organisés aux Fidji (11 représentants des pouvoirs publics) et à Vanuatu (10 représentants des pouvoirs publics).	Fidji, Vanuatu	Produit	
Les agriculteurs ont bénéficié, à la demande, d'un accompagnement et de conseils techniques continus à distance. La promotion de pratiques agricoles biologiques a été assurée par le biais d'articles hebdomadaires et du bulletin d'information du troisième trimestre, ainsi que sur le site Web de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) et les réseaux sociaux.	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
Une formation aux méthodes de l'application Climate Smart a été organisée de concert avec des agents du ministère fidjien de l'Agriculture et de l'Université du Pacifique Sud (USP).	Fidji	Produit	
Des fiches d'information ont été traduites et réalisées en langues de Kiribati et de Tuvalu, puis distribuées aux 2 pays à des fins de promotion.	Kiribati, Tuvalu	Produit	

DEUXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Le premier Cadre régional sur la biosécurité aquatique a été approuvé par la Conférence régionale des ministres des Pêches du Forum en août 2020.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Les travaux axés sur la diversification des moyens d'existence et des chaînes de valeur ont pris du retard en raison de la crise de la COVID-19. Toutefois, ce retard devrait se résorber à mesure que la situation se normalise. La trousse d'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre est en cours d'élaboration.	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Aucun progrès n'est à signaler concernant l'élaboration de nouvelles lois ou de procédures opérationnelles normalisées en 2020. Une « description de l'action » a été soumise à l'UE pour rendre compte des ajustements apportés à l'initiative régionale intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Océanie (PRISCO) en réponse à la COVID-19.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de comportements	
- Un appui a été fourni à 17 entreprises : 15 entreprises privées et 2 groupements associatifs d'aquaculteurs de 8 pays (Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu) et de 2 Territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française). - Un appui a été fourni à 1 entreprise en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le but de diversifier l'offre, jusqu'alors axée sur le secteur cosmétique à l'export, par des produits à vocation nationale, notamment avec la production d'algues comestibles destinées au marché alimentaire local.	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Produit	
Une formation régionale à l'encadrement, spécialement conçue pour les entreprises aquacoles, a été animée au format virtuel au profit de participants de 4 pays insulaires océaniques (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga) pour leur permettre de développer leur sens des affaires, ainsi que leurs compétences en encadrement et en gestion des personnes.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga	Produit	
Le module de formation à l'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre dans les filières agricoles est en cours d'élaboration. Un module de formation financière, les systèmes participatifs de garantie et la Norme océanique d'agriculture biologique sont en cours de révision.	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	

TROISIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Les principaux ports des Fidji, de Kiribati et des Îles Salomon ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon	Impact	
Une stratégie d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) sur l'énergie durable et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique a été élaborée avec succès en vue de sa mise en œuvre dans les établissements d'enseignement supérieur de la région.	Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste)	Changement de pratiques	
En 2020, il était considéré que 74 bâtiments de navigation intérieure avaient entamé des démarches en vue d'adopter un système de gestion de la sécurité. Le Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs a été étendu à 5 pays océaniques supplémentaires en 2020 (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa). Il n'a pas été possible d'inclure Palau et Tokelau comme prévu en 2020, en raison des contraintes budgétaires rencontrées et des priorités arrêtées.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Un règlement type sur les aides à la navigation a été élaboré et diffusé aux États et Territoires insulaires océaniques. Les Îles Cook, Kiribati, les Tonga et Vanuatu ont entamé les démarches requises pour transposer le règlement type dans leur cadre législatif national.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
A Vanuatu, les émissions de gaz à effet de serre d'un navire détenu et exploité par un armateur local ont été réduites grâce à l'installation d'un système de production d'énergie solaire.	Vanuatu	Changement de pratiques	
Kiribati et les Îles Salomon ont assuré de manière autonome leurs travaux d'installation et de maintenance des aides à la navigation.	Kiribati, Îles Salomon	Changement de pratiques	
La consommation d'électricité de Fiji Ports à Muaiwalu House a été réduite de 45 % en 2020 par rapport aux chiffres de 2016.	Fidji	Changement de pratiques	
Au total, 10 pays océaniques ont amélioré leurs capacités globales et leurs systèmes de sécurité de la navigation, grâce à la rédaction de plans d'exploitation, à la création de registres des aides à la navigation et/ou à la mise en place de crédits budgétaires pour la maintenance des aides à la navigation.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Au total, 8 qualifications régionales axées sur la résilience et les énergies durables ont été mises au point. Des qualifications nationales ont été élaborées aux Fidji, aux États fédérés de Micronésie, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu. Les qualifications régionales et nationales ont été introduites dans les pays océaniques et un vivier de formateurs et d'examineurs nationaux a été constitué dans les pays concernés.	Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste)	Évolution des connaissances	
Des formations axées sur la résilience et les énergies durables ont été proposées dans plus de 10 États et Territoires insulaires océaniques (plus de 40 jeunes et femmes ont été formés dans les deux secteurs). La formation des formateurs a aussi été assurée. La Fédération régionale océanique des professionnels de la résilience est en activité, après l'élection de son comité exécutif.	Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste)	Évolution des connaissances	
Les administrations maritimes de 9 pays océaniques emploient désormais des gestionnaires d'aides à la navigation certifiés.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Un appui restreint a été fourni aux pays océaniques en 2020 en vue de faciliter l'accès aux données relatives aux prix des carburants. Des démarches ont été entreprises pour relancer le programme d'appui à la fixation des prix des carburants, mais elles n'ont pu aboutir en 2020, car les financements réservés à cet effet ont pris fin.	Fidji	Produit	
En 2020, le Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE) a fourni une assistance technique dans le cadre de l'examen du contrat de concession de distribution d'électricité liant l'actuel fournisseur d'électricité des Tonga, Tonga Power Limited (TPL), et la commission de régulation de l'électricité du pays. Le contrat final validé par les parties a été signé par le Gouvernement des Tonga en janvier 2021.	Tonga	Produit	
Appui à la formulation de la Stratégie énergétique pour le Pacifique 2021–2025 de la Banque asiatique de développement (BASD).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Des évaluations des risques portant sur les systèmes de sécurité de la navigation ont été conduites dans 9 pays océaniques, notamment sur les aides à la navigation. Des évaluations des risques simplifiées au titre de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) ont été publiées (10 rapports).	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	Produit	
En 2020, 7 gens de mer et personnels non navigants ont achevé leur formation à la sécurité des transports maritimes intérieurs en Océanie.	Kiribati	Produit	
Le Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique 2021–2030 a été élaboré.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La version révisée du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique a été élaborée et finalisée. Cet instrument a été rebaptisé Cadre en faveur de la sécurité énergétique et de la résilience dans le Pacifique 2021–2030.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des projets de règlement relatifs à l'efficacité des appareils électriques et aux audits énergétiques ont été formulés.	Palau	Produit	
La CPS a organisé 3 webinaires sur l'accélération des investissements en faveur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la mobilité intelligente dans les pays insulaires océaniques, de concert avec GET.invest. Aux Fidji, 2 tables rondes sur l'accès à l'énergie et les financements privés ont été organisées conjointement avec le Réseau consultatif pour le financement privé de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La version révisée de la politique énergétique de Tuvalu a été finalisée.	Tuvalu	Produit	
L'Observatoire océanique de l'énergie est désormais relié au portail du réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables et s'ouvre ainsi à un public international de chercheurs et d'acteurs du secteur énergétique. L'Observatoire a fusionné, au plan mécanique et opérationnel, avec le Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE), et les données et informations sont mises à disposition du secteur privé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un examen par les pairs de la stratégie d'adaptation à l'évolution technologique et aux améliorations des systèmes réglementaires 2020, adoptée par l'Autorité maritime des Îles Salomon, a été réalisé. Le décret de gouvernance maritime (règlements existants) 2021 et le décret de gouvernance maritime (frais, droits et redevances) 2021 de l'Autorité maritime des Îles Salomon ont été rédigés et soumis.	Îles Salomon	Produit	

QUATRIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Des directives relatives à l'harmonisation des microdonnées de recensement et d'enquête ont été publiées. Des indicateurs normalisés du marché du travail ont été établis pour 13 pays océaniques (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) et diffusés à 3 d'entre eux (Îles Cook, Kiribati, États fédérés de Micronésie). Des indicateurs normalisés de consommation ont été établis pour 12 pays océaniques (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) et diffusés à 2 d'entre eux (Îles Cook, États fédérés de Micronésie).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
En partenariat avec la Banque mondiale, la FAO, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'UNICEF et l'UNFPA, la Division statistique pour le développement intervient à tous les maillons de la chaîne de valeur statistique, notamment au niveau de l'analyse et de la diffusion. En voici quelques exemples : enquête en grappes à indicateurs multiples à Kiribati (UNFPA et UNICEF) ; enquête sur la population active aux Tonga (OIT) ; enquête sur les revenus et les dépenses des ménages à Kiribati, aux Îles Marshall et à Vanuatu (FAO).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
De nouvelles méthodes d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages, approuvées par le Comité océanique des méthodes statistiques en 2019, ont été appliquées aux Tonga en 2020. Kiribati et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance pour la mise en œuvre de leur campagne de recensement ; un système de gestion des données et un tableau de bord ont été utilisés pour suivre l'avancée des opérations de terrain à Vanuatu et couvrir les zones non recensées à Kiribati. En 2020, les directives régionales d'échantillonnage ont été publiées en vue de l'harmonisation des microdonnées de recensement et d'enquête, ainsi que de la base de données régionale sur les nutriments.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Kiribati, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Le Comité océanique des méthodes statistiques s'est réuni en juillet et septembre 2020. Il a examiné les principaux thèmes suivants : méthodes d'enquête téléphonique à haute fréquence, méthode d'évaluation de la pauvreté, collecte d'informations sur la population active dans les campagnes de recensement, utilisation des bases de données administratives dans les programmes de recensement du Pacifique et recours aux technologies et outils logiciels dans les services nationaux de la statistique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Le nombre de nouveaux visiteurs enregistrés sur le site Web de la Division statistique pour le développement a fortement augmenté en 2020, puisqu'il est passé de 28 % en juillet à 69 % en novembre. Le billet « Economic and Social Impacts of COVID-19 on PICs » a été le plus consulté en juillet 2020 (289 visiteurs) et la page consacrée aux indicateurs de la Division statistique pour le développement a été la plus vue en novembre (287 visiteurs).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Les nouveaux sites Web de la Division statistique pour le développement et de la Plateforme de données océaniques ont permis d'améliorer l'accès aux indicateurs des ODD et aux autres indicateurs régionaux. La Plateforme de données océaniques a intégré 355 indicateurs actualisés du développement dans le Pacifique (ODD, indicateurs minima du développement national et indicateurs des macroagréats du marché du travail et de l'éducation). Le tableau de bord des ODD a été mis à jour et enrichi d'une centaine d'infographies. L'examen des indicateurs minima du développement national a été achevé et ajouté à Stat et à la bibliothèque de données du Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Sur les 15 pays visés, 8 (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) mettent actuellement en œuvre leur stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS). Nauru et Tokelau ont entériné leur SNDS en 2019 et lancé la mise en œuvre en 2020. Le projet de stratégie des États fédérés de Micronésie doit encore être officiellement ratifié par le Gouvernement, tandis que des projets de texte sont en cours d'élaboration aux Fidji et à Niue.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Les opérations de recensement et d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages ont été exécutées et les données recueillies ont été traitées dans 7 pays océaniques : ensemble de données d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) 2019/2020 traité et recensement effectué à Vanuatu ; ensemble de données ERDM 2019/2020 compilé et recensement effectué à Kiribati ; ensemble de données ERDM 2019/2020 compilé aux Îles Marshall ; collecte de données ERDM 2019/2020 en cours à Wallis et Futuna ; planification de la campagne d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages 2020/2021 en cours aux Tonga ; opérations de terrain du recensement de la population et des logements 2020 achevées à Palau ; et ensemble de données du mini-recensement de la population et des logements 2019 finalisé à Nauru et versions préliminaires des produits thématiques préparées.	Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Tonga, Palau, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La base de données et les barres de progression des ODD ont été mises à jour, et une assistance technique a été fournie pour que les définitions révisées des indicateurs des ODD répondent aux besoins des pays océaniques et soient bien incluses dans la base Stat de la Plateforme de données océaniques. Le tableau de bord des ODD, qui comprend 131 indicateurs, a été actualisé dans la Plateforme de données océaniques, et une courte vidéo a été ajoutée afin d'expliquer comment utiliser cet outil. Les tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) ont également été ajoutés à la Plateforme de données océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
Un atelier régional sur les méthodes d'échantillonnage et de planification a été organisé aux Fidji en février, en partenariat avec Stats NZ, le Bureau australien de la statistique (ABS), l'UNICEF et la Banque mondiale. L'atelier a réuni 18 participants (9 hommes, 9 femmes), principalement des statisticiens officiels des services nationaux de la statistique (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les analyses et les projets de rapport sur les indicateurs de la pauvreté aux Îles Cook, à Niue, au Samoa et à Tokelau sont à présent achevés et sont en attente d'approbation définitive.	Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau	Évolution des connaissances	
Des données mensuelles et trimestrielles sur les conséquences économiques de la COVID-19 ont été complètes à partir des ressources disponibles et présentées sous forme de synthèses régionales diffusées sur le site Web de la Division statistique pour le développement. Des rapports semestriels sur les conséquences économiques de la COVID-19 ont été publiés pour le premier semestre 2020.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
Au total, 130 ensembles de données de recensement ou d'enquête ont été enregistrés, publiés et archivés conformément aux normes internationales dans la Bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques ; les données sont désormais accessibles en ligne et utilisables à des fins d'analyse secondaire pour une approche factuelle du développement. En 2020, plus de 1 000 citations ont été publiées pour la totalité des ensembles de données de la Bibliothèque, et 56 contrats de licence de données ont été signés avec les pays membres.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
La Division statistique pour le développement et la Plateforme de données océaniques ont contribué à la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 et à la Feuille de route régionale pour un développement durable : elles ont généré des analyses et des infographies sur les facteurs de changement et ont fourni les ensembles de données statistiques qui sous-tendent la Stratégie.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon	Évolution des connaissances	
Un appui a été fourni à 2 pays océaniques (États fédérés de Micronésie, Îles Salomon) en vue du dépôt de leur examen national volontaire (ENV) auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2020.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon	Évolution des connaissances	
Des projections et analyses démographiques ont été réalisées pour la totalité des États et Territoires insulaires océaniques, et les projections ont été chargées sur la Plateforme de données océaniques/Stat. Cela inclut l'affiche sur la population océanique de 2020 et les grilles de population à haute résolution générées pour 17 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna). Les grilles de population des Îles Cook et des Samoa américaines ont été établies et chargées sur la Plateforme de données océaniques, tandis que des grilles de population et une typologie des espaces urbains et ruraux ont été réalisées pour Guam, les Îles Marshall et Niue (en attente de chargement sur la Plateforme de données océaniques).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
La Nomenclature 2020 des fonctions de la consommation individuelle dans le Pacifique a été compilée et publiée.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Le Rapport de situation sur les pêches côtières 2020 comprend des données d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de 10 pays insulaires océaniques, contre 12 en 2019. Cette baisse s'explique par l'exclusion de 2 pays océaniques qui avaient effectué leurs enquêtes en 2010. Le Rapport de situation a été présenté à la Conférence des ministres des Pêches du Forum.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Finalisation de monographies sur le handicap pour les Fidji et Tuvalu, et mise au point d'un ensemble clé d'indicateurs sur le handicap.	Fidji, Tuvalu	Produit	
Des analyses de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires ont été effectuées et des profils sécurité alimentaire ont été établis pour les Îles Salomon et Vanuatu. Un article intitulé « COVID-19 and Pacific food system resilience: Opportunities to build a robust response » a été publié et 9 fiches d'information microéconomique ont été réalisées afin de constituer une matrice de référence pour la COVID-19. La Division statistique pour le développement a collaboré avec la FAO à la mise en œuvre du Programme de coopération technique régional pour l'ODD 2.1.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Salomon, Vanuatu	Produit	
La CPS préside actuellement le Groupe mondial des registres et statistiques d'état civil. Placé sous l'égide des Nations Unies, le Groupe a appuyé l'organisation de 6 webinaires mondiaux sur les questions liées aux registres et statistiques d'état civil. Ils ont réuni plus de 30 personnes, dont 14 participants de 8 pays insulaires océaniques (Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Niue, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu). La CPS a également rédigé des documents techniques sur l'utilisation des registres et des données administratives pour les campagnes de recensement et a animé une formation sur les normes internationales d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil à l'intention des officiers d'état civil aux Fidji.	Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Niue, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu	Produit	
Des rapports techniques et des directives ont été publiés pour appuyer le travail des services nationaux de la statistique et des organismes administratifs. Il s'agit des documents suivants : document sur la continuité opérationnelle des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil en période de pandémie ; feuille de route sur le recours accru aux registres et aux données administratives dans les programmes de recensement des pays insulaires océaniques, et 5 documents connexes ; document technique sur les registres de population et l'important rôle statistique qu'ils jouent ; directives relatives au cadre d'amélioration des registres et statistiques d'état civil ; article de recherche sur le système d'enregistrement des faits d'état civil de Vanuatu dans le contexte des catastrophes et situations d'urgence ; et rapport de situation sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil (en cours d'établissement).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La gamme de produits techniques fournis aux partenaires du développement se décline comme suit : CESAP – séminaires de la communauté de pratique sur l'intégration des données ; Bureau australien de la statistique (ABS) – indice des prix à la consommation ; Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP) – ateliers virtuels sur le commerce électronique ; Groupe du fer de lance mélanésien – atelier sous-régional sur le commerce électronique ; CPS – utilisation des registres et des données administratives aux fins des recensements ; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime – traite des êtres humains ; et OCDE – lancement des statistiques des recettes publiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des produits statistiques ont été mis au point et rendus accessibles en ligne. Des macroagrégats du marché du travail et de l'éducation, des indicateurs régionaux harmonisés du marché du travail (pour 13 pays) et des sommaires de données économiques pour les trimestres 1 et 2 de l'année 2020 ont été chargés dans la base de données Stat. Les dernières statistiques du commerce international de marchandises des Îles Cook, des Fidji, de Kiribati, du Samoa et des Tonga ont été examinées et diffusées dans la bibliothèque de données de la Division. De nouveaux graphiques dynamiques sur les pyramides des âges, des ensembles actualisés de données de projection et des projections révisées pour les pays océaniques ont également été mis en ligne sur le site Web de la Division statistique pour le développement en 2020.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga	Produit	
En 2020, la Bibliothèque a reçu plus de 40 demandes d'accès aux microdonnées pour les besoins de l'élaboration des politiques et de la recherche, et 10 fichiers de microdonnées ont été transmis aux chercheurs et utilisateurs vérifiés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La Division statistique pour le développement a fourni des éléments techniques inclus dans les documents de la CESAP sur les services manufacturiers (exportation), la mesure du travail temporaire et les relations d'emploi. La Division, qui représente le Pacifique au sein de la CESAP, a aussi contribué à la bonne organisation de l'édition 2020 de la Semaine Asie-Pacifique des statistiques, qui réunit un grand nombre de participants au niveau régional et mondial.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un atelier régional consacré à la constitution des échantillons et à la planification des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages a été organisé en février 2020. Les échanges entre pairs et la formation régionale sur la collecte assistée par informatique (CAPI) (Survey Solutions) n'ont pu avoir lieu en 2020 en raison des mesures de restriction des voyages liées à la COVID-19.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Le plan quinquennal des collectes de données pour la région et le budget associé ont été mis à jour et intégrés au document sur la gouvernance et le financement de la statistique présenté à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Plusieurs documents, comptes rendus de réunion et relevés de conclusions ont été publiés à la suite des réunions de plusieurs instances régionales de gouvernance de la statistique, dont le Comité océanique des méthodes statistiques, le Comité permanent océanique des statistiques, le Groupe d'entente de Brisbane et la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, toutes organisées avec succès en mode virtuel.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
S'agissant des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil, 2 pays océaniques (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée) ont bénéficié d'une assistance technique en vue de l'évaluation et de l'élaboration de leur plan d'action national. Une formation a été organisée au profit du personnel de l'état civil des Fidji (environ 30 personnes). Une formation à la codification des causes de décès a été assurée au bénéfice de 2 pays océaniques (Nauru, Samoa). Les Tonga ont bénéficié d'une formation sur l'établissement de rapports relatifs aux statistiques de l'état civil. Une étude de faisabilité relative à la mise en place d'un registre de population a été réalisée à Tuvalu et la plateforme OpenCRVS a été déployée à Niue.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une assistance technique a été fournie à 14 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) pour l'enregistrement des faits d'état civil et l'établissement des statistiques de l'état civil, conformément à l'approche globale préconisée par les Nations Unies pour la gestion de l'identité juridique, ainsi qu'aux principes et recommandations des Nations Unies pour l'enregistrement des faits et statistiques de l'état civil. Plusieurs mesures ont été adoptées à cet effet : application de méthodes d'assurance de la continuité opérationnelle des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil pendant la pandémie de COVID-19, outils informatiques au service de l'état civil (introduction d'une plateforme à code source ouvert pour l'enregistrement des faits et statistiques d'état civil – OpenCRVS), et utilisation accrue des registres et données administratives dans les programmes de recensement.	Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu	Produit	
La Division statistique pour le développement a poursuivi ses relations et actions de plaidoyer avec les utilisateurs de données du Pacifique pour faire connaître les produits et services statistiques, notamment auprès des partenaires, du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) et des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, ainsi que par le biais d'ateliers régionaux virtuels et d'un bulletin annuel, qui compte plus de 360 abonnés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des classifications de données ont été mises à disposition en vue d'une étude sous-régionale PNUD/UNICEF sur la protection sociale (Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau).	Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau	Produit	
Les ensembles de statistiques du commerce international de marchandises de 16 pays océaniques sont disponibles dans la base de données .Stat. Les tables régionales relatives aux statistiques du commerce international de marchandises, au PIB, à l'indice des prix à la consommation, aux statistiques d'entrée et aux dépenses publiques ont été mises à jour (Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Vanuatu). Des données sur les statistiques économiques ont été incluses dans le Résumé statistique de poche 2020 établi pour la région.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Vanuatu	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La Division a publié 3 outils de connaissance : 1 document d'information intitulé « Capacity for producing economic statistics in the Pacific » et 2 billets de blog, intitulés « New data shows significant declines in international trade in four Pacific Island countries » et « Visitor arrival numbers slump in PICTs ».	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une assistance technique et/ou des formations ont été assurées au profit de tous les pays océaniques qui ont réalisé des campagnes de recensement ou d'enquête : recensements à Kiribati et à Vanuatu, cartographie des recensements et enquêtes de Kiribati, des Tonga et de Vanuatu, système de gestion des données, validation et suivi géographiques, et publication du manuel QGIS pour la cartographie des recensements et enquêtes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des statistiques du commerce international de marchandises ont été établies pour 4 pays (Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Palau, Vanuatu). Les activités d'appui se sont déclinées comme suit : apport de capacités subsidiaires <i>in situ</i> pour la compilation, l'analyse et la préparation d'un document sur les performances commerciales à Palau et à Vanuatu ; apport de capacités subsidiaires à distance aux Îles Mariannes du Nord ; et assistance technique à distance pour Kiribati. D'autres activités d'assistance technique ont été menées, parmi lesquelles la compilation des données relatives aux importations à Guam depuis 2007 et la publication du rapport sur les statistiques d'exportation de Guam pour 2019 et le deuxième trimestre 2020.	Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Palau, Vanuatu	Produit	
Une assistance technique ciblée a été fournie à 7 pays insulaires océaniques dans le cadre des enquêtes suivantes : évaluation des besoins post-catastrophe à Vanuatu (2020) (cyclone Harold) ; enquête sur la population active aux Îles Cook (2019) ; enquête téléphonique à haute fréquence de suivi en Papouasie-Nouvelle-Guinée (2020) (COVID-19) ; enquête téléphonique à haute fréquence de suivi aux Îles Salomon (2020) (COVID-19) ; évaluation de l'impact socio-économique de la COVID-19 aux Îles Marshall (2020) ; enquête en grappes à indicateurs multiples sur le développement social à Kiribati (2018) ; et enquête en grappes à indicateurs multiples aux Tonga (2019).	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Produit	

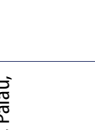
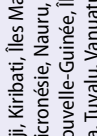
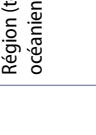
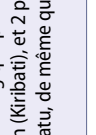
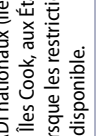
CINQUIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique (créée à la COP23 en 2017) aide 15 grands États océaniques à renforcer et à mettre en œuvre leurs cibles climatiques, conformément à l'Accord de Paris. Les pays bénéficient d'un soutien ciblé pour améliorer la qualité de leurs CDN et les transposer dans la législation nationale. En voici quelques exemples : Nauru – agriculture intelligente face au climat à l'appui des cibles de la CDN, et examen par les pairs du plan-cadre national eau/assainissement. Palau – transposition de la CDN dans la législation et les normes nationales en vue de l'établissement d'un règlement pour l'efficacité énergétique. Le dispositif de gouvernance de la Plateforme des CDN, mise en place en 2018 aux Fidji et hébergée par la CPS, est établi. Le comité de pilotage est présidé par Palau. Le groupe de coordination de la Plateforme se compose de la GIZ et de 3 autres partenaires, le PROE, le Global Green Growth Institute (GGGI) et la CPS. L'Unité de mise en œuvre de la Plateforme des CDN compte 16 agents, dont 2 techniciens de la CPS (1 à Suva et 1 à Nouméa), et a publié ses règles et procédures. L'élaboration de la plateforme Web est à présent achevée et cette dernière est hébergée par la Plateforme de données océaniques (http://pacificndc.org/).	Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste)	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Un certificat d'études supérieures en gestion durable des ressources « de la montagne au récif » a été décerné à 31 participants (dont 20 femmes) issus de 14 pays océaniques. Les participants assurent actuellement des fonctions de gestion et de coordination de projet dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Élaboration et mise en place d'un système d'alerte précoce sur la salinité aux fins de l'approvisionnement en eau à Bonriki (Kiribati).	Kiribati	Changement de pratiques	
Le service météorologique fidjien (FMS) a émis des alertes d'inondation côtière pendant les cyclones tropicaux Harold et Yasa.	Fidji	Changement de pratiques	
En 2020, 7 services météorologiques et hydrologiques nationaux produisaient des bulletins prospectifs mensuels sur l'océan. En 2020, les Fidji ont officiellement commencé à publier des bulletins prospectifs sur l'océan sous la forme d'un produit de services climatiques soumis à un contrôle de la qualité conforme aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
En 2020, les informations relatives aux limites maritimes ont été chargées dans le système de suivi des navires de l'Agence des pêches du Forum (FFA) (VMS), ce qui permet de renforcer le suivi, le contrôle, la surveillance et la sécurité régionale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Aux Tonga, l'hôpital de Lifuka (Ha'apai) a déménagé dans une zone plus élevée, conformément à la recommandation formulée en ce sens à l'issue de l'évaluation multi-aléas menée en 2014 par la CPS.	Fidji	Changement de pratiques	
À Kiribati, un protocole d'accord national a été signé entre le Bureau national de gestion des catastrophes et les services d'incendie et de police à des fins de jumelage avec le Conseil australasien des services d'incendie et de secours (AFAC). Kiribati a élevé le protocole d'accord au rang d'instrument national en y associant le Bureau du Président et le service d'incendie de l'Australie méridionale.	Kiribati	Changement de pratiques	
Des comités interministériels ont été mis en place dans les 14 pays insulaires océaniques visés pour appuyer l'intégration des principes « de la montagne au récif » et garantir ainsi une approche cohérente, complémentaire et coordonnée de la gouvernance des ressources. Ces comités opèrent à divers niveaux.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Une analyse économique relative à la culture hors saison sous abri des poivrons et des tomates a montré que les rendements du système sous abri étaient supérieurs à ceux de la culture en plein champ. Ces résultats constituent un outil décisionnel important pour les pouvoirs publics et les agriculteurs. En conséquence, le ministère fidjien de l'Agriculture et plusieurs agriculteurs de Sigatoka et Tavua ont entrepris de mettre en place des structures de culture sous abri. Le PNUD a en outre manifesté son intérêt pour le déploiement à plus grande échelle de structures sous abri aux Fidji. L'analyse économique de la culture sous abri sera intégrée à un nouveau manuel en cours de rédaction.	Fidji, Tonga, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Sur l'île de Funafala (Tuvalu), 75 bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes ») ont été distribués et installés. Des « food cubes » sont actuellement distribués à Tuvalu et à Kiribati à des fins d'évaluation et de promotion.	Kiribati, Tuvalu	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La conception de la base de données sur le rhinocéros du cocotier est achevée. La base de données, désormais opérationnelle, est alimentée par les Fidji et les Îles Salomon à l'aide de l'outil KoBo Toolbox. Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été dispensés à l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture et un nouveau modèle a été testé sur le terrain. La technologie KoBo Toolbox a largement contribué à la collecte de données lors de la campagne d'éradication du rhinocéros du cocotier aux Îles Salomon, deux ans après le lancement du projet.	Fidji, Îles Salomon	Changement de pratiques	
Vanuatu a bénéficié d'un soutien technique pour la mise en œuvre de mesures de surveillance, de confinement et de lutte contre le rhinocéros du cocotier dans le cadre du plan d'aide adopté par la CPS après le passage du cyclone tropical Harold. À ce titre, des pièges et des appâts ont été achetés et distribués à Vanuatu (500 unités) ainsi qu'à Wallis et Futuna (100 pièges et 200 appâts). Le Costa Rica a livré 1 500 appâts destinés au rhinocéros du cocotier et 1 000 appâts destinés à la chenille légionnaire d'automne. Les appâts destinés au rhinocéros du cocotier et les pièges/appâts conçus pour la chenille légionnaire d'automne qui ont été achetés au troisième trimestre ont été distribués à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Un soutien technique régulier a été apporté à la campagne d'éradication du rhinocéros du cocotier menée aux Îles Salomon, de même qu'un appui à la mobilisation des populations locales.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Les laboratoires de culture tissulaire de Vanuatu et de Wallis et Futuna devaient bénéficier d'activités d'appui en mars 2020, mais ces travaux ont été reportés en raison de la pandémie de COVID-19. Le laboratoire de Wallis et Futuna a reçu un soutien à distance.	Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'un soutien technique pour la réalisation des contenus et de la mise en page des supports de sensibilisation sur le rhinocéros du cocotier. Les supports ont été produits et distribués.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Une formation à la gestion des situations d'urgence et à la réponse aux catastrophes a été dispensée à 225 professionnels océaniques de la gestion des situations d'urgence/catastrophes.	Fidji, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu, interne (CPS)	Évolution des connaissances	
Une formation a été dispensée à 36 participants (15 femmes) dans les domaines suivants : cours de niveau 4 sur la gestion des zones côtières (16 personnes) ; prospection et surveillance sismiques (8 personnes) ; formation professionnelle internationale à la tenue de formations axées sur les compétences (6 personnes) ; et suivi-évaluation aux fins du suivi du Programme pour la résilience du Pacifique aux Îles Marshall (6 personnes).	Fidji, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
En 2020, 99 représentants des services météorologiques et hydrologiques nationaux et du secteur lié à l'océan ont suivi des cours de formation sur les sciences océaniques, la délimitation maritime et les applications de données relatives à l'océan ; des cours de formation virtuels sur la maintenance des marégraphes ; et des cours de formation pratiques sur la maintenance des marégraphes, le nivellement géodésique et l'évaluation des inondations après une catastrophe. Lors des évaluations post-formation, 74 % des participants sondés ont indiqué avoir amélioré leurs connaissances et leurs compétences au cours de la formation.	Fidji	Évolution des connaissances	
À la suite d'une formation sur les sciences océaniques, 24 personnes participant à une enquête de suivi à 6 mois ont indiqué avoir acquis de nouvelles compétences lors de l'atelier (Fidji, 92 %, et Vanuatu, 83 %), et modifié leur manière de faire à la suite de l'atelier (Fidji, 69 %, et Vanuatu, 42 %).	Fidji, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Un outil d'évaluation des réserves d'eau, qui prend en compte les risques de sécheresse et leurs conséquences sur la sécurité hydrique des populations locales, a été mis au point dans 4 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
De nouvelles informations tirées de la simulation rétrospective du régime des vagues à haute résolution sont désormais disponibles pour Kiribati, les Îles Marshall et Tuvalu.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu	Évolution des connaissances	
À Kadavu (Fidji), 5 participants (1 femme) ont suivi une formation sur les évaluations post-catastrophe à l'aide du modèle d'enquête sur l'exposition du Projet d'évaluation et de financement des risques de catastrophe dans le Pacifique (PCRAF), et ont fait preuve d'assurance lorsqu'ils ont recueilli des données à l'aide du matériel prévu à cet effet.	Fidji	Évolution des connaissances	
Un nouveau système d'observation de la houle en temps réel a été mis en place aux Fidji. Il permettra de valider les produits de prévision et de renforcer la confiance dans le système d'alerte précoce.	Fidji	Évolution des connaissances	
Réalisation d'études techniques sur la gestion et l'exploitation des ressources hydriques souterraines dans 5 pays océaniques – Fidji (Nabutautau), Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie (Yap), Tuvalu –, avec établissement de rapports, création d'outils visuels en ligne et organisation d'ateliers destinés aux populations locales, aux concepteurs de projet, aux pouvoirs publics et aux responsables des opérations d'approvisionnement en eau souterraine. Éclairage sur le potentiel, la gestion et l'exploitation des ressources hydriques souterraines, et renforcement des connaissances.	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu	Évolution des connaissances	
La formation professionnelle internationale IST dispensée par l'Australasia Pacific Training Coalition (APTC) a été suivie par 69 participants. Il s'agit d'une formation diplômante accréditée.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Dans le cadre d'un partenariat avec des spécialistes des plantes dans les pays, l'équipe santé des végétaux a regroupé et analysé des données provenant de cliniques des plantes ainsi que des résultats transmis via WhatsApp dans 4 pays océaniques (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga). Pour les Fidji, l'analyse des données des cliniques des plantes est achevée, tandis que celle des données reçues via WhatsApp est en cours. Les données des Îles Salomon, du Samoa et des Tonga – cliniques des plantes et données WhatsApp – sont en cours d'analyse. Les résultats des cliniques des plantes sont compilés de façon à appuyer la cartographie des tendances/de la répartition des ravageurs et des maladies dans différents pays et localités. Les données seront incorporées dans la base de données relative aux ravageurs.	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga	Évolution des connaissances	
La CPS continue d'appuyer la formation continue des agriculteurs qui pratiquent la culture sous abri à Sigatoka, notamment pour la rénovation des structures après le passage du cyclone tropical Harold. La collecte de données et les essais sur le terrain ont repris : ils visent à évaluer la culture sous abri et la plantation en plein champ en vue de la réparation des dommages causés par le cyclone Harold.	Fidji, Tonga, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	
Une analyse consacrée au changement climatique et à la sécurité alimentaire a été mise au point pour Tuvalu. Cette analyse jette les bases d'une évaluation de la vulnérabilité, qui permettra de concevoir un programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Tuvalu, dans le cadre du programme « Food Futures » financé par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT). Un nouvel accord de subvention a été conclu dans le but de soutenir la production agricole climato-intelligente à Kiribati et à Tuvalu. Des fonds ont été mobilisés en vue d'assurer le déploiement du programme (phase 2) aux Fidji et à Kiribati.	Fidji, Kiribati, Tuvalu	Évolution des connaissances	
La clinique des plantes a appuyé au plan technique le diagnostic des maladies des végétaux aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa et aux Tonga. Environ 315 diagnostics ont été posés dans les pays ciblés : Fidji – 50 échantillons de 11/31 cliniques depuis 2017 ; Tonga – 99 échantillons de 10 cliniques depuis 2018 ; Îles Salomon – 166 échantillons de 8 cliniques depuis 2019. On attend encore les résultats du Samoa. Plus de 260 agriculteurs ont bénéficié des activités assurées par les cliniques des plantes, qui ont permis d'identifier les maladies courantes touchant les principales cultures. Plusieurs mesures de lutte (culturales, « maison » et chimiques) ont été évaluées et des pratiques communes ont été définies. Aux Fidji et aux Îles Salomon, des agents de vulgarisation ont bénéficié d'une formation de remise à niveau sur les cliniques des plantes. Des cours de formation « cliniques des plantes » ont été dispensés sur le terrain dans la Division Est des Fidji. Une formation « cliniques des plantes » a également été assurée à Levuka (Fidji), et des activités de sensibilisation ont été menées dans le cadre du Salon de l'agriculture des Fidji, à Nadi.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La CPS a accédé au statut d'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) en 2019. Le programme de préparation des États fédérés de Micronésie pour 2019-2021 (axé sur le renforcement des capacités de l'autorité nationale désignée en vue de l'accès au FVC) a été prolongé de 6 mois en raison de la pandémie de COVID-19. Le programme de préparation des Îles Salomon est en cours d'élaboration. Dans les domaines de l'agriculture résiliente face au changement climatique, de la biosécurité, des pêches côtières et de la santé, 6 projets sont en cours d'élaboration au bénéfice des États fédérés de Micronésie, de Palau, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu. Le FVC a approuvé 2 notes conceptuelles (solutions d'adaptation au changement climatique pour les autorités locales, et sécurité hydrique) ; les propositions correspondantes sont en cours d'élaboration. Une demande a été soumise au Fonds pour l'adaptation en décembre 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Parmi les 52 participants inscrits au certificat d'études supérieures en gouvernance durable des ressources « de la montagne au récif », 31 (dont 20 femmes) ont achevé leur formation avec succès.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Dans le cadre d'un accord passé entre la CPS et l'Université James Cook, 31 diplômés (17 femmes) de 14 pays océaniques se sont inscrits au programme d'études supérieures (de niveau certificat ou diplôme) en gouvernance durable des ressources naturelles « de la montagne au récif ».	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Les risques climatiques et de catastrophe dans les zones côtières ont été évalués aux fins d'une étude de faisabilité relative à la côte nord de Tongatapu (Tonga).	Tonga	Produit	
Une formation en ligne sur le Système de gestion des incidents dans le Pacifique (PacIMS) a été dispensée à 225 personnes. Un module en ligne PacIMS (disponible sur la plateforme Moodle) a également été mis au point en vue d'une formation en 2021.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), interne (CPS)	Produit	
Dans 5 pays océaniques, élaboration de plans au regard de la feuille de route stratégique pour la gestion des situations d'urgence (SREM) : 2 pays disposent de plans existants (Îles Cook, Niue), 1 pays a adopté un plan (Kiribati), et 2 pays ont finalisé leur plan (Îles Salomon, Tonga). Des plans sont en cours d'élaboration à Nauru, au Samoa, à Tuvalu et à Vanuatu, de même que des plans hybrides aux Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.	Îles Cook, Kiribati, Niue, Îles Salomon, Tonga	Produit	
Des procédures opérationnelles normalisées sont en vigueur dans 2 pays océaniques : les Fidji (procédure du centre national d'opérations d'urgence) et le Samoa (procédure applicable aux plans d'urgence).	Fidji, Samoa	Produit	
Des plans de réponse technique sont en vigueur dans 2 pays océaniques (Kiribati, Tuvalu).	Kiribati, Tuvalu	Produit	
Réalisation d'une analyse diagnostique des îles (ADI) basée sur des études de référence menées dans 6 pays océaniques, et rédaction de 3 rapports d'ADI nationaux (Îles Cook, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée). Des ateliers d'analyse diagnostique de site ont également été organisés aux Îles Cook, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon et au Samoa. Des ateliers de suivi et des activités de validation auront lieu lorsque les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 seront levées, ou seront assurées à l'aide de consultants locaux en fonction de l'expertise disponible.	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Des évaluations rapides des espaces côtiers prioritaires (RapCA) ont été réalisées pour les Îles Cook, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Vanuatu : 1 rapport a été publié (Îles Salomon), 4 rapports sont en cours d'achèvement (Îles Cook, Samoa, Tonga, Vanuatu) et 1 rapport est toujours à l'examen (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Les évaluations jetteront les bases d'une gestion efficace des ressources naturelles conformément à la nouvelle approche visant à rapprocher science et réglementation.	Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Contribution au chapitre d'un ouvrage portant sur les enjeux liés à la sécurité hydrique dans le Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des données relatives à l'océan (bathymétrie, jeu de données océanographiques et produit relatif aux aléas) recueillies et produites pour le compte de Vanuatu sont désormais disponibles sur la Plateforme de données océaniques.	Vanuatu	Produit	
Un plan d'action relatif au changement climatique et à la santé a été établi pour les Îles Marshall.	Îles Marshall	Produit	
Rapport d'évaluation des eaux souterraines dans le village de Nabutautau (Fidji) communiqué sous forme de courrier.	Fidji	Produit	
Un document d'orientation axé sur les droits et responsabilités afférents aux espaces maritimes a été élaboré en 2020. Une conférence internationale consacrée aux impacts du changement climatique sur les zones maritimes a été organisée et le sous-comité spécialisé du Comité des représentants officiels des pays membres du Forum a été créé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Aucun nouveau traité de délimitation maritime n'a été signé depuis 2017.	États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon	Produit	
En 2020, les risques climatiques et de catastrophe ont été inclus dans le plan de gestion des bassins versants des Fidji à la lumière d'évaluations biophysiques et socioéconomiques rapides.	Fidji	Produit	
Étude préparatoire sur la sécurité hydrique et l'hydrologie menée au profit de 4 pays océaniques. Le rapport et des informations de suivi ont été diffusés dans le cadre d'ateliers.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu	Produit	
Des jeux de données bathymétriques et topographiques de pointe, à haute résolution, sont disponibles pour les Îles Marshall et Tuvalu.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Une solution d'adaptation et d'atténuation a été élaborée et arrêtée pour Nanumea et Nanumaga (Tuvalu).	Tuvalu	Produit	
La modélisation des vagues et des courants océaniques dans le lagon de Majuro a appuyé la planification et la conception des ouvrages de protection du littoral aux Îles Marshall. En outre, les données LIDAR acquises pour le compte des Îles Marshall éclaireront la prise de décision et les investissements en faveur de la résilience dans le pays.	Îles Marshall	Produit	
Une évaluation des eaux souterraines a été réalisée dans le village de Nabutautau aux Fidji (qui compte 200 habitants).	Fidji	Produit	
Le projet de loi sur la gestion des risques de catastrophe des Fidji et le mécanisme national de gestion des risques de catastrophe (GRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) de Kiribati ont été examinés dans le cadre du processus d'évaluation mené par les bureaux nationaux de gestion des catastrophes des deux pays.	Fidji, Kiribati	Produit	
Les ressources d'eau souterraine de Gagil-Tamil (État de Yap, États fédérés de Micronésie) ont été évaluées.	États fédérés de Micronésie	Produit	
De nombreux documents techniques/méthodologiques/d'orientation ont été établis et mis à la disposition des pays océaniques participants.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Le recours à des systèmes d'irrigation autonomes et à des bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes ») – technologies recommandées pour l'utilisation de l'eau et des sols sur les atolls – est actuellement encouragé à Kiribati et à Tuvalu. Les minéraux des atolls ont fait l'objet d'un article publié dans une revue éditée par MDPI. De nouvelles variétés culturales sont actuellement mises en avant à Kiribati et à Tuvalu.	Kiribati, Tuvalu	Produit	
Un cadre de diagnostic de vulnérabilité face au changement climatique a été élaboré et publié au bénéfice de Nauru. Le cadre prévoit la mise en place d'un diagnostic de vulnérabilité des systèmes agricoles de Nauru, ainsi que d'un plan en faveur de l'agriculture climato-intelligente et d'une formation ad hoc répondant aux priorités définies. Le diagnostic de vulnérabilité des systèmes agricoles de Nauru est en cours (sur la base de données secondaires).	Nauru	Produit	
Un manuel de formation relatif à la lutte contre le rhinocéros du cocotier a été élaboré et publié afin de guider les efforts régionaux de lutte contre le ravageur.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Des activités de formation sur la gestion des sols ont débuté aux Tonga, avec le soutien de la Division et en partenariat avec le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO).	Tonga	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Un manuel relatif aux cliniques des plantes a été achevé et publié en 2020. Les services de vulgarisation peuvent s'appuyer sur cet outil pour assurer la surveillance des nuisibles et des maladies et poser des diagnostics au niveau de l'exploitation agricole.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Wallis et Futuna	Produit	
La version préliminaire d'un manuel pratique sur la culture sous abri est en cours de rédaction, en collaboration avec le ministère fidjien de l'Agriculture. Les pouvoirs publics et les agriculteurs pourront s'appuyer sur cet outil pour déployer à grande échelle des systèmes de culture sous abri.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

SIXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Tous les pays océaniques sont dotés de services de protection de la famille et d'assistance en cas de violence domestique destinés aux survivant-e-s. En 2020, la CPS a appuyé les services de 6 pays océaniques (Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Tonga, Vanuatu	Impact	
La CPS a appuyé 22 campagnes qui se sont traduites par une évolution des politiques ou des lois, ou d'autres avancées en matière de droits de la personne aux États fédérés de Micronésie (5), aux Îles Marshall (2), aux Îles Salomon (8), aux Tonga (2) et à Vanuatu (5).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Îles Salomon, Vanuatu	Impact	
Affectation d'un budget aux plans de mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux en matière de droits de la personne dans 5 pays océaniques.	Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
Dans 4 pays océaniques, quelques rares éléments attestent que les établissements scolaires promeuvent les droits de la personne, l'égalité de genre et l'élimination des violences faites aux femmes : 2 clubs actifs d'éducation à la citoyenneté sociale aux Îles Marshall ; formation de formateurs destinée aux animateurs de proximité à Tuvalu ; et formation d'un nombre accru d'enseignants à Kiribati et à Vanuatu.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
En 2020, des associations des femmes du secteur maritime étaient en activité et bénéficiaient d'un soutien dans 10 pays océaniques. Aucune nouvelle association de ce type n'a vu le jour en 2020.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Dans 2 pays océaniques (Îles Salomon, Tonga), les femmes ont été plus nombreuses à accéder à des services juridiques en cas de violence domestique, ou à la signaler. Des hausses partielles ont été observées dans 4 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Des mécanismes nationaux de mise en œuvre, de présentation de rapports et de suivi relatifs aux traités sur les droits de la personne ont été mis en place dans 8 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tonga, Vanuatu). Les Îles Salomon s'y emploient également.	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Avancement de 51 campagnes soutenues par la CPS dans la réalisation de leurs objectifs en matière de droits de la personne aux États fédérés de Micronésie (5), aux Îles Marshall (5), aux Îles Salomon (24), aux Tonga (6), à Tuvalu (1) et à Vanuatu (10).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Tuvalu, Îles Salomon, Vanuatu	Changement de pratiques	
Exercice de cadrage dans 4 pays océaniques (Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Vanuatu) et mise en place d'une institution nationale de défense des droits de la personne, chargée de remettre des orientations et avis indépendants sur les questions touchant aux droits fondamentaux, dans un pays (Nauru).	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Vanuatu	Changement de pratiques	
Dans 4 pays océaniques, des ressources et des programmes d'études ont été mis en place en vue de promouvoir les droits de la personne. Élaboration d'un manuel stratégique pour l'éducation à la citoyenneté sociale aux Îles Marshall, à Kiribati, à Tuvalu et à Vanuatu ; mise au point de lecteurs de cartes culturelles pour les Îles Marshall, Kiribati et Tuvalu ; finalisation de la révision des programmes d'enseignement secondaire aux Îles Marshall ; parution d'un manuel et d'une vidéo sur la gestion positive des comportements et mise en œuvre du Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique dans 4 établissements scolaires à Tuvalu ; et publication d'un recueil océanien de poèmes à l'Université du Pacifique Sud (USP).	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Les Îles Marshall ont présenté les rapports nationaux suivants : Document de base, rapport au titre de l'Examen périodique universel (EPU) et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.	Îles Marshall	Changement de pratiques	
Le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des traités et mécanismes relatifs aux droits de la personne et/ou de l'EPU est assuré dans 9 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Émission de 95 ordonnances de protection dans des affaires de violence domestique à Kiribati (25), aux Îles Marshall (3), aux Îles Salomon (11) et aux Tonga (56).	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga	Changement de pratiques	
Les acteurs de la société civile ont présenté 9 rapports au titre de l'Examen périodique universel (EPU) et d'autres rapports parallèles sur les droits de la personne dans 3 pays océaniques : aux États fédérés de Micronésie (Convention relative aux droits de l'enfant et EPU) ; à Kiribati (rapports relatifs à la CEDEF à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées en cours) ; et aux Îles Salomon (4 rapports parallèles au titre de l'EPU).	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon	Changement de pratiques	
Création de la cellule régionale de services de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) de l'Équipe conjointe de gestion des incidents, chargée entre autres d'élaborer des supports de communication et relatifs aux risques adaptés aux pays océaniques. Membre actif de la cellule SMSPS, le Département développement social apporte son soutien à l'élaboration de communications et de messages relatifs aux risques, adaptés au public visé et au contexte, qui s'adressent notamment aux populations les plus marginalisées. La cellule SMSPS relève du pilier Opérations sanitaires et expertise technique (l'un des 5 piliers de l'Équipe conjointe de gestion des incidents).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), interne (CPS)	Changement de pratiques	
Les législateurs de 6 pays océaniques (Kiribati, États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu) ont révisé les lois/politiques relatives à l'équité de genre et à l'inclusion sociale, à la protection de l'enfance ou à la protection de la famille.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Changement de comportements	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Existence de plans de mise en œuvre des lois nationales relatives à la violence domestique et à la protection de la famille dans 6 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie [États de Kosrae et de Pohnpei], Îles Salomon, Tonga, Tuvalu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Changement de comportements	
D'après les données disponibles dans 4 pays océaniques, les mentalités évoluent dans le secteur judiciaire vis-à-vis de la violence à l'égard des femmes (États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu). Les femmes accèdent à de nouveaux dispositifs d'orientation dans les affaires de violence domestique, qui sont traitées en priorité par les tribunaux.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Changement de comportements	
La CPS a dirigé l'organisation d'un « Pique-nique au musée » à Suva (Fidji) pour célébrer la Journée internationale des femmes (8 mars). Au programme figuraient une marche mondiale de mentorat (« Global Mentoring Walk ») de l'organisation Vital Voices (Graduate Women [Fidji]) ; un atelier <i>gunu tealatalanoa</i> consacré aux progrès accomplis sur la voie de l'égalité de genre et la promotion des droits des femmes ; un jeu fidjien traditionnel réservé aux femmes (Affaires iTaukei) ; des services de dépistage du cancer et des bilans de santé (association de la santé reproductive et familiale) ; des séances de yoga ; et un coin pour les enfants (Save the Children). L'espace exposition du Musée des Fidji a permis de mettre à l'honneur les photographies d'Océanien(ne)s d'exception, tirées de la campagne éponyme de la CPS. Cette journée a été l'occasion pour les femmes, les hommes et les enfants de se détendre, de tisser des liens informels et de participer à des discussions sur les inégalités de genre, le rôle des femmes dans la prise de décision et les instances dirigeantes, ainsi que sur les mesures que pourraient prendre les hommes pour soutenir le mouvement.	Fidji	Changement de comportements	
Une analyse des questions de genre dans les pêches côtières (portant notamment sur l'accès aux ressources halieutiques et sur leur contrôle) a été menée aux Îles Cook.	Îles Cook	Évolution des connaissances	
En 2020, des activités de renforcement des capacités axées sur l'équité de genre et l'inclusion sociale (EGIS)/les droits de la personne, spécialement conçues pour le secteur des pêches côtières, ont permis d'améliorer les connaissances et la compréhension des publics visés, selon les notes attribuées par les participants (4,56 sur 5).	Fidji	Évolution des connaissances	
Sur les 99 représentants des services météorologiques et hydrologiques nationaux et des secteurs liés à l'océan qui ont bénéficié de formations en 2020, 29 % étaient des femmes et 44 % avaient moins de 35 ans (jeunes).	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu	Évolution des connaissances	
La chaîne de valeur du pandanus aux Îles Marshall a été évaluée sous l'angle du genre, et une fiche sur le pandanus a été établie. Les chaînes de valeur du taro et les filières maraîchères de Palau ont fait l'objet d'une rapide évaluation de la dimension de genre. Une évaluation préliminaire de la chaîne de valeur du sirop de coco produit sur l'île de Rabi (Fidji) a été réalisée.	Îles Marshall, Palau	Évolution des connaissances	
La maîtrise des compétences en matière de plaidoyer et de lobbying en faveur des droits de la personne a été constatée chez 100 % des membres d'organisations de la société civile (34) ayant suivi une formation.	Îles Salomon	Évolution des connaissances	
Adoption par 2 pays océaniques de nouveaux outils de lutte contre la violence fondée sur le genre : les États fédérés de Micronésie disposent de modèles destinés à la Cour suprême de Pohnpei pour les affaires de violence domestique ; tandis qu'aux Tonga, l'ensemble de la magistrature utilise des modèles/lignes directrices/listes de contrôle aux fins de l'application de la loi sur la protection de la famille.	États fédérés de Micronésie	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
127 fonctionnaires et prestataires (25 hommes, 91 femmes, 11 personnes dont le genre n'a pas été précisé) ont bénéficié d'une assistance technique et d'une formation relatives à la mise en œuvre des lois sur la violence domestique et la protection de la famille.	Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Tuvalu	Évolution des connaissances	
Obtention de compétences par 88 % des fonctionnaires formés aux normes relatives aux droits de la personne (808 personnes sur 942).	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Une table ronde sur la dimension de genre dans l'agriculture a été organisée conjointement avec la FAO. Les acteurs clés du ministère fidjien de l'Agriculture ont démontré leur connaissance des questions de genre dans le secteur et défini les activités prioritaires à mettre en œuvre.	Fidji	Évolution des connaissances	
Le Département développement social a mobilisé son expertise technique et fourni des informations contextuelles aux fins de l'élaboration de monographies sur des questions ayant trait à la jeunesse et au genre au Samoa.	Samoa	Évolution des connaissances	
Les données de l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée au Samoa ont été validées, et un rapport comprenant un module sur la violence domestique a été publié (avec l'UNICEF et l'UNFPA).	Samoa	Évolution des connaissances	
Les connaissances du personnel de la CPS et de ses partenaires du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) sur la violence fondée sur le genre ont été renforcées dans le cadre de 2 campagnes : les Jeudis en noir et les 16 jours d'activisme.	Interne (CPS)	Évolution des connaissances	
La deuxième édition du Manuel océanique pour l'équité de genre et l'inclusion sociale dans les domaines des pêches côtières et de l'aquaculture a été publiée. Cette nouvelle édition inclut une analyse des approches de gestion et des moyens d'existence sensibles à l'équité de genre et à l'inclusion sociale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une formation régionale virtuelle sur l'équité de genre et l'inclusion sociale dans les entreprises aquacoles privées a été dispensée à 16 participants originaires de 5 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga).	Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga	Produit	
Une évaluation des besoins prioritaires en matière de santé et productions animales a été réalisée. Les résultats de cette évaluation ont éclairé la rédaction, en 2020, du cadre régional pour la santé et les productions animales, dont la version définitive sera arrêtée en 2021.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Le Plan stratégique quinquennal de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) (2021-2025) a été arrêté ; il comprend un volet sur le genre et l'inclusion sociale (GIS). De nouvelles lignes directrices relatives à l'utilisation de l'eau municipale traitée chimiquement dans le cadre de la production agricole biologique ont été adoptées. Une étude des lacunes et des possibilités en matière d'égalité de genre et d'inclusion sociale a été réalisée au profit de la POETCom.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
La Feuille de route océanique pour les systèmes semenciers et la charte du Réseau océanique d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN) ont été examinées par Landcare Research (Nouvelle-Zélande), qui transmettra ses observations aux membres du PAPGREN et au réseau du Conseil rural en Océanie. Les activités ont pris du retard, car il a fallu mettre au point des plans de réponse destinés aux communautés touchées par la pandémie de COVID-19 et par le cyclone tropical Harold. La Division ressources terrestres a lancé une consultation en ligne sur le cadre relatif à la politique semencière nationale (PSN) de Vanuatu, a chargé un groupe de travail sur la PSN de mettre la dernière main au cadre, et assure un soutien continu à cet effet. La CPS et l'équipe du Projet sur l'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique ont fourni des éclairages techniques sur la PSN. Une consultation de suivi sera menée avec Vanuatu une fois que la version définitive de la PSN aura été soumise pour correction, mise en page et publication. Le plan de Nauru en faveur de l'agriculture climato-intelligente a été élaboré.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Actions d'information active sur les droits de la personne dans les églises, les îles périphériques et d'autres contextes communautaires de 7 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Formation de 10 086 personnes (106 hommes, 5 742 femmes, 4 238 personnes dont le genre n'a pas été précisé) aux lois sur la violence domestique et la protection de la famille dans 7 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Aux Îles Salomon et aux Tonga, 81 animateurs de proximité (20 hommes, 52 femmes, 9 personnes dont le genre n'a pas été précisé) ont été formés afin de mieux faire connaître aux femmes et aux filles leurs droits d'accès à la justice en cas de violence.	Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Produit	
L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a défendu les droits de la communauté LGBTQI et appuyé des activités de sensibilisation dans 4 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Vanuatu). Des activités de formation ont été menées à l'intention des services de police (Tonga, Vanuatu) et du corps médical (Vanuatu).	Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Vanuatu	Produit	
Projets de loi relatifs à la protection de la famille à Chuuk et à Yap (États fédérés de Micronésie).	États fédérés de Micronésie	Produit	
1 379 fonctionnaires (291 hommes, 1 041 femmes, 47 personnes n'ayant pas souhaité indiquer leur genre) ont bénéficié d'une assistance technique et d'une formation sur les droits de la personne et la bonne gouvernance.	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
149 magistrats (120 hommes, 29 femmes) ont bénéficié d'une assistance technique et d'une formation relatives à la mise en œuvre des lois sur la violence domestique/la protection de la famille.	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Produit	
Organisation d'une formation sur l'approche intégrée du genre à l'intention du ministère de la Fonction publique et de l'Institut national d'administration publique et de gestion (Îles Salomon).	Îles Salomon	Produit	
Le Programme de la CPS chargé du dossier des femmes dans le secteur maritime a réalisé une évaluation du secteur maritime sous l'angle du genre.	Kiribati	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Organisation d'un atelier sur les questions d'énergie et de genre dans le Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un rapport de synthèse a été établi sur les moyens d'intégrer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans la planification et les programmes en faveur d'une agriculture résiliente face au changement climatique dans les pays océaniques, et sur les obstacles à cette intégration.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une note d'orientation sur les jeunes et l'agriculture a été publiée dans le but 1) de sensibiliser les jeunes à l'agriculture comme outil futur de pérennisation des moyens de subsistance, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'emploi, et 2) de définir les mesures à prendre pour que les jeunes s'engagent davantage dans l'agriculture. Le document a éclairé le Programme de réponse à la pandémie de COVID-19 et de relèvement de la jeunesse océanique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Rédaction et publication d'une note d'orientation sur les jeunes dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Elle analyse les répercussions de la pandémie sur la jeunesse océanique, et définit les interventions stratégiques et les activités prioritaires à mener pour y faire face.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un guide sur la narration numérique comme approche océanique de communication, de réflexion et de suivi au moyen d'outils numériques a été élaboré dans le cadre d'une collaboration entre le Département développement social et la Division géosciences, énergie et services maritimes. La création d'une narration numérique est un processus attrayant, créatif et convivial qui convient à tous les âges. L'alliance entre technologie numérique et tradition orale océanique permet d'approfondir la connaissance des cultures océaniques, et d'innover pour s'attaquer aux obstacles à l'égalité de genre et garantir l'inclusion et l'épanouissement des jeunes. Il s'agit également d'un nouvel outil de suivi et d'évaluation, en particulier dans les domaines de l'égalité de genre, de l'épanouissement des jeunes et de la culture.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une analyse genrée a été menée dans le secteur de l'énergie, et le Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique a été approuvé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Organisation d'un atelier régional sur les thématiques du genre, de l'inclusion sociale et des droits de la personne dans le domaine des pêches côtières et de l'aquaculture.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Organisation, en collaboration avec le PNUD, d'un atelier de formation sur l'intégration de la dimension de genre dans les activités de réduction et de gestion des risques de catastrophe.	États fédérés de Micronésie, Palau	Produit	
Planification de la 14 ^e Conférence triennale des femmes du Pacifique et de la 7 ^e Conférence des ministres de la Condition féminine. (Les conférences ont été reportées au 1 ^{er} trimestre 2021 en raison de la pandémie de COVID-19.)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Adoption par le Congrès de Pohnpei des procédures opérationnelles normalisées du Groupe de protection (Protection Cluster) (COVID-19) des États fédérés de Micronésie ; et diffusion de supports d'information, d'éducation et de communication sur les risques (en collaboration avec l'UNFPA, le programme Femmes du Pacifique et l'UNICEF).	États fédérés de Micronésie	Produit	
La CPS a contribué au rapport Beijing +25 de la région Asie-Pacifique en rédigeant le volet relatif au Pacifique. Le rapport prend la forme d'un examen et d'une évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1995), qui ont été adoptés à la 4 ^e Conférence mondiale sur les femmes il y a 25 ans, ainsi que des textes issus de la 23 ^e session extraordinaire de l'Assemblée générale (2000).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Évaluation à mi-parcours du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse (Cadre jeunesse) et rédaction d'un projet de rapport. À cette occasion, 6 pays océaniques ont dressé un bilan de la mise en œuvre du Cadre jeunesse depuis son lancement en 2015 (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga). Le rapport présente également les progrès accomplis par les différents pays au regard des 4 objectifs stratégiques du Cadre jeunesse, les difficultés rencontrées, les enseignements tirés et le point de vue des pays sur la voie à suivre. Ses conclusions devraient donner lieu à des échanges constructifs sur la manière dont la région peut pérenniser et appuyer plus efficacement l'épanouissement de la jeunesse.	Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga	Produit	
La CPS et le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique ont soumis une proposition conjointe dans le cadre de l'enquête parlementaire australienne sur les droits fondamentaux des femmes et des filles dans le Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Le Festival des arts et de la culture du Pacifique (FestPAC), initialement prévu en 2020, a été reporté à 2022. Un soutien technique a été apporté au pays hôte (Hawaii).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une étude régionale sur les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 a été réalisée par les Nations Unies dans le cadre d'un partenariat avec la CPS et d'autres organisations.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
L'évaluation du secteur halieutique sous l'angle du genre aux Îles Cook est achevée.	Îles Cook	Produit	
Dérivation d'indicateurs à partir d'une étude de référence dans le cadre du Plan national de développement durable de Vanuatu ; réalisation d'une analyse genrée dans le cadre de l'évaluation des besoins post-catastrophe après le passage du cyclone tropical Harold ; assistance technique aux fins du rapport d'évaluation des besoins post-catastrophe établi par le Bureau national de gestion des catastrophes ; et assistance technique/animation aux fins de l'atelier de capitalisation des enseignements du Bureau national de gestion des catastrophes réunissant des référents dès après le passage du cyclone tropical Harold. Le service national de la statistique de Vanuatu a également bénéficié d'une assistance technique en matière de statistiques et d'analyse genrées.	Vanuatu	Produit	
Le Département développement social a appuyé l'élaboration et la publication de la deuxième édition du guide <i>Les usages culturels en Océanie – recommandations à l'intention du personnel travaillant dans les communautés du Pacifique</i> . La culture compte parmi les principaux domaines d'intervention de la CPS, et le Département développement social en est le principal responsable. Les recommandations ne sont pas exhaustives, mais permettent au personnel d'affiner sa compréhension des cultures océaniques et de leur rôle dans la prestation des services de la CPS.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Cinquième pilier de l'Initiative Spotlight (données de prévalence) : mise en œuvre du plan de travail régional (avec l'UNFPA et l'UNICEF). Élaboration d'un ensemble standard de supports de formation et d'une boîte à outils d'enquête pour le module sur la violence domestique des enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF (avec l'UNFPA). Maintien de l'aide fournie dans le cadre de la deuxième phase du projet « Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques » (PGEF) aux fins de la planification et de l'établissement des versions définitives des plans de travail et budgets de l'initiative Spotlight à l'échelle nationale (Îles Marshall, Samoa, Vanuatu) et régionale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Marshall, Samoa, Vanuatu	Produit	
Cinquième pilier de l'Initiative Spotlight (données administratives) : mise en œuvre du plan de travail pour le Samoa, Vanuatu et la région (avec l'UNFPA et l'Université de Melbourne). L'Initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Samoa, Vanuatu	Produit	
Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les questions de genre ont été décrites dans les 2 articles suivants : 1) « Comment réduire les risques de violences conjugales lorsque les communautés du Pacifique sont confinées », et 2) « Violences envers les femmes : parler ne suffit pas ».	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), interne (CPS)	Produit	
La CPS a contribué à l'élaboration de la feuille de route relative aux statistiques genrées en Océanie avec ONU Femmes (« Women Count »). Publiée par ONU Femmes en juillet 2020, la feuille de route doit permettre d'appuyer l'action en faveur de statistiques genrées ; de fournir aux pays océaniques une boîte à outils au moyen de laquelle ils pourront définir les priorités en matière de statistiques genrées dans le cadre d'initiatives plus larges, y compris les ODD ; d'améliorer la qualité et l'actualité de leurs données et d'appuyer leur utilisation à des fins d'analyse ; et de faciliter la diffusion des données et l'amélioration continue.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

SEPTIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Le fonds fiduciaire MORDI (Mainstreaming of Rural Development Innovation Tonga Trust) a assuré le suivi du matériel végétal du CePaCT et indiqué que la plupart des patates douces fournies par ce dernier avaient été largement distribuées à l'ensemble des îles des Tonga.	Tonga	Changement de pratiques	
Dans le cadre du MORDI (Mainstreaming of Rural Development Innovation Tonga Trust), plantation de patates douces sur les terres du domaine royal et création de parcelles de démonstration à Vava'u et à Eua.	Tonga	Changement de pratiques	
La mise en œuvre des plans de lutte contre les MNT est assurée ou renforcée en collaboration avec les parties prenantes dans 8 pays océaniques (Guam, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna).	Guam, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Dans 7 pays océaniques, les initiatives nationales de lutte contre les MNT menées sous l'égide de ministres ou de députés ont été renforcées (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna).	Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Les Recommandations pour une vie saine dans le Pacifique ont été adoptées et leur mise en œuvre est effective dans 5 pays océaniques (Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Tuvalu).	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Tuvalu	Changement de pratiques	
Des politiques et lois en lien avec les MNT sont en vigueur et leur mise en œuvre est effective dans 6 pays océaniques (Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Niue, Samoa, Tonga, Tuvalu).	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Niue, Samoa, Tonga, Tuvalu	Changement de pratiques	
Des interventions relatives aux MNT sont actuellement mises en place/renforcées dans 9 pays océaniques : formation de 45 membres du personnel (30 femmes, 15 hommes) et dotation en matériel, les ressources étant fournies par la CPS (Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna).	Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Dans 12 pays océaniques, les tableaux de bord MANA actualisés ou les conclusions de la recherche opérationnelle ont été utilisés pour guider la prise de décision et mettre en œuvre les mesures recommandées (Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna).	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Les conclusions de 13 projets collaboratifs de recherche opérationnelle sont actuellement mises à profit pour éclairer et concrétiser les efforts de prévention et de lutte contre les MNT : obésité infantile aux Fidji et à Wallis et Futuna ; enquête sur la santé à l'école aux Îles Marshall ; allaitement en Nouvelle-Calédonie ; rapports techniques de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA), politiques/législation de référence, MNT et COVID-19, associations de lutte contre le diabète, aliments ultra-transformés, et restriction de la commercialisation aux Fidji ; obésité infantile et COVID-19 dans les Territoires français ; et étude sur les échanges commerciaux à Vanuatu.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de comportements	
Dans 7 pays océaniques, des dispositifs favorisant la participation de la société civile à la lutte contre les MNT et l'obésité infantile ont été mis en place/renforcés (associations de lutte contre le diabète et groupes de jeunes aux Fidji, à Nauru, aux Tonga, à Tuvalu, à Vanuatu et à Wallis et Futuna ; et Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT aux Îles Salomon).	Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de comportements	
Plus de 90 % des participants à des conférences/ateliers de formation soutenus par la CPS ont indiqué avoir renforcé leurs connaissances et leurs compétences en matière de gestion des données et d'action contre les facteurs de risque de MNT.	Îles Cook, Fidji, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	
En 2020, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a mis à l'eau 2 DCP en Nouvelle-Calédonie et aidé les agents du service des pêches de la Province Sud à en installer 2 autres dans les eaux provinciales.	Nouvelle-Calédonie, Tonga	Produit	
En 2020, 94 obtentions (2 301 échantillons) de bananier, arbre à pain, manioc, taro géant des marais, patate douce et taro tirées des collections du CePACT ont été distribuées aux Fidji, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, à Tuvalu et à l'Université du Queensland. Le matériel a été distribué aux Fidji et à Tuvalu au deuxième trimestre, essentiellement pour répondre aux demandes soumissionnées après le passage du cyclone tropical Harold et en lien avec la pandémie de COVID-19.	Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Tuvalu	Produit	
Aux Fidji, 45 000 laines de patate douce « Golden Brown » ont été distribuées par le ministère de l'Agriculture à environ 800 agriculteurs. Les distributions ont eu lieu au deuxième trimestre, essentiellement pour répondre aux demandes soumissionnées après le passage du cyclone tropical Harold et en lien avec la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, 357 kg de semences ont été acquis auprès de fournisseurs locaux et en Nouvelle-Zélande en réponse à la demande des Fidji.	Fidji	Produit	

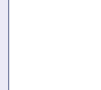
Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Un partenariat clé a été noué avec la banque de semences Australian Grains Genebank (AGG) en vue d'appuyer la mise en œuvre du système d'information de la banque de gènes du CePaCT à l'aide de la base de données GRIN-GLOBAL. (Le partenariat noué avec AGG aux fins de la mise en œuvre de la base de données est pour l'heure suspendu, AGG rencontrant des difficultés en raison de la pandémie de COVID-19.) L'établissement de partenariats avec le Samoa et Vanuatu (Centre de recherche et de formation agronomique de Vanuatu) est à l'étude.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un ensemble de documents a été élaboré afin d'appuyer la distribution à plus grande échelle des variétés culturales sélectionnées à Tuvalu.	Tuvalu	Produit	
Les tableaux de bord MANA (Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT) de 14 pays océaniques ont été élaborés et actualisés (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna	Produit	
Des activités de sensibilisation aux MNT ont été réalisées dans 4 pays océaniques dans le cadre de réunions de la société civile et d'ateliers nationaux à ce sujet (États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Wallis et Futuna).	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Wallis et Futuna	Produit	
Un projet de cadre législatif régional pour la lutte contre les MNT est en cours d'élaboration. Deux ateliers de consultation (tenus en mars et en novembre 2019) ont permis d'étudier et de réviser le projet de cadre.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un soutien a été apporté à 12 participants (6 hommes, 6 femmes) de 12 pays océaniques, afin qu'ils puissent bénéficier de stages professionnels en rapport avec les MNT (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
Un soutien a été apporté à 7 pays océaniques aux fins de formations ciblées sur les facteurs de risque de MNT (Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna). À Nauru, 14 participants (7 hommes, 7 femmes) ont été formés.	Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
De nouveaux supports de promotion des modes de vie sains ont été fournis à 10 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna).	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
Un soutien a été apporté à 3 pays océaniques pour la mise en œuvre de mesures de lutte contre les facteurs de risque de MNT (Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna).	Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna	Produit	
Un soutien a été apporté à 3 pays océaniques pour l'organisation de campagnes de sensibilisation/promotion de la santé ayant trait aux MNT (Fidji, Nauru, Wallis et Futuna).	Fidji, Nauru, Wallis et Futuna	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Dans 2 pays océaniques, un cadre de suivi-évaluation a été élaboré pour le plan national de lutte contre les MNT (Îles Salomon, Tonga).	Îles Salomon, Tonga	Produit	
Dans 4 pays océaniques, des formations ont été dispensées sur le suivi de la mise en œuvre des engagements internationaux et régionaux et l'élaboration de rapports connexes (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna), et tous les pays océaniques ont participé à un atelier régional de formation consacré à l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Dans 5 pays océaniques, les plans plurisectoriels de lutte contre les MNT (Guam, Îles Salomon, Tonga) et les comités de lutte contre les MNT (Nauru, Tuvalu) ont été renforcés.	Guam, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	Produit	
Des documents et des exposés sur les MNT ont été présentés et examinés dans 7 pays océaniques (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tuvalu).	Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna	Produit	
Des documents et des exposés sur les MNT ont été présentés et examinés lors de 6 réunions régionales de haut niveau (Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, Réunion des directeurs de la santé, Réunion des ministres de la Santé du Pacifique, réunion de haut niveau avec les ministres de l'Éducation sur le développement de la petite enfance, Sommet du Forum des Îles du Pacifique et Conférence des ministres du Commerce).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un soutien a été apporté à 10 pays océaniques pour l'examen ou l'élaboration des politiques/lois relatives aux MNT (Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu).	Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu	Produit	
À l'échelle régionale et nationale, 23 initiatives concertées visant à renforcer la prévention et la lutte contre les MNT ont été menées/appuyées (9 pays océaniques) : atelier du réseau ECHO Pacifique, Conférence de l'Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé, atelier avec les acteurs non étatiques des Îles Salomon, atelier de l'association de lutte contre le diabète aux Tonga, projet d'intervention sur l'obésité infantile à Wallis et Futuna, atelier de formation à la gestion des données dans les Territoires français, formation de l'association fidjienne de lutte contre le diabète à la prise en charge et au traitement du diabète, atelier sur la feuille de route des Îles Salomon relative aux MNT, enquêtes STEPS en Polynésie française et à Wallis et Futuna, formation axée sur les MNT à Tuvalu, atelier sur la sécurité alimentaire avec la FAO, conférence sur la lutte antitabac en Océanie, atelier de formation de la jeunesse aux Tonga, formation du comité de lutte contre les MNT à Nauru, atelier MANA/Cadre législatif océanique pour la lutte contre les MNT, projet « Les feuilles comestibles du Pacifique » en Nouvelle-Calédonie, Journée mondiale sans tabac à Nauru, projet des jeunes ambassadeurs aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu, et Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT des Îles Salomon.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	

HUITIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Tous les laboratoires dont le personnel a suivi des formations en 2019 et en 2020 ont constaté une amélioration de leurs processus microbiologiques plusieurs mois après la formation. Par exemple, Kiribati et le Samoa ont modifié leurs processus de mise en œuvre et de documentation des contrôles de la qualité de la coloration de Gram, du test de la coagulase et d'autres tests biochimiques rapides. Les îles Cook et les Fidji ont amélioré leurs méthodes de détection des organismes résistants aux antimicrobiens, notamment pour la détection des bêta-lactamases à spectre étendu (BLSE) au moyen d'antibiotiques spécifiques. Nauru est désormais en mesure de conserver des souches à activité antimicrobienne sur des cryoperles et de les stocker à -70 °C.	Fidji, Kiribati, Nauru, Samoa	Changement de pratiques	
En décembre 2020, 15 fonctionnaires des services de santé avaient achevé tous les volets obligatoires du certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain décerné par l'Université nationale des Fidji (FNU). Des participants de 4 pays océaniques (Fidji, Îles Salomon, Tokelau, Tonga) ont mené à bien leurs projets d'amélioration des systèmes. En outre, 1 participante de Vanuatu a suivi les 5 modules et achevé son projet d'amélioration des systèmes (promotion de décembre). Par ailleurs, 46 participants de 6 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Palau, Îles Salomon, Tuvalu) continuent de travailler sur leurs projets d'amélioration des systèmes.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Palau, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
100 % des pays ayant enregistré des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports sur PacNet, par l'intermédiaire du point de contact du Groupe de coordination du ROSSP ou dans le domaine public.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
Au total, 70 % des recommandations formulées lors des réunions du ROSSP en 2019 ont été mises en œuvre. En raison de la pandémie de COVID-19, le ROSSP ne s'est pas réuni cette année.	Interne (CPS)	Changement de pratiques	
Plus de 80 % des participants aux 2 sessions de formation menées en 2020 (Fidji, Kiribati) ont renforcé leurs connaissances sur le Système de gestion de la qualité au laboratoire.	Fidji, Kiribati	Évolution des connaissances	
Une formation à la recherche opérationnelle (cours n° 835-01) a été organisée par l'Association océanique des fonctionnaires des services de santé (PIHOA) à Palau.	Palau	Évolution des connaissances	
Les agents nationaux clés de tous les pays océaniques s'abonnent à PacNet (une plateforme de communication sur les menaces de santé publique). Des problèmes de connectivité informatique ont été rencontrés à Guam.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
Selon une enquête menée auprès des points de contact/équipes de surveillance et de réponse des pays océaniques, les 17 pays océaniques participants ont tous été en mesure d'accéder aux cartes d'alerte hebdomadaires et aux conseils relatifs aux épidémies publiés par le ROSSP.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji	Évolution des connaissances	
Une seule évaluation du Système de gestion de la qualité au laboratoire (SGQ) a été menée en 2020 : il s'agissait d'une évaluation de référence visant le laboratoire du Centre de formation aux métiers de la mer (MTC) de Kiribati. Les conclusions de cette évaluation ont été transmises au personnel du laboratoire et aux dirigeants du MTC. Les lacunes et les stratégies permettant de les combler ont également été décrites.	Kiribati	Évolution des connaissances	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Au total, 96 fonctionnaires des services de santé de 8 pays océaniques se sont inscrits à la formation préparant au certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE). Tous ont démontré leur capacité à analyser des données, à repérer les domaines à améliorer dans les systèmes locaux et à rédiger des rapports de situation. Le groupe régional comptait 19 participants (9 femmes, 10 hommes, dont 1 personne de Tokelau, 2 des Fidji, 5 des Tonga et 11 des Îles Salomon). Les groupes nationaux de 7 pays océaniques étaient composés comme suit : 12 participants à Kiribati (10 femmes, 2 hommes), 14 aux Fidji (10 femmes, 4 hommes), 12 aux Îles Cook (10 femmes, 2 hommes), 9 à Tuvalu (9 femmes), 16 à Vanuatu (6 femmes, 10 hommes), 16 aux Îles Salomon (10 femmes, 6 hommes), 21 à Palau (19 femmes, 2 hommes) et 15 à Guam (11 femmes, 4 hommes).	Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Palau, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Tous les participants à la formation en microbiologie organisée aux Fidji ont affiché un niveau de compétences acceptable lors des sessions pratiques. Des tests effectués avant et après la formation ont mis en évidence une amélioration des connaissances chez plus de 75 % des participants (valeur cible).	Fidji	Évolution des connaissances	
Plus de 80 % des participants formés en 2020 affichaient les compétences requises et ont obtenu la certification IATA.	Fidji, Nauru	Évolution des connaissances	
Tous les points de contact ont connaissance de l'existence du répertoire actualisé de LabNet, des formations proposées par la Division santé publique et de l'existence d'une liste des membres des équipes EpiNet.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Évolution des connaissances	
Des étudiants de 4 pays océaniques (Fidji, Îles Salomon, Tokelau, Tonga) ont achevé les 5 modules du certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE). En décembre 2020, 16 participants (10 femmes, 6 hommes) pouvaient prétendre à l'obtention du PGCFE (2 aux Fidji, 9 aux Îles Salomon, 1 à Tokelau, 3 aux Tonga et 1 à Vanuatu).	Fidji, Îles Salomon, Tokelau, Tonga	Évolution des connaissances	
Des activités de renforcement des capacités axées sur l'approche « One Health, Une seule santé », appliquée à la lutte contre la leptospirose, ont été organisées au profit du personnel du laboratoire du service de la biosécurité des Fidji et du laboratoire Mataika House. Les femmes représentaient 77 % des participants.	Fidji	Produit	
Au 21 décembre 2020, 50 cartes d'alerte épidémique avaient été établies et diffusées.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une formation sur le Système de gestion de la qualité au laboratoire (SGQ) a été organisée dans 2 pays océaniques en 2020 : CDC des Fidji (3 hommes, 7 femmes) et laboratoire de l'hôpital central de Tuarua à Kiribati (8 hommes, 6 femmes).	Fidji, Kiribati	Produit	
Des webinaires (3) sur les consommables et les équipements de laboratoire à utiliser aux fins du dépistage de la COVID-19 ont été organisés à l'intention du personnel de laboratoire de 3 pays océaniques (Kiribati, Samoa, Vanuatu).	Kiribati, Samoa, Vanuatu	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Un soutien a été apporté à Palau aux fins de la conduite d'une formation à la recherche opérationnelle en ligne, qui a réuni 7 participants (6 femmes, 1 homme). Un cours similaire était prévu pour des personnes diplômées de Vanuatu, mais il a été ajourné en raison de la pandémie de COVID-19 (les participants étaient tous membres de l'équipe nationale de surveillance et de réponse).	Palau, Vanuatu	Produit	
Des étudiants de 3 pays océaniques ont achevé 3 des 5 modules du certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE). Au total, 36 fonctionnaires des services de santé (28 femmes, 8 hommes) de 3 pays océaniques (10 personnes des Îles Cook, 14 des Fidji et 12 de Kiribati) ont achevé le module sur l'investigation et la gestion des flambées épidémiques (EPI 826-03). Les 36 participants faisaient partie de la cohorte de 41 professionnels de santé (15 personnes des Îles Cook, 14 des Fidji et 12 de Kiribati) qui avait suivi les deux autres modules organisés en 2019 : initiation à l'épidémiologie (EPI 826-01) et initiation aux systèmes d'information sanitaire (EPI 826-02). À Palau, une formation a été dispensée en janvier à 20 participants (initiation aux systèmes d'information sanitaire), suivie en mars d'une deuxième formation qui a réuni 18 participants (initiation à l'épidémiologie et à l'épidémiologie de terrain).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Palau	Produit	
En 2020, 2 pays océaniques ont bénéficié d'un soutien aux fins de l'expédition de prélèvements biologiques à des laboratoires de référence. Îles Cook : 112 prélèvements DEN ont été envoyés au laboratoire LabPlus (Nouvelle-Zélande) en janvier, février, mars et mai. Fidji (CDC) : 50 échantillons de sang séché pour dépistage de la dengue et 30 échantillons de sang séché pour dépistage de la leptospirose ont été envoyés à l'Institut Pasteur (Nouvelle-Calédonie).	Îles Cook, Fidji	Produit	
Le manuel de formation au certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE) a été achevé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Les listes des équipes EpiNet de 18 pays océaniques ont été actualisées (2019). En 2020, 16 pays océaniques ont fait l'objet de nouvelles actualisations, qui traduisent les récents changements survenus au sein de leurs équipes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Une formation en microbiologie visant à renforcer la surveillance et la lutte contre la résistance aux antimicrobiens a été organisée en février 2020 au Colonial War Memorial (CWM) Hospital (Fidji). Les participants étaient au nombre de 15 (3 hommes, 12 femmes), dont 4 chercheurs en biologie, 5 infirmiers responsables de la lutte anti-infectieuse et 3 pathologistes en cours de spécialisation. Les formations respectivement prévues à Vanuatu, aux Îles Salomon et aux Tonga en avril, mai et juillet n'ont pas eu lieu en raison des mesures de restriction des déplacements en vigueur.	Fidji	Produit	
En 2020, des formations sur l'expédition de matières infectieuses ont été organisées dans 2 pays océaniques : les Fidji et Nauru. À Nauru, les participants étaient au nombre de 5 (3 hommes, 2 femmes). Aux Fidji, les 27 participants ont obtenu leur certification de transporteur à l'issue de la formation (7 personnes de l'hôpital de Labasa, 7 de l'hôpital de Lautoka et 13 du CDC des Fidji).	Fidji, Nauru	Produit	
Les supports didactiques de la formation à l'utilisation des données pour la prise de décision (DDM) ont été révisés et mis en adéquation avec le programme d'études accrédité. Compte tenu des restrictions actuellement en vigueur aux frontières, les supports seront adaptés en vue de la tenue de la formation en ligne.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La liste des contacts de LabNet a été actualisée de sorte à y intégrer les renseignements relatifs à 24 laboratoires nationaux, dont 4 laboratoires de niveau 2 et 4 laboratoires de niveau 3.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Au total, 45 documents d'orientation sur la COVID-19 ont été rédigés en collaboration avec des partenaires dans le cadre des travaux de l'équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19. Un recueil de procédures opérationnelles normalisées relatives à la COVID-19 a été établi pour le secteur des pêches, en collaboration avec le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et l'Agence des pêches du Forum (FFA). Au 22 décembre 2020, 60 communiqués à l'intention du personnel, dont des points de situation, des conseils sanitaires et des informations sur les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19, avaient été rédigés en anglais et en français. Aux Fidji, 1 communiqué sur la dengue et la leptospirose a été publié à l'intention du personnel.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Les lignes directrices régionales relatives à la lutte anti-infectieuse ont été actualisées. Les Tonga et Vanuatu procèdent à l'actualisation de leurs lignes directrices nationales relatives à la lutte anti-infectieuse.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
La formation en entomologie a été reportée, la pandémie de COVID-19 ayant perturbé le recrutement d'un consultant chargé d'élaborer le programme et le manuel de formation.		Produit	
En raison de la pandémie de COVID-19, aucun grand rassemblement n'a été organisé. Par conséquent, la CPS n'a reçu aucune demande d'assistance pour la surveillance de la santé dans les grands rassemblements.		Produit	
En 2020, la Division n'a élaboré aucune formation ou ressource pédagogique nouvelle au sujet de la communication sur les risques aux fins de la surveillance de la santé publique, car le groupe chargé de la communication sur les risques a concentré ses efforts sur la pandémie de COVID-19.		Produit	
Les détachements de personnel de laboratoire prévus en 2020 ont été annulés en raison de la pandémie de COVID-19.		Produit	

NEUVIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : Améliorer la qualité de l'éducation

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Mise au point par 2 pays océaniques de systèmes de base de données permettant d'évaluer et de suivre la performance des directeurs d'établissement, et d'établir des rapports connexes.	Kiribati, Tuvalu	Changement de pratiques	
Une révision du programme d'éducation à la citoyenneté sociale a été réalisée pour Kiribati et Tuvalu, et est en cours pour les Îles Marshall.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu	Changement de pratiques	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Utilisation de la plateforme d'apprentissage Moodle pour le South Pacific Form Seven Certificate dans 3 pays océaniques (Kiribati, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Un soutien a été apporté à 13 pays océaniques aux fins des opérations de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) sur le terrain et des préparatifs de l'édition 2021 de la PILNA.	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Les données issues du SISTA (Solomon Islands Standardised Test of Achievement, évaluation normalisée des performances aux Îles Salomon) ont été analysées, en particulier sous l'angle psychométrique.	Îles Salomon	Évolution des connaissances	
Formation sur les micro-qualifications à destination des examinateurs et des surveillants dans un seul pays océanique.	Fidji	Évolution des connaissances	
La CPS a appuyé un échange entre Nauru et les Fidji concernant le système fidjien d'information sur la gestion de l'éducation, la délégation de Nauru ayant suivi une formation à ce sujet.	Fidji, Nauru	Évolution des connaissances	
Dans 6 pays océaniques, les organismes nationaux en charge des qualifications ont bénéficié d'un soutien face aux difficultés posées par l'assurance qualité dans le contexte des restrictions et des difficultés liées à la pandémie de COVID-19.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga	Évolution des connaissances	
Le Samoa a bénéficié d'un soutien pour améliorer la qualité de l'enseignement de la lecture dans les classes bilingues, à l'aide de la phonétique. La formation à la phonétique, qui nécessite des échanges en face-à-face, a été reportée à 2021 en raison des restrictions liées aux épidémies de rougeole et de COVID-19.	Samoa	Évolution des connaissances	
Avec l'assistance technique de la CPS, un seul pays océanique a mené des travaux de recherche sur l'intimidation à l'école et produit un rapport à ce sujet.	Fidji	Évolution des connaissances	
Inscription de 17 qualifications accréditées dans le Registre océanique des qualifications et des normes (7 à Vanuatu et 10 aux Fidji).	Fidji, Vanuatu, interne (CPS)	Produit	
La plateforme EQIRIS (système intégré d'information et de rapport sur la qualité de l'éducation) a été mise au point et une version bêta a été mise en ligne.	Interne (CPS)	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Des sujets d'examen nationaux ont été rédigés pour des matières de 12 ^e année aux Îles Salomon, à Tuvalu et à Vanuatu, et pour des matières de 12 ^e et de 13 ^e années au Samoa.	Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Dans le cadre d'un atelier sous-régional du Pacifique Nord consacré à l'analyse des données et aux rapports connexes au regard des indicateurs de l'ODD 4, 11 participants de 4 pays océaniques ont suivi une formation sur les statistiques et les systèmes de gestion de l'éducation : 4 femmes (originaires des États fédérés de Micronésie et de Palau) et 7 hommes (originaires des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et de Palau).	Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau	Produit	
Pour aider les élèves qui souhaitent entreprendre des études supérieures dans le Pacifique, 9 qualifications étrangères ont été évaluées.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Formation de 13 personnes de 5 pays océaniques à la direction d'un établissement scolaire : 8 femmes (originaires des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa et des Tonga) et 5 hommes (originaires des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa et de Vanuatu).	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Dans le cadre d'un atelier régional, 32 participants ont suivi une formation sur les statistiques et les systèmes de gestion des données sur l'éducation : 21 hommes (originaires des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, de Niue, de Palau, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, du Samoa, de Tokelau et des Tonga) et 11 femmes (originaires de Kiribati, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, de Palau, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Tonga et de Tuvalu).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Formation de 32 personnes de 13 pays océaniques à l'élaboration et à la révision des politiques éducatives : 21 femmes (originaires de Kiribati, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, de Palau, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, de Tokelau, des Tonga et de Tuvalu) et 11 hommes (originaires de Kiribati, des Îles Marshall, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, de Tokelau, des Tonga, de Tuvalu et de Vanuatu).	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Un soutien technique a été apporté à l'élaboration du programme des 7 ^e , 12 ^e et 13 ^e années d'enseignement à Vanuatu.	Vanuatu	Produit	
Formation de 10 participants de 3 pays océaniques à la vérification du South Pacific Form Seven Certificate (1 personne de Kiribati, 3 de Tuvalu et 6 de Vanuatu).	Kiribati, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Trois pays océaniques ont bénéficié d'un soutien aux fins de l'approbation de dispositifs d'évaluation internes du South Pacific Form Seven Certificate.	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Établissement de rapports nationaux sur l'éducation pour 6 pays océaniques.	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu	Produit	
Dans le cadre du South Pacific Form Seven Certificate (diplôme régional de fin d'études secondaires), 14 sujets d'examen ont été rédigés pour des sessions parallèles dans 3 pays océaniques (Kiribati, Tuvalu, Vanuatu).	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Résultat obtenu	États et Territoires insulaires océaniques	Type de résultat	ODD principal
Les programmes d'enseignement prévus pour l'école maternelle et le cycle élémentaire (5 matières) dans l'État de Chuuk (États fédérés de Micronésie) ont été examinés et élaborés.	États fédérés de Micronésie	Produit	
Formation de 16 participants de 6 pays océaniques à l'assurance de la qualité de l'éducation : 8 femmes (originaires des Fidji, des Îles Salomon, de Kiribati et de Vanuatu).	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Formation de 17 participants de 6 pays océaniques à l'évaluation aux fins de la validation des acquis de l'expérience : 9 hommes (originaires des Fidji, des Îles Salomon, de Kiribati et de Vanuatu).	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Formation de 21 coordonnateurs nationaux pour l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) : 9 femmes (originaires des Îles Cook, des Fidji, des Îles Marshall, de Nauru, de Niue, de Tuvalu et de Vanuatu) et 12 hommes (originaires des Fidji, de Kiribati, des États fédérés de Micronésie, des Îles Salomon, de Palau, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Tokelau, des Tonga et de Tuvalu).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
En 2020, 50 personnes (43 hommes, 7 femmes) ont été formées dans le cadre du programme régional d'observation (Programme océanien d'observation des pêcheries).	Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
Au total, 16 personnes (7 hommes, 9 femmes) ont suivi avec succès la deuxième session du cours de niveau 4 sur le respect de la réglementation relative aux pêches côtières et à l'aquaculture.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga	Produit	

OBJECTIF ORGANISATIONNEL A : Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires

Résultat obtenu	Type de résultat
A l'aide de fonds réaffectés au titre du partenariat entre le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP), la CPS a apporté son concours aux élèves inscrits à la session 2020 du South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) qui ont été touchés par la pandémie de COVID-19 afin qu'ils puissent passer les examens correspondants. Près de 1 500 élèves de 7 ^e année de Kiribati, Tuvalu et Vanuatu étaient inscrits au certificat régional qui sanctionne la 13 ^e année d'enseignement.	Impact
La deuxième session extraordinaire de la Conférence régionale des ministres des Pêches a été organisée en ligne afin de permettre aux ministres de débattre des pêches côtières et d'autres questions ne figurant pas à l'ordre du jour de la réunion ministérielle du Comité des pêches du Forum, axée principalement sur la pêche thonière. Les ministres ont approuvé le mécanisme proposé pour accroître la participation des acteurs non étatiques à la gestion régionale de la pêche côtière.	Changement de pratiques
Les directeurs des pêches de la CPS ont également participé à leur première réunion annuelle (virtuelle), s'alignant ainsi sur la tenue annuelle de la Conférence régionale des ministres des Pêches. Cette nouvelle organisation permet de rendre opérationnel le mécanisme régional des pêches côtières, hiérarchisé comme suit : Conférence technique régionale sur les pêches côtières, qui rend compte à la Conférence des directeurs des pêches, puis Conférence régionale des ministres des Pêches, et enfin Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique.	Changement de pratiques
Une mission a été organisée à Vanuatu afin de préciser les interventions prévues dans le cadre de son programme-pays et d'examiner les priorités dans les secteurs de la production, de l'eau et de l'océan. L'élaboration du programme-pays des Îles Marshall a mobilisé les points de contact et les partenaires techniques des Îles Marshall/de la CPS, qui sont intervenus dans l'étude des priorités relatives à l'agriculture, à la biosécurité, à la sécurité alimentaire, à la statistique, au développement social et aux maladies non transmissibles (MNT).	Changement de pratiques
En collaboration avec les États fédérés de Micronésie, la CPS a aidé l'État de Chuuk à réviser et à étoffer les programmes d'enseignement de 5 matières de l'école maternelle et du cycle élémentaire.	Produit
La CPS a contribué de manière déterminante au Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF) : a) elle est membre du <i>fono</i> (espace de réunion) des organismes d'exécution, qui regroupe également la Faculté et l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université du Pacifique Sud (USP), l'UNESCO, l'UNICEF et le programme de formation technique et continue de l'USP, et elle dirige l'équipe spéciale chargée du suivi-évaluation et de l'amélioration continue ; b) elle a préparé, avec l'unité de facilitation du PacREF à l'USP, la requête soumise au partenariat mondial pour l'éducation, notamment en définissant les modalités du PacREF.	Produit
La CPS a apporté son soutien à différents organismes et a collaboré avec ces derniers en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation post-secondaires dans les pays océaniques. À cet effet, elle procède au contrôle de la qualité des prestataires de services de formation et des programmes, et conduit des programmes dont la qualité est assurée.	Produit
Un plan d'intervention d'urgence pour la lutte contre le rhinocéros du cocotier a été élaboré et intégré dans le manuel publié sur ce ravageur. Un cadre participatif communautaire d'évaluation de la vulnérabilité a été élaboré et publié en vue d'appuyer la planification des mesures d'adaptation dans le secteur agricole. Une vidéo sur la peste porcine africaine a été publiée.	Produit
Le processus de mise en œuvre du système de gestion de la qualité de la banque de gènes du CePaCT a été évalué, et la réorganisation des répertoires, destinée à mettre en place un système de documentation en bonne et due forme, a été achevée. Après un examen interne des procédures opérationnelles normalisées de conservation et de distribution, des listes et des plans de gestion internes des équipements et des réactifs ont été établis ; des discussions ont été menées sur le codage des obtentions végétales au moyen de codes-barres et de GRIN-Global ; les données de caractérisation et d'évaluation ont été normalisées ; et 6 nouveaux projets de procédures opérationnelles normalisées portant sur la collecte, l'acquisition, la régénération et la caractérisation, la duplication des collections végétales, la documentation et la santé du matériel génétique (<i>taro</i>) ont été mis au point.	Produit
À la suite d'une évaluation des besoins des utilisateurs, les agents de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) ont suivi une formation à la gestion de contenu Web afin de développer leurs capacités en matière de chargement et de gestion des contenus du site Web de la POETCom.	Produit
Des démarches participatives ont alimenté le processus d'élaboration du Plan stratégique, du rapport annuel 2019 et d'autres activités de projet de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom). Le cadre de SE-AC de la POETCom prévoit une approche consistant à « ne pas nuire ».	Produit
Des partenariats ont été noués avec le Centre international de la pomme de terre et Bioversity afin de faciliter l'échange de matériel génétique et d'étudier les possibilités de renforcement des capacités et de duplication des collections végétales. Les activités menées dans le cadre des partenariats existants avec l'Institut international d'agriculture tropicale, Bioversity, le Centre international de la pomme de terre et la banque de semences Australian Grains Genebank se poursuivent. Des partenariats avec Vanuatu et le Samoa ont vu le jour dans le cadre du projet « Des semences pour la vie ».	Produit

Résultat obtenu	Type de résultat
La Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) poursuit la mise en œuvre du projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques ; a déposé une demande d'adhésion à la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) et au réseau intercontinental des associations d'agriculteurs biologiques (en cours d'examen) ; a participé aux tables rondes du programme Femmes du Pacifique sur l'autonomisation économique des femmes ; et a été invitée à prendre part à l'atelier de réflexion de 2 jours organisé par ce même programme en octobre, qui comprenait des activités de mise en réseau avec d'autres acteurs de l'autonomisation économique des femmes.	Produit
La version définitive du rapport annuel 2019 de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) a été établie pour publication. La POETCom a sondé ses membres et les principales parties prenantes afin d'évaluer les répercussions et les défis/enseignements associés à la pandémie de COVID-19 et de déclarer ses interventions (rapport en phase finale de publication). Le site Web Bio Pasifika de la POETCom est en cours de refonte. Une brochure sur le projet relatif au pandanus aux Îles Marshall a été réalisée et publiée, et le Plan stratégique 2021–2025 de la POETCom a été lancé.	Produit
Des informations pertinentes sont communiquées sur la page Facebook du réseau des services de conseil rural en Océanie (PIRAS), qui compte plus de 10 000 membres. La base de données sur le rhinocéros du cocotier est opérationnelle, et est régulièrement alimentée par les Fidji et les Îles Salomon (à l'aide de l'outil KoBo Toolbox). La Base de données océanienne sur les organismes nuisibles a été relancée, 80 % des données étant désormais accessibles.	Produit
L'audit du Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (AFPNNet) s'est conclu en juin et a donné lieu à une approbation sans réserve. Toutes les activités relatives aux achats et aux finances menées au cours des 4 trimestres sont conformes à 100 % aux règles applicables. La phase 1 de l'audit du Réseau international pour les aracées comestibles (INEA) s'est achevée en septembre 2020.	Produit
Présence de 7 agents de coordination nationaux dans les ministères ad hoc à Kiribati, aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon, aux Tonga, à Tuvalu et à Vanuatu.	Produit
Collaboration suivie avec l'UNICEF aux fins de la réalisation d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples et de la constitution de statistiques sur le handicap ; avec la FAO, la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les jeux de données des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages ; et avec l'UNFPA et la FAO à des fins de recensements.	Produit
La CPS a œuvré en interne et avec ses partenaires à l'élaboration d'une approche pour les systèmes alimentaires de la région. Dans le cadre des activités relatives aux systèmes alimentaires pour la santé et la nutrition (dirigées par la Division ressources terrestres, la Division santé publique et l'équipe SPAC), une théorie du changement et des mesures prioritaires ont été définies dans le but de répondre aux besoins associés aux systèmes alimentaires. Cette approche systémique prend en compte le cycle alimentaire dans son intégralité – intrants, production, vente et consommation – ainsi que les facteurs sociaux, économiques et biophysiques qui forment les maillons des systèmes alimentaires.	Produit

OBJECTIF ORGANISATIONNEL B : Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques

Résultat obtenu	Type de résultat
Le rapport sur la Rebbilil pour le renforcement des capacités de SE-AC dans le Pacifique a été publié. Ce rapport est l'aboutissement d'un <i>talanoa</i> mené à l'échelle de la région, qui a permis l'application d'approches typiquement océaniques pour la conduite d'activités de consultation, de collecte de données factuelles, de construction du sens et de validation, avec le concours de professionnels du SE-AC. Des fonctionnaires nationaux, des ONG, des organisations de la société civile, des établissements d'enseignement régionaux ont été associés aux consultations.	Produit
La CPS a conservé son rôle de secrétariat du Réseau Asie-Pacifique de suivi de la qualité de l'éducation (NEQMAP) et lui a apporté des idées et des données d'expérience tirées du travail mené dans le secteur de l'éducation en Océanie. La CPS a mis à profit le réseau NEQMAP pour communiquer sur des initiatives régionales en matière d'éducation telles que l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) ainsi que sur son rôle dans le suivi des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul dans le Pacifique.	Changement de pratiques
A la faveur de l'accord de partenariat conclu entre la CPS et le Conseil australien de recherche pédagogique (ACER), les processus de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) ont été renforcés et mis en conformité avec les meilleures pratiques employées dans le cadre d'évaluations internationales de grande envergure telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et l'Étude internationale sur les tendances de l'enseignement des sciences et des mathématiques (TIMSS).	Changement de pratiques
Les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO relatives aux rapports établis par les pays océaniques au sujet de l'ODD 4 (Éducation de qualité) montrent que les procédures nationales de collecte de données sur l'éducation ont été améliorées et que les résultats sont présentés plus rapidement.	Changement de pratiques

Résultat obtenu	Type de résultat
Ne pouvant voyager en raison de la pandémie de COVID-19, l'équipe santé des végétaux s'est attachée à accélérer la mise en place du laboratoire de santé des végétaux, notamment en acquérant et en installant le matériel nécessaire pour appuyer les activités diagnostiques de base et en se procurant des préparations pesticides d'origine végétale (huile de neem, huile blanche, etc.) aux fins des essais menés dans le cadre de la lutte intégrée contre les nuisibles.	Changement de pratiques
Parmi les activités menées à l'appui du Cadre d'action sur le changement climatique de la Communauté du Pacifique 2017-2022, on peut citer la refonte du site Web du Programme DECC et la mobilisation de ressources en faveur du savoir institutionnel sur le changement climatique et la durabilité environnementale.	Produit

OBJECTIF ORGANISATIONNEL C : Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires

Résultat obtenu	Type de résultat
La CPS a soutenu la réalisation de travaux de recherche sur l'intimidation à l'école, en collaboration avec le ministère fidjien de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts.	Produit
L'expertise scientifique et technique du personnel de la CPS a été consolidée grâce aux activités de renforcement des capacités suivantes : cours accrédités de formation professionnelle internationale et de niveau 4 sur la gestion des zones côtières (22 personnes) ; formation continue en ligne à l'encadrement à l'intention des professionnelles de l'agriculture et de la foresterie ; formation à la gestion du changement à l'intention des cadres supérieurs ; transposition des semences ; processus de caractérisation en champ illustré à l'aide de deux exemples, le taro et l'arbre à pain ; et remise à niveau concernant les contrôles de sécurité en laboratoire et le maniement et la maintenance des équipements.	Produit
Un soutien a été apporté au projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord (RENI), au Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP), au Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+SUPA), et au Projet sur la gouvernance de la sécurité alimentaire dans le Pacifique Nord, dont la mise en œuvre obéit à une approche centrée sur l'humain.	Changement de pratiques
La Division statistique pour le développement a participé activement au groupe de travail interne de la CPS sur les ODD. Le tableau de bord des ODD, qu'il est désormais possible de consulter sur le nouveau site Web de la Division et sur le site de la Plateforme de données océaniques, permet de générer des informations essentielles pour l'élaboration du rapport régional durable 2020.	Évolution des connaissances
La CPS a mené un projet en plusieurs phases sur l'éducation à la citoyenneté sociale dans le cadre du Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique, programme régional auquel ont participé 2 divisions (DPDS et EQAP) et 3 pays membres (Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu). Le projet visait à doter les élèves et les jeunes de compétences leur permettant de prendre des décisions éclairées.	Évolution des connaissances
Les mesures ci-après ont été prises pour soutenir les activités menées par la CPS au titre du Fonds vert pour le climat (FVC) : attribution d'une adresse électronique à l'Unité financements climatiques et création d'une nouvelle page sur le portail intranet fournissant des informations à jour sur le processus d'élaboration des projets ; et organisation d'un webinaire de la CPS, qui a attiré de nombreux participants et suscité des retours positifs. Un soutien technique a été apporté sur demande à des collègues de l'Organisation, et le comité de priorisation FVC de la CPS s'est réuni à 2 reprises. Autres actions : - Validation des demandes d'assistance technique adressées au FVC pour des projets à Vanuatu et aux Tonga. - Finalisation, soumission, examen et nouvelle soumission pour le plan national d'adaptation des Îles Salomon. - Finalisation, soumission, examen, nouvelle soumission et approbation de 1 note conceptuelle et de 1 demande auprès de la Facilité pour la préparation des projets (Projet sur la sécurité hydrique à Vanuatu). - Finalisation, soumission, examen, nouvelle soumission et approbation de 1 note conceptuelle aux fins de l'accès direct amélioré (mécanisme d'octroi de petites subventions aux autorités locales des États fédérés de Micronésie). L'établissement d'une demande de financement (et de toutes ses annexes) a débuté et est en bonne voie. - Soumission de 2 notes conceptuelles, actuellement en cours de révision à la suite des retours formulés par le FVC (agriculture régénératrice, et pêches côtières et plurinationales, Tonga). - Avancement de plus de 5 autres notes conceptuelles avec le concours des divisions et des partenaires de la CPS.	Produit

OBJECTIF ORGANISATIONNEL D : Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation

Résultat obtenu	Type de résultat
Le service d'assistance RSE (responsabilité sociale et environnementale) a apporté son soutien à la Division ressources terrestres, à la Division géosciences, énergie et services maritimes (Programme pour la résilience du Pacifique), à la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, à l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA – Division géosciences, énergie et services maritimes), à la Division santé publique et à la Plateforme des CDN.	Produit
La Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) est désormais opérationnelle. Elle a été officiellement intégrée dans les processus de programmation et les procédures d'achat, et son intégration au niveau des projets est en bonne voie.	Changement de pratiques
Le SE-AC des activités de renforcement des capacités de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a été amélioré. Des questionnaires d'évaluation ont été remplis par 593 participants à 11 sessions d'ateliers de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (soit 59 % des 1 011 participants). Il leur a notamment été demandé s'ils estimaient avoir acquis de nouvelles connaissances et être en mesure de les utiliser dans leur travail. Par rapport à 2019, les retours des participants ont été plus nombreux et le suivi (toutes activités de renforcement des capacités confondues) a été amélioré.	Changement de pratiques
En 2020, les ateliers de réflexion à mi-année ont été menés en avance sur le calendrier.	Changement de pratiques
Le projet de rapport sur l'évaluation à mi-année 2020 a été rendu dans les délais impartis, en juillet.	
Le rapport de résultats à mi-année 2020 a été rendu dans les délais impartis, en septembre.	
L'atelier sur les réalisations de l'année 2020 a eu lieu.	
Rapport de résultats 2020 de la CPS et zooms sur les réalisations en cours de rédaction pour soumission des premières versions le 15 janvier 2021.	
Une journée de planification à mi-année de la Division statistique pour le développement a généré des effets déterminants pour ce qui est de la formulation des plans de travail, de la Stratégie décennale océanique sur la statistique et de la définition de nouveaux objectifs principaux et buts dans le plan d'activité. Le plan de travail prévisionnel pour 2021, qui porte notamment sur les avancées de la Stratégie décennale océanique sur la statistique, a été présenté lors de la réunion du Comité permanent océanique des statistiques en novembre.	Changement de pratiques
Toutes les divisions ont mené des réflexions et établi des rapports de résultats de grande qualité en milieu et en fin d'année, en s'appuyant sur les éléments factuels tirés du SE-AC pour éclairer les processus de planification et d'amélioration continue, et améliorer les rapports de fin d'année.	Changement de pratiques
D'après les chiffres communiqués par le Département des ressources humaines, plus de 50 % des membres du personnel (314 sur 611) ont pris part à au moins une activité de planification stratégique entre juillet 2019 et novembre 2020.	Changement de pratiques
Des pratiques de SE-AC améliorées ont été mises au point pour le projet relatif aux données statistiques océaniques, notamment un cadre de SE-AC, des activités de réflexion, et le suivi des progrès et l'établissement de rapports connexes.	Changement de pratiques
En 2020, 1 510 pages de l'explorateur de résultats de la Plateforme de données océaniques ont été vues par des visiteurs uniques.	Changement de pratiques
Dans chacune des équipes de l'Organisation, un référent est chargé du suivi-évaluation et de l'amélioration continue, et du réseau y afférent (MELnet). Des groupes de travail en charge des principales thématiques ont été mis sur pied, mais la priorité accordée à l'avancement de ces activités a été redéfinie en raison de multiples sollicitations en 2020.	Changement de pratiques
Le Plan de transition de la CPS, approuvé par le CRGA réuni en sa 50 ^e session, définit 4 objectifs et 6 axes prioritaires, qui sont liés par les thématiques des systèmes durables, de l'action climatique et de l'intégration des connaissances. Avec ces axes prioritaires, la CPS passe d'une planification fondée sur les structures à une planification fondée sur les thématiques.	Changement de pratiques

Résultat obtenu	Type de résultat
Une évaluation à mi-année du projet fidjien « de la montagne au récif » a été menée dans le but de partager les enseignements tirés et de proposer des solutions pour améliorer l'exécution au cours des 2 trimestres à venir.	Produit
Dans le cadre du Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique et de la 50 ^e session du CRGA, 22 pays océaniques ont participé et contribué, par leurs éclairages, à l'élaboration du Plan de transition de la Communauté du Pacifique – Fondements d'un avenir résilient et du Plan stratégique 2021+.	Produit
Répartis sur 6 sites (Alofi, Nouméa, Nukualofa, Pohnpei, Port-Vila, Suva), 222 membres du personnel de la CPS (112 femmes, 110 hommes) ont participé à l'élaboration du Plan stratégique de la CPS ou en ont été informés.	Produit
Les capacités prospectives de la CPS ont été renforcées grâce à la formation en ligne de 22 membres du personnel qui interviennent dans l'élaboration de stratégies, cadres et plans régionaux.	Produit
L'équipe SPAC a coopéré avec les divisions et la direction pour appuyer les principaux processus stratégiques institutionnels et régionaux. Elle a également offert un appui et des conseils en matière de stratégie, de programmation et de SE-AC, aux fins de l'élaboration et de l'adoption du plan d'activité de la Division DPDS, de la définition de l'orientation stratégique de la Plateforme de données océaniques, et de l'exploitation des enseignements tirés du lancement du Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique ; enfin, elle a soutenu l'application d'une méthode de réflexion prospective à l'élaboration de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050.	Produit
Participation de 147 membres du personnel (75 femmes, 72 hommes) et de 21 représentants des jeunes et des personnes en situation de handicap à des webinaires sur la prévision stratégique.	Produit

OBJECTIF ORGANISATIONNEL E : OPTIMISER LES CAPACITÉS DES PERSONNES, DES SYSTÈMES ET DES PROCESSUS DE LA CPS

Résultat obtenu	Type de résultat
Le Rapport de résultats 2019 de la Communauté du Pacifique a été approuvé par le CRGA. Des informations sur les résultats sont publiées en ligne dans un format permettant la navigation au moyen de l'explorateur de résultats de la Plateforme de données océaniques, qui permet de chercher et de filtrer plus facilement les résultats par pays, par ODD, ainsi que par objectif et par division de la CPS.	Produit
La nouvelle mouture de la politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (PEARL) est entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 2020. Les postes clés étant vacants, les avancées en matière de communication ont tardé à se concrétiser.	Produit
Au total, 87,5 % des agents ont participé au Système Performance et Développement (PDS).	Changement de pratiques
Toutes les divisions de la CPS collaborent avec la Plateforme de données océaniques. Parmi les membres de la CPS, les Îles Cook, Palau, les Îles Salomon et Vanuatu appuient sa mise en place et son développement, tandis que l'Organisation a sollicité l'Australia Pacific Training Coalition (APTC), la CNUCED, la FFA, le PNUD, le PROE, le Secrétaire général du Forum des Îles du Pacifique, l'UNESCO et l'USP pour enrichir la Plateforme.	Changement de pratiques
Malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19, la durée des procédures de recrutement des agents locaux dans le cadre de contrats à durée déterminée a été réduite de 60 jours en moyenne en 2019 à 53 jours en 2020. Pour les recrutements internationaux dans le cadre de contrats à durée déterminée, la durée de la procédure a légèrement diminué, passant de 93 jours en 2019 à 87 jours (la durée indiquée n'inclut pas la période comprise entre la fin de la procédure et l'entrée en fonction de l'agent). Les difficultés de rapatriement rencontrées ont entraîné d'importants retards dans plusieurs procédures.	Changement de pratiques
Le Département des finances s'est attaché à harmoniser à l'échelle de l'Organisation les systèmes et processus opérationnels suivants : utilisation des comptes personnels des agents, transferts électroniques de fonds, rapprochement des comptes fournisseurs avec les rapports normalisés Jet, et utilisation d'une plateforme unique d'assistance utilisateurs à l'échelle du Département.	Changement de pratiques

Résultat obtenu	Type de résultat
Depuis la rapide réorientation opérée par la CPS pour répondre à la crise de la COVID-19 et garantir la continuité de ses opérations, la quasi-totalité des activités de l'Organisation est assurée par des moyens numériques. Cette transformation a débuté en mars 2020. Depuis lors, le recours à la visioconférence, aux plateformes d'apprentissage en ligne, aux plateformes de collaboration, aux applications en ligne et à la connectivité informatique a plus que doublé.	Changement de pratiques
Le dispositif de recouvrement intégral des coûts est à présent établi et stabilisé pour les TIC, les installations, la gestion immobilière, la traduction et l'interprétation, ainsi que la gestion des événements. En outre, la Délégation de l'UE a approuvé l'application du principe de recouvrement intégral des coûts pour toutes les dépenses TIC des projets de l'UE.	Changement de pratiques
La déclaration et la maîtrise des risques en matière de santé et de sécurité incombent à présent à des agents spécialement chargés de ces questions. Des dispositifs officiels de détection et de déclaration des risques en matière de santé et de sécurité sont appliqués.	Changement de pratiques
Les Services d'information ont continué d'améliorer leurs prestations de services, malgré la nette augmentation du nombre de demandes : a) le délai moyen de traitement des demandes d'assistance a été réduit de 3j 3h 14min à 2j 20h 10min ; b) le niveau de satisfaction des clients a augmenté en 2020, passant à 4,13 (contre 3,66 en 2019) ; et c) le nombre moyen de demandes d'assistance clôturées chaque semaine est passé à 183 (contre 159 en 2019).	Changement de pratiques
À titre de priorité, les Services d'information ont appuyé la participation des parties prenantes à l'élaboration de la Stratégie TIC, qui orientera les opérations TIC de l'Organisation pour les 4 prochaines années.	Changement de pratiques
La redevance administrative pour gestion de projet s'élève à 11,9 % pour la période comprise entre le 1 ^{er} janvier et le 30 novembre 2020, soit une augmentation de 1,24 % par rapport au taux de décembre 2019 (10,66 %).	Changement de pratiques
La CPS a atteint le niveau cible fixé pour les réserves de liquidité, à savoir l'équivalent de 3 mois d'activité.	Changement de pratiques
L'intranet de la CPS contient un portail qui donne accès aux services internes et aux politiques de l'Organisation.	Changement de pratiques
En 2020, 446 680 vues ont été comptabilisées sur le portail, soit une augmentation de près de 50 000 vues par rapport à 2019.	Changement de pratiques
Le Recueil des politiques relatives au personnel est entré en vigueur le 1 ^{er} juillet 2020, et la CPS a reconnu la compétence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, ce qui constitue une avancée considérable en matière de transparence et de droits de ses agents.	Changement de pratiques
Plus de 430 points juridiques ont été traités en 2020, dont 247 documents juridiques (lettres d'accord, protocoles d'accord, contrats), 102 documents consultatifs, 61 politiques et 18 modèles. Cela représente une augmentation de 33 % par rapport aux années antérieures.	Changement de comportements
L'enquête sur l'engagement du personnel a montré une hausse de l'engagement (80 %, contre 75 % en 2018).	Changement de comportements
Les projets d'évaluation des systèmes opérationnels et de mise en commun des services financiers ont permis de recueillir des informations et de formuler des recommandations sur les lacunes à combler dans l'offre de services généraux. Les audits internes menés ont permis une nouvelle fois de cerner les améliorations futures à apporter aux processus dans des domaines clés.	Évolution des connaissances
La formation à la gouvernance prévue dans le cadre du CRGA a été dispensée au profit des représentants des pays membres par le biais de 4 courtes vidéos en ligne ; 92 % des participants ont jugé la formation excellente (61 % ou bonne (31 %)). L'Unité de gestion des programmes UE a formé 18 agents de projet à la gestion financière des projets. La Direction opérations et gestion a organisé des formations au profit des membres et présidents des comités des achats, de 120 utilisateurs de la nouvelle application de demande de paiement électronique et de 23 responsables des finances des divisions (formation à l'utilisation de Jet Reports). Au titre de sa mission d'information, le Département des finances de la Direction opérations et gestion a également organisé chaque mois une session ouverte destinée aux chargés des finances des projets (avec en moyenne 10 participants par mois).	Évolution des connaissances

Résultat obtenu	Type de résultat
La Direction opérations et gestion a communiqué des informations régulières – rapports sur la gestion des finances, les achats, les TIC et les RH – afin d'étayer les décisions de gestion stratégique.	Évolution des connaissances
Une formation à la gestion de l'information et des connaissances a été dispensée à 18 agents.	Produit
Les formations organisées sur la violence domestique, la protection de l'enfance, l'intimidation et le harcèlement ont touché 18 % du personnel.	Produit
Une analyse des besoins liés au système de gestion de contenu d'entreprise et une évaluation de la maturité des processus et des systèmes ont été réalisées.	Produit
L'Organisation a amélioré la disponibilité de l'information de gestion financière, en exigeant des rapports financiers à l'échelle des divisions (gestion budgétaire, gestion de la trésorerie, rapports Jet) pour les projets élaborés et appliqués par le Département des finances.	Produit
Le délai moyen de traitement des demandes d'achat était de 7 semaines.	Produit
La CPS continue de détecter et de gérer les risques de fraude selon une approche préventive. Des politiques actualisées sur la gestion de la trésorerie et la fraude et la corruption ont été mises en application, tandis que les lignes directrices qui les accompagnent ont été rédigées. Dans le cadre d'un audit des contrôles internes, de nouvelles mesures d'amélioration des processus ont été mises en évidence pour ce qui concerne la paie et les paiements ; ces mesures sont en cours de mise en œuvre.	Produit
À Nouméa, des dispositifs de sécurité ont été installés dans 44 des 76 logements de fonction que possède la CPS.	Produit
Les Services d'information et le Département des finances ont effectué des enquêtes auprès de leurs clients en 2020. Des indicateurs de référence sur la satisfaction des usagers ont été créés et les retours d'information recueillis ont été utilisés pour élaborer des stratégies et planifier le travail.	Produit
En juin 2020, la CPS a lancé l'installation de panneaux photovoltaïques au siège dans le but de réduire à long terme sa facture électrique et ses émissions de gaz carbonique.	Produit
Le taux de non-conformité pour les approbations après audit des processus d'achat a légèrement augmenté, passant de 27 à 30 %.	Produit
Le taux d'exécution du budget était de 81 % au 30 novembre, contre 90 % à la fin 2019. La crise de la COVID-19 a eu des effets négatifs sur l'exécution des projets et programmes.	Produit
La Plateforme de données océaniques héberge à présent plus de 15 000 jeux de données, soit plus du double des chiffres enregistrés à la fin 2019.	Produit
L'équipe traduction et interprétation a traduit un nombre supérieur de mots en 2020 (1,3 million de mots) et a assuré 139 jours d'interprétation, y compris en ligne ; le taux de satisfaction des clients s'élève à 87 %.	Produit
Les femmes représentaient 52 % des candidatures aux postes à recrutement local et 48 % des candidatures aux postes à recrutement international en 2020 – 54 % des postes locaux et 50 % des postes internationaux ont été attribués à des femmes. On comptait respectivement 31 % et 61 % d'Océaniens et Océaniques parmi les candidatures aux postes à recrutement international et aux postes à recrutement local – 45 % des postes internationaux et 90 % des postes locaux ont été attribués à des Océaniens et Océaniques.	Produit

Résultat obtenu	Type de résultat
Plusieurs politiques ont été élaborées pour protéger la sécurité des agents en cas d'épidémie de maladie infectieuse émergente. En voici quelques-unes : 1. Dispositif d'intervention de la CPS ; 2. Algorithme pour l'autoévaluation COVID-19 ; 3. Mandat des personnes relais et des référents santé prévus dans le Dispositif d'intervention COVID-19 ; 4. Système de surveillance de la COVID-19 à la CPS ; 5. Protocole de déploiement de l'équipe technique de la CPS. L'équipe statistique a atteint la cible qu'elle s'était fixée, à savoir répondre à 60 % des demandes complexes de statistiques et à 80 % des demandes non complexes dans un délai de 5 jours ouvrés. Des conseils techniques et des réponses ont été fournis à 141 clients par messagerie instantanée et à 109 clients par le biais de la plateforme d'assistance.	Produit
	Produit

Annexe 2

Publications dans des revues à comité de lecture

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Autre type de publication dans une revue à comité de lecture	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2020	Status of Pacific Education Report	
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Anderson G., Lal M., Stockwell B., Hampton J., Smith N., Nicol S. et Rico C.	2020	No population genetic structure of skipjack tuna (<i>Katsuwonus pelamis</i>) in the tropical Western and Central Pacific assessed using single nucleotide polymorphisms	Anderson G., Lal M., Stockwell B., Hampton J., Smith N., Nicol S. and Rico C. 2020. No population genetic structure of skipjack tuna (<i>Katsuwonus pelamis</i>) in the tropical Western and Central Pacific assessed using single nucleotide polymorphisms. <i>Frontiers in Marine Science</i> . DOI: 10.3389/fmars.2020.570760
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Andrews K.R., Copus J.M., Wilcox C., Williams A.J., Newman S.J., Wakefield C.B. et Bowen B.W.	2020	Range-wide population structure of 3 deepwater eteline snappers across the Indo-Pacific basin	Andrews K.R., Copus J.M., Wilcox C., Williams A.J., Newman S.J., Wakefield C.B. and Bowen B.W. 2020. Range-wide population structure of 3 deepwater eteline snappers across the Indo-Pacific basin. <i>Journal of Heredity</i> 111: 471–485.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Clavareau L., Sabarros P.S., Escalle L., Bach P., Abascal F.J., Lopez J., Murua H., Pascual Alayon P.J., Ramos M.L., Ruiz J. et Mériot B.	2020	Elasmobranch bycatch distributions and mortality: Insights from the European tropical tuna purse-seine fishery.	https://doi.org/10.1016/j.gecco.2020.e01211
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Evans K., Arizabalaga H., Brodie S., Chang C.T., Llopiz J., Scutt Phillips J. et Weng K.	2020	Comparative research on ocean top predators by CLIOTOP: Understanding shifts in oceanic biodiversity under climate change	Evans K., Arizabalaga H., Brodie S., Chang C.T., Llopiz J., Scutt Phillips J. and Weng K. 2020. Comparative research on ocean top predators by CLIOTOP: Understanding shifts in oceanic biodiversity under climate change. <i>Deep Sea Research Part II: Topical Studies in Oceanography</i> , Vol. 175: 104822.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Geange S.W., Rowden A.A., Nicol S., Bock T. et Cryer M.	2020	A data-informed approach for identifying move-on encounter thresholds for vulnerable marine ecosystem indicator taxa	Geange S.W., Rowden A.A., Nicol S., Bock T. and Cryer M. 2020. A data-informed approach for identifying move-on encounter thresholds for vulnerable marine ecosystem indicator taxa. <i>Frontiers in Marine Science</i> . DOI: 10.3389/fmars.2020.00155
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Georgeson L., Rigby C.L., Emery T.J., Fuller M., Hartog J., Williams A.J., Hobday A.J., Duffy C.A.J., Simpfendorfer C.A., Okuda T., Stobutzki I.C. et Nicol S.J.	2020	Ecological risks of demersal fishing on deepwater chondrichthyan populations in the Southern Indian and South Pacific oceans	Georgeson L., Rigby C.L., Emery T.J., Fuller M., Hartog J., Williams A.J., Hobday A.J., Duffy C.A.J., Simpfendorfer C.A., Okuda T., Stobutzki I.C. and Nicol S.J. 2020. Ecological risks of demersal fishing on deepwater chondrichthyan populations in the Southern Indian and South Pacific oceans. <i>ICES Journal of Marine Science</i> . DOI: 10.1093/icesjms/fsaa019

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Jarrold M.D., Welch M.J., McMahon S.J., McArley T., Allan B.J.M., Watson S.A., Parsons D.M., Pether S.M.J., Pope S., Nicol S., Smith N., Herbert N. et Munday P.L.	2019	Elevated CO ₂ affects anxiety but not a range of other behaviours in juvenile yellowtail kingfish.	Jarrold M.D., Welch M.J., McMahon S.J., McArley T., Allan B.J.M., Watson S.A., Parsons D.M., Pether S.M.J., Pope S., Nicol S., Smith N., Herbert N. et Munday P.L. 2019. Elevated CO ₂ affects anxiety but not a range of other behaviours in juvenile yellowtail kingfish. <i>Marine Environmental Research</i> , 104863.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Johnson J.E., Allain V., Basel B., Bell J.D., Chin A., Dutra L.X.C., Hooper E., Loubser D., Lough J., Moore B.R., Nicol S.	2020	Impacts of climate change on marine resources in the Pacific Island region. Dans : <i>Climate change and impacts in the Pacific</i> .	Johnson J.E., Allain V., Basel B., Bell J.D., Chin A., Dutra L.X.C., Hooper E., Loubser D., Lough J., Moore B.R., Nicol S. Impacts of climate change on marine resources in the Pacific Island region. In: Kumar L. (ed.) <i>Climate change and impacts in the Pacific</i> . Springer Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-32878-8_10
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Lehodey P., Bertrand A., Hobday A.J., Kiyofuji H., McClatchie S., Menkes C.E., Pilling G., Polovina J. E., Pilling G., Polovina J. et Tommasi D.	2020	ENSO impact on marine fisheries and ecosystems. Dans : <i>El Niño Southern Oscillation in a changing climate</i> .	Lehodey P., Bertrand A., Hobday A.J., Kiyofuji H., McClatchie S., Menkes C.E., Pilling G., Polovina J. and Tommasi D. 2020. ENSO impact on marine fisheries and ecosystems. In: McPhaden M.J., Santoso A. and Cai W. (eds) <i>El Niño Southern Oscillation in a changing climate</i> . https://doi.org/10.1002/9781119548164.ch19
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Logan J. M., Pethybridge H., Lorrain A., Somes C. J., Allain V., Bodin N., Choy C. A., Duffy L., Goh N., Graham B., Langlais C., Ménard F., Olson R. et Young J.	2020	Global patterns and inferences of tuna movements and trophodynamics from stable isotope analysis.	Logan J. M., Pethybridge H., Lorrain A., Somes C. J., Allain V., Bodin N., Choy C. A., Duffy L., Goh N., Graham B., Langlais C., Ménard F., Olson R. et Young J. 2020. Global patterns and inferences of tuna movements and trophodynamics from stable isotope analysis. <i>Deep Sea Research Part II: Topical Studies in Oceanography</i> , 104775.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Lorrain A., Pethybridge H., Cassar N., Receveur N., Bopp L., Choy C.A., Duffy L., Fry B., Goh N., Graham B.S., Hobday A.J., Logan J.M., Ménard F., Menkes C.E., Olson R.J., Pagendam D.E., Revill A.T., Somes C.J. et Young J.W.	2020	Trends in tuna carbon isotopes suggest global changes in pelagic phytoplankton communities.	Lorrain A., Pethybridge H., Cassar N., Receveur N., Bopp L., Choy C.A., Duffy L., Fry B., Goh N., Graham B.S., Hobday A.J., Logan J.M., Ménard F., Menkes C.E., Olson R.J., Pagendam D.E., Point D., Revill A.T., Somes C.J. et Young J.W. 2020. Trends in tuna carbon isotopes suggest global changes in pelagic phytoplankton communities. <i>Global Change Biology</i> , Vol. 26 : 458–470.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Macdonald J., Drysdale R., Witt R., Csagoly Z. et Martensdotter G.	2020	Isolating the influence of ontogeny helps predict island-wide variability in fish otolith chemistry.	Macdonald J., Drysdale R., Witt R., Csagoly Z. et Martensdotter G. 2020. Isolating the influence of ontogeny helps predict island-wide variability in fish otolith chemistry. <i>Reviews in Fish Biology and Fisheries</i> 30. 10:1007/s11160-019-09591-x

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	McKechnie S., Fletcher D., Newman J., Bragg C., Dillingham P.W., Clucas R. <i>et al.</i>	2020	Separating the effects of climate, bycatch, predation and harvesting on tihi (<i>Ardenna grisea</i>) population dynamics in New Zealand: A model-based assessment.	McKechnie S., Fletcher D., Newman J., Bragg C., Dillingham P.W., Clucas R. <i>et al.</i> 2020. Separating the effects of climate, bycatch, predation and harvesting on tihi (<i>Ardenna grisea</i>) population dynamics in New Zealand: A model-based assessment. <i>PLoS ONE</i> 15(12): e0243794. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0243794
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Moore B.R., Adams T., Allain V., Bell J.D., Bigler M., Bromhead D., Clark S., Davies C., Evans K., Faasili Jr U., Farley J., Fitchett M., Grewe P.M., Hampton J., Hyde J., Leroy B., Lewis A., Lorrain A., Macdonald I.J., Marie A.D., Minte-Vera C., Natasha J., Nicol S., Obregon P., Peatman T., Pecoraro C., Phillip Jr N.B., Scutt Phillips J., Pilling G.M., Rico C., Sanchez C., Scott R., Stockwell B., Tremblay-Boyer L., Usu T., Williams A.J. et Smith N.	2020	Defining the stock structures of key commercial tunas in the Pacific Ocean II: Sampling considerations and future directions.	https://doi.org/10.1016/j.fishres.2020.105524
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Moore B.R., Bell J., Evans K., Farley J., Grewe P.M., Hampton J., Marie A.D., Minte-Vera C., Nicol S., Scutt Phillips J., Pilling G.M., Tremblay-Boyer L., Williams A.J. et Smith N.	2020	Defining the stock structures of key commercial tunas in the Pacific Ocean II: Current knowledge and main uncertainties.	https://doi.org/10.1016/j.fishres.2020.105525
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Paras M., Emery T.J., Williams A.J. et Nicol S.J.	2020	A robust métier-based approach to classifying fishing practices within commercial fisheries.	https://doi.org/10.3389/fmars.2020.552391
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Paras M., Emery T.J., Williams A.J. et Nicol S.J.	2020	An empirical Bayesian approach for estimating fleet- and vessel-level bycatch rates in fisheries with effort heterogeneity and limited data: a prospective tool for measuring bycatch mitigation performance.	Paras M., Emery T.J., Williams A.J. et Nicol S.J. 2020. An empirical Bayesian approach for estimating fleet- and vessel-level bycatch rates in fisheries with effort heterogeneity and limited data: a prospective tool for measuring bycatch mitigation performance. <i>ICES Journal of Marine Science</i> . DOI: 10.1093/icesjms/fsaa020
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Pilling G.M., Harley S.J., Nicol S., Williams P. et Hampton J.	2020	Can the tropical Western and Central Pacific tuna purse seine fishery contribute to Pacific Island population food security?	Pilling G.M., Harley S.J., Nicol S., Williams P. et Hampton J. 2020. Can the tropical Western and Central Pacific tuna purse seine fishery contribute to Pacific Island population food security? In: Connell J. and Lowitt K. (eds). <i>Food security in small island states</i> . Springer, Singapore.

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Ravache A., Bourgeois K., Weimerskirch H., Pagenaud H., Pagenaud A., de Grissac S., Miller M., Dromzée S., Lorrain A., Allain V., Bustamante P., Bylemans J., Gleeson D., Letourneur Y. et Vidal É.	2020	Behavioral and trophic segregations help the Tahiti petrel to cope with the abundance of wedge-tailed shearwater when foraging in oligotrophic tropical waters.	Ravache A., Bourgeois K., Weimerskirch H., Pagenaud A., de Grissac S., Miller M., Dromzée S., Lorrain A., Allain V., Bustamante P., Bylemans J., Gleeson D., Letourneur Y. et Vidal É. 2020. Behavioral and trophic segregations help the Tahiti petrel to cope with the abundance of wedge-tailed shearwater when foraging in oligotrophic tropical waters. <i>Scientific Reports</i> 10 (1): 15129.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Receveur A., Kestenare E., Allain V., Ménard F., Cravatte S., Lebourges-Dhaussy A., Lehoudey P., Dhaussy A., Lehoudey P., Mangeas M., Smith N., Radenac H. et Menkes C.	2020	Micronekton distribution in the southwest Pacific (New Caledonia) inferred from shipboard-ADCP backscatter data.	Receveur A., Kestenare E., Allain V., Ménard F., Cravatte S., Lebourges-Dhaussy A., Lehoudey P., Dhaussy A., Lehoudey P., Mangeas M., Smith N., Radenac H. et Menkes C. 2020. Micronekton distribution in the southwest Pacific (New Caledonia) inferred from shipboard-ADCP backscatter data. <i>Deep Sea Research Part I: Oceanographic Research Papers</i> 159: 103237.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Receveur A., Vourey E., Lebourges Dhaussy A., Menkes C., Menard F. et Allain V.	2020	Biogeography of micronekton assemblages in the Natural Park of the Coral Sea.	Receveur A., Vourey E., Lebourges Dhaussy A., Menkes C., Menard F. et Allain V. 2020. Biogeography of micronekton assemblages in the Natural Park of the Coral Sea. <i>Frontiers in Marine Science</i> , vol. 7.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Senina I., Lehoudey P., Hampton J. et Sibert J.	2020	Quantitative modelling of the spatial dynamics of South Pacific and Atlantic albacore tuna populations.	Senina I., Lehoudey P., Hampton J. et Sibert J. 2020. Quantitative modelling of the spatial dynamics of South Pacific and Atlantic albacore tuna populations. <i>Deep Sea Research Part II: Topical Studies in Oceanography</i> , Vol. 175: 104667.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Senina I., Lehoudey P., Hampton J. et Sibert J.	2020	Integrating tagging and fisheries data into a spatial population dynamics model to improve its predictive skills	https://doi.org/10.1139/cjfas-2018-0470
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Sharma R., Levontin P., Kitakado T., Kell L., Mosqueira I., Kimoto A., Scott R., Mente-Vera C., De Bruyn P., Ye Y., Kleinberg J., Walton J.L., Miller S. et Magnusson A.	2020	Operating model design in tuna Regional Fisheries Management Organisations: Current practice, issues and implications.	Sharma R., Levontin P., Kitakado T., Kell L., Mosqueira I., Kimoto A., Scott R., Mente-Vera C., De Bruyn P., Ye Y., Kleinberg J., Walton J.L., Miller S. et Magnusson A. 2020. Operating model design in tuna Regional Fisheries Management Organisations: Current practice, issues and implications. <i>Fish and Fisheries</i> . DOI: 10.1111/faf.12480

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Van Helmond A.T.M., Mortensen L.O., Plet-Hansen K.S., Ulrich C., Needle C.L., Oesterwind D., Kindt-Larsen L., Catchpole T., Mangi S., Zimmermann C., Olesen H., Bailey N., Bergsson H., Dalskov J., Elson J., Hosken M., Peterson L., McElderry H., Ruiz J., Pierre J.P., Dykstra C. et Poos J.J.	2020	Electronic monitoring in fisheries: Lessons from global experiences and future opportunities.	Van Helmond A.T.M., Mortensen L.O., Plet-Hansen K.S., Ulrich C., Needle C.L., Oesterwind D., Kindt-Larsen L., Catchpole T., Mangi S., Zimmermann C., Olesen H., Bailey N., Bergsson H., Dalskov J., Elson J., Hosken M., Peterson L., McElderry H., Ruiz J., Pierre J.P., Dykstra C. et Poos J.J. 2020. Electronic monitoring in fisheries: Lessons from global experiences and future opportunities. <i>Fish and Fisheries</i>, Vol. 21: 162–189.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Wakefield C.B., Williams A., Fisher E., Hall N., Hesp S., Halafahi T., Kaltavara J., Vourey E., Taylor B., O'Malley J., Nicol S., Wise B. et Newman S.	2020	Variations in life history characteristics of the deep-water giant ruby snapper (<i>Etelis</i> sp.) between the Indian and Pacific Oceans and application of a data-poor assessment.	https://doi.org/10.1016/j.fishres.2020.105651
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Publication ou article de revue scientifique	Weimerskirch H., Grissac S., de Ravache A., Prudor A., Congdon B. C., McDuie F., Bourgeois K., Dromzée S., Butscher J., Menkes C., Allain V., Vidal E., Jaeger A. et Borsa P.	2020	At-sea movements of wedge-tailed shearwaters during and outside the breeding season from four colonies in New Caledonia.	Weimerskirch H., Grissac S., de Ravache A., Prudor A., Congdon B. C., McDuie F., Bourgeois K., Dromzée S., Butscher J., Menkes C., Allain V., Vidal E., Jaeger A. et Borsa P. 2020. At-sea movements of wedge-tailed shearwaters during and outside the breeding season from four colonies in New Caledonia. <i>Marine Ecology Progress Series</i> 633: 225–238.
Division ressources terrestres	Publication ou article de revue scientifique	Dillon N., Diczbalis Y., Oakeshott J. et Nagalevu P.	2020	Aligning Pacific cocoa genetics to productivity and quality for the craft speciality chocolate market.	https://www.mdpi.com/2504-3900/36/1/105
Division ressources terrestres	Publication ou article de revue scientifique	Lyons G., Dean G., Tongalaba R., Halavatau S., Nakabuta K., Lonolona M. et Susumu G.	2020	Macro-and micronutrients from traditional food plants could improve nutrition and reduce non-communicable diseases of islanders on atolls in the South Pacific.	https://www.mdpi.com/2223-7747/9/8/942
Division ressources terrestres	Ouvrage	Oakeshott J.	2020	Sustainable smallholder agriculture clusters in the Philippines: Why do some fail while others survive?	Oakeshott J. 2020. Sustainable smallholder agriculture clusters in the Philippines: Why do some fail while others survive? PhD Thesis, School of Agriculture & Food Sciences, The University of Queensland. 257 pp.
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Bertrand S. et al.	2020	Containment strategies to prevent COVID-19 infections in the Pacific French territories.	Bertrand S. et al. 2020. Containment strategies to prevent COVID-19 infections in the Pacific French territories. <i>Equity, Diversity and Inclusion: An International Journal</i>.
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Boudville A., Irava W., Motofaga S., Gilbert K. et Annear P.	2020	Overseas medical referral: The health system challenges for Pacific Island countries.	http://www.searo.who.int/entity/asia_pacific_observatory/publications/policy_briefs/policy_brief_omr/en/

Division	Type de contenu	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Inizan C., O'Connor O., Worwor G., Cabemalwai T., Grignon J.-C., Girault D., Minier M., Prot M., Ballan V., Pakoa G.J., Grangeon J.P., Guyant P., Lepers C., Faktafon D., Sahukhan A., Merilles Jr O.E. Gourinat A.-C., Simon-Lorière E. et Dupont-Rouzeyrol M.	2020	Molecular characterization of dengue Type 2 outbreak in Pacific Island countries and territories, 2017–2020.	https://www.mdpi.com/1999-4915/12/10/1081
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Phillips G., Creaton A., Airdhill-Enosa P., Toitona P., Kafoa B., O'Reilly G. et al.	2020	Emergency care status, priorities, and standards for the Pacific region: A multiphase survey and consensus process across 17 different Pacific Island countries and territories.	https://doi.org/10.1016/j.lanwpc.2020.100002
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Ravuvu A. et al.	2020	Childhood obesity in the Pacific: Challenges and opportunities.	Ravuvu A. et al. Childhood obesity in the Pacific: Challenges and opportunities. <i>Current Obesity Reports</i> , 9(4):1–8.
Division santé publique	Publication	Saketa S.T., Merilles Jr O.E. et Bar-Zeev N.	2020	Welcome evidence of vaccine impact in the Pacific.	Saketa S.T., Merilles Jr O.E. and Bar-Zeev N. 2020. Welcome evidence of vaccine impact in the Pacific. <i>The Lancet Regional Health, Western Pacific</i> . https://doi.org/10.1016/j.lanwpc.2020.100068
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Thow A.M., Waqa G., Browne J., Phillips T., McMichael C., Ravuvu A., Tutuo J. et Gleeson D.	2020	The political economy of restricting marketing to address the double burden of malnutrition: Two case studies from Fiji.	Thow A.M., Waqa G., Browne J., Phillips T., McMichael C., Ravuvu A., Tutuo J. and Gleeson D. 2020. The political economy of restricting marketing to address the double burden of malnutrition: Two case studies from Fiji. <i>Public Health Nutrition</i> . https://doi.org/10.1017/S136898020000440
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Win Tin S.T., Kubuabola I., Ravuvu A., Snowdon W., Durand A., Vivili P. et Passmore E.	2020	Baseline status of policy and legislation actions to address non-communicable diseases crisis in the Pacific.	Win Tin S.T., Kubuabola I., Ravuvu A., Snowdon W., Durand A., Vivili P. and Passmore E. 2020. Baseline status of policy and legislation actions to address non-communicable diseases crisis in the Pacific. <i>BMC Public Health</i> 20: 660.
Division santé publique	Publication ou article de revue scientifique	Win Tin S.T., Vivili P., Naa'ti E., Bertrand S. et Kubuabola I.	2020	The crisis of non-communicable diseases in the Pacific and the coronavirus disease 2019 pandemic.	Win Tin S.T., Vivili P., Naa'ti E., Bertrand S. and Kubuabola I. 2020. The crisis of non-communicable diseases in the Pacific and the coronavirus disease 2019 pandemic. <i>Hawai'i Journal of Health & Social Welfare</i> , 79(5).
Division statistique pour le développement	Publication ou article de revue scientifique	Farrell P., Thow A.M., Wate J.T., Nonga N., Vatuawaka P., Brewer T., Sharp M.K., Farmery A., Trevena H., Reeve E., Eriksson H., Gonzalez I., Mulcahy G., Eurich J.G. et Andrew N.L.	2020	COVID-19 and Pacific food system resilience: Opportunities to build a robust response.	https://doi.org/10.1007/s12571-020-01087-y
Division statistique pour le développement	Publication ou article de revue scientifique	Farmery A.K., Scott J.M., Brewer T.D., Eriksson H., Steenbergen D.J., Albert J., Raubani J., Tutuo J., Sharp M.K. et Andrew N.L.	2020	Aquatic foods and nutrition in the Pacific.	https://doi.org/10.3390/nu12123705

Annexe 3

Activités d'évaluation publiées

Division	Intitulé de l'évaluation	Intitulé du projet évalué	Année de publication	Interne ou externe	Bailleur de fonds	Lien	Période d'évaluation
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Mid-term evaluation of the Sustainable Pacific Aquaculture Development (PacAqua) Project (évaluation à mi-parcours du Projet de développement d'une aquaculture océanique durable [PacAqua])	Projet de développement d'une aquaculture océanique durable (PacAqua)	2020	Externe	MFAT	http://purl.org/spc/digilib/doc/i6pfi	Juillet 2016 – juillet 2019
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Mid-term review of the Effective Coastal Fisheries Management Project (évaluation à mi-parcours du Projet sur la bonne gestion des pêches côtières)	Projet sur la bonne gestion des pêches côtières	2020	Externe	MFAT	http://purl.org/spc/digilib/doc/za3qmq	2016–2019
Division géosciences, énergie et services maritimes	Pacific Islands Emergency Management Alliance (PIEMA) Project: Mid-term review report (projet de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence [PIEMA] : rapport de l'évaluation à mi-parcours)	Projet de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA)	2020	Externe	DFAT/MFAT	http://purl.org/spc/digilib/doc/jtz44	2017–2020
Division géosciences, énergie et services maritimes	Framework for Resilient Development in the Pacific: Monitoring, evaluation and learning needs assessment (Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique : évaluation des besoins en suivi-évaluation et amélioration continue)	Sans objet	2020	Externe	USAID	http://purl.org/spc/digilib/doc/ki97r	Sans objet
Division géosciences, énergie et services maritimes	Framework for Resilient Development in the Pacific: Monitoring and evaluation strategy (Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique : stratégie de suivi-évaluation)	Sans objet	2020	Externe	USAID	http://purl.org/spc/digilib/doc/bekzj	Sans objet
Division géosciences, énergie et services maritimes	End-of-project evaluation report for the Institutional Strengthening of the Pacific Island Countries to Adapt to Climate Change (ISACC) Project (rapport d'évaluation en fin de projet – Projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique [ISACC])	Projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (ISACC)	2020	Interne	USAID	http://purl.org/spc/digilib/doc/4qzgz	2016–2020
Division géosciences, énergie et services maritimes	Kiribati whole-of-island approach evaluation report (rapport d'évaluation de l'approche globale à l'échelle des îles à Kiribati)	Approche globale à l'échelle des îles à Kiribati	2020	Interne	USAID	http://purl.org/spc/digilib/doc/mejk2	2013–2018
SPAC	Evaluation of SPC's capacity building: Evaluation report, 2020 (rapport d'évaluation 2020 sur les activités de renforcement des capacités menées par la CPS)	Activités de renforcement des capacités menées par la CPS	2020	Externe	Budget ordinaire de la CPS	http://purl.org/spc/digilib/doc/uuxw9	Juillet 2018 – juillet 2019
SPAC	Pacific monitoring, evaluation and learning capacity strengthening rebillib (rebillib pour le renforcement des capacités en suivi-évaluation et amélioration continue dans le Pacifique)	Système actuel de SE-AC dans le Pacifique et possibilités de renforcement	2020	Sans objet	MFAT	http://purl.org/spc/digilib/doc/vpukq	Sans objet

Annexe 4

Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales

Réunion	Principales conclusions	Lien
Conseil des arts et de la culture du Pacifique	Le CACAP a continué de débattre de l'élaboration de la Stratégie culturelle régionale océanienne et de la nécessité de prévoir du temps pour les consultations nationales sur le projet de stratégie. De nouvelles dates ont été arrêtées pour le 13 ^e Festival des arts et de la culture du Pacifique, qui se tiendra donc du 6 au 16 juin 2024.	
Conseil océanien de la qualité de l'enseignement	Le Conseil est composé des directeurs de systèmes éducatifs du Pacifique et de représentants des partenaires du développement travaillant dans le secteur de l'éducation au sein de la région. Il s'agit d'un sous-comité du CRGA. L'impact de la pandémie mondiale sur l'éducation dans le Pacifique et le Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF) ont fait partie des thématiques abordées. Le PacREF expose un programme régional composé de stratégies et d'activités s'articulant autour de quatre domaines stratégiques en matière d'éducation : qualité et pertinence, passerelles d'apprentissage, acquis et bien-être des élèves, et professionnalisme de l'enseignement.	http://purl.org/spc/digilib/doc/qxy89
Tables rondes sur l'accès à l'énergie et le financement privé	Les questions suivantes ont été examinées : intégration des solutions reposant sur les énergies renouvelables ; renforcement de la coordination des activités ; et exploitation des liens avec les autres secteurs afin de donner un nouvel élan à la modernisation et au développement intégré.	https://www.pcreee.org/event/1st-pfan-pcreee-pref-round-table-energy-access-and-private-financing-fiji-development-partners
Douzième Conférence des directeurs des pêches	A l'occasion de cette conférence, les directeurs des pêches ont examiné et globalement approuvé les priorités et orientations présentées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins dans les domaines de la pêche hauturière, des pêches côtières et de l'aquaculture, ainsi que la définition de nouvelles priorités, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Cette réunion a fait l'objet d'un rapport qui a ensuite été présenté à la Conférence régionale des ministres des Pêches.	https://fame1.spc.int/fr/meetings/250
Conférence régionale des ministres des Pêches	Cette conférence a permis de mettre en avant les priorités régionales dans les domaines des pêches côtières et de l'aquaculture, ainsi que l'impact de la COVID-19 sur ces secteurs, les progrès accomplis au regard des objectifs énoncés dans la Feuille de route régionale pour une pêche durable en Océanie, tels que décrits dans le Rapport de situation sur les pêches côtières 2020, et les possibilités d'améliorer le dialogue sur la gestion communautaire des pêches côtières. Les ministres ont approuvé le Cadre régional sur la biosécurité aquatique. Ils ont également examiné les situations dans lesquelles le secteur des pêches peut intégrer l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement dans ses politiques et ses plans, l'objectif étant de mobiliser, dans la mesure du possible, des fonds à l'appui de telles mesures. Conférence organisée conjointement par les partenaires du CORP, le Secrétariat général du FIP, la FFA, la CPS et le PROE. La FFA a apporté un soutien administratif, et le Bureau des Parties à l'Accord de Nauru a également apporté sa contribution.	https://www.spc.int/sites/default/files/documents/FAME/REFMM%20STATEMENT%20OF%20OUTCOMES-2020.pdf

Principales conclusions		Lien
Réunion		
Seizième session ordinaire du Comité scientifique de la Commission pour la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central	Le Comité scientifique, lors de sa seizième session, a adopté les recommandations formulées lors de cette session ordinaire, à l'exception de celles relatives au futur programme de travail et budget (2021-2023), dont l'adoption a été reportée afin qu'elles puissent être débattues lors d'une réunion qui se tiendra en amont de la dix-septième session ordinaire de la WCPFC.	https://meetings.wcpfc.int/meetings/sc16-2020
Réunions des directeurs de la santé du Pacifique	Des réunions se sont tenues en juillet et décembre 2020. Les débats ont porté sur les répercussions de la COVID-19 sur le financement de la santé, l'équipe conjointe de gestion des incidents dans le Pacifique, le Dispositif d'accès humanitaire COVID-19 dans le Pacifique, ainsi que sur les Équipes océaniques pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Ces réunions ont également été l'occasion d'examiner, de débattre et de formuler des recommandations sur les questions relatives à la COVID-19 en vue de la Réunion des ministres de la Santé du Pacifique. Les documents sont disponibles ici.	https://phd.spc.int/sites/default/files/p-related-files/2020-11/Draft%20Report%208th%20PHOH%2022-23%20July%202020%20280720.pdf https://php.spc.int/fr/node/262 https://php.spc.int/fr/node/262
Définition des droits et responsabilités afférents aux espaces maritimes en 2020	Un document d'orientation axé sur les droits et responsabilités afférents aux espaces maritimes a été élaboré en 2020 : conception d'un tableau de bord sur la délimitation maritime dans le Pacifique.	https://gem.spc.int/projects/pacific-islands-regional-maritime-boundaries-project
Réunion des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique	Les participants ont abordé des thématiques revêtant une importance stratégique pour les activités de soins infirmiers relatives au concept des îles-santé. Des recommandations ont été formulées concernant le personnel de santé, les urgences de santé, la vaccination et les maladies à prévention vaccinale, la santé maternelle et infantile, les maladies non transmissibles, la couverture sanitaire universelle et les soins de santé primaires, la formation et la recherche en soins infirmiers dans le Pacifique, ainsi que la réglementation applicable aux soins infirmiers.	https://www.spc.int/updates/news/media-release/2020/02/inaugural-meeting-for-pacific-heads-of-nurses-set-to-influence
Cinquantième session du Comité des représentants des gouvernements et administrations	Le CGRA, à sa 50 ^e session, a approuvé le rapport du Directeur général, les rapports de la Direction opérations et gestion, le budget 2021 et le Plan de transition 2021 de la Communauté du Pacifique.	https://www.spc.int/fr/crga
Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique	Le Sous-comité a examiné les points suivants : projet de rapport de résultats 2019 de la Communauté du Pacifique, informations sur l'élaboration du plan stratégique décennal de la CPS et sur le calendrier correspondant, et révision de son mandat. Le Sous-comité est présidé par la Nouvelle-Calédonie. Ses membres sont les suivants : Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Zélande, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française et Tonga.	http://purl.org/spc/digilib/doc/9g6e7

Réunion	Principales conclusions	Lien
Comité océanien des méthodes statistiques	Le Comité s'est réuni en juillet, septembre (réunion intermédiaire) et novembre 2020. Les débats ont notamment porté sur les thèmes suivants : projet de l'Association internationale de développement (IDA) – Innovation statistique et renforcement des capacités dans les pays insulaires océaniques (PACSTAT) ; enquêtes téléphoniques à haute fréquence de suivi ; lignes directrices relatives à l'analyse de la pauvreté monétaire ; module marché du travail dans les recensements de la population et des logements dans le Pacifique ; mesure de la pauvreté, c'est-à-dire méthodologie de mesure de la pauvreté monétaire, et suivi de la méthodologie relative aux approches non monétaires de mesure de la pauvreté ; questions de gouvernance et examen du mandat du comité. Le Comité n'a pas été en mesure de prendre des décisions sur certains points de l'ordre du jour (par ex. la mesure de la pauvreté) sans la contribution des statisticiens des services nationaux, et a reporté les décisions en question jusqu'à ce qu'ils puissent être présents.	https://spcftpstore1.blob.core.windows.net/digitalibrary-docs/files/d6/d665059018fd3a81d1d724c0df2b1ca2.pdf?sv=2015-12-11&sr=b&sig=luuUGnbYRcyQAmcxWkSLRTfImXuzYrOeQOJeDvxH7BQ%3D&se=2021-09-14T05%3A19%3A32Z&sp=r&rsc=public%2C%20max-age%3D864000%2C%20max-stale%3D86400&rsc=application%2Fpdf&rscd=inline%3B%20filename%3D%22PSMB5_July2020_Meeting_report.pdf%22 https://www.pcreee.org/event/1st-pfan-pcreee-pref-round-table-energy-access-and-private-financing-fiji-development-partners
Engagement virtuel	La CPS a conçu et organisé plusieurs webinaires (par ex. webinaires Tok Tok ; webinaires sur les données organisées par la Division statistique pour le développement ; sessions sur les registres et statistiques de l'état civil) afin de mobiliser les membres et les parties prenantes en vue de la préparation des formations, des réunions et des grands débats sectoriels. Ce format, à savoir des sessions plus courtes et plus ciblées, est susceptible de renforcer la diversité des participants et réduit également les coûts financiers et environnementaux.	

Annexe 5

Liste des protocoles d'accord en vigueur

Partenaire	Date de signature	Expiration
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	2 juin 2017	Durée indéterminée
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	3 avril 2019	3 avril 2022
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA)	19 février 1998	Durée indéterminée
Association internationale de signalisation maritime (AISM)	5 août 2018	Durée indéterminée
Australia Pacific Training Coalition (APTC)	24 avril 2020	30 juin 2022
College of Micronesia	6 avril 2018	Durée indéterminée
Communauté internationale de la noix de coco (ICC)	5 mars 2019	Durée indéterminée
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	19 juin 2019	Durée indéterminée
Environmental Law Institute	30 juin 2020	Durée indéterminée
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	3 novembre 2003	Durée indéterminée
Groupe du fer de lance mélanésien	20 mars 2018	Durée indéterminée
Institut coréen de recherche sur la conception navale et le génie maritime (KRISO)	28 mars 2016	28 mars 2021
Institut coréen des sciences et techniques océanographiques (KIOST)	28 juin 2016	28 juin 2021
Institut de recherche pour le développement (IRD)	10 avril 2018	Durée indéterminée
Landcare Research NZ	31 août 2017	31 août 2022
Nature Conservancy	27 octobre 2016	30 octobre 2021
Organisation internationale du Travail (OIT)	6 octobre 2017	Durée indéterminée
Organisation maritime internationale (OMI)	9 janvier 2004	Durée indéterminée
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	8 août 2019	8 août 2023
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	12 avril 2018	Durée indéterminée
Programme alimentaire mondial (PAM)	29 juin 2017	29 juin 2021
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	18 août 2020	18 août 2022
Programme régional océanien de l'environnement (PROE)	27 juillet 2017	27 juillet 2022
Secrétariat général du Commonwealth	Septembre 2017	Septembre 2021
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	10 mars 2021	Durée indéterminée
Université du Pacifique Sud (USP)	23 août 2018	Durée indéterminée
Université du Queensland	13 juillet 2018	13 juillet 2023

Produit par la Communauté du Pacifique (CPS)

Communauté du Pacifique
B.P. D5 - 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 26 20 00
Courriel : spc@spc.int Site Web : www.spc.int/fr

© Communauté du Pacifique (CPS) 2021

ISBN 978-982-00-1407-7



9 789820 014077